

909.09822

STX

P462

no. (60)

TURQUIE L'ERE POSTKEMALISTE ?



Peuples Méditerranéens 60
MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
~~EDUCATIONAL~~

ROUTINE 420 600-6016

909.09822
P462
no. 60

508-609

THE LIBRARY OF THE

JAN 19 1993

TURQUIE

L'ERE POSTKEMALISTE?

UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA-CHAMPAIGN

PEUPLES MEDITERRANEENS / MEDITERRANEAN PEOPLES N° 60
Revue trimestrielle : juillet-septembre 1992

Ali Kazancigil : Le Kémalisme à l'épreuve du pluralisme :	3
Michel Bozdemir : "La marche turque" vers la démocratie :	9
Bülent Tanör : Fondements des violations des Droits de l'homme :	25
Yildiz Sertel : Destructuration sociale et crise économique. (1946-1991) :	35
Mehmet-Sehmus Guzel : Le réveil du mouvement ouvrier :	59
Nedim Gürsel : Mario Levi et l'exil :	79
Nilüfer Mizanoglu-Reddy : Femmes écrivains turques contemporaines :	85
Nezihe Meriç : Desolation N° IV :	93
Adalet Agaoglu : Defend my love; you defend :	97
Aysel Özakin : The first Metro in the morning :	103
Latife Tekin : Bercy Kristin Garbage Tales :	107
Hamit Bozarslan : Etat, religion, politique dans l'immigration :	115
Stéphane de Tapia : Le champ migratoire turc, évolution et mutations 1974-1992 :	135
Nedim Gürsel : Pénélope :	153
<hr/>	
Marie Louise Pellegrin : Désignations négatives et dichotomies faussement inévitables :	159
Ibrahim Abu Rabi' : Secularization, Islam, and the Future of the Arab World : a Derivative Discourse :	177
Benjamin Stora : A propos des Années algériennes : réponse à quelques interrogations :	193
Résumés/abstracts :	201

Centre culturel Anatolie

Président
Docteur Demir Fitrat ONGER

Fondé en 1984, le Centre culturel Anatolie est une association culturelle pour le développement des relations entre la Turquie et la France. Il poursuit ce développement par l'enseignement de la langue et de la civilisation turques, des conférences, des expositions et d'autres manifestations culturelles.

77 Rue Lafayette
75009 Paris
45.23.58.27

Cette livraison de Peuples Méditerranéens est publiée avec l'aide du Centre culturel Anatolie. Elle a été dirigée par Madame Yildiz Sertel.

TURQUIE. L'ÈRE POST-KÉMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 3-8

LE KÉMALISME A L'ÉPREUVE DU PLURALISME

Ali KAZANCIGIL*

Le kémalisme - cet ensemble de principes et d'actions, nommé d'après Mustafa Ataturk - est-il encore d'actualité en Turquie? A-t-il résisté à l'usure du temps? La réponse est évidemment à rechercher en Turquie même. Cependant, l'analyse doit s'appuyer sur deux facteurs plus généraux, qui englobent aussi le cas turc : le premier est contextuel, le second relève des liens entre les idées et l'action.

D'abord le contexte mondial : depuis quelques dizaines d'années, certains grands principes idéologiques, qui ont inspiré directement ou indirectement le kémalisme ont perdu de leur force d'attraction. Si le nationalisme se porte bien dans de nombreux pays, en revanche l'universalisme, le rationalisme, le laïcisme et le positivisme sont très largement discutés et contestés. La religion et le communautarisme ont repris du poil de la bête, le post-modernisme a décrété que la modernité issue des Lumières - à laquelle appartient le kémalisme - s'est définitivement discréditée à Auschwitz et dans le Goulag. Au sein du monde islamique, la révolution khomèyniste en Iran a paru définitivement enterrer le réformisme séculariste, dont le kémalisme constitue le modèle extrême. L'islamisme s'est répandu sans que, pour autant d'ailleurs, l'intégrisme religieux soit réservé à l'Islam : les Juifs orthodoxes en Israël, l'Eglise catholique en Pologne, les sectes protestantes aux Etats-Unis, les Hindous et les Sikhs en Inde valent bien les islamistes dans ce domaine.

Une évaluation du kémalisme doit donc prendre en compte ce contexte mondial où les problèmes engendrés par la modernité suscitent des tentations de resacralisation et d'irrationalisme.

* Directeur de la *Revue internationale des sciences sociales*.

En deuxième lieu, il y a la question des rapports entre la doctrine et l'action. Les kémalistes - Atatürk et ses partisans - furent, par dessus tout, des hommes d'action. Héritiers des aspirations et des réalisations de plusieurs générations d'élites modernisatrices - notamment des "jeunes ottomans" et des "jeunes turcs" - ils ont fait progresser ces idées et ces réformes jusqu'à la création d'un Etat-nation et d'une République laïque. L'œuvre kémaliste a été réalisée pour l'essentiel entre 1919 et 1930¹. Les éléments idéologiques qui sous-tendaient cette œuvre étaient assez peu explicités, les politiques réformistes étant simplement justifiées par la nécessité d'élever le pays au niveau de ce que les kémalistes appelaient "la civilisation contemporaine". La formulation systématique du kémalisme en une série de principes doctrinaux, est venue postérieurement : codifiés la première fois en 1931, en tant que programme du Parti républicain du peuple, et symbolisés par six flèches sur l'emblème du PRP, les principes de républicanisme, nationalisme, laïcisme, populisme, étatisme et réformisme furent inscrits dans la Constitution en 1937.

Un tel enchaînement, l'action précédant sa formulation doctrinale, correspondait bien au tempérament pragmatique de Mustafa Kemal, qui certes possédait une vision à long terme et se fixait des buts à atteindre, mais qui se souciait assez peu de doctrine. Dans les années 1920, à l'écrivain et diplomate Yakup Kadri Karaosmanoglu, qui lui faisait remarquer que le PRP n'avait pas de doctrine, il répondait : "Bien sûr qu'il n'en a pas... si nous en avions, nous gelerions le mouvement"².

Par conséquent, pour saisir le rôle du kémalisme dans l'histoire politique turque au XXe siècle, en évaluer la signification pour la Turquie des années 1990, il ne nous paraît pas très fructueux d'opter pour l'analyse culturaliste en posant les six grands principes formulés *ex-post* dans les années 1930, comme variables indépendantes. Il convient, au contraire, d'appréhender le kémalisme non comme une doctrine mais comme une action à laquelle des symboles et des principes doctrinaux donnent un sens.

¹ Les réformes kémalistes ont été abondamment étudiées. En se limitant au français et à l'anglais, on peut citer quelques ouvrages, parmi une abondante bibliographie :

i) Biographie de M.K. Atatürk : la plus complète demeure celle de Lord Kinross, *Atatürk : The Rebirth of a Nation*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1964 ; en français, voir Alexandre Jévakhoff, *Kémal Atatürk : les chemins de l'Occident*, Paris, Tallandier, 1989 ; à titre de curiosité, un ouvrage qui combine la psychanalyse et l'histoire : Vamik D. Volkan et Norman Itzkowitz, *The Immortal Atatürk : A psychobiography*, Chicago, The Chicago University Press 1984.

ii) Rôle du kémalisme dans l'histoire politique turque : le grand classique de Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres, Oxford University Press, 1961 (en français, *Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988) ; un autre ouvrage important : Niyazi Berkes, *The Development of Secularism in Turkey*, Montréal, McGill University Press, 1964 ; pour une approche multidisciplinaire du kémalisme : Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (dir. pub.), *Atatürk : Founder of a Modern State*, Londres, C. Hurst, 1981 (en français : *Atatürk : créateur de la Turquie moderne*, Paris, Masson, 1984).

² Sevket Süreyya Aydemir, *Tek Adam, Mustafa Kemal*, T. 3, Istanbul, Remzi Kitabevi, 1969 (3e ed.), p. 504.

C'est pourtant dans la perspective culturaliste que la question qui taraude les esprits en Turquie est souvent posée : le kékimalisme est-il mort (sous-entendu, les six principes sont-ils encore respectés?). De fait, le laïcisme intransigeant du passé a reculé devant la montée en force de l'islamisme et le facteur religieux joue depuis longtemps un rôle actif dans la politique. Le républicanisme, système politique élitiste et autoritaire, dominé par des élites dirigeantes étatiques a été remplacé par un régime dirigé par de nouvelles élites, issues de la périphérie de la société. L'étatisme est en train d'être progressivement liquidé par l'application depuis 1980, de politiques économiques libérales. Le réformisme radical et militant a été remplacé par une sorte de modernisation conservatrice. La pluralisme démocratique, l'industrialisation et la société de classes ont fait reculer le populisme. Enfin le sacro-saint nationalisme et la souveraineté nationale qui étaient, avec le laïcisme, les deux véritables éléments centraux de la *weltanschaung* kékimaliste, sont en train de se diluer avec l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers, les perspectives d'intégration de la Turquie à l'Europe et la nécessité, qui gagne peu à peu du terrain dans l'opinion publique, de reconnaître l'existence et les droits culturels des citoyens d'origine kurde.

A lire cette succession de reculades, on pourrait conclure qu'il reste peu de traces du kékimalisme. Cependant, en dehors du désespoir qu'elle apporte aux nostalgiques du passé, une telle discussion portant sur l'état de santé de la doctrine kékimaliste n'est utile ni pour comprendre la réalité politique et sociale de la Turquie moderne, ni pour évaluer le rôle que l'action kékimaliste a joué dans son avènement. Surtout, cette manière de poser le problème ne permet pas d'éclairer un aspect essentiel : une partie des développements que la démarche culturaliste interprète comme autant d'actes de décès des principes kékimalistes, constitue, en fait, des pas en direction de certains buts à long terme que l'action kékimaliste s'était fixés.

De nos jours, de nombreux pays du Tiers Monde font l'expérience d'une transition au pluralisme, à bien des égards difficile et chaotique, qui a débuté en Turquie il y a presqu'un demi-siècle, lorsque le multipartisme y a été introduit en 1945-46. L'Etat et la société turcs ont alors été orientés dans une nouvelle direction : la modernisation archi-volontariste et autoritaire impulsée d'en haut, imposée par le centre à la périphérie de la société a, peu à peu et difficilement (voir les trois coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980), laissé sa place à une gestion des affaires publiques, plus conservatrice, davantage fondée sur des compromis entre groupes sociaux et guidée par des considérations électorales, plutôt que par un militantisme s'inspirant de grands principes doctrinaux. Ce pluralisme démocratique, que le kékimalisme appellait de ses vœux, et que Mustafa Kemal avait par deux fois tenté d'instaurer par décret, en 1924 et en 1930, a finalement abouti à la mise en cause du monopole qu'il exerçait sur l'Etat et la société turcs. La modernisation socio-économique, qui a accompagné la transition démocratique, avec une économie de marché ouverte à l'extérieur, dans laquelle la part du privé augmente régulièrement au détriment de l'étatique,

l'industrialisation et l'urbanisation, a créé une société de classes et provoqué des polarisations idéologiques. La réalisation des objectifs des modernisateurs kémalistes était porteuse de germes nuisibles à la doctrine, qui préconisait une société sans classes et sans conflits idéologiques, de même qu'une économie nationale protégée et dirigée par l'Etat.

On peut en dire autant de la laïcité. Cela peut paraître paradoxal, étant donné que la séparation de la religion et de l'Etat, tenue à juste titre pour le principe fondamental du kémalisme, lui donnant son identité et expliquant les rapports d'attraction-répulsion qu'il entretient avec le reste du monde islamique, est aussi celui qui est généralement considéré comme ayant été le plus malmené pendant les quarante dernières années. Mais cela peut être expliqué.

Le grand dessein des kémalistes, qui conférait une cohérence à la série de réformes, apparemment disparates, allant du couvre-chef au calendrier, de l'adoption de l'alphabet latin à la laïcité et au statut de la femme, était de créer une citoyenneté, avec un individu libéré de la contrainte communautaire de l'*oumma*, vivant dans une société contractuelle et démocratique, dans un espace public structuré par la raison et la science et non plus par la religion bouteé hors de la chose publique, pour être confinée à la sphère privée. Or, dans la Turquie des années 1980-90, le courant islamique semble de plus en plus présent dans l'espace politique, tandis que sa force culturelle ne cesse de grandir, d'où la crainte de voir la Turquie suivre la voie de l'Iran. La principale formation politique islamiste, le Parti de la prospérité, qui avait obtenu environ 7,16 % en 1987, a amélioré son score aux élections d'octobre 1991. L'alliance électorale de ce parti avec deux autres formations, l'une également islamiste et l'autre d'extrême-droite nationaliste, a obtenu un score de 16,9 %, la part des islamistes et de nationalistes fascisants peut paraître inquiétante, d'autant que le vote cumulé de ces trois partis en 1987 avait été de 10,9 %. Cependant, il convient de relativiser ce résultat, en tenant compte d'un reclassement des suffrages islamistes-nationalistes, dont une partie avait été attirée en 1987 par le parti au pouvoir, le Parti de la mère patrie (ANAP). Ce dernier étant désormais dominé par des libéraux, les votes islamistes et ultra-nationalistes l'ont déserté pour aller vers la coalition des trois petits partis, d'où une chute de 12 points dans le score de l'ANAP (36 % en 1987 contre 24 % en 1991). On peut estimer qu'en 1991 l'ANAP a perdu 6 points au profit de la coalition islamiste-nationaliste (les 6 points restants s'étant échappés vers le vainqueur des élections de 1991, le Parti de la juste voie) et que dans l'ensemble de l'électorat, le vote islamiste n'a donc pas réalisé de progrès considérables par rapport à 1987.

Mais le rôle politique de l'islamisme turc ne s'arrête pas aux élections. Une stratégie utilisée par ces groupes est l'entrisme, l'infiltration des appareils étatiques, afin d'y occuper des positions stratégiques, l'objectif final étant la conquête de l'Etat et sa soumission à la *char'i'a*. Il y a aussi la stratégie plus radicale de certains groupes d'islamistes minoritaires d'obédience khomèyniste, qui rêvent d'abattre l'Etat pour le remplacer par

une organisation plus conforme à l'Islam. Les mouvements islamistes s'appuient sur de grands réseaux de *tarikat* (confréries religieuses), d'associations culturelles, de fondations, de cours coraniques, de résidences pour étudiants, d'organisations charitables, des maisons d'édition, de journaux et magazines, d'entreprises commerciales et de banques. Il est plus que probable qu'ils reçoivent des sommes substantielles de "l'internationale islamiste", dont les bailleurs de fonds sont situés à Ryad et à Téhéran.

Sans doute, dans un pays où l'Islam est un puissant facteur culturel, donnant sens et orientant la vie de millions de gens à un degré inconnu dans les sociétés occidentales, depuis longtemps désacralisées, la présence active de la religion dans la politique présente un risque sérieux. Les partis politiques islamistes de Turquie, d'Algérie, de Tunisie ou d'Egypte ne sont pas comparables aux partis chrétien-démocrates d'Allemagne, d'Italie, de Belgique ou des Pays-Bas, et il y a de fortes chances qu'ils ne le soient jamais. Cependant, le libre accès de l'islamisme à l'espace politique est nécessaire à la survie de la démocratie turque.

Il y a en effet deux manières pour la Turquie de contrôler l'intrusion du religieux dans le politique : la première est l'exclusion et la répression, mais cette méthode est non seulement incompatible avec un régime démocratique, en outre elle permet aux mouvements intégristes de développer une légitimité distincte, hors du champ politique séculier, avec le risque, comme on l'observe en Algérie, qu'une telle légitimité de recharge finisse par remplacer la légitimité politique séculière. La République kémaliste a pratiqué la manière forte, jusqu'à l'avènement du multipartisme, en réussissant, il faut bien le reconnaître, à garder le monopole de la légitimité, contrairement à la situation que connaissent actuellement certains pays arabes, grâce à l'expérience historique particulière de la Turquie¹.

La deuxième consiste à permettre aux mouvements islamistes de participer au champ politique séculier, démocratique, dont ils recherchent évidemment la destruction, sans pour autant faire preuve de légèreté vis-à-vis de leurs menées subversives et négliger de les soumettre à la rigueur de la loi. Le grand avantage de la participation est qu'elle permet de relativiser le message messianique, de placer ces mouvements sur le terrain adverse et, en définitive, de limiter leur impact sur les populations. C'est exactement ce qui se passe en Turquie depuis plus de deux décennies. Au delà de la laïcité constitutionnelle de l'Etat, la société civile turque donne la preuve que les forces séculières y sont capables de contrer démocratiquement la montée en puissance des islamistes.

Ainsi, la Turquie a-t-elle des chances de devenir, à terme, la première société musulmane sécularisée en profondeur, dans laquelle le politique et le religieux, la sphère publique et la sphère privée seraient dissociés, sans

¹ Voir Ali Kazancigil, "La démocratie en terre musulmane : la Turquie dans une perspective comparative", *Revue internationale des sciences sociales*, 128, mai 1991, pp. 365-383.

se menacer mutuellement et sans que le recours à la violence étatique soit nécessaire pour protéger la démocratie.

Une telle sécularisation de la société turque serait plus proche du modèle protestant que de la laïcité gallicane¹. En effet, le modèle français implique la participation de deux institutions centralisées, l'Etat d'une part, l'Eglise catholique de l'autre. Or, l'Etat moderne turc, centralisé, pour tout dire jacobin, a devant lui la nébuleuse de l'Islam, qui n'a pas de représentation unifiée, avec laquelle il puisse négocier. L'opposition entre les forces islamistes et les forces séculières en Turquie n'est pas sans rappeler les tensions que les pays réformés d'Europe occidentale ont connues au XVIIe siècle, pendant la Révolution puritaine. Les puritains n'avaient pas alors réussi à imposer leur absolutisme religieux aux sociétés protestantes. De la même manière, les islamistes ne parviennent pas à s'imposer en Turquie. La religion reflué de la sphère publique, non pas sous la contrainte d'un régime autoritaire, comme ce fut le cas sous le régime kényaniste, mais à travers un processus démocratique, pour être confinée à la vie privée et à la conscience individuelle.

En conclusion, ce qui peut paraître, dans une analyse superficielle de l'histoire politique turque des quarante dernières années, comme une défaite de la doctrine kényaniste, semble être, en fait, une avancée vers les buts à long terme de l'action kényaniste : l'émergence progressive d'une Turquie moderne, démocratique, sécularisée, industrialisée, se rapprochant de ces pays d'Europe occidentale vers lesquels Mustafa Kemal l'avait orientée avec obstination.

Certes, un chemin considérable reste à parcourir dans cette direction : le respect des droits de l'homme doit être mieux assuré, les droits des minorités (principalement des kurdes) doivent être reconnus et protégés, et les inégalités entre classes sociales, ou entre régions du pays réduites. Cependant, le cap semble être maintenu, ainsi que l'ont montré le déroulement et l'issue démocratiques des élections législatives du 20 octobre 1991.

Si la définition du kényanisme est réduite aux "six flèches", on peut affirmer qu'il appartient au passé, et que la majeure partie de cette doctrine n'a plus de signification pour la Turquie des années 1990. Si, en revanche, il est conçu comme une attitude pragmatique, modernisatrice, séculière et rationnelle, sous-tendant l'action politique, plutôt que comme le contenu de cette politique, alors il garde une actualité, en tant que contribution historique majeure à l'édification de la Turquie moderne. Dans ce cas, plutôt que de la mort du kényanisme, il est permis de parler de l'ère post-kényaniste.

Paris
UNESCO
Février 1992

¹ *Ibid*, pp. 378-380.

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 9-24

"LA MARCHE TURQUE" VERS LA DEMOCRATIE

Michel BOZDEMIR

L'évolution divergente des sociétés occidentales et non-occidentales, est une donnée fondamentale pour le raisonnement comparatif*. Située géographiquement, politiquement et économiquement aux frontières des trois mondes, la Turquie représente un cas de figure ignoré, mais intéressant. Aussi, la double appartenance occidentale-orientale de ce pays, est susceptible de traverser maints trajets de la réflexion politique.

La problématique de la double appartenance à des aires culturelles-civilisationnelles qui se sont violemment opposées dans le passé, pour ne pas dire combattues des siècles durant, nous interpelle continûment et met en avant les différentes formes de rencontre de civilisations. Pour n'en citer que trois, rappelons le fond commun culturel des sociétés latino-américaines et l'Occident, l'extrême sélectivité adoptée par le Japon à l'égard des valeurs occidentales, et enfin l'importation massive de ces valeurs, à l'exception toutefois des "luxes" et des "fantaisies" de la démocratie, à laquelle a procédé la Turquie, comme beaucoup d'autres, mais bien plus que les autres, au nom d'une occidentalisation qui n'a été bien souvent qu'une acculturation pure et simple. Le positionnement de la Turquie se singularise encore plus puisqu'étonnamment, sans la Chrétienté, sans l'histoire et la civilisation occidentale, sans même une géographie conséquente, elle se veut résolument européenne.

Plongée dans une crise identitaire durable à la suite des transformations qu'elle a subies, la société turque nous invite à prendre en compte, même dans une analyse spécifiquement politique, les dimensions historique,

* Communication présentée au Congrès mondial de l'Association internationale de Science Politique, Buenos Aires, 21-25 juillet 1991.

culturelle et stratégique de son devenir. Le passage d'un Empire-mosaïque des peuples (une vingtaine d'ethnies, des langues, alphabets et confessions diverses) à un Etat-Nation monolithique -sinon homogène- ne s'est évidemment pas réalisé sans poser des graves problèmes qui se prolongent sous différentes formes jusqu'à nos jours. De même, la maîtrise et le maintien d'un lieu stratégiquement central, jamais colonisé, conditionne de toute évidence l'évolution politique, civile ou militaire, interne ou externe au pays.

Remplaçant l'une des grandes controverses des relations internationales du siècle dernier, qui fut celle de la "Question d'Orient", la question de l'occidentalisation constituera la préoccupation fondamentale pour les fondateurs du régime kémaliste en Turquie. Ne pas évoquer l'histoire et le transfert des idées politiques, c'est prendre le risque d'explications superficielles. Reposer cette question à travers les problématiques actuelles des politologues, nous permettra par contre d'approfondir l'analyse politique entreprise.

Poids de l'histoire

Or, analyser les rapports militaro-civils dans une société pour la moins peu incline à l'individualité, et plutôt accueillante envers des formes de militarisation de la vie publique, nous attire sans cesse vers les sentiers habituels de l'historicisme et du culturalisme.

Nous avons eu l'occasion d'étudier pour un temps les aléas historiques des rapports Armée/Société en Turquie¹. Sans vouloir y revenir, nous conservons l'utilité de l'explication historique de certains comportements politiques, surtout en ce qui concerne l'autonomie de l'institution militaire, face aux autres acteurs socio-politiques.

Dans le cas de la Turquie, seule la prise en compte d'une tradition dirigiste-réformiste suscitée d'abord par les processus internes inaugurés en amont de l'histoire moderne - déjà le réflexe défensif de l'Empire ottoman face à une Europe ascendante -, puis par l'émergence kémaliste qui a fait le choix du modèle occidental au moment même où il livrait une guerre d'indépendance toujours contre l'Europe, peut nous faire comprendre certaines "énigmes" du politique turc contemporain.

Si l'étude historique a pu démontrer le caractère "bonapartiste, jacobin éclairé" de l'Armée turque qui a marqué le vingtième siècle, son ambition "civilisatrice" persistante qui semble épouser de nouvelles missions à l'approche du vingt et unième siècle reste à analyser.

Investie d'une mission historique selon sa propre conception, l'Armée s'emploie avec énergie à l'occasion de ses interventions à "civiliser" la société turque. Dans ses engagements extra-militaires, elle va plus loin

¹ M. Bozdemir, *Armee und Politik in der Türkei*, Dagyeli Verlag, Frankfurt (Main), 1988.

qu'un remodelage politique : la période kémaliste a provoqué une transfiguration coercitive de la société que nous avons baptisé "coupure civilisationnelle". Beaucoup plus qu'une simple réorientation politique, c'est un changement de camp historique : de l'Orient vers l'Occident. Ce qui est mis en cause, c'est l'énorme héritage de l'Islam qui aura imprégné en profondeur la société durant non moins d'un millénaire. On rejette violemment tout ce qui est d'Orient ou presque (de l'alphabet, pratiqué depuis des siècles à la musique savante ou profane, du calendrier au code civil, des couvre-chefs aux poids et mesures en passant par le califat, le sultanat, la Chariat, etc.) pour adopter dans sa totalité la civilisation occidentale. La liste est longue et assez connue. L'Armée fut le fer de lance de ces réformes. Tout ce qui fait les fondements culturels de la société civile, le laïcisme, l'égalité de sexe, l'éducation du peuple, etc., l'Armée a activement participé à leur développement. Par exemple, depuis la réforme de l'alphabet (1928) un million et demi d'appelés illétrés ont pu être alphabétisés au cours de leur service militaire. Il est vrai que, comme toute action sociale, ce programme se réalise avec quelques arrière-pensées, dont celle d'une homogénéisation ethnique. Il reste que l'"Ecole de la nation" continue à contribuer à la formation des citoyens issus du monde rural.

Sans entrer dans les problèmes d'émergence historique de l'autoritarisme, rappelons d'un mot que la société turque témoigne, depuis les temps les plus reculés, un attachement presque "héritaire" à l'Etat et à son appareil coercitif. Nous sommes loin de considérer les revendications de légitimité militaire comme une sorte de charisme institutionnel se situant en dehors et au-dessus de tout conditionnement socio-politique. Mais nous ne pouvons nous empêcher de constater qu'un environnement sociétal extrêmement réceptif devant le pouvoir des armes est bien là. L'autoritarisme populaire prend ses racines non pas dans des politiques populaires, encore moins populistes, mais dans ce que l'on peut appeler une certaine "disposition" populaire à l'égard de l'Etat-providence.

Les résidus historiques ne peuvent certes pas élucider toutes les interrogations relatives à la permanence de l'esprit militaire, ils contribuent cependant à la compréhension de l'acceptation de l'autoritarisme sans résistance de la part du peuple et de la base de l'institution. A cet égard, l'idéologie sécuritaire que sécrète l'Etat militaire trouve un écho favorable dans la philosophie existentielle populaire.

L'arlésienne de la démocratie...

La non-résistance, quand elle est générale et durable, entre en analyse politique, même si elle n'est pas un élément spécifiquement politique. Ou plutôt, disons que la tâche du politologue consiste précisément à démêler ce qui touche à la mécanique du pouvoir dans les éléments non politiques, mais ayant un impact latent ou ouvert sur les processus politiques. Dans un

régime autoritaire, si "le moindre effort politique" est voulu et recherché par tous les moyens, -isolement de l'individu, démantèlement des groupes, cloisonnement des institutions, et bien sûr l'anéantissement de l'activité politique civile-, il y a aussi le revers de la médaille : l'acceptation du politique autoritaire par ses destinataires. Le "mode d'action populaire" (J.F. Bayart) a du mal à s'inventer ici. Nous sommes loin de ce que Ortega Y. Gasset appelait "le fait le plus important de notre temps : l'ascension ou la révolte des masses". C'est l'inverse qui se produit : la soumission quasi totale des masses. Le petit peuple se fait rare sur la scène de la démocratie turque. L'absence de résistance même de moindre contestation, participation massive aux artifices électoraux, acclamation publique des généraux, et un laisser-faire plébiscitaire... autant de lits douillets offerts aux militaires, autant de sujets à creuser pour le chercheur.

En effet, comment ne pas tenir compte de cet esprit communautariste, de cet amour pour le métier des armes, de ce respect atavique envers les interlocuteurs en uniforme, et de cette adoration docile devant le paternalisme, le charisme et autres formes de hiérarchie culturelles, quelqu'un de plus fort que soi...

A quoi imputer cette docilité presqu'infantile d'un peuple qui se déchirait atrocement il n'y a pas si longtemps? Pour ne prendre qu'un exemple concret, comment expliquer le silence d'un demi-million de syndiqués d'une combativité et d'une conscience politique aiguë, face à la réquisition de la peine capitale pour leurs dirigeants par les tribunaux militaires?

A l'opposé de considérations qui qualifient le rôle de l'Etat comme secondaire (I. Wallerstein) face aux influences planétaires, la question demeure centrale dans notre problématique. Là, il manifeste peut-être un point d'équilibre entre intérêts contradictoires, mais ici il détermine même l'émergence de la société civile contemporaine. Hors de l'Etat, point de société! On peut même parler d'une idolâtrie de l'Etat¹.

Quelque soit la thématique privilégiée : passage au pluralisme, localisation du changement social, développement économique ou pénétration hégémonique, la question de l'Etat se trouve dans notre cas posée au préalable.

Si la sphère économique est la condition première pour l'émergence de l'Etat moderne en Occident, l'Etat en Turquie précède l'économie et toute autre forme sociale. C'est lui qui a créé la "société civile" de toutes pièces et non le contraire. Il est à la fois dispensateur et confiscateur des biens et des avantages. La société civile n'a pas eu d'existence sérieuse dans la formation politique pré-républicaine.

Octroi et suspension arbitraire des droits et des libertés par le haut d'une part - cela concerne à la fois l'Empire ottoman et la Turquie kényaliste -, persistance des structures communautaristes de l'autre, font que l'émergence du citoyen-individu qui est la cellule de la société civile, a

¹ Semih Vaner suggère le terme de "Statolatrie", cf. "Etat, Société et Partis Politiques en Turquie (1902-1985)", Congrès National de l'AFSP, Bordeaux, 5-8 octobre 1988.

beaucoup tardé à venir. Le droit de résistance à une autorité injuste ou illégitime qui a son acheminement dans les profondeurs de la société médiévale, occidentale, n'a pas d'équivalent dans notre exemple. A l'opposé du "pluralisme" seigneurial autour d'un pouvoir central limité, qui a constitué la condition première du développement de la démocratie (B. Moore), pour ne pas reprendre le despotisme à la Montesquieu ou à la Wittfogel, disons que l'Etat tout puissant prenait le relais des classes sociales dans le contexte oriental. Donc, pas de bourgeoisie ottomane! L'absence de classes moyennes, la classe dirigeante n'a toujours pas d'intérêt mercantiliste même vers le milieu du XIX^e siècle¹. Ainsi, plus récemment, le sursaut libertaire des années soixante en Turquie n'avait pas été précédé, comme en Occident, par le développement d'une société civile. La bureaucratie turque civile ou militaire n'a pas toujours vu d'un bon œil la montée des classes d'entrepreneurs : la Chambre de Commerce d'Istanbul exprimait, dans les années cinquante, son mécontentement à l'égard de la bureaucratie qui traitait les hommes d'affaires comme des "voleurs avec cravate"². La libéralisation de 1960 a été décrétée sans être l'aboutissement de revendications ou de luttes, pas plus que d'un compromis évolutif, sans être non plus le résultat graduel d'une participation politique³, ou du développement de l'individualité-citoyenneté. L'initiative de la transformation sociale revient à des catégories qui sont issues de l'Etat. Ces classes intermédiaires (pour ne pas dire par intérim) se trouvaient être à la fois promotrices de nouvelles classes économiques et leurs adversaires politiques et idéologiques. Adversaires politiques, parce que le passage à la démocratie les mettait en position de concurrence; adversaires idéologiques, parce que les nouvelles classes n'appréciaient pas la valeur les réformes kémalistes quand elles ne les remettaient pas en cause. Avec la notion de la volonté nationale (*millî irade*), la démocratie a rapidement pris le sens d'absolutisme majoritaire.

Question de nature ou de degré?

Sans s'attarder sur les très nombreux épisodes dramatiques de l'histoire de la Démocratie occidentale où la force a été employée à des degrés de brutalité souvent inégalés (G.Hermet), il serait utile de s'arrêter un instant sur les penchants discrets ou manifestes de la tentation autoritaire au sein de cette même démocratie. Un seul indice de nos jours, peut nous en dire long. Dans le domaine de la justice par exemple, des mesures qui ne sont ni

1 Peter F. Suger, "Turkey : economic and political modernization", in R.E. Ward et D.A. Rustow (ed), *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton, 1964, p.153.

2 D. Avcioglu, *Türkiye'nin Düzeni : Dün, Bugün, Yarın*, Ankara, 1969, p. 250.

3 M. Heper conclut à "l'absence d'un engagement constructif" de la part des milieux économiques dans l'élaboration de politiques économiques. *The State Tradition in Turkey*, The Eothen Presse, 1985, p. 104.

démocratiques ni libérales, pour ne pas dire autoritaires, y gagnent du terrain à mesure que les actes terroristes se multiplient.

De toute évidence, l'autoritarisme est un moyen en réserve pour tout système politique. Quand bien même il est évacué des textes de droit, il est toujours présent, comme une loi qui attend son heure, sans être légiférée. Il est la règle éternelle de l'exceptionnel. Un ultime arsenal pour enrayer la défaillance persistante des rouages vitaux d'une domination politique nationale ou globale, le loyalisme, même dans les démocraties les plus respectées par les soldats, n'est pas une règle absolue applicable en tous temps et en toutes circonstances. Mac Arthur n'a-t-il pas déclaré en 1953, "We of the military shall always do what we are told to do. But if this nation is to survive, we must trust the soldier when our statesmen fail to preserve the peace"¹. Manifestement, la raison de survie justifie tout.

Par ailleurs, certains politologues pensent que la "gouvernementabilité" du système pose problème à toutes les démocraties, sinon dans l'immédiat, au moins dans un avenir proche. Même dans les sociétés occidentales, les tensions de la société post-industrielle peuvent rendre nécessaire, selon Huntington, une nouvelle forme d'autoritarisme dans l'avenir. Qu'on le veuille ou non, la "gouvernementabilité" fait appel à la limitation matérielle des appétits², ou à l'endiguement forcé des revendications de masse, qui ne va pas sans recourir tôt ou tard à un mode de gouvernement autoritaire, dans toute société où l'abîme se creuse entre demandes et satisfactions.

Dans notre cas, le souci et la recherche de la "gouvernabilité" prévalent surtout dans l'esprit des acteurs militaires intervenant. A les en croire, la gouvernabilité n'est possible que grâce au renforcement de l'autorité de l'Etat.

En fait, l'autoritarisme semble être l'expression matérialisée d'une crainte, non pas celle de ceux qui subissent le régime d'oppression, mais celle de ceux qui l'appliquent par réaction spontanée ou réfléchie, à l'idée de perdre leurs droits ou leur symbolique en même temps que leur sécurité. Cette peur de la société civile est dans les systèmes périphériques quasi quotidienne, que cela soit à cause de la fragilité des structures ou de celle des institutions. Dans les systèmes centraux, elle est enfouie dans les profondeurs du subconscient.

La société civile face à l'armée

En Turquie, chaque fois qu'elles sont appelées à gouverner, depuis 1950, les élites de la société civile se sont trouvées incapables de maîtriser durablement l'évolution du système politique dans le cadre parlementaire. Devant le choix fatidique, respect jusqu'au bout des valeurs libérales qui

¹ Cité par C.W. Mills, *The power elite*, 1956, p. 204.

² J. Leca, R. Papini (sous la direction de), *Les démocraties sont-elles gouvernables?*, Economica, 1985, p.18.

n'ont été les siennes que par la force de l'histoire, et encore accessoirement, et sauvegarde à tout prix de ses intérêts, même au prix de la suppression de ses valeurs, il n'y a pas lieu à hésiter, surtout si l'on dispose d'une force comme l'Armée.

La société civile s'en remet donc provisoirement et conditionnellement à l'efficacité martiale, notamment en ce qui concerne le rétablissement de l'ordre et la pacification du climat social. Le même scénario s'est répété à trois reprises : le 27 mai 1960, les 12 mars 1971 et le 12 septembre 1980. Ce qui est frappant, c'est que les militaires turcs ne prétendent pas "casser" la démocratie mais la réparer¹. Bien sûr la démocratie qu'ils prétendent construire ou restaurer ne concorde pas toujours avec le modèle occidental, mais force est de reconnaître que la volonté militaire de maintenir un système démocratique - du moins civil - est incontestable.

Si le schéma marxiste a une force d'explication dans ce contexte précis, il ne couvre cependant qu'une partie de l'ensemble social, et non la totalité. Autrement dit, le modèle conflictuel n'est opératoire qu'à partir du sommet de la 'hiérarchie' des classes, et il cesse de l'être juste milieu du tissu social sans pouvoir inclure les classes laborieuses, ce qui est tout de même un handicap de taille. On peut bien sûr évoquer plusieurs raisons à cette marginalité de la majorité : le poids des traditions, l'insuffisance de l'expérience démocratique, la main-mise de l'Etat sur la formation des mentalités, sur tout ce qui l'entoure : individus, groupes, communautés.

La prééminence supposée de l'économie sur le reste des phénomènes de société est loin d'être manifeste dans toutes les phases de notre itinéraire. L'économie n'a toujours pas son "indiscutable" règne sur la politique. Les acteurs non économiques, en l'occurrence militaires, ont continué jusqu'à la dernière décennie à façonner de manière considérable la marche de l'ensemble social. L'analyse restera donc incomplète tant que l'on n'y introduit pas, et la spécificité institutionnelle et les influences extra-sociétales.

L'Armée, ce corps sociologiquement, politiquement, et historiquement présenté et perçu comme une providence, n'est pas un intrus éphémère. Quelles sont alors les conditions d'émergence et les modes d'intervention de l'Armée dans la vie politique?

Contrairement à bien des cas du monde industriel, l'Armée turque n'a pas été une simple "caisse de résonance" des conflits d'intérêt de la société civile. Le dernier exemple, de 1980 à 1983, illustre bien une situation qui ne peut se comprendre qu'à travers le concept de spécificité : plus de trois ans de régime militaire sans dissension apparente, sans changement d'équipe, presque dans un mouvement de nomination habituelle. Il n'est pas question de "partis" militaires. On reformulerait plutôt l'adage anglais : "my army, right or wrong".

¹ *12 September in Turkey, Before and After*, texte du Secrétariat général du Conseil de sécurité, Ankara, 1982, p. X.

Il reste que le schéma élaboré ne couvre toujours pas toute une série de faits très importants pour la problématique démocratique sous autoritarisme : manque de résistance, docilité populaire, apathie politique, fascination pour l'autorité... ces facteurs non économiques interviennent à coup sûr comme éléments co-déterminant (avec les facteurs économiques), dans le fonctionnement, l'avènement et l'acceptation de l'ordre militaire. I. Horowitz y voit des "deterministic properties"¹.

Face au phénomène autoritaire, bien peu sont ceux qui s'efforcent de distinguer l'Etat militaire répressif du modèle économique qu'il accompagne, pas plus qu'ils ne veulent se souvenir du progressisme militaire, qui a grandement contribué à la modernité kémaliste.

Avant de conclure précipitamment au caractère oligarchique du régime de 1980, ne faut-il pas commencer par expliquer pourquoi les militaires de 1960 ont généreusement octroyés entre autres exemples, le droit de grève à une classe ouvrière qui n'en demandait pas tant?

De la même manière, l'expérience kémaliste nous montre que le changement superstructurel pouvait parfaitement précéder la constitution de bases économiques. Le laïcisme turc n'a pas été le produit d'une société civile, mais le résultat d'une politique volontariste d'Etat.

A cet égard, la singularité de la Turquie a déjà attiré l'attention des observateurs anglo-saxons : Rustow au début des années soixante. Ensuite, T. Skocpol et E.K. Trimberger ont procédé à des études comparatives entre le Japon et la Turquie. Le centralisme étatique et le volontarisme politique élitaire y sont largement soulignés². Dans les deux cas, l'impulsion bourgeoise a été très faible : en Turquie, c'est la bureaucratie, au Japon l'aristocratie qui a fait le relais.

Existe-t-il ou non une corrélation clairement définissable entre le niveau de développement économique et les chances de passage et de longévité démocratique?

Deux perspectives méthodologiques majeures ont été proposées pour l'interprétation du processus démocratique. La première privilégie les impératifs du développement et ses prolongements trans-nationaux (Lipset-Almond-Lerner). La deuxième met l'accent sur le caractère conflictuel des rapports sociaux et internationaux (I. Wallerstein - S. Amin). Les deux approches se rejoignent curieusement à la fin de leur parcours interne pour préconiser une sorte d'homogénéisation planétaire à deux pôles.

La grande série bien connue des théories modernistes entre dans la première perspective, qui tente d'expliquer, sinon de justifier, l'autoritarisme de la croissance économique, le démarrage économique (*take-off*) engendrant inévitablement une phase de politique autoritaire ou

¹ I. Horowitz, "The potential for growth under militarism remains an ineluctable fact", *Three Worlds of Development*, 1972, p. 341.

² D.W. Rustow, *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton, 1964.

T. Skocpol et E. K. Trimberger, *Revolution from above, Military Bureaucrats and development in Japan, Turkey, Egypte and Peru*, Transaction books, 1978.

inversement; puisque celui-ci tend à limiter la consommation et à accroître la production selon I. Horowitz¹. Ce qui est intéressant dans cette démarche, c'est qu'une conception gestionnaire délibérée se dégage en vue de contourner l'épanouissement du social. On serait tenté de parler stratégie sociétale puisqu'il s'agit de volontés voulant régir l'avenir de l'ensemble social par l'introduction de nouveaux codes d'action, infiniment plus disciplinés et réfléchis que ceux instaurés presque "naturellement" par le libéralisme originel. Il ne s'agit pas d'alliances de circonstance au niveau gouvernemental, ni de politiques de redressement à court terme, encore moins un simple plan de remise en état des institutions, mais de stratégies systémiques. Et en cela, les forces armées ont fait figure de médiateur efficace dans les années quatre-vingt.

Si une conception autoritariste initiale est commune à toutes les stratégies libérales, à savoir qu'un "gouvernement fort ou semi-dictatorial est seul capable de mener à bien une 'socialisation conservatrice', qu'elle seule est susceptible de déboucher sur un régime démocratique stable"², il n'y a rien d'étonnant à ce que les bourgeoisies naissantes se laissent aller à des combinaisons politico-militaires pour se donner des gouvernements stables et stabilisants.

A certaines étapes de l'évolution sociale, il arrive en effet que le césarisme coïncide avec une adhésion populaire exprimant un système démocratique progressivement perfectible. C'est précisément ce qui s'est passé à notre avis en Turquie. Dès lors, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la question "la dictature : mère de la démocratie?"³, n'est pas insensée, du moins en fin de parcours.

A partir de là, les questions se multiplient. Existe-t-il une chance de court-circuiter le long chemin de la démocratie pluraliste? Quel est le chemin le plus court qui traverse en même temps les sites incontournables du développement? Autrement dit, y-a-t-il des "avantages dus au retard économique?" (Veblen). Et enfin, quel est le rôle du soldat dans ces questionnements? Peut-il assumer un rôle d'accélérateur ou restera-t-il fatidiquement dans son état d'instrumentalité docile au service des plus forts? Qui utilise qui dans ce jeu? L'Armée, la société civile? ou l'inverse?

Mécanique d'intervention

Dans un contexte de crise généralisée, ce qui est souvent le cas à la veille des interventions, la maîtrise des espaces politiques par la société civile devient de plus en plus rétrécie. En revanche, la montée des revendications populaires, devient immaîtrisable. C'est alors que les chances d'une prise en main des affaires par les militaires s'accroissent.

¹ Horowitz, *op. cit.*, p. 370.

² G. Hermet, *Aux frontières de la démocratie*, p. 74.

³ G. Hermet, *ibid.*, p. 69

Dans une société où toutes les valeurs essentielles, à commencer par la vie humaine, se trouvent contestées, il n'est guère étonnant que l'institution pour qui la défense de l'ordre et des valeurs établies est la raison d'être, s'interpose pour rétablir les choses. A la veille de chaque intervention, beaucoup estimaient que l'Armée avait tardé à intervenir. Certains l'avaient publiquement appelée à mettre un terme au chaos sanglant des années soixante-dix. L'organisation militaire représente, comme on dit communément, le dernier recours de la nation, puisqu'elle engendre une valeur-refuge dans une situation instable.

L'Armée de son côté développe et diffuse en permanence, des éléments de sa légitimité, formant de toute évidence une "idéologie salvatrice". Celle-ci consiste à soutenir la thèse d'une légitimité permanente de l'Armée dans ses interventions politiques; elle comporte deux volets importants. Le premier concerne un argument semi-juridique : effectivement, un article du code militaire qui "charge les Forces armées de protéger et sauvegarder la République", est à la base juridique *stricto sensu* de tout discours de légitimation et de chaque action politique des militaires. Le deuxième volet relève de la symbiose armée-nation, la vocation militaire supposée de la nation ne pouvant être engendrée que par l'Armée; pour pièce à conviction, on cite volontiers les ressemblances et les affinités entre citoyens et soldats, on va même jusqu'à parler d'une "représentativité" de l'Armée par rapport à la société¹. En tous les cas, elle ne semble pas rencontrer de détracteurs sérieux. Ni concerts de casseroles latino-américains, ni rassemblements religieux à la polonaise : les résistances et oppositions sont minimes; l'acclamation et l'approbation impressionnantes. A eux seuls les "oui" massifs, certes canalisés, mais non imposés par la force suffisent pour s'en convaincre : 61 % de oui contre 38 % de non en 1961 (référendum constitutionnel); 91 % de oui contre 8 % de non en 1982 (référendum et élection présidentielle). Ces chiffres devraient illustrer l'adhésion indiscutable de la société aux projets d'un pouvoir fort. D'autant plus qu'une forte participation (plus de 80 %) est observée dans les deux cas.

Cependant en votant pour un candidat certes autorisé mais pas soutenu par les généraux (45 %), et en rejetant le candidat clairement favorisé par eux (24 %) en 1983, le peuple a désigné sans équivoque les limites d'un consensus pro-autoritaire. L'unanimisme plébiscitaire est ainsi brisé par le jeu électoral, tous deux provoqués par les militaires. Les consultations dans une situation autoritaire remplissent ainsi une double fonction qui est de légitimer le pouvoir sans pour autant "identifier le peuple à ses gouvernants" supposés éphémères.

Force est donc de constater que l'autoritarisme turc n'est pas réductible à une dictature militaire pure et simple. L'ambition, personnelle ou corporatiste, n'y est pas un motif dominant. Le "césarisme" turc, à part le très

¹ Pour Celal Bayar, premier Président civil de la République (1950-1960), "Le meilleur représentant de la nation turque est l'Armée", *Yankı*, 632, p. 9, 5/5/1983. Ironie de l'histoire, il fut condamné à mort par les militaires de 1960.

spécifique cas de M. Kemal, n'a pas existé. Ce dont il s'agit ici est un autoritarisme impersonnel. Il est vrai que de chaque intervention, un nombre important de postes de responsabilité sont confiés à des officiers actifs ou retraités. L'administration, centrale et locale, est envahie jusqu'aux postes subalternes. A tel point qu'au lendemain des interventions, il est permis de parler d'une militarisation de la fonction publique. On sait aussi que le choix du président de la République, à deux exceptions près, a appartenu à l'Armée.

Cette omniprésence "martiale", dont on peut énumérer indéfiniment les manifestations, ne doit pas cacher l'attachement de l'Armée à la suprématie civile. C'est ce qui fait l'originalité politique de l'Armée turque.

Inutile de préciser que notre interrogation ne suggère nullement l'existence d'une vocation démocratique particulière chez des hommes pour lesquels la considération de l'ordre et de la discipline est placée au sommet de la hiérarchie des valeurs. Ne tentent-ils pas à chaque occasion de forger, conformément à leur image de la démocratie, une société silencieuse, dépouillée de ses instincts revendicatifs, de ses éléments combatifs et "bagarreurs" -comme ils disent- bref, une société complètement nivélée au point d'être enrégimentée?

Il n'empêche que dans tous les modèles constitutifs (1961, 1971, 1981) dont les militaires ont eu le monopole de la rédaction, tous les grands principes démocratiques ont gardé leur place. La seule instance juridique où l'Armée peut se faire entendre en temps normal est celle du Conseil de sécurité national. Mais le fait que les représentants de l'Armée y soient majoritaires ne lui enlève rien de son caractère consultatif. La tutelle martiale ne figure toujours pas dans le système politique, pourtant régulièrement revu et corrigé par ses constituants militaires.

Un même souci de préserver les principes démocratiques est perceptible à propos des partis politiques. A l'encontre des tentatives de liquidation pure et simple de ceux-ci comme en Amérique Latine par exemple, les militaires turcs n'ont pas cessé d'inscrire dans les constitutions l'"imprescriptibilité" des partis politiques. Ils les ont suspendus, ils ont exécuté leurs chefs et confisqué leurs biens à l'occasion, dont un certain nombre d'entre eux interdit jusqu'à 1991 (communiste, islamiste, fasciste), mais le principe est resté intact.

Les agissements politiques de l'Armée devraient s'expliquer dans ce contexte précis -à faible expérience démocratique-, à la fois par une conception "essentialiste" s'exprimant en terme de spécificité qui prévaut dans l'esprit militaire, nourri par des réminiscences du "droit naturel", et par l'environnement proche et lointain.

Société civile et société militaire s'affrontent alors pour donner chacune à sa façon une orientation et une finalité à la société globale.

Trois tâches essentielles semblent être assignées à l'autoritarisme montant :

- la refonte du modèle politique
- le rééquilibrage de l'ensemble social

- la consolidation de la subordination au système planétaire par la suppression des penchants centrifuges, sauf si le système lui-même se lance dans un grand mouvement centrifuge (l'Iran de la décennie 80, et l'Albanie d'avant 1991).

La première fonction est désormais classique. Chaque régime impose ses nouvelles règles au jeu politique. Plus intéressant est le double mouvement de plus en plus étroitement conjugué : l'intégration et la mise en service de l'appareil militaire au système intérieur, et l'alignement personnalisé de celui-ci au monde extérieur. Dans les deux cas, il s'agit d'une orientation des idées dominantes et d'une redéfinition du rôle des hommes, des groupes et des structures. Dans les deux cas, les grands réaménagements font tomber en désuétude les intransigeances maximalistes des uns par une gestion oppressive, les expectatives et les craintes démesurées des autres, par une sécurité absolue, puisqu'à terme, les "menacés" du système se trouvent infiniment plus rassurés, alors que les "menaçants" sont devenus les grands perdants.

Le rééquilibrage de l'ensemble social se vérifie avant tout dans la mise en forme des revendications, si celles-ci ont encore une chance d'être exprimées. De même la réduction des tensions, la désescalade sociale s'accompagnent d'une série de pacification, dépolitisation, démobilisation, désidéologisation... ou par un retour tapageur à une "idéologie-confusion" (kémalisme). Ce qui est intéressant à étudier, c'est la 'capitulation' de l'esprit militaire sur certains de ses propres principes. L'effacement de l'ordre par une déréglementation sauvage dans les affaires économiques par exemple, peut facilement évoquer chez lui la hantise de l'anarchie, qu'il croyait avoir chassée de tous les espaces publics. Or l'autoritarisme politique et le libéralisme économique semblent avoir coexisté sans trop poser de problèmes aux militaires.

Comment ceux-ci acceptent-ils ce jeu infiniment instable et désordonné que représente le marché libre, contraire à leur façon de voir, souvent étatiste, communautariste, sinon collectiviste? Nous avons déjà formulé une hypothèse qui semble être confirmée par les événements. Il s'agit d'une stratégie d'intégration militaro-économique, savamment mise en œuvre par les milieux d'affaire et l'Etat-major au lendemain de l'intervention de 1960.

Complexe militaro-industriel

Le microcosme institutionnel ne suffit pas à expliquer à lui seul la différenciation des mentalités. Le 'dehors', la société civile qui assiège les casernes à mesure qu'elle se consolide, contribue de plus en plus au conditionnement de ces esprits. L'introduction par exemple de la dimension économique dans l'analyse, nous serait d'un secours notable. Dans le même ordre d'idée, la transposition réajustée d'un concept qui avait suscité beaucoup de controverses au cours des années soixante notamment aux Etats-Unis, celui du "Complexe militaro-industriel", nous a paru prometteur

pour mieux cerner le processus d'intégration de l'Armée dans l'économie de marché et le revirement idéologique des officiers qui en découle.

En effet, à partir des données portant sur les nouvelles relations instaurées entre l'Armée et l'économie, nous croyons avoir esquissé un "modèle d'explication de l'intégration militaro-économique" en Turquie¹, dont la dimension politique s'affirme nettement par rapport à son prototype américain, qui privilégie avant tout la symbiose défense-industrie d'armement. Ce nouveau modèle d'intégration se distingue par la place qu'il réserve à la promotion d'un projet politique qui ne trouve pas les moyens de sa réalisation au sein de la société civile.

Contrairement aux temps anciens, l'Armée n'est plus aujourd'hui une institution aux relations limitées, surtout au niveau idéologique. Elle est passée d'une situation très distancée par rapport à la sphère civile de l'Etat, à une intégration plus profonde. Cette intégration s'observe à deux niveaux : à l'intérieur de l'ensemble sociétal se trouvent plusieurs rayons d'intégration : l'économique (OYAK), l'Etat (budget, défense militaire), l'Administration (pendant le régime militaire), militarisation de la fonction publique : hautes fonctions (préfet, maire, PDG,... mais aussi cadres supérieurs ou même cadres moyens). La dimension internationale de l'intégration militaire conditionne aussi le comportement des officiers.

Cette "coïncidence des intérêts" dont parle C.W. Mills² est la clé de des retrouvailles militaro-industrielles. C'est grâce à cette "coïncidence" pré-organisée que les stratégies de maîtrise politique arrivent à se réaliser sans grand obstacle. L'apport de l'analyse se prolonge ainsi sur des sites plus proches du pouvoir politique.

La spécificité universelle et l'originalité endémique de l'institution peut éclairer le comportement politique des officiers. A titre d'exemple, chez les militaires turcs, contrairement à leurs semblables des pays jeunes, il n'y a pas de désir de participation au pouvoir, seulement la volonté d'arbitrer les règles de participation. Parfois, elle sert à l'introduction des nouvelles revendications populaires comme en 1960, ou à limiter cette participation, comme dans les années quatre-vingt. Ce sont des gestionnaires *ad hoc*, volontairement interposés, dans la crise hégémonique que subit la société turque dans son devenir moderne. Ainsi, le propos de B. Moore, "pas de bourgeoisie, pas de démocratie..." devrait être complété, surtout dans un contexte autre que celui de l'évolution très particulière de l'Occident. En effet, il arrive qu'une bourgeoisie naisse, (d'ailleurs souvent avec des soins qu'elle ne mérite sans doute pas, vu son manque d'originalité et vu les circonstances de l'émergence de ses parents occidentaux) sans que la démocratie ne l'accompagne.

Bien sûr, il peut y avoir des changements d'attitude politique des officiers, du moins à long terme, grâce à un changement radical du système de

¹ Voir "Une nouvelle forme de Complexe Militaro-Industriel", M. Bozdemir, *Pouvoirs*, 34, 1985.

² *The Elite Power*, p. 276.

recrutement, du mode de fonctionnement interne et de l'orientation dans l'instruction militaire. Or, tout ce qui touche à la formation des officiers fait partie des constantes de l'institution.

Mais, nous devons concéder que ce qui constitue l'essence de la chose militaire - l'atavisme, les traditions, les valeurs, l'éducation - peut être considéré comme un ensemble d'éléments constants. Ils ne sont pas immédiatement opposables à un programme politique précis, qu'il soit de droite ou de gauche, particulièrement sur le plan économique. Cependant, une série de sensibilités contemporaines se sont surajoutées à ces constantes et jusqu'à récemment elles étaient susceptibles d'être aisément provoquées à partir d'un seuil de tolérance sur certains thèmes privilégiés comme la laïcité, le culte de personnalité de M. Kemal, l'appartenance à l'Occident.

Grâce aux multiples mécanismes intégrateurs savamment mis en place, hommes d'affaire et généraux qui se connaissaient à peine il n'y a pas si longtemps, se côtoient aujourd'hui sans complexes. Le filtrage social, trouvant de son côté un justificatif sérieux dans la grille hiérarchique, incite les militaires à fréquenter allègrement le monde économique. Ce nouveau climat semble faciliter considérablement l'intercompréhension des élites militaires et économiques, ce qui n'est pas sans conséquences sur le plan politique; citons entre autres, l'éclatement spectaculaire des anciennes élites.

Pour les deux principaux bénéficiaires de l'opération, les résultats sont largement satisfaisants. L'Armée améliore les conditions de vie de ses hommes et de leur famille, et l'industrie a un collaborateur bailleur de fonds, sûr et favorisé par l'Etat. Mais le plus important se joue sur le plan de la restructuration politique. Les états d'âme des militaires s'apaisent, la tentation réformiste s'efface pour donner place à un plus large consensus au sein de l'institution, sur la légitimité du système en place.

Mais tout le monde ne trouve pas son compte dans ce tableau. Sans parler de l'absence des organisations de masse, qui ont fait les frais de l'opération, les grands perdants de ces changements sont les élites civiles et intellectuelles qui ont pourtant longtemps incarné à la fois l'Etat Ottoman et Républicain. Ces éléments de "l'élitariat" dirigiste se trouvent désormais exclus du jeu politique. Seule l'Armée a pu échapper à l'écroulement du politique élitaire, sans doute au prix d'un revirement idéologique important.

Désormais, seule la branche armée de la bureaucratie étatique conserve quelque poids dans la conduite des affaires, le trio civil-militaire-intellectuel ayant du céder la place à un duo militaro-mercantile¹.

¹ Faut-il encore nuancer : le Président Özal proposait un nouveau classement des rapports de forces : les forces armées, qui se trouvaient en tête, occuperaient, à la suite du passage à l'économie de marché, le troisième rang, alors que l'économique monte en première position et les médias en seconde. *Cumhuriyet*, 12. 5. 1990.

Une tentative de réinterprétation

Depuis la dernière intervention de l'Armée dans la vie politique, un changement perceptible est intervenu dans le mode de pensée et d'action politique des militaires turcs. C'est nouveau. Jusqu'en 1980, ils se présentaient comme de simples agents correctifs du système politique. Ils intervenaient pour "remédier" au disfonctionnement du système. Pour reprendre un image qu'ils aiment bien employer, ils venaient "faire la vaisselle".

Une fois la situation assainie, les institutions refondues selon les nouvelles exigences du moment, en un mot une fois la "vaisselle lavée", ils retournaient à leur caserne. Ils se retirèrent aussi, après 1980, de la scène politique, même si cette fois-ci ils y mirent le temps. Mais ce qui change, ce qui a changé dans les années 1980, c'est leur vision des choses. En fait, l'innovation se situe d'abord sur le plan de la philosophie politique. Il s'agit d'une réinterprétation de la "doxa fondatrice", c'est-à-dire le kémalisme. Se croyant les garants de l'héritage du père fondateur, la junte de 1980 se permet de réviser les grands principes kémalistes non pas en les supprimant, mais en leur donnant un sens nouveau, parfois assez éloigné de leur contenu originel. La réinterprétation s'opère sur plusieurs points. On se contentera de citer ici deux exemples : étatisme et laïcisme.

La mise à l'écart, sinon l'abandon du principe kémaliste, étatisme, "*devletçilik*", se vérifie par l'absence du terme dans le discours politique. S'il est tout juste mentionné parmi les autres, c'est surtout pour dire qu'il appartient désormais au souvenir de l'arsenal idéologique d'autrefois. Il se justifiait dans les années vingt-trente, mais plus maintenant. De surcroît, dans l'ambiance libérale des années quatre-vingt, il était devenu malséant de perturber les esprits par le rappel d'une idée vieillie, pour ne pas dire anachronique.

C'est donc tout le contraire d'un principe kémaliste que les militaires de 1980 se sont donné pour objectif : privatisation, rationalisation des entreprises d'Etat, incitation de l'initiative privée au détriment de l'esprit patrimonial que symbolise le terme *Devlet Baba*¹.

Par ailleurs, l'évacuation du principe étatiste sur la plan économique, ne veut pas dire abandon de la conception du "tout Etat", ni même adoption du "moindre Etat"; c'est même l'inverse. L'emprise étatique sur la société et l'individu est plus que jamais d'actualité. La création d'un parti d'Etat, envisagée pour un temps en 1983, puis abandonnée, en est la meilleure illustration.

Le deuxième point concerne une question existentielle et toujours d'actualité de la République kémaliste, celle de la laïcité. Il nous faut simplement souligner ce qui nous paraît être une nouvelle approche de la question. "L'Islam fait partie de la personnalité nationale" : les propos on ne

¹ Mot à mot : l'Etat-père.

peut plus claires du Général Evren constituent une première, venant d'un chef d'Etat républicain. Au delà des exégèses publiques d'Evren en faveur de l'Islam, sa familiarité affichée avec le Coran, du fait qu'il se vante souvent d'être fils d'imam, il nous semble que les militaires de 1980 ont tenté de redéfinir la place de la religion dans la nation comme en témoigne l'introduction, dans la Constitution de 1982, des cours obligatoires de religion au secondaire.

Les méandres de l'itinéraire idéologique de l'Armée peuvent alors être tracés avec moins d'hésitation. Ainsi, l'univers clos de l'institution militaire semble avoir subi, ces dernières décennies, une double évolution contradictoire : renforcement de son corporatisme par le réseau de services et d'avantages supplémentaires que l'on vient de mettre en sa faveur, et une certaine ouverture vers la société civile. Curieusement, cette ouverture s'est dessinée -contrairement aux apparences initiales (1960)- en direction de monde industriel.

En effet, une des données fondamentales du politique dans les systèmes périphériques, comme celui de la Turquie kényaliste, résidait dans l'indépendance traditionnelle de l'Etat et de son appareil coercitif par rapport à la société. L'essence quasi extra-sociétale du pouvoir civil ou militaire, au moins jusqu'à une époque récente, constituait une des caractéristiques structurelles donnant ainsi à des acteurs-élites une liberté d'action démesurément importante par rapport à leur poids réel dans la société.

Aujourd'hui, à une étape plus évoluée de la société, les données de l'action politique tendent à se transformer radicalement. Sous la pression continue des forces économiques, qui n'arrivent pas à elles seules à une maîtrise politique totale, les forces armées semblent s'engager dans une double action extra-militaire : régulation des conflits sociaux par la force, suivie par la mise en œuvre d'une domination politique nouvelle. Cela veut dire que toute une série de caractéristiques de l'Armée d'autrefois comme le progressisme, l'esprit d'arbitrage, ou le soutien discret ou direct en faveur des forces laborieuses, ont fait leur temps, et qu'un virement idéologique dans le sens de société civile montante s'est réalisé. La flèche de l'évolution se dirigerait ainsi vers un conformisme de plus en plus marqué de l'Armée grâce à des mécanismes d'intégration de celle-ci au système en place.

"La marche turque" vers la démocratie en sera-t-elle facilitée? L'avenir le dira.

Paris
Institut national des langues
et civilisations orientales - ERISM
Septembre 1992

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 25-34

FONDEMENTS DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Bülent TANÖR

Les droits de l'homme ont fait l'objet de maintes attaques et de violations surtout durant le régime militaire (1980-83), mais aussi après le "retour à la démocratie", sous les gouvernements du Parti de la Mère Patrie (1983-1991). Rappelons quelques cas flagrants : peines de mort (55 cas entre 1980 et 1984), exécutions sommaires ou extrajudiciaires perpétrées quasi systématiquement par les forces de l'ordre, torture, arrestations et détentions arbitraires, atteintes à la liberté de conscience sous la forme de cours de religion obligatoire dans l'enseignement primaire et secondaire, condamnations à des peines de réclusions pour "défaut d'opinion", mesures préventives et poursuites pénales frappant les organes de presse, innombrables restrictions et interdictions étouffant la vie associative ainsi que les libertés syndicales et politiques, etc.

Je voudrais ici examiner les origines juridiques et méta-juridiques de ces violations.

Facteurs juridiques

Une bonne partie des violations proviennent directement des lacunes, voire des dispositions mêmes du système juridique turc institutionnel et normatif.

Institutions étatiques

La réorganisation interne de l'Etat, c'est à dire la redistribution des rôles en son sein compromet la liberté et la démocratie.

L'organe exécutif est renforcé aux dépens des organes législatifs et juridiques. Il est doté de larges pouvoirs discrétionnaires et de prérogatives exorbitantes en matière de libertés publiques (censure, suspension, interdiction, etc.). Par ailleurs, il se soustrait en grande mesure au contrôle juridique grâce aux régimes d'exceptions, tels que l'état d'urgence ou l'état de siège.

Le contrôle politique du parlement sur l'organe exécutif (gouvernement et administration) n'a par ailleurs jamais été très efficace en Turquie, du simple fait surtout que les majorités parlementaires dociles, disciplinées et peu soucieuses de principes libéraux, n'ont jamais envie de désavouer "leur" gouvernement.

En outre, deux lacunes importantes sont de nature à encourager les comportements arbitraires et abusifs de l'exécutif. La première est que le principe de la "transparence administrative" a toujours fait défaut au système turc, la seconde l'absence d'une institution ou d'un organe de contrôle de type "ombudsman" ou "médiateur", dont l'utilité est de notoriété publique dans le monde d'aujourd'hui.

Une autre tendance de l'organisation des pouvoirs, est la disparition de l'autonomie d'organismes importants de la vie sociale et culturelle. Depuis 1971, les universités et la direction de la radio-télévision ont graduellement perdu leur autonomie au profit du gouvernement et d'une administration fortement centralisée. Une telle structure monolithique est contraire à la protection du droit à l'information et des libertés académiques.

On constate aussi un recul du pouvoir juridictionnel, principal garant des droits de l'homme dans une société démocratique, face aux organes de la décision politique (le législatif et l'exécutif). En effet, d'une part l'indépendance des juges est compromise, de l'autre les mécanismes de contrôle juridictionnel sur les actes législatifs et administratifs sont réduits et limités par les dispositions de la Constitution de 1982.

La Constitution et les droits de l'homme

La Constitution turque de 1982, œuvre d'un régime militaire, fait preuve d'un excès de zèle dans la défense de l'Etat contre la société et l'individu, et aussi de l'Etat et/ou de la société contre l'individu. Elle autorise une réduction excessive des libertés, en attribuant au législateur, c'est à dire à la majorité parlementaire, trois moyens d'intervention conjugués. D'abord, elle accorde au législateur la possibilité de restreindre tous les droits constitutionnels dans le but de la "protection de l'intégrité indivisible de l'Etat avec le territoire et la nation, de la protection de la souveraineté nationale, de la République, de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la paix

publique, de l'intérêt public, de la morale publique et de la santé publique" (art. 13). En outre, les droits peuvent être restreints pour des "motifs spéciaux" prévus dans les articles où ils sont aménagés. De plus, "Aucun des droits et aucune des libertés mentionnés dans la Constitution ne peut être exercé dans le but de porter atteinte à l'intégrité indivisible de l'Etat avec le territoire et la nation, de mettre en danger l'existence de l'Etat turc et de la République, de supprimer les libertés et les droits fondamentaux, de confier l'administration de l'Etat à une seule personne ou à un groupe d'individus, ou d'assurer la domination d'une classe sociale sur les autres, ou de créer des distinctions entre des individus en fonction de leur langue, de leur race, de leur religion ou de leur secte, ou de créer un Etat fondé sur ces mêmes concepts et conceptions" (art. 14).

L'individu est ainsi astreint à exercer ses libertés sous l'empire de "trois ceintures de sécurité". A celles-ci s'ajoutent de multiples restrictions et interdictions émanant directement de la Constitution. Quelques exemples dans les domaines des droits individuels, collectifs, sociaux et politiques, illustrent la mainmise de l'Etat sur la société civile et sur l'individu.

En ce qui concerne les droits individuels, on remarque des dérogations injustifiables au droit à la vie (art. 17), le droit reconnu à la police de porter atteinte aux libertés personnelles (inviolabilité du domicile, droit à la vie privée, liberté de correspondance, etc.), sans mandat judiciaire, sur simple décision des autorités administratives, toutes les fois qu'un "retard serait considéré comme préjudiciable "aux nécessités du temps et de l'affaire.

Dans le domaine des libertés intellectuelles, les atteintes les plus flagrantes sont l'obligation de cours de religion (art. 24), la constitutionnalisation des "délits d'opinion" (art. 13 et 14), la référence à des "langues prohibées par la loi" (art. 26 et 28), la censure explicite sur les émissions de radio, de télévision et sur les œuvres cinématographiques, la censure indirecte sur la presse (art. 26 et 28), la limitation des libertés scientifique, académique et artistique, etc. (art. 27).

La Constitution manifeste une défiance accentuée pour les libertés collectives (de réunion, de rassemblement, d'association) par la multitude et l'ambiguïté des motifs qui permettent de les restreindre. Cette méfiance vise particulièrement les droits sociaux collectifs (syndicaux, etc.). Au désir d'atomiser la société, s'ajoute ainsi une idéologie antisociale.

La Constitution est aussi marquée d'une suspicion vis-à-vis de l'activité politique. Les interdictions imposées aux partis politiques sont révélatrices : interdiction d'adopter des statuts et des programmes incompatibles avec l'intégrité de l'Etat du territoire et de la nation, de prôner la domination d'une classe sur les autres, de s'organiser à l'étranger, de former des sections de femmes ou de jeunes, de créer des fondations, de collaborer sur le plan politique avec les associations, les syndicats, les fondations, les coopératives ou avec les organisations professionnelles ou d'en recevoir des aides matérielles, etc. (art. 68 et 69). L'approche de la Constitution est non seulement atomisante et antisociale, elle cherche aussi à dépolitisier la

société et l'individu. Cette visée se dénote nettement dans le terme "d'Etat turc sacré", utilisé dans le préambule de la Constitution¹

Légitimation de l'autoritarisme

A la lumière de tout ce que l'on vient de dire, on comprend pourquoi la Constitution de 1982 s'abstient de faire référence à une conception universelle de la démocratie libérale, et ne s'engage qu'à reconnaître une "démocratie fondée sur la liberté telle qu'elle est prévue dans la présente Constitution" (Préambule, alinéas 6 et 9). Cette "nationalisation" de la démocratie et de la liberté a eu de graves conséquences dans la vie politique et constitutionnelle.

Premièrement, les interdictions et restrictions expressément prévues par la Constitution confortent des majorités parlementaires peu soucieuses de principes libéraux et démocratiques, cas de la majorité sortante qui s'en est servi d'instrument pour repousser les revendications de l'opposition; les dirigeants du Parti de la Mère-Patrie se sont toujours référés aux interdictions constitutionnelles pour rejeter les demandes de libéralisation de la législation en général et, en particulier, des lois relatives aux partis politiques et aux syndicats.

Deuxièmement, les possibilités de restreindre les libertés, généreusement offertes au législateur par la Constitution, ne manquent pas d'encourager les majorités parlementaires à limiter davantage les droits fondamentaux. La majorité sortante s'en est ainsi servie pour imposer de nouvelles restrictions à la liberté individuelle et à la liberté de la presse.

Troisièmement, ces dispositions constitutionnelles restrictives des libertés, et surtout l'ambiguïté des motifs de restriction insérés dans la Constitution ont pour effet d'élargir le champ du pouvoir discrétionnaire du législatif, et rendent peu opérant les mécanismes de contrôle de la légalité des actes administratifs et de la constitutionnalité des lois.

La théorie des constitutions doit tirer les conséquences des dispositions de la Constitution de 1982 en matière de droits de l'homme. Cette Constitution est un contre modèle par rapport à la conception classique du constitutionnalisme libéral créé par l'Occident au long des siècles. Elle assume en effet une mission paradoxalement "anticonstitutionnelle": l'assujettissement de l'individu et de la société civile à un Etat omniprésent. En d'autres termes, la Constitution de 1982 se présente comme une contre-constitution ou une anti-constitution, en dénaturant et falsifiant le concept même de Constitution, en tentant de légitimer le fait du prince ou la raison du plus fort²

1 Pour plus de détail voir, mon article : "La restructuration de la démocratie en Turquie", *Revue de la Commission internationale des Juristes*, 32, 1984, pp. 61-72.

2 Voir Bülent Tanör, "Des fonctions légitimatoires de la Constitution turque de 1982", *Revue Internationale de Droit Contemporain*, 1988, 1, pp. 75-79.

Aujourd'hui, le corps social rejette le corset que le régime militaire lui a imposé en 1982, et le gouvernement de coalition formé à la suite des élections législatives du 20 octobre 1991, lance un programme radical de démocratisation et de libéralisation en matière politique. Ce programme vise à modifier radicalement l'arsenal juridique établi dans le dessein de créer un pays "silencieux", et d'en faire un pays "qui parle".

La problématique des droits de l'homme ne se réduit cependant pas à la seule sphère juridique, il existe des aspects méta-juridiques, plus complexes.

Les sphères méta-juridiques

La problématique des droits de l'homme, et notamment la problématique de leurs violations, doit aussi se tourner vers des facteurs historiques, politique, culturel, socio-économique, etc.

Facteurs historiques

Ni le siècle des Lumières, ni les grandes transformations qui ont secoué et marqué l'Occident des XVIII^e et XIX^e siècles (essor du capitalisme, etc.) n'ont connu d'équivalent dans l'histoire des Turcs de l'Empire ottoman. A la différence de l'Occident où des transformations sont apparues favorables à l'épanouissement des "droits de l'homme et du citoyen", l'Empire ottoman n'est pas parvenu à reconnaître "la société civile", et "l'individu" comme valeurs en soi. Il oscillait entre deux impasses, chacune plus défavorable que l'autre à l'éclosion d'un milieu social fondé sur le respect des droits de l'homme et de l'autonomie de l'individu : l'option conservatrice (le maintien de la monarchie absolue et théocratique, du communautarisme et du traditionnalisme), et, par ailleurs le mimétisme ou ouverture à tout prix à l'influence étrangère.

Les réformistes de l'Empire, que ce soit les précurseurs des Tanzimat, les Jeunes Ottomans ou les Jeunes Turcs, s'intéressaient davantage au maintien de l'Empire multinational qu'à la mise en œuvre d'un système politique fondé sur la liberté et le respect de droits de l'homme. "Sauver l'Empire" primait comme idéal sur le souci du respect de l'autonomie du "privé". L'idéologie de la prééminence de l'Etat domine encore aujourd'hui la vie politique turque, elle trouve en partie ses origines dans une tradition plusieurs fois séculaire, celle d'une organisation politique fortement étatiste et autoritaire.

Le réformisme radical de l'époque kényaliste se caractérisait par son zèle modernisateur dans tous les domaines, y compris l'espace politique/institutionnel où l'accent doit être mis sur la transition d'un Empire semi-féodal et multinational à un Etat national, indépendant et laïc. Dans ce sens l'expérience kényaliste correspond à une révolution démocratique et

nationale (bourgeoise) dans le contexte de ce qu'on appelle aujourd'hui, le Tiers Monde. De ce fait même, le régime kémaliste a défriché le terrain et l'a rendu propice à l'émancipation ultérieure de l'individu, en détruisant les soubasements médiévaux de l'Etat (sultanat, califat, théocratie, etc.) pour les remplacer par des principes républicains, laïcs et démocratiques (souveraineté nationale), en procédant aussi à des réformes profondes, sociales et juridiques (transformation du "sujet" en "citoyen", réformes laïcantes, égalité juridique entre l'homme et la femme, etc.). La cible principale de toutes ces réalisations était la "religiosité" en tant que bloc normatif, institutionnel et idéologique qui était considéré comme la source essentielle de l'aliénation et l'asservissement de l'homme et surtout de la femme.

En revanche, l'époque kémaliste n'a pas manqué de laisser un héritage d'autoritarisme, de privilège de l'Etat contre la société et l'individu. D'abord par le caractère autoritaire, sinon des objectifs, du moins des méthodes (système du parti unique, prépondérance des élites, etc.), ensuite, par la négation des particularismes locaux, religieux et ethniques sous l'emprise d'une idéologie de tendances solidariste, nationaliste, tutelliste et élitiste. Cet amalgame a permis aux putchistes des années 1960, 1971 et 1980 de se réclamer, à tort ou à raison, des principes de l'Ataturkisme, version conservatrice du kémalisme, et de justifier ainsi leur intervention et leur action. Aujourd'hui, ces mêmes principes incorporés dans la législation turque sont parmi les fondements des restrictions des libertés politiques.

Dimensions politiques

Comparée à la plupart des pays du Tiers Monde, la Turquie dispose d'avantages politiques importants lui permettant de mettre sur pied un système respectueux des droits de l'homme : tradition d'indépendance politique, vécu considérable et long d'au moins un siècle en matière de constitutionnalisme, acquis dans la marche vers la modernisation politique et dans la rationalisation de l'appareil administratif, expérience assez riche accumulée depuis un demi siècle sur le terrain de la démocratie compétitive, attachement au régime parlementaire fondé sur le principe de la responsabilité de l'exécutif devant les élus du peuple (parlement) à la différence par exemple de certains pays d'Amérique latine ou d'Afrique noire où le régime présidentiel a souvent dégénéré en régime présidentialiste, etc.

Toutefois, maints facteurs d'ordre politique sont défavorables aux droits de l'homme, et rapprochent la Turquie d'autres pays du Tiers Monde qui souffrent d'insuffisances du développement économique, social et politique. D'emblée, on doit souligner des différences importantes entre l'Occident et le Tiers-Monde dans les dynamiques ou processus de consécration des droits fondamentaux.

L'Occident a eu le temps, la possibilité et le luxe de résoudre les problèmes de la réalisation de l'Etat-nation, de l'accumulation du capital, de

l'industrialisation, de la croissance économique, de l'édification de régimes représentatifs, de la reconnaissance des droits et libertés classiques, de l'élargissement des droits politiques (passage du suffrage restreint au suffrage universel et au vote féminin), de l'enrichissement du catalogue des droits de l'homme par l'insertion de nouveaux droits dits "sociaux" et "culturels", etc. Ce long processus s'est étalé sur plus de deux siècles et déroulé en plusieurs étapes.

Dans le cas de la Turquie, comme dans le celui de la plupart des pays du Tiers-Monde, ces questions brûlantes et les tensions qu'elles entraînent ont surgi et se sont imposées presque simultanément et cumulativement, et exigé leur solution immédiate. L'ordre du jour politique se trouvait surchargé de revendications et de questions complexes, voire contradictoires et presque également contraignantes, au point qu'on ne pouvait privilégier ou sacrifier les unes aux dépens ou au profit des autres. L'Etat et la société se trouvaient face à la tâche de réaliser à la fois et simultanément le développement économique et la démocratie, les droits classiques et les droits sociaux, l'essor économique et le droit à un environnement sain, de repenser l'Etat-nation de manière à reconnaître leurs droits culturels à ceux qui se réclament d'une autre identité nationale.

Sur le plan concret, la problématique des droits de l'homme trouve son foyer dans la "question de la démocratie" : la faiblesse du niveau d'institutionnalisation de la démocratie turque a toujours eu pour conséquence la dégradation des droits de l'homme. Quelques points cardinaux méritent d'être brièvement présentés ici.

Premièrement, il faut évoquer l'instabilité du régime démocratique qui a connu les ruptures des interventions et des régimes militaires ou semi-militaires. Les plus graves violations en matière des droits de l'homme sont advenues sous les régimes militaires ou d'exception, lors de l'état de siège ou l'état d'urgence.

Deuxièmement, la démocratie turque n'a jamais été pleinement compétitive et participationniste. Aux multiples interdictions touchant les activités politiques, se sont ajoutés d'autres facteurs négatifs, tels que l'absence de démocratie interne au sein même des partis politiques, l'inefficacité du contrôle et des sanctions parlementaires sur les excès de l'exécutif, des pressions à la dépolitisation délibérément exercées par le haut (surtout lors du régime militaire de 1980), des ruptures dans la continuité des formations politiques (dissolution des partis), etc.

Troisièmement, sur le plan politico-idéologique, le fait que la vie politique turque, depuis son passage au multipartisme et à de rares exceptions, a été marquée par la succession au pouvoir de formations et de forces politiques de tendance conservatrice, a constitué un handicap considérable. Les équipes successives n'ont guère manifesté d'enthousiasme pour les libertés.

Aspects culturels

Le degré de reconnaissance des droits de l'homme est aussi lié dans une société à la culture politique et aux mentalités. Historiquement la reconnaissance de la valeur en soi de l'individu dans la culture civique, représente une des conditions sine qua non pour l'émergence de la doctrine des droits de l'homme, et sa mise en œuvre; sans elle aucune conquête dans ces domaines ne serait durable. Les traditions communautariste et collectiviste ont au contraire fait barrage aux courants d'autonomisation de l'individu.

La Turquie d'aujourd'hui est encore en partie en butte à des difficultés de cette nature; elle est en effet en train de passer d'un système normatif, religieux, hiérarchisé, fondé sur la "soumission", à un système plus laïc, égalitaire et humaniste. Le régime militaire de 1980-83 a joué dans ce contexte un rôle néfaste. Dans un pays où la "culture de protestation" ou de "désobéissance civique" est assez réduite, pour ne pas dire absente, les dirigeants militaires ont déployé maints efforts pour asservir davantage les âmes et les esprits, non seulement par la répression, mais aussi par l'endoctrinement et la dépolitisation. La revivification de l'obscurantisme religieux, la propagation de l'idéologie de "l'Etat sacré en danger", le relancement d'un nationalisme chauvin, en étaient les manifestations les plus visibles.

Les successeurs du régime militaire, les gouvernements du Parti de la Mère-Patrie, ont également contribué à cette vague de déculturation avec la propagande du "sauve qui peut", et avec l'apologie d'une société de consommation déchaînée, en désolidarisant et en dissociant ainsi davantage les victimes aussi bien de la répression politique que d'une économie antisociale.

Les mentalités les plus intolérantes et rétrogrades trouvent d'ailleurs des représentants même dans sphères les plus hautes de l'appareil d'Etat. La Turquie des années 1980 a connu un Chef de l'Etat plaçant les intellectuels signataires d'une pétition (*Aydınlar Dilekçesi*) au rang de "traîtres à la patrie", un Ministre des affaires extérieures utilisant les termes "d'assassin et sadique" pour un cinéaste (Y. Güney), un Ministre de la défense qualifiant ses opposants de "traîtres", un Ministère de l'intérieur modifiant les noms de 700 villages anatoliens ou interdisant les prénoms d'origine non-turque, etc.

La culture politique et les mentalités puisent en partie leur source dans l'éducation. En Turquie, l'éducation nationale est loin de satisfaire aux exigences d'une formation démocratique, humaniste et universaliste. L'enseignement secondaire, en particulier, dénué de tout esprit critique, fondé sur la répétition dogmatique des "savoirs", est imprégné d'une philosophie nationaliste et chauvine. L'ambiance des universités de son côté, est stérile et morbide. Amputées de leur autonomie administrative, affaiblies par des purges et des démissions massives, elles sont loin de fournir aux jeunes générations, un milieu de libre recherche et de débat. Le

"silence des universités" prive en outre la société d'une fonction de réflexion irremplaçable dans sa quête de progrès et de lumières.

Facteurs sociaux et économiques

Dans toute société, nombreux sont les agents économiques et sociaux qui ont un impact sur le régime des droits de l'homme, favorisent ou défavorisent leur évolution. La nature des rapports économiques et sociaux affecte la sphère de liberté et de droit des individus ainsi liés. En d'autres termes, les atteintes aux droits et libertés de l'individu ne résultent pas exclusivement des actes des organes et agents de l'Etat, mais aussi du comportement des personnes de droit privé, des rapports entre particuliers ou rapports horizontaux.

En ce qui concerne la Turquie, on peut évoquer un certain nombre de rapports sociaux où se manifeste la coercition : le rapport des hommes et des femmes, le fanatisme religieux et le terrorisme sur les âmes et les corps, le rapport des chefs féodaux avec "leurs" paysans, ceux de certains employeurs avec leurs employés ou ouvriers conduits à renoncer à l'usage de leurs droits syndicaux, etc.

La faiblesse organisationnelle de la société turque est aussi peu favorable à la protection et à la garantie des droits de l'homme; les empiétements et atteintes sont d'autant plus flagrants et fréquents que les structures associatives, syndicales et politiques ne sont pas solidement implantées.

L'exode rural par son importance et son accélération tient aussi sa place; il transforme les grandes villes, désormais occupées par des gens déracinés des campagne. La cité ou la ville, berceau de civilisation et de progrès, perd ainsi sa qualité de promesse d'émancipation.

Sur le plan plus proprement économique, deux faits essentiels se répercutent négativement sur la capacité des classes défavorisées à faire effectivement usage des droits et des libertés qui leur sont reconnus en droit. Le premier est classique, il s'agit du sous-développement économique qui empêche une bonne partie de la population d'utiliser efficacement ses droits et libertés, pratiquement formels et illusoires en l'absence de moyens matériels nécessaires pour les exercer. Pour reprendre un exemple classique, on peut s'interroger sur la valeur réelle de la liberté ou du droit au travail pour des centaines de milliers de chômeurs. Le second fait s'ajoute au premier, c'est l'effet désastreux pour les classes populaires des politiques économiques et anti-sociales mises en œuvre depuis 1980; elles ont eu pour conséquence d'aggraver les injustices sociales, d'imposer aux classes laborieuses et aux petits producteurs marchands des frustrations et des privations supplémentaires.

Retouche

De ce tableau esquissé à grands traits se dégage un bilan sombre; afin d'éviter la partialité, il est nécessaire d'en corriger les excès, d'en évoquer les limites et de mentionner les éléments positifs.

Ces éléments résident essentiellement dans la vocation historique et toujours actuelle de la Turquie à adopter le système de valeurs, les institutions et les normes du monde libéral et démocratique. Cette tendance irréversible est attestée par les élections législatives du 20 octobre 1991 et la formation d'un gouvernement de coalition qui s'est donné comme tâche historique de renouveler et d'assainir de fond en comble le système politico-juridique du pays, conformément à la volonté de l'écrasante majorité des citoyens.

Les objectifs essentiels de la nouvelle majorité se réduisent à deux points : liquidation de l'arsenal juridique autoritaire légué par le régime militaire et son successeur, édification d'un nouveau système de valeurs et de normes conforme aux préceptes universels de l'idéologie des droits de l'homme. Les mots-clés actuellement en vogue sont *yeniden yapılanma* (restructuration) et *seffafilik* (transparence).

Assiste-t-on à l'émergence de la version turque du couple *Perestroika-Glasnost*? L'auteur de ces lignes sombres, pour sa part, le croit profondément.

Istanbul
Faculté de Droit
Novembre 1991

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 35-58

DESTRUCTURATION SOCIALE ET CRISE ECONOMIQUE (1946-1991)

Yildiz SERTEL

A partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, la Turquie entre dans une nouvelle phase du développement capitaliste. Une économie étatiste, protectionniste est transformée en économie libérale, et, progressivement, intégrée à l'économie capitaliste mondiale. Ce type de développement capitaliste s'ouvre sur une déstructuration sociale avec ses conséquences économiques, sociales et politiques et sur la vulnérabilité à l'impact des crises extérieures. La déstructuration sociale est au fondement de la crise économique structurelle manifeste dès la fin des années cinquante. Le processus de "développement dépendant" (dépendance des crédits et capitaux étrangers, construction d'une industrie importatrice, libéralisation du commerce extérieur) a aggravé la crise économique et approfondi la différenciation sociale. Enfin la cumulation de l'impact de la crise économique mondiale et de la crise structurelle interne a conduit le pays à une désintégration économique et sociale.

Nous nous proposons d'analyser cette évolution en quatre phases :

1. Phase du développement du capitalisme et de déstructuration sociale.
2. Phase de l'intégration à l'économie capitaliste mondiale, de formation des grandes sociétés monopolistes, de fusion du capital national (industriel et bancaire) et multinational, d'approfondissement de la différenciation sociale.
3. Phase de stagnation et de désintégration économique.
4. Phase de l'ouverture à l'extérieur.

Développement du "capitalisme libéral" et déstructuration sociale

La transformation de l'économie étatiste, protectionniste, de l'époque kémaliste (1923-1946) en économie libérale se réalise progressivement après la deuxième guerre mondiale. Cette transformation est stimulée par les Etats étrangers, les institutions internationales et la bourgeoisie libérale qui prend le pouvoir politique en 1950.

En 1947 la Turquie entre dans le Plan Marshall et signe des accords bilatéraux avec les USA. Par ces accords elle accepte de prendre les mesures suivantes :

- = Supprimer les barrières au commerce extérieur ;
- = Encourager les investissements du capital étranger, la libre concurrence sur le marché intérieur ;
- = Utiliser les crédits américains aux fins proposées par les USA.

En 1950 la Turquie adhère à la Banque Mondiale de Développement qui lui accorde aussi des crédits.

Ainsi commence une période de développement appuyée sur les crédits et capitaux étrangers. Sur le conseil des experts de la Banque Mondiale, le gouvernement Turc met l'accent sur le développement et la mécanisation de l'agriculture. Les banques d'Etat accordent des crédits à long terme à intérêts réduits, aux grands propriétaires fonciers et aux riches paysans. Des sociétés mixtes (capital d'Etat, capital privé et étranger) investissent dans de vastes projets d'irrigation et d'industrie légère. Entre 1946 et 1960 la mécanisation agricole et la transformation de certaines régions rurales marque profondément l'économie turque; en découle la désintégration de la petite paysannerie, l'exode rural et la déstructuration sociale.

Parallèlement l'industrie légère moderne se développe au détriment de l'artisanat. Par le biais des sociétés mixtes une bourgeoisie commercialo-industrielle, intégrée au capital étranger se crée. Cette période "d'aide au développement" englobe une "aide militaire" qui accroît la dépendance et aggrave la situation économique.

Mécanisation de l'agriculture, capitalisation de la campagne (1950-1960)

Dans cette période, la politique "d'étatisme libéral"¹ poursuivie par le gouvernement conduit à des changements importants dans l'agriculture :

Mécanisation

Les crédits avantageux accordés par l'Etat aux grands propriétaires fonciers accélèrent le processus de concentration de la richesse.

1 Reconnaissance des libertés économiques et transformation de l'Etat en source de crédits et en fournisseur d'infrastructure pour le secteur privé.

L'augmentation du prix du blé contribue aussi à l'enrichissement des *aga(s)* (propriétaires fonciers semi-féodaux et riches paysans) et des fermiers capitalistes (en petit nombre). Ces couches aisées peuvent donc accroître leurs investissements dans l'agriculture, tandis que l'usage des machines agricoles est stimulé par les sociétés étrangères exportatrices et par les spécialistes des pays développés; ainsi s'ouvre une période de mécanisation rapide dans certaines régions, notamment en Cilicie, dans les riches fermes de l'Egée et de Marmara, aussi bien que dans certaines parties de l'Anatolie du nord. Entre 1950 et 1957 le nombre des tracteurs utilisés en Turquie passe de 16.600 à 45.000¹. Les surfaces cultivées mécaniquement passent de 250 hectares en 1950 à 3.160.000 hectares en 1960 (superficie de la Turquie : 78 millions d'hectares)².

Ce développement se fait au détriment de la petite paysannerie; les grands propriétaires fonciers étendent leurs biens en achetant où confisquant les terres des paysans pauvres. Une partie des métayers expropriés demeure à la campagne pour travailler les terres des *aga(s)* ou des fermiers capitalistes en tant que salariés, une grande partie émigre vers les grandes villes. Une étude réalisée par la Faculté des sciences de l'Université d'Ankara montre l'importance de la libération de main-d'œuvre par la mécanisation. L'enquête menée dans 448 villages de différentes régions montre qu'en 1953, 17.283 métayers de ces villages ont été rejetés de l'activité agricole par la mécanisation³. Parallèlement à la confiscation des terres, la libération de main-d'œuvre par la mécanisation joue un rôle important dans la désintégration de la petite économie paysanne. En outre, un certain nombre de petits et moyens paysans qui ne peuvent résister à la concurrence des grandes fermes modernisées ne sont pas en mesure de payer leurs dettes et sont obligés de vendre leurs terres.

Capitalisation et pauvreté rurale

Alors que dans certaines régions la mécanisation aboutit à un changement du mode de production, transformant les unités de production pré-capitalistes en capitalistes, dans d'autres des systèmes pré-capitalistes, archaïques subsistent; la pauvreté des campagnes et le contraste entre régions développées et sous développées du pays est une des causes importantes de l'exode rural. Dans les régions où domine l'économie semi-féodale ou la petite paysannerie, les méthodes de culture sont encore archaïques. L'agriculture extensive, des labours peu profonds, la sécheresse, l'érosion, le manque d'engrais artificiel, appauvrit le sol de façon continue. Dans ces régions, le manque de moyens d'existence, l'impossibilité de payer les impôts, l'exploitation des *aga(s)*, les conditions

1 "Mécanisation de l'agriculture", *L'Economiste d'Orient*, 15 nov. 1960.

2 *Annuaire de la Turquie*, Istanbul, 1972, p. 238

3 "Mécanisation de l'agriculture en Turquie", *Publication de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara*, 1954, 39, p. 129

primitives de vie, sont des facteurs importants de désintégration de l'économie paysanne et de l'exode rural.

Sous-emploi et chômage déguisé à la campagne

Entre 1955-1960 les chiffres officiels indiquent de 9 à 10 millions de personnes employées dans l'agriculture, sur une population active de 13 millions¹. En réalité, pour diverses raisons, ces 9 ou 10 millions de personnes ne sont employées que partiellement. Dans le rapport de la FAO, la main-d'œuvre agricole sous employée en Turquie est estimée à 2 millions en 1961. A quoi il faut ajouter l'arrivée de main-d'œuvre sur le marché du travail du fait de la croissance de la population (2,9 % par an).

Expropriation de la petite paysannerie et libération de main d'œuvre par le processus de capitalisation d'un côté, conditions primitives de culture et surpopulation de l'autre, contribuent à la parcellisation de la terre. Une partie des paysans sans terre tente de cultiver des terres arides, des terres gagnées sur la forêt, etc. En d'autres termes la pénurie de terre fertile ou cultivable est l'une des causes du bas niveau de productivité, du chômage déguisé et de l'exode rural. Les projets de réforme agraire de 1945 et de 1961 ayant été rejetés par l'Assemblée nationale, l'inégalité dans la distribution des terres continue à exercer un effet négatif sur la productivité et le niveau de vie rural, accélèrent le processus de désintégration. Entre 1955 et 1960, 2 millions de paysans se sont trouvés privés de terre et l'exode rural a atteint près de 200.000 personnes par an.

Industrialisation et emploi entre 1950-1960

L'industrialisation

Dans ce secteur la politique de libéralisation se manifeste par l'encouragement des entreprises privées et du capital étranger au détriment du secteur d'Etat. Les mines, le pétrole, les moyens de communication, etc., dominés par l'Etat sont mis à la disposition du capital privé. Les banques d'Etat accordent des crédits importants aux entreprises privées à des taux avantageux. Le montant de ces crédits (souvent à long terme) passé de 303 millions LT en 1950 à 1.429 millions LT en 1960.

Fondée avec la participation des banques turques, de la Chambre de commerce, d'hommes d'affaires importants, et avec des crédits accordés par la Banque Centrale de l'Etat, la Banque Internationale de Construction et de Développement, et à l'initiative de la Banque mondiale, la Banque de développement industriel permet la fusion du capital privé et étranger. Une partie des crédits accordés par les Etats-Unis au travers du Plan Marshall vient grossir le capital de cette banque. La Banque de développement industriel accorde un crédit de 100 millions LT aux sociétés privées et

¹ *Annuaire statistique de la Turquie, 1964-65*, Ankara, 1966, p. 85.

amorce ainsi le processus de formation de sociétés mixtes englobant capital d'Etat, capital privé et capital étranger¹.

Par ce processus, le capital d'Etat est transféré progressivement au secteur privé. Dès 1954, 60 % des investissements sont assurés par des sociétés privées, alors qu'initialement, une grande partie des investissements provenait des crédits d'Etat.

Cette structure permet la création d'entreprises dans l'industrie légère par le capital privé (souvent en association avec des capitaux publics), alors que l'Etat assumait les investissements dans l'industrie lourde (fer et acier). Commence en même temps la construction d'entreprises modernes, plus larges par rapport aux entreprises de l'époque précédente.

Développement de la grande et moyenne industrie 1950-1960
(entreprises utilisant une puissance de 10 Ch. ou plus,
et 10 ouvriers ou plus)²

	1950	1960
Alimentation	939	1638
Textile	457	1035
Cuir et produit en cuir	42	137
Caoutchouc	48	149
Chimie	314	602

En 1960 parmi les 3561 grandes et moyennes entreprises, 219 seulement sont des entreprises d'Etat : limitées en nombre, elles sont parmi les plus importantes. Ainsi entre 1950 et 1960 s'observe une tendance à la formation de grandes entreprises, soit l'accélération du processus de passage de l'artisanat à l'industrie, qui avait déjà commencé dans les années quarante. La contribution de l'industrie au revenu national augmente également :

Industrie et commerce dans le revenu national (en %)³

Année	Industrie	Commerce
1948	10,3	10,8
1957	11,8	9,7
1960	17,2	9,3

1 Yildiz Sertel, *Les mouvements progressistes et le problème du développement en Turquie*, Istanbul, 1969, p. 83.

2 *Ibid.*

3 Bureau central de statistique, *Bulletin mensuel*, 55, sept. 1955 et *Rapport annuel de la Banque*, Ankara, 1963, p. 7.

Ces données montrent un certain transfert du capital du commerce à l'industrie. Parallèlement la situation des petits artisans, touchés par le développement de l'industrie, se détériore. Surtout dans l'industrie mécanique, les petits artisans sont obligés de fermer leurs ateliers face à la concurrence des entreprises modernes. Les artisans se transforment ainsi progressivement en ouvriers salariés dans les entreprises capitalistes.

La richesse accumulée dans l'agriculture et le commerce s'investit de plus en plus dans l'industrie, les grands propriétaires fonciers s'urbanisent progressivement. La formation des sociétés mixtes permet la création d'un nouveau type de bourgeoisie commercialo-industrielle (partiellement d'origine foncière) qui coopère avec le capital étranger. Dans ce processus l'ancienne bourgeoisie commerçante de l'époque kémaliste (protégée par l'Etat kémaliste) s'intègre dans les sociétés mixtes et perd son caractère national. La nouvelle bourgeoisie devient une force politico-économique indépendante de l'Etat.

Le problème de l'emploi

Durant cette période d'expansion, l'offre d'emploi aussi bien que le nombre de salariés augmente considérablement. Mais le décalage entre l'offre et la demande d'emploi est frappant :

Répartition de la population active (15 ans et plus)
selon le statut. (en milliers)¹

Population active (15-64 ans)	Population employée	Travailleurs à leur propre compte	Salariés	Travailleurs familiaux non rémunérés
1955	13.155	12.205	3.289	1.624
1960	14.533	12.993	3.638	2.437

Le nombre de personnes en âge de travailler et sans emploi passe de 950.000 en 1955 à 1 540 000 en 1960. Même si toutes les personnes de 15 ans et au-dessus ne peuvent être considérées comme une offre de main-d'œuvre et si toutes les personnes sans emploi ne sont pas nécessairement des chômeurs, le décalage entre la population en âge de travailler et celle qui ne travaille pas est croissant. Le nombre de salariés augmente de plus de 800.000 de 1955 à 1960. Ce chiffre inclut certes les salariés agricoles, néanmoins l'augmentation du nombre d'ouvriers industriels est importante : en 1961, 9.800.000 travailleurs sont employés dans l'agriculture, 1.180.000 dans l'industrie, 1.570.000 dans les services².

¹ *Annuaire statistique de la Turquie, 1964-1965*, pp. 81-83.

² Organisation de la planification de l'Etat, *Premier plan quinquennal*, Ankara 1963, pp. 444 445.

Déstructuration sociale et crise économique

L'industrie en développement est cependant loin de pouvoir absorber le surplus de main-d'œuvre. En réalité, l'expansion économique, la construction de l'industrie ne se poursuivra que jusqu'en 1953. A partir de cette date, les projets industriels entamés sur la base de crédits étrangers et de crédits d'Etat, commencent à souffrir du manque de crédit et de matière premières (les pays créanciers exigent le paiement des dettes). L'Etat avait en effet accordé des crédits grâce à l'émission de monnaie ce qui aboutit à l'inflation et à la baisse de la valeur de la monnaie turque sur le marché mondial. En outre, le développement industriel fondé sur des machines et des équipements importés bouleverse l'équilibre du commerce et des paiements, créant une pénurie de devises, qui rend l'importation de matières premières et de pièces de rechange extrêmement difficile. La crise économique porte un rude coup au développement industriel.

Dans plusieurs secteurs, les usines commencent à fonctionner en dessous de leur capacité, certaines doivent fermer. Ainsi, à partir de 1955 loin de résorber les surplus de main-d'œuvre, certaines branches industrielles commencent à licencier des ouvriers. Même les entreprises de l'Etat ne travaillent pas à plein rendement. Selon une déclaration du Ministère de l'économie de l'époque, Kemal Kirdas, les calculs de l'Organisation de planification démontrent qu'en 1963 l'industrie turque travaille à 60 % seulement de sa capacité¹.

Crise économique

Après 1955, une crise économique se fait jour. Elle est due à des facteurs déjà mentionnés (investissements irrationnels, émissions de monnaie, importations excessives, etc.)

Le gouvernement poursuit la politique de libération dans le commerce. Conformément au Plan Marshall, la Turquie diminue les droits de douane pour les produits provenant des USA et des pays membres de l'Union de Paiement Européen. Le commerce se lie au marché occidental. Après 1956, 60 % du commerce extérieur se fait avec l'Allemagne Fédérale et les USA. En 1960, 20 % des importations consistent en machines et équipement technique, 19 % en matières premières et 17 % en produits alimentaires, blé surtout².

Les dépenses militaires aggravent la crise. La Turquie a adhéré à l'OTAN en 1951. Sa contribution à l'OTAN et au CENTO ouvre une brèche dans le budget. L'Aide économique et militaire américaine à la Turquie est de 2,4 millions de dollars entre 1951 et 1960, mais 1,25 million est affecté à "l'aide économique" et le reste à "l'aide militaire"³;

1 Conférence des études économiques et sociales.

2 *Economic Development in the Middle East, 1959-1961, Supplement to World Economic Survey, U.N. New-York, 1961 p. 19.*

3 Rapport du sénateur Gruening au Sénat Américain, *Cumhuriyet*, 18 oct. 1963.

Selon les conditions de cette Aide, les dépenses de construction et d'entretien des bases, routes, ports militaires, l'importation d'avions, d'armements et équipements militaires, et le personnel américain en Turquie sont payés par le gouvernement turc. Entre 1950-1960 les dépenses militaires constituent entre 35 et 40% du budget turc.

En ce qui concerne l'Aide économique selon *Economics and Finance*, "62,8 % de cette aide représentent les crédits accordés à la Turquie pour assurer ses importations, 19,8 % sont accordés sous forme de blé américain, 2,5 % sont utilisés pour les dépenses des personnels américains. Le reste, 14,9 % représente les crédits accordés par le Fond de Développement économique et par la Banque d'export-import des USA¹.

Entre 1948-1960, 12 % seulement du revenu national brut sont consacrés aux investissements². Une partie de "l'aide" étrangère est utilisée pour l'importation de produits américains civils ou militaires, une autre pour le paiement des dettes et de leurs intérêts. En 1960, la dette extérieure de la Turquie atteint 20 milliards de dollars, mais seulement 100 millions de dollars peuvent être annuellement consacrés par le budget au paiement des dettes. Dans les années qui suivent 1948, le déficit budgétaire annuel est de 100 à 200 millions de livres turques; en 1957, il atteint 500 millions³..

Pour couvrir le déficit budgétaire et payer les dettes le gouvernement augmente les impôts. Après 1957, sont créés des impôts indirects sur le gaz, l'électricité, les moyens de transport public, qui augmentent le coût de la vie. La circulation monétaire en même temps passe de un milliard de LT en 1950 à 10 milliards en 1958 et 12 milliards en 1960; la valeur de l'argent tombe de 2,80 à 9 LT pour un dollar. L'inflation se développe et le coût de la vie s'accroît.

Indices des prix et du coût de la vie, 1954-1960⁴
(base 100, 1950)

	1954	1957	1959	1960
Prix de gros	121	181	250	263
Coût de la vie à Ankara	119	174	258	264

Migration interne et urbanisation

L'exode rural et la concentration de population dans les grandes villes déstructurent la vie sociale. Avec l'afflux massif de populations rurales, le nombre des villes de plus de 100.000 habitants passe de 3 en 1935 à 14 en

1 *Ibid.*

2 Necdet Serin, *L'industrialisation de la Turquie* p. 136. Les chiffres sont tirés des statistiques du FMI.

3 Yildiz Sertel, *Les mouvements progressistes et le problème du développement en Turquie*, op. cit., pp. 101-102.

4 Organisation de la planification, *Premier plan quinquennal*, Ankara, 1963, p. 21.

Déstructuration sociale et crise économique

1965. La population de trois grandes villes Istanbul, Ankara et Izmir double de 1950 à 1965. Adana qui comptait 77.000 habitants en 1935 approche les 300.000 30 ans plus tard.

Population des quatre plus grandes villes entre 1950 et 1965¹

	1950	1965
Istanbul	983 041	1 742 771
Ankara	288 536	905 660
Izmir	227 578	411 626
Adana	117 642	289 919

Le processus continue après 1965; en 1980, Istanbul compte 4,75 millions d'habitants, Ankara 2,85 millions, Izmir 2 millions, Adana à 1,5 millions. Cette croissance est un processus de dépaysanisation. Certains des immigrés travaillent dans l'industrie mais beaucoup sont occupés dans le petit commerce, les travaux marginaux du secteur des services : marchands ambulants, porteurs, gardiens d'immeubles, etc. Dans les bidonvilles se concentre une population marginale, d'origine paysanne, se transformant en ouvriers salariés, en travailleurs occasionnels ou en chômeurs.

La mécanisation et la capitalisation de la campagne ont ainsi conduit à une transformation aux conséquences sociales, économiques et politiques majeures L'insuffisance de l'industrie pour absorber la main-d'œuvre libérée des campagnes, l'utilisation du crédit et de l'émission de monnaie pour développer l'industrie ont conduit à l'endettement et à l'inflation. Aussi, vers la fin des années cinquante, la Turquie entre-t-elle dans une crise économique structurelle qui se manifeste essentiellement par le chômage (1,5 million de chômeurs en 1960 sur une population active de 12 millions), et le déficit budgétaire (500 mille milliards de LT en 1957). Le taux annuel moyen d'inflation est de 26 % dans la décennie 1950-1960².

Intégration dans le système capitaliste mondial et approfondissement de la différenciation sociale

La crise des années cinquante se termine par le coup d'Etat militaire de 1960. Après une brève période d'économie planifiée (poursuivie par le gouvernement militaire), en 1965, sous le pouvoir de la bourgeoisie commercialo-industrielle, l'économie turque entre dans la phase d'intégration à l'économie capitaliste mondiale. Cette phase est caractérisée par un certain nombre de traits.

¹ *Annuaire statistique de la Turquie*, Ankara, 1977, p. 32, 1981.

² Source : OPE (DPT), *Premier plan quinquennal*, Ankara, 1963 p. 21.

Accroissement du rôle du capital multinational

Quantitativement le capital étranger demeure relativement limité. Selon les chiffres officiels, entre 1950 et 1974, la totalité du capital étranger investi en Turquie ne dépasse pas 137,9 millions de dollars¹. Mais, ce capital exerce son influence par l'intermédiaire d'associations avec le capital privé turc, et par le contrôle de certains secteurs de l'économie. Les investissements étrangers sont concentrés dans l'industrie² : industrie chimique (17,4 %), industrie des appareils et équipements électriques (15,4 %), industrie des véhicules de transport (16,75 %), industrie du caoutchouc (12,69 %). Ces secteurs où l'investissement étranger est concentré sont des secteurs de montage; ils représentent une part importante de l'industrie manufacturière, sont fortement consommateurs d'énergie, de moyens de production, de pièces détachées et matières premières importées. Bien qu'ils dépendent de l'importation, ils sont présentés comme industrie de "substitution", leur production étant destinée au marché intérieur. Les multinationales accroissent aussi fréquemment leurs investissements par le biais de la coopération avec des sociétés privées turques (alimentation, produits intermédiaires comme ciment, métaux, etc.).

Le développement du rôle du capital étranger et des sociétés multinationales a pour effets (i) l'augmentation rapide des importations et le déficit commercial, (ii) la croissance des transferts de fonds à l'étranger et le déficit de la balance des paiements.

Le déficit commercial augmente constamment; de 149 millions de dollars en 1960, il passe de 1.866 millions en 1972, et à 4.757 millions en 1980³. Entre 1963 et 1978, près de 90 % des importations sont consacrées aux besoins en machines, équipements, énergie et matières premières de l'industrie. L'industrie est, dans une très large mesure, responsable du déficit commercial.

Dans le même temps, les sociétés multinationales profitent des lois pour "l'encouragement du capital étranger" et transfèrent librement leurs bénéfices à l'extérieur. Ainsi, entre 1964 et 1973, alors que le total du capital étranger privé investi en Turquie est de 3 millions de LT, le revenu transféré à des banques étrangères est de 4 millions de LT La même proportion s'observe dans des cas particuliers; ainsi, la société Unilever a investi 44,7 millions de LT entre 1969 et 1974, et, pendant la même période, transféré des devises pour un montant de 100 millions LT⁴.

1 *Etude économique du Ministère des finances et de l'économie pour l'année 1974*, T. Gungor Uras, *Les investissements du capital étranger en Turquie*, Istanbul, 1979, p. 165.

2 *Ibid.*

3 TUSIAD (Turkish industrialist and Businessmen's Association), *The Turkish Economy 1980*, Istanbul, 1982, p. 113; DPT, *Le premier plan quinquennal*, p. 23, et, *Le quatrième plan quinquennal*, p. 107.

4 Yıldırım Nuri Cem Alpar, *Sociétés multinationales et développement économique*, p. 230.

Déstructuration sociale et crise économique

Formation d'une société de consommation de type tiers-mondiste

La production des grandes entreprises monopolistes étrangères étant essentiellement tournée vers le marché intérieur, ces entreprises mobilisent leur services pour assurer le "marketing" de leurs produits. Les services de publicité utilisent l'expérience des sociétés multinationales et tous les moyens pour créer la fièvre de "modernité". Les facilités commerciales (vente à crédit, livraisons, système de distribution moderne, etc.) accélèrent la création de nouveaux marchés. La déstructuration sociale facilite la tâche.

Une part importante des masses de paysans qui s'installent dans les quartiers pauvres des grandes villes est faite de jeunes marginalisés, très sensibles à la modernité. Les recherches sociologiques parmi les jeunes migrants montrent leur aisance à adopter des habitudes nouvelles. Ils attachent une grande importance à l'apparence pour se hausser au niveau de la petite bourgeoisie urbaine. Le travail dans les services ou dans l'industrie, leur procure des revenus en liquide, souvent un salaire plus ou moins régulier, qui contribuent au changement de leurs habitudes de consommation. La nécessité de s'adapter à une nouvelle vie les oblige à modifier leur apparence vestimentaire et leur mode de vie¹. Une étude de l'UNESCO montre que la population immigrée des bidon-villes adopte de nouvelles valeurs sociales, et crée une sous-culture particulière.

La grande et la moyenne bourgeoisie sont grandes consommatrices de produits de luxe occidentaux. Elles sont fortement tentées de reprendre les modes de vie des Etats-Unis et de l'Europe. Des habitudes de consommation démesurées, voire extravagantes, créent un marché pour les produits de luxe occidentaux. Ainsi, se crée un marché intérieur en expansion et une société de consommation de type tiers-mondiste, i.e. qui vit au-delà de ses moyens.

A partir de 1975, cependant, l'impact de la crise mondiale, l'aggravation de l'inflation et du chômage provoquent la baisse du pouvoir d'achat des masses, et contribuent à une contraction du marché intérieur aux conséquences catastrophiques pour la production industrielle.

Concentration du capital et création d'une bourgeoisie monopoliste

Jusqu'en 1977, malgré les difficultés rencontrées (rareté des sources d'investissements, manque de devises, inflation, etc.) un certain développement industriel a lieu. Entre 1970-1977 le taux annuel de croissance de la production est de 9 %. La Turquie entre dans la catégorie des 18 pays considérés comme "semi-industrialisés". La pénétration du capital multinational accélère la concentration du capital et le développement du système bancaire. Pendant les années soixante-dix, la fusion du capital industriel et bancaire conduit à la formation de les grands

¹ Birsen Gokce, *La jeunesse des bidon-villes*, Université de Hacettepe, Ankara, 1971.

"holding". Ces sociétés qui souvent amalgament capital d'Etat, capital privé et capital multinational, s'engagent dans des activités économiques très diversifiées. En 1979, on compte 44 banques privées disposant, en capitaux et réserves, de 103.863 millions de LT. Aujourd'hui, le marché financier est dominé par 11 groupes qui unifient capital bancaire et capital industriel, et en même temps, souvent, capital étranger et capital d'Etat. Le Koc-Holding et le Sabanci-Holding sont des exemples de ces groupes. Le Koc-Holding regroupe 87 entreprises industrielles dans lesquelles General Electric, Ford, Fiat, Mobil, Siemens ont des parts. Ces entreprises qui montent des machines électriques, électroniques, des automobiles, etc., ont en outre des accords de patente, de licence, etc. avec les sociétés multinationales. Certaines des entreprises de Koc-Holding détiennent aussi des parts dans des sociétés multinationales fonctionnant en Turquie. Ce processus a conduit à la création d'une grande bourgeoisie turque intégrée au système monopoliste mondial.

A partir de 1974, l'aggravation de la crise économique, surtout le manque de devises, perturbent certains secteurs de l'industrie. Le pouvoir d'achat des couches moyennes baisses, le marché intérieur se contracte.

Formation d'une économie clandestine

La rareté des devises aboutit à la création d'un secteur économique clandestin. Les devises obtenues grâce aux emprunts à l'étranger, ne satisfont que les besoins des entreprises d'Etat. Le secteur privé se ravitailler sur le marché noir. Une banque centrale clandestine se crée; le trafic des devises, de la drogue, des armes deviennent courant. Les armes, que la mafia internationale expédie au Moyen-Orient, passent par la Turquie. Une partie est vendue sur le marché intérieur. La lutte armée entre groupements de gauche et de droite dans les usines, les écoles, les université, les villages est ainsi encouragée. L'économie clandestine fonctionne grâce aux pots de vin distribués dans les rouages dirigeants de l'Etat. Le chômage des jeunes facilite la formation de bandes armées, de mafias, de trafiquants. Certaines sociétés transnationales s'engagent dans ces opérations clandestines, assurant le transport et la vente d'armes pour lesquels le marché turc devient important¹.

Croissance de la classe ouvrière et conflit social

Avec le développement du capitalisme, la classe ouvrière s'accroît, s'organise, et, à partir de 1960, devient une force de la vie sociale et politique.

1 Yildiz Sertel, "La mondialisation de l'économie, l'Etat Nation et la recherche d'une stratégie alternative", *Peuples Méditerranéens*, 35-36, avr.-sept. 1986.

Déstructuration sociale et crise économique

Population, emploi et migrations de travailleurs
(en milliers)¹

	1962	1973	1977
Population (en milieu d'année)	28.933	38.000	42.078
Population active (15-64 ans)	12.936	15.374	16.612
Emploi :	11.950	13.810	14.437
Secteur agricole	9.216	8.760	9.100
Secteur non agricole	2.735	5.050	5.337
Dont industrie	1.250	2.095	1.859
Chômage	985	1.564	2.175
Secteur agricole	750	840	740
Secteur non agricole	235	724	1.435
Emigration de travailleurs	11	136	19

Alors que le nombre de travailleurs dans l'agriculture diminue, celui de l'industrie augmente. La proportion de travailleurs dans l'industrie passe de 10 % de la population active en 1962 à 17,0 % en 1977. Les proportions de travailleurs des services et de travailleurs marginalisés sont élevées. Se trouvent dans ces catégories, en 1973, 58,5 % et en 1977, 49 % des travailleurs hors agriculture. Cette situation a pour conséquences (i) l'accélération des migrations interne et externe., (ii) le développement des luttes ouvrières cherchant à supprimer les injustices sociales.

A partir de 1965, la saturation des grandes villes, accélère l'émigration à l'étranger. Le nombre d'émigrés passe de 1,5 en 1979 à 2,5 millions en 1980. Une part importante de la force de travail se mobilise ainsi et crée une passerelle culturelle et politique entre ville et campagne, entre Occident et société traditionnelle turque. Pendant les années soixante, la classe ouvrière d'origine paysanne manquait de connaissances techniques, handicapait l'industrialisation et la syndicalisation, à partir de 1970, par contre, la dépaysannisation, l'influence culturelle des grandes villes et de l'Europe commencent à avoir des effets. Les migrants d'origine paysanne, artisanale, du petit commerce, modernisés, parfois politisés, constituent une nouvelle catégorie d'ouvriers. Les rapports ville-campagne se resserrent; si bien que les vagues de grèves commencées dans les grandes villes s'étendent souvent dans les petites villes de province et à la campagne.

La Constitution démocratique de 1961 et la Loi sur le droit de grève de 1963 libèrent le mouvement ouvrier des multiples restrictions antérieures. Entre 1961 et 1971, la classe ouvrière profite d'une période de liberté pour s'organiser aux plans économique et politique. Le nombre des ouvriers

1 Sources : "Troisième plan quinquennal et programmes annuels", OCDE *Etudes économiques, Turquie, 1976*, p. 39. *Rapports annuels du Ministère des Finances, 1978*, p. 141, 1981 p. 149. Les chiffres provenant des diverses sources étant contradictoires, ce tableau doit être considéré comme approximatif.

syndiqués passe de 250.000 en 1959 à 600.000 en 1965. Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), fondé en 1961 envoie, en 1965, au parlement 15 députés. Entre 1963 et 1966 on compte 83 grèves dont les motifs sont, la plupart du temps, des revendications sur l'emploi et les salaires. Avec la constitution des syndicats démocratiques DISK, en 1967, le processus de politisation de la classe ouvrière s'accélère¹.

A la fin des années 70, la détérioration de la situation économique, le décalage entre salaires réels et coût de la vie, aggrave les tensions sociales. Des grèves de longue durée perturbent l'industrie. Les classes dirigeantes utilisent les méthodes répressives contre le mouvement ouvrier. En juin 1970, une manifestation de centaines de milliers d'ouvriers à Istanbul se transforme en une véritable bataille contre les forces de l'ordre. Ces événements sont suivis par le coup d'Etat militaire de 1971.

En 1973, les libertés démocratiques sont restaurées lors de l'arrivée au pouvoir du Parti Républicain du Peuple (social démocrate). Le mouvement ouvrier reprend sa croissance et sa politisation. Le nombre d'ouvriers syndiqués passe à 1,5 millions en 1975. En 1976 les ouvriers manifestent contre le projet de loi visant à la constitution de tribunaux spéciaux pour "les offenses politiques".

Durant la campagne électorale de 1977, des milliers de travailleurs participent, à travers tout le pays, à des actions et manifestations contre la coalition de droite.

A partir de 1973, pour lutter contre les grèves, les employeurs utilisent des commandos fascistes. Ainsi commence la lutte armée dans les usines et les rues. L'aggravation du conflit conduit le pays au terrorisme, puis aux mesures de répression, et enfin au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Stagnation et désintégration économique

Dès 1974, s'observe une détérioration rapide de l'économie turque. A la crise structurelle locale, se superposent les effets de la crise économique mondiale. L'augmentation du prix du pétrole touche durement l'économie turque. La crise des devises conduit une partie de l'industrie à la stagnation. Incapable d'importer les machines, les matières premières et l'énergie, certaines entreprises fonctionnent en dessous de leur capacité. Le chômage augmente rapidement.

Fin 1977, inflation (48 %) et devises posent des problèmes aigus. La dette extérieure est de 13 milliards de dollars. La Turquie est endettée auprès de 229 banques dans le monde. En même temps, le FMI durcit sa politique de crédit. A partir de la réunion de la Jamaïque en 1976, la Banque Mondiale et le FMI commencent à assumer le rôle d'organismes supra-

¹ Yildiz Sertel, *Les mouvements progressistes et le problème du développement en Turquie*, op. cit.

nationaux. Les "ordonnances" du FMI deviennent le cauchemar des pays du tiers-monde. A la Turquie le FMI propose des mesures particulièrement dures qui sont la précondition à l'obtention des crédits.:

- Dévaluation du cours des changes,
- Libération du commerce extérieur,
- Augmentation des taux d'intérêts bancaires,
- Augmentation des impôts et des prix du secteur public,
- Plafond à l'augmentation des salaires.

Le Parti Républicain du Peuple, au pouvoir, envisage la création d'un "secteur populaire" de l'économie, pour briser la puissance du capital monopoliste considéré comme dangereux pour la démocratie. Mais, en face des nécessités et des difficultés à obtenir des crédits, en 1978, le gouvernement d'Ecevit accepte la dévaluation de la livre turque de 40 % (25 LT pour un dollar). Le FMI qui demandait un taux de 35 LT par dollar n'est pas satisfait et le crédit refusé. Dans ce refus, le mécontentement du FMI au sujet de la politique économique du gouvernement turc joue un rôle. Sont essentiellement en cause les tentatives de nationalisation, de renforcement du secteur public et du rôle de l'Etat au plan économique, et, sur le plan politique la position sur la question chypriote. L'embargo américain sur "l'aide militaire" imposé au moment de l'invasion d'une partie de Chypre par les forces militaires turques (1977) n'est pas encore supprimé. Aucun gouvernement turc ne consentirait en effet à changer de politique sur la question de Chypre.

La porte de sortie de cette situation bloquée est assurée par la dévaluation de 1979. Le gouvernement Ecevit consent une nouvelle dévaluation de la livre turque de 88 %; la valeur du dollar passe à 47 LT. L'embargo sur l'aide militaire est levé. Un crédit de 325 millions de dollars est accordé par le FMI. La gouvernement turc consent également à ouvrir de nouvelles possibilités au capital étranger, à retarder la réalisation du quatrième plan quinquennal qui prévoyait des projets de nationalisation et un taux de change relativement bas (35 LT pour le dollar) pour l'exportation de certains produits agricoles.

La seule contrepartie de ces concessions est la libération de crédits promis par des institutions et banques occidentales : 600 millions de dollars en 1979 et en 1980 de l'OCDE, 60 millions de dollars en 1979 de la Banque Mondiale, etc. Soit au total 1 milliard de dollars de crédits libérés pour l'année 1979. Après la signature du Stand by Agreement en juin 1979, la Turquie s'engage à poursuivre la dévaluation de la monnaie turque au fur et à mesure des nécessités d'ajustement, à limiter les crédits accordés par la Banque Centrale aux entreprises du secteur public, à augmenter les prix des produits de ces entreprises, à réaliser une réforme fiscale pour augmenter les revenus de l'Etat, à trouver un équilibre entre taux d'augmentation des salaires et coût de production, à suspendre les accords bilatéraux avec les membres du FMI, à limiter les emprunts à l'étranger et à réduire le taux

d'inflation à 35 %¹. En d'autres termes, la politique gouvernementale est abandonnée au profit d'un programme dicté par le FMI, soit le passage d'une politique d'économie planifiée, étatiste et protectionniste, à une politique d'économie libérale et monétaire.

Le gouvernement de coalition dirigé par le parti Républicain du Peuple tombe. La coalition de droite qui prend le pouvoir, avec S. Demirel, accepte en 1980 une autre dévaluation; la valeur de la monnaie turque passe à 70 LT pour un dollar. En même temps, en accord avec le FMI, le gouvernement Demirel lance le 24 janvier 1980, "un programme de stabilisation", qui plus tard sera tenu pour responsable de la catastrophe économique qui suivit. Ce programme est entièrement conforme aux principes de l'économie de libre-échange, "ouverte sur l'extérieur", et conseillée depuis longtemps par la FMI. Il prévoit :

1 - Une dévaluation qui réduit la valeur de la livre turque à 70 LT par dollar, puis un cours flottant, soumis à de mini-dévaluations périodiques; ainsi en août 1980, le cours tombe à 100, en 1982 à 170, en 1983 à 200, dans les premiers mois de 1984 à 310.

2 - La libération du commerce extérieur qui est rendue effective par (i) la réduction à néant des taxes sur l'importation des matières premières et biens intermédiaires pour l'industrie exportatrice; (ii) l'autorisation du commerce de l'or; (iii)) la constitution par la Banque Centrale d'un Fonds de promotion des exportations; les garanties déposées par les importateurs pour les importations sont utilisées pour la création de ce fonds; (iv) l'exemption des exportateurs de l'obligation de rapatrier leurs revenus en devises, et l'octroi à ces mêmes exportateurs de crédits à concurrence de 80 % de leurs envois en devises, (v) la subvention des investissements agricoles destinés à l'exportation; (vi) la libération des importations du contrôle des prix, et l'élargissement de la liste des produits libérés des droits de douane.

3 - Le Comité de contrôle des prix établi en 1978 est aboli, et les prix sont laissés totalement libres². Dans le cadre des mesures anti-inflationnistes, le plafond des taux d'intérêts bancaires est aboli. Cette mesure a pour effet l'augmentation par certaines banques et banquiers individuels, des taux d'intérêts pour les dépôts jusqu'à 50 %. Ainsi, au moment où l'épargne augmente très rapidement, les taux d'intérêts des crédits bancaires pour l'investissement augmentent aussi. Les difficultés du crédit contribuent à la faillite de nombre d'entreprises industrielles.

4 - Une série de mesures tendent à la réduction du poids du secteur public et à encourager le capital privé.: (i) les subventions aux entreprises du secteur public sont supprimées, et les crédits qui leur sont accordés diminuent au profit du secteur privé; (ii) le secteur privé est encouragé à pénétrer dans les branches réservées jusque-là au secteur public; (iii) le droit de recherche pétrolière est reconnu aux sociétés privées.

1 TUSIAD, *Rapport économique*, 1980.

2 *Ibid.*

Aggravation de la crise après 1980

La politique économique ne change pas avec le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. La situation économique continue à se détériorer. Le Centre national de la production signale pour 1981, un taux d'inflation de 40 %; mais le chiffre officiel est de 27 %. Les plus touchés par l'inflation sont les travailleurs et les fonctionnaires, qui constituent environ 50 % de la population employée. La part de leurs revenus dans le revenu national tombe de 32,5 % en 1970 à 16,2 % en 1980. Le régime militaire gèle le salaire minimum mensuel à 70.000 LT, contribuant à la dégradation du niveau de vie des salariés.

Le rapport du Ministre des finances de 1982 établit le bilan de l'économie turque, il montre que le produit national brut s'est accru de 4,3 % en 1981 et en 1982. Mais les entreprises industrielles, habituées à emprunter à des taux dérisoires, se trouvent fortement endettées en raison du renchérissement du crédit, les stocks s'accumulent par suite de la mévente¹. La presse turque signale que, dans la première moitié de 1982, dix grandes sociétés privées et onze entreprises du secteur public ont cessé leur activité, et que le chômage atteint au minimum de 3,5 millions de personnes. En janvier 1984, le Ministre de l'industrie donne pour le chômage le chiffre de 5 millions².

Phase d'ouverture sur l'extérieur (1983-1991)

Le gouvernement civil de Turgut Ozal, constitué en décembre 1983, prend des mesures de libéralisation : libération progressive du commerce extérieur et encouragement des exportations, libération du contrôle des changes, liberté de l'établissement des cours de change par les banques, augmentation du taux d'intérêt des crédits bancaires, arrêt du soutien par l'Etat des entreprises publiques et privatisation de certains secteurs.

Le principe de base de ce programme est d'assurer un flux important de devises par l'augmentation des exportations des produits agricoles et industriels, afin de payer les dettes et obtenir le renouvellement des crédits du FMI. Le programme implique également la contraction du marché intérieur (taux élevé des crédits bancaires, encouragement de l'épargne), et l'orientation de la production vers les marchés extérieurs. Turgut Ozal estime que l'économie de libre échange empêchera la formation de monopoles et assurera l'intégration de l'économie turque à l'économie occidentale. La balance des paiements doit être assurée non pas par le contrôle des

¹ *Le Monde*, 9 octobre 1982.

² *Cumhuriyet*, 10 août 1982, 21 août 1982, 27 janvier 1984.

changes mais par des cours "réels" qui stimulent les exportations¹. Entre 1984 et 1991 l'économie évolue en conséquence dans deux directions principales, la privatisation et l'exportation.

Privatisation des entreprises publiques

La privatisation suit les "programmes d'ajustement" recommandés par la Banque Mondiale. Agissant sur la demande du gouvernement turc, la Morgan Guaranty Trust classe les entreprises publiques en fonction de leur "saleability" (capacité d'être vendues). L'idée initiale "de se débarrasser" des entreprises publiques en déficit, est abandonnée, et l'on vise à privatiser les entreprises bénéficiaires et capables de s'ouvrir sur le marché extérieur. Les premières entreprises privatisées par décision gouvernementale, sont Turran (consortium de cinq sociétés touristiques), THY (Turkish Air Lines), USAS (entreprise d'aviation), YEMSAN (entreprise de forage), et CITOSAN (ciment). Au départ, il était prévu de vendre le droit de gestion. Des services publics tels que l'électricité, les transports, l'énergie, etc., sont privatisés par la vente de "certificats de partage des revenus". En 1984, le Pont du Bosphore, le barrage de Keban et une station d'énergie hydro-électrique sont vendues de cette façon. En 1988 TELETAS (télécommunication) vend 39 % de ses actions à Bell Telephone Compagny, le public n'en ayant acheté que 22 %. Après l'échec de cette expérience, sur les conseils de Morgan Guaranty Trust, l'Etat vend les entreprises bénéficiaires au capital étranger en lui assurant une situation majoritaire dans la société. Ainsi Northern Electric possède 31 % du capital de NATAS, Basf-AG (société allemande) possède 60 % de Basf-Sumerbank AG, Euro-Metal possède 49 % d'Ipragaz , ETI 50.8 % de AEG et 41 % du capital de Tofas-Oto-Fiat appartiennent au partenaire étranger². La privatisation prend ainsi le caractère d'une dénationalisation et, en même temps, d'une monopolisation : l'Etat vend ses entreprises à un prix minime à un nombre limité d'acheteurs, souvent à un consortium ou bien à une seule société en mesure de contrôler les prix sur le marché intérieur. Ainsi, la société française Ciment qui a acheté en bloc cinq usines de ciment en 1988, a augmenté les prix de ses produits de plus de 100 % au cours de l'année 1991, et le groupe français SET a augmenté les prix des produits de l'usine de ciment d'Ankara d'environ 170 % en un an (tenir aussi compte d'une inflation de 67 %). Les producteurs français de ciment qui possèdent cinq usines privatisées, achètent par ailleurs les actions d'autres firmes, et construisent d'autres

1 Artun Unsal, "Optant franchement pour des solutions libérales, la Turquie de T. Ozal se jette à l'eau", *Le Monde*, 10 janvier 1984. Pour le programme de Turgut Ozal, voir *Cumhuriyet*, 21 décembre 1983.

2 Yakup Kepenek, *Les entreprises publiques en Turquie*, *Gerçek ayinevi*, Istanbul, 1990, pp. 165-170.

usines en partenariat; ils sont désormais en mesure de fixer les prix à leur gré¹.

Ces transformations sont contraires aux principes kémalistes de nationalisation du capital étranger et de protection de l'industrie nationale; elles sont critiquées par les partis d'opposition et par une fraction de la bourgeoisie industrielle. La vente des entreprises rentables prive l'Etat de revenus et porte un coup à l'étatisme traditionnel. En outre, l'Etat appuie le capital privé dans le processus de privatisation, sous forme de capital (jusqu'à 50 % parfois), de crédits, de facilités pour l'importation des moyens de production, de suppression des restrictions sur les importations (quotas ou taxes douanières), etc.

Le secteur privé se renforce. En outre, la privatisation favorise les Holdings en mesure de coopérer avec les sociétés étrangères. Les entreprises moyennes qui ne peuvent payer le prix élevé des moyens de production importés et de concurrencer le capital monopoliste tendent à la faillite. Dès 1986 l'Assemblée Nationale doit passer une législation de sauvetage de l'industrie en faillite; l'Etat est habilité à lui accorder des crédits.

La croissance des grandes sociétés et la modernisation d'une partie de l'industrie, fait apparaître une couche d'hommes d'affaires, jeunes et dynamiques. Par contre, des industriels et banquiers en difficulté deviennent des parasites qui s'engagent dans toutes sortes d'opérations frauduleuses; le marché noir demeure un secteur important de l'économie. En même temps, la privatisation coûte cher à l'Etat, et conduit à des mesures inflationnistes.

Libéralisation du commerce

L'exportation

A partir de 1983, la politique économique turque met "l'accent sur les exportations". Des produits agricoles et agro-alimentaires sont exportés vers les pays du Proche-Orient, des textiles, des produits de l'industrie de la confection, du fer et de l'acier vers la CEE. Les industries exportatrices appartiennent essentiellement au secteur privatisé, mais les exportations sont subventionnées par l'Etat. En 1984, les subventions sont réduites et l'accent mis sur la politique du taux de change. La dévaluation de la monnaie incite à l'exportation. On a vu la dépréciation de la monnaie turque jusqu'en 1954. A partir de 1985 la dépréciation s'accélère.

1 Zulfikar Dogan, *Hurriyet*, 21 septembre 1991, p. 9.

Taux de change de la Livre turque par rapport au dollar
(moyenne annuelle)¹

1981	110,16	1987	854,63
1984	364,85	1988	1.420,76
1985	518,34	1989	2.120,78
1986	669,03	1990	2.607,62
1987	854,64	1991	5.050,00

Entre 1980 et 1988 les exportations progressent au rythme de 20 à 30 % par an :

Exportations par catégories de produits²
(millions de dollars)

	1980	1986	1989	1990
Produits agricoles	1672	1886	2127	528
Minéraux	191	247	330	79
Produits transformés et manufacturés	1047	5374	9088	2364
Total	2910	7985	10190	

Après une vigoureuse expansion, la tendance générale des exportations demeure pratiquement stationnaire de la fin de 1987 à l'automne 1990. Parallèlement, à partir de 1988 les importations ont tendance à croître, aussi le déficit commercial augmente-t-il rapidement à partir de cette date. Cette situation est essentiellement dûe aux restrictions imposées par les pays occidentaux à l'importation des textiles et produits de confection turcs. L'instabilité du marché du Proche-Orient et la Guerre du Golfe aggravent la situation.

Au cours de 1990 de nouveaux "ajustements structurels" et de nouvelles incitations à l'exportation sont introduits. Les subventions sont remplacées par des crédits préférentiels. Pour leur financement, les sociétés exportatrices tombent dans la dépendance des Banques, et les banques s'appuient sur les crédits de l'Etat. La Banque Centrale doit en conséquence accélérer les émissions de monnaie. Les importations par ailleurs augmentent rapidement. La croissance industrielle qui était de l'ordre de 10 % en 1986 et 1987, ne suffit pas à assurer l'équilibre. En 1988, le volume de la demande intérieure totale stagne et la production de l'industrie diminue

1 OCDE, *Etudes économiques, Turquie, 1990-1991*, p. 156, et *Milliyet*, 27 décembre 1991.

2 OCDE, *Etudes économiques, 1990-1991*, p. 150. TUSIAD, *The Turkish Economy, 1990*, p.71. Pour 1990, les chiffres sont ceux de janvier-mars.

sensiblement¹. Néanmoins la part de l'industrie dans le PNB augmente de 45,6 % en 1988 à 46,3 % en 1990² et nécessite des importations accrues de moyens de production et de matière première. En même temps, la libération du commerce extérieur favorise l'importation de produits de luxe. Le déficit commercial turc passe de 2,9 milliards de dollars en 1984 à 4,2 en 1989³. Grâce aux remises des travailleurs émigrés et aux revenus du tourisme, la balance des paiements est équilibrée à partir de 1985. Malgré des paiements annuels importants (quatre milliards de dollars) la dette extérieure se maintient à un niveau élevé (40,7 milliards en 1988, 41 en 1989, 42 en 1990⁴, 47 milliards de dollars à la fin 1991).

Jusqu'en 1991, la Turquie a réussi à bénéficier d'un flux de crédits et de capitaux étrangers, mais la crise du Golfe et la conjoncture internationale mettent en péril la poursuite de ce flux. La guerre a coûté à la Turquie sept milliards de dollars, et malgré les efforts du gouvernement, l'aide accordée par l'Arabie Saoudite et la CEE n'a pas dépassé 2,5 milliards. La menace d'une récession dans les pays occidentaux et la croissance de la demande de crédits et capitaux par l'Europe de l'Est et par les pays du Tiers-Monde, réduisent les chances de la Turquie de continuer à vivre grâce à des emprunts payés par l'exportation.

Conséquences de la politique extravertie monétariste

La poursuite de l'augmentation des exportations a engendré une tendance inflationniste incontrôlable. La politique de restriction du marché intérieur par le taux élevé des intérêts bancaires n'a pas produit les résultats escomptés; alors que la grande masse de la population n'était pas en mesure d'épargner, les rentiers, les banquiers voire même les industriels ont utilisé ces intérêts comme une source de revenus pour les activités spéculatives. La population liée aux hommes d'affaires, aidés par l'Etat dans le cadre des politiques d'exportation et de privatisation est devenue grande consommatrice de voitures, de biens immobiliers, d'articles de luxe, etc., ce qui stimule l'inflation dans certains secteurs clés.

La vente sur le marché extérieur de produits agro-alimentaires comme la viande, les fruits et légumes, ou des textiles, a eu pour effet l'augmentation du prix de ces produits sur le marché intérieur, tandis que les dévaluations augmentaient le prix des produits importés. Cette augmentation élevait les coûts de production des industries importatrices dont les produits étaient vendus au-dessous de leur valeur réelle en raison de la dépréciation de la livre turque sur les marchés mondiaux. Les entreprises tentaient de compenser ce handicap en contenant le niveau des salaires. L'Etat qui devait faire face aux aides accordées pour différents motifs aux entreprises commença à s'appuyer sur l'emprunt à l'intérieur et sur les émissions de la

1 OCDE, *Etudes économiques, Turquie 1989-1990*, p. 11-13.

2 TUSIAD, *The turkish economy, 1990*, p. 126.

3 OCDE, *Etudes économiques, Turquie 1990-1991*, p. 152.

4 TUSIAD, *The turkish economy 1990*, p. 157.

Banque Centrale. Aussi, entre 1984 et 1991, le gouvernement turc n'a-t-il jamais été en mesure de contrôler l'inflation et le déficit budgétaire, malgré ses engagements vis-à-vis des institutions créancières, FMI et Banque Mondiale.

A partir de 1986 les subventions de l'Etat à l'agriculture baissent. Le prix des engrains et des moyens de production étant très élevé, les petits et moyens paysans vendent machines et bétail et émigrent vers les grandes villes. L'exode rurale qui s'établissait à 200.000 par an entre 1960 et 1980, passe à 400.000 entre 1980 et 1990. La population d'Istanbul s'accroît ainsi de 4,7 millions d'habitants en 1980 à 7,3 en 1990.

L'économiste Haluk Cillov résume ainsi la situation économique à la fin 1991 :

A la suite de la mise en œuvre de politiques économiques inappropriées au cours de ces derniers mois, nous observons que le taux d'inflation annuel atteint 67 %. Selon les déclarations officielles le déficit budgétaire s'elevait à 17 mille milliards de LT au cours des 9 derniers mois. Ce déficit risque d'atteindre 30 mille milliards à la fin de l'année. La dette intérieure est de 70 mille milliards et les émissions atteignent 100 mille milliards. D'autre part, les revenus de l'Etat commencent à baisser.¹

1991 est l'année de l'aggravation de la crise. Pendant les trois premiers mois, le taux de croissance de l'industrie manufacturière est tombé de 8.3 % l'année précédente, à 5 %, en raison de la contraction aussi bien du marché intérieur que du marché extérieur, et des effets de la crise du Golfe. A partir de février 1991, les industries sidérurgique, textile et quelques autres entament des licenciements massifs. Le 14 février 1991, *Cumhuriyet* annonçait 200.000 licenciements dans divers secteurs industriels. A la fin de 1991, on peut estimer que le chômage atteint 20 % de la population active et que la stagnation économique menace².

Crise et restructuration sociale

La politique économique extravertie de la dernière décennie a eu pour effet la polarisation de la structure sociale :

(i) Les couches aisées représentent 10 % de la population (58 millions d'habitants environ en 1991)³ : entrepreneurs, rentiers, spéculateurs qui s'enrichissent rapidement grâce aux spéculations de toutes sortes, au prix élevé de l'argent, aux subventions de l'Etat.

(ii) Les cadres de la nouvelle industrie privée (administrateurs, ingénieurs, etc.) et du secteur des service (tourisme surtout) en croissance rapide, les professions libérales (avocats, architectes, médecins, etc. dont le revenu mensuel est de 5 à 20 millions de LT) représentent 10% encore

1 Haluk Cillov, "Une perspective économique indécise", *Milliyet*, 18, novembre, 1991.

2 OCDE, *Etudes économiques, Turquie, 1990-1991*, TUSIAD, *The turkish Economy, 1990*.

3 La population totale de la Turquie est de 56.570.000 en 1990; la croissance annuelle est de 2.5 % au minimum.

(iii) Les couches moyennes en voie de disparition (fonctionnaires, artisans et commerçants moyens) correspondent à 20 % environ. Les revenus mensuels moyens réels de ces couches se situent entre 1,5 et deux millions de LT. L'inflation qui de 1980 à 1991 s'est située entre 60 % et 100 % a rogné les revenus réels de ces couches. Selon les résultats d'une recherche conduite par le professeur Ayse Baysal à l'échelle nationale, le coût minimum de la nourriture pour une famille de quatre personnes des couches moyennes, est de 400.000 LT par mois; dans les grandes villes ce coût s'élève à 800.000 LT. Le loyer d'un appartement de 2 à 3 pièces atteint un million de LT. Une grande partie des familles de ces couches parvient à s'assurer un niveau de vie convenable grâce à un double emploi : instituteurs, fonctionnaires, etc. peuvent être marchands ambulants après 17 heures, ou bien plusieurs membres de la famille travaillent. Pots de vin, fraude, prostitution deviennent par ailleurs de plus en plus courants.

(iv) Les travailleurs de l'industrie, des services et de l'agriculture comptent pour 35 %. En 1989, sur une population active de 19 millions, 8,5 millions travaillaient dans l'agriculture, 2,6 millions dans l'industrie, 5,1 millions dans les services¹. En 1990 et 1991 ces proportions ont légèrement changé au détriment de l'agriculture. Pour une grande part de ces travailleurs, les salaires mensuels sont inférieurs à 1,5 million de LT. Des grèves et manifestations ont permis à certains des travailleurs d'obtenir 2 millions de LT environ.

(v) Les chômeurs, paysans sans terre, pauvres de la campagne, travailleurs marginaux (les exclus de la société), comptent pour 25 %. Ces populations sont à l'origine principale de l'exode rurale, de la population des bidonvilles, de l'émigration clandestine vers l'étranger, et finalement du malaise social.

Selon l'Institut des statistiques d'Etat, le revenu annuel par tête est de 1969 dollars en 1990². Le tableau suivant donne la répartition des revenus selon la catégorie de revenu de 1978 à 1988³.

	Revenus salariaux	Revenus du capital, bénéfices, rentes	Revenus de l'agriculture
1978	35,2 %	38,1 %	26,7 %
1980	26,7 %	49,3 %	23,9 %
1988	14,0 %	70,0 %	15,8 %

1 TUSIAD, *The turkish Economy, 1990*, p. 30.

2 Orhan Guvenen, Président de l'institut des statistiques de l'Etat, déclaration à *Gunes*, 6 septembre 1990.

3 Sources : S. Ozmucur, *Estimations concernant le revenu national trimestriel*, Istanbul, Chambre de Commerce 1987. *Annuaire de PETROL-IS*, 1988, et Y. Kepenek, *L'économie turque*, Ankara, 1990.

Ainsi, à partir de 1978, les revenus des salariés de tous les secteurs baissent, tandis que les revenus du capital augmentent considérablement. Ce phénomène est à la base des inégalités croissantes dans la structure sociale au cours de la dernière décennie.

Programme économique du gouvernement Suleyman Demirel

Les élections du 20 octobre 1991 ont ramené au pouvoir un gouvernement de coalition composé du Parti de la juste voie (libéral) de Suleyman Demirel et du Parti populaire social-démocrate de Erdal Inonu. Ce gouvernement paraît avoir compris les effets néfastes d'une politique monétariste. Le Ministre d'Etat, responsable de l'économie, Mme Ciller, a promis la fin des dévaluations et la baisse des intérêts bancaires. Le nouveau gouvernement envisage aussi une réforme fiscale cherchant à assurer une distribution plus égalitaire du revenu national, et il met l'accent sur la rentabilité de la production.

Dans quelle mesure ce processus de transition à une économie plus réaliste est-il possible, quelle sera la réaction du FMI en face d'une politique de protection de la livre turque, telles sont les questions que l'on peut se poser. Avant les élections, la Haute instance de planification (Yuksek Planlama Kurumu) avait en effet prévu une dévaluation de 5 % pour 1992, et le Premier Ministre Suleyman Demirel se plaint déjà de la dette extérieure de 50 milliards de dollars qui lui a été laissée en héritage, et qui lui impose des obligations vis-à-vis des Etats-Unis et des Institutions Internationales¹.

Paris
Université de Paris VIII
Janvier 1992

1 Suleyman Demirel, Déclaration du 10 novembre 1991, rapportée par *Milliyet*.

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 59-78

LE REVEIL DU MOUVEMENT OUVRIER

Mehmet-Sehmus GUZEL*

A la mémoire de Abdullah Bastürk,
grande figure du syndicalisme turc,
président de la DISK, homme intègre,
décédé le 21 décembre 1991.

La décennie qui nous intéresse débute avec la mise en application, le 24 janvier 1980, de la nouvelle politique économique préparée par M. Turgut Ozal, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre de l'époque. Le premier ministre fut renversé par le coup d'Etat du 12 septembre 1980, et M. Turgut Ozal fut promu vice-premier ministre, chargé par la junte militaire de la gestion de l'économie. Les années 80 portent indéniablement la marque de Ozal : protagoniste et exécutant de la politique économique, il a été en même temps à la base de la législation sociale restrictive des années 1981-1983. M. Turgut Ozal, président du MESS (Syndicat des employeurs de la métallurgie) dans la deuxième moitié des années 70, est président de la République depuis novembre 1987.

Dans cette décennie, se distinguent deux périodes bien distinctes :

1. La première, du 12 septembre 1980 à la fin de 1984, est une période de silence presque absolu du mouvement ouvrier; le régime militaire met alors en place tout un arsenal législatif pour faire durer cet état de choses.

2. Dans la seconde période, de la fin de 1984 à aujourd'hui, nous assistons à une lente remontée du mouvement ouvrier.

* Docteur en Sciences Sociales du Travail (1975), professeur d'université (1977-78 : Antalya MYO, 1978-82 : Ankara SBF, 1983-87, Université Paris-7, GHSS), historien, journaliste

Le mouvement ouvrier a donc suivi à un an de distance le fameux "retour à la démocratie" qui date de la fin de 1983, avec la formation d'un gouvernement civil¹. On voit là la prudence, la retenue de la classe ouvrière.

Les rapports salariaux dans la nouvelle politique économique

Une nouvelle politique économique engendre bien souvent de nouvelles relations professionnelles ou tout au moins une remise en cause des relations professionnelles existantes, puisque le système des relations professionnelles est un produit du système économique. Lors de la mise en application de la nouvelle politique économique turque en janvier 1980, beaucoup s'attendaient à des modifications de la législation sociale, à une restriction des droits sociaux. Celle-ci s'est précisée après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 : le droit de grève et le droit à la négociation collective furent supprimés tandis que les activités des syndicats les plus combatisifs étaient interdites. Ces restrictions ne pouvaient aller sans la limitation du pouvoir syndical².

Cette politique sociale trouve l'un de ses fondements dans les choix de la nouvelle politique économique : il convenait de limiter la croissance des revenus nominaux, notamment des salaires, afin de faire baisser la demande intérieure et réduire un taux d'inflation qui était supérieur à 100 %, il fallait promouvoir l'exportation, accroître le profit et accentuer la compétitivité internationale de l'économie turque. En outre, le prêt de 1,6 milliard de dollars octroyé par le Fonds monétaire international (FMI) en 1980 à la Turquie pour une période de trois ans, et les contraintes qui en résultaient, imposaient implicitement l'austérité aux dépens des couches les plus défavorisées, la baisse d'un pouvoir d'achat déjà faible et l'extension du chômage.

L'armée, par l'intermédiaire de l'OYAK (Mutuelle militaire) est, depuis les années 60, partie prenante de la vie économique. Elle développe ses activités non seulement dans l'électronique et la construction, mais aussi dans l'industrie automobile, la pétrochimie, industries les plus touchées par les mouvements de grève et les manifestations ouvrières au cours des années 70. En intervenant en septembre 1980, l'armée voulait défendre la

¹ Déjà le 7 novembre 1982, le général Evren, au moment où il troquait son uniforme chamarré contre le frac civil, annonça que "la Turquie venait d'entrer en démocratie".

² Mme Thatcher, autre farouche partisane de "l'Ecole de Chicago" et du libéralisme à tout va, avait montré le chemin en attaquant sans merci les droits syndicaux. Les principales dispositions des lois thatcheriennes sur les relations professionnelles et le syndicalisme (Employment Acts de 1980 et 1982, Trade Union Act de 1984) restreignaient l'activité des piquets de grève, limitaient le monopole syndical de l'embauche, et rendaient obligatoire l'organisation d'une consultation de la base - à bulletin secret - avant toute grève.

"patrie" en même temps que le système économique dans lequel elle était engagée.

Une autre raison de la politique sociale poursuivie tient au caractère de l'Etat-Nation turc et à la conception sociale des élites dominantes civiles et militaires qui trouvent leur origine historique dans l'époque ottomane¹ :

1) Une méfiance et une peur allant jusqu'à la paranoïa face au mouvement socialiste et à ses liens avec le mouvement ouvrier; la question ouvrière est d'ailleurs considérée par les gouvernements turcs comme relevant de la police...

2) Le refus de la notion-même de lutte de classes, qui pousse l'Etat soit à prendre sous sa tutelle soit à interdire toute organisation ouvrière autonome. Il tient jalousement à garder le leadership et le contrôle de la vie sociale ;

3) La répression et l'anéantissement de tout mouvement revendicatif qui échappe à sa tutelle ;

4) L'autoritarisme dans le système des relations professionnelles.

Cette attitude peut être illustrée par un extrait de l'un des discours fleuves du général Evren, Président de la République après le Coup d'Etat militaire de 1980 : "Les anarchistes et les terroristes ont fomenté des troubles dans les grandes villes en agitant le peuple dans le but de disséminer le terrorisme et le communisme. Leur objectif était d'intensifier la crise économique par l'organisation de grèves, d'œuvrer de sorte que les citoyens en aient assez de la vie quotidienne, et de venir ensuite brandir leurs slogans. Ils ont voulu apporter le communisme dans notre chère patrie"².

Le 12 septembre 1980 une nouvelle fois l'Etat venait donc "purifier" et "épurer" le mouvement ouvrier de ses éléments indésirables, en reprendre la direction et la remettre dans des "mains plus sûres". Au cours de sa conférence de presse du 1er septembre 1980, Kenan Evren déclarait : "Les syndicats vont continuer leurs activités conformes aux principes démocratiques, mais ceux qui veulent exploiter et orienter les travailleurs dans la direction de leur propre idéologie et tentent d'abuser des droits syndicaux, ne pourront atteindre leur but."

Dans son programme du 21 septembre 1980 , le gouvernement militaire précisait que la législation sur la négociation collective, la grève, les syndicats et le travail serait révisée et que l'on y apporterait les amendements nécessaires. La phase ouverte par le coup d'Etat était ainsi destinée à "mettre de l'ordre dans la vie sociale". Cette orientation s'est précisé sur plusieurs plans :

¹ Cf. mes deux articles : "Réflexions sur la première rencontre entre le kékisme et le mouvement ouvrier (1919-1939)", *Cahiers du GETC* (MSH/Paris), 1, hiver 1984-1985, pp. 30-37 ; et "Etat et mouvement syndical en Turquie (1946-1947) : Autonomie ou intégration", *Sou'al* (Paris), N° 8, Février 1988, pp. 11-34.

² *Daily News* (Ankara), 17 janvier 1981.

Croisade contre les organisations syndicales autonome

La politique répressive du régime militaire s'est faite particulièrement sentir dans la vie des ouvriers et de leurs syndicats. A l'exception de la TURKIS (Confédération des syndicats d'ouvrier de Turquie) et d'une partie de ses affiliés, tous les syndicats furent touchés par des interdictions, suspensions, perquisitions, fermetures, emprisonnement des dirigeants. La politique de méfiance à l'égard des syndicalistes radicaux et de leurs organisations avait cependant commencé bien avant et s'était accentuée avec la mise en application de l'état de siège en décembre 1978 dans plusieurs départements à forte concentration ouvrière¹. En effet, la loi sur l'état de siège autorisait le commandant de l'état de siège à recourir à des mesures exceptionnelles quand "la sauvegarde de l'ordre public le nécessite". Dans les régions où l'état de siège était en vigueur, les commandants menèrent une politique de stricte surveillance de la vie associative.

Dès le 12 septembre 1980, le Décret N°3 du Conseil national de sécurité (CNS) suspendait les activités de la DISK (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires de Turquie) et de la MISK (Confédération des syndicats ouvriers nationalistes). Le CNS infligea le même sort à la HAK-IS (Confédération des syndicats d'Ouvriers Islamistes) le 18 septembre 1980.

Selon les termes du Décret N°3 :

a) "Pour la sauvegarde de l'ordre public, les activités de la DISK et de la MISK ainsi que des syndicats qui leur sont affiliés ont été suspendues en attendant que leur sort soit décidé par les instances judiciaires ;

b) "Leurs biens et leurs avoirs sont gelés".

A la suite de "l'enquête" effectuée, la HAK-IS eut le droit de reprendre ses activités le 19 février 1981². La MISK y fut autorisée en mai 1984³.

Quant à la DISK, ses locaux et ses 35 syndicats affiliés furent fermés, et ses comptes en banque bloqués. Abdullah Bastürk président de la DISK en tête, tous les dirigeants et un grand nombre de militants furent arrêtés sur ordre de la Cour martiale d'Istanbul et inculpés de "constitution et participation à une organisation illégale ayant pour visée la domination d'une classe sociale sur les autres classes". Le nombre des syndicalistes de la DISK faisant l'objet de poursuites entre le 12 septembre 1980 et janvier 1981, s'élevait selon le gouvernement à 1744.

¹ Un exemple : Au début de l'année 1980, sept syndicalistes dont Fehmi Isiklar, secrétaire général de la DISK et Kemal Türkler, président du Syndicat des ouvriers de la métallurgie (Maden-Is) et ex-président de la Disk de sa fondation en 1967 jusqu'à 1975, furent arrêtés pour avoir chanté l'Internationale lors du 23e Congrès national du Maden-Is en décembre 1979.

² Cf. *Journal Officiel*, 18 février 1981 ; *Rapport d'activité présenté au 3ème Congrès de la HAK-IS*, (en turc), Ankara, 1982, p. 33.

³ Pour la HAK-IS et la MISK voir mon article : "Etre ouvrier en Turquie", *Les temps Modernes*, n° 456-457, juillet-août 1984, pp. 293-294.

Les syndicalistes arrêtés furent placés dans des prisons militaires, tête rasée et en tenue de bagnards. Le délai de garde à vue entre-temps avait été porté de 30 à 90 jours, période pendant laquelle les prisonniers ne purent communiquer avec leurs avocats et furent durement torturés.

Après le coup d'Etat, seule la TURK-IS pouvait poursuivre ses activités syndicales dans les limites tracées par le régime. Partie intégrante de l'appareil étatique et image même d'un syndicalisme officiel et de la collaboration de classe, la TURK-IS n'hésita pas à prêter son secrétaire général Sadik Side au gouvernement militaire. Celui-ci fut nommé au poste de ministre de la Sécurité sociale, ce qui provoqua les protestations de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) et l'amena à suspendre l'affiliation de la TURK-IS.

Plusieurs syndicats sociaux-démocrates affiliés à la TURK-IS furent à leur tour frappés par les mesures de suspension¹. En outre, des ordres des commandements de l'état de siège vinrent s'ajouter à des interdictions déjà très nombreuses².

Enfin toutes les associations autonomes telles la TOB-DER (Association d'Entraide des Instituteurs), la TUM-OD (Association d'Entraide des Enseignants), la TUM-DER (Association d'Entraide des Fonctionnaires), etc... furent à leur tour interdites³.

Les syndicats et les associations étaient interdits par voie administrative et militaire, ce qui était en contradiction flagrante même avec les lois en vigueur à l'époque. Ce qui reflète la peur de l'Etat face à la vie associative et syndicale.

Il faut ajouter que la répression de la DISK ne datait pas du 12 septembre 1980. Tous les gouvernements de droite ou d'extrême-droite, civils ou

¹ Ainsi, les activités du Syndicat des Ouvriers du Pétrole (PETROL-IS) furent suspendues le 18 octobre 1980. Mais cette décision ayant été annulée le 9 janvier 1981, le syndicat reprit ses activités. Par contre, trois unions régionales du même syndicat furent fermées en 1983.

Le 13 juin 1981, le Commandant de l'état de siège suspendit le Syndicat des Travaux Publics (YOL-IS) d'Izmir, ce qui portait à trois le nombre des syndicats suspendus de la Fédération YOL-IS.

Enfin, les dirigeants du Syndicats de la Verrerie (KRISTAL-IS) furent emprisonnés pendant plusieurs mois en 1983.

² En avril 1982 par exemple, le Commandant de l'état de siège d'Istanbul rappelle aux syndicats de "ne pas critiquer les ordres du Commandant de l'état de siège et de ne pas organiser des réunions de propagande". Quant au chef d'état-major de l'armée, il décide que "les associations, les groupements professionnels, les syndicats, les fondations et autres institutions ne pourront plus inviter des représentants ou des délégations d'organisations étrangères officielles ou privées ou organiser des réunions sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du commandant de leur région".

³ Le droit de se syndiquer n'étant plus reconnu aux fonctionnaires depuis le coup d'Etat du 1er mars 1971, les syndicats de fonctionnaires se sont transformés en simples associations. Comme par exemple le TOS (Syndicat des Instituteurs de Turquie) qui devint la TOB-DER. Les activités de cette association sont suspendues au début de 1980 par le commandant responsable de l'état de siège d'Ankara et ses dirigeants sont emprisonnés. Au lendemain du 12 septembre 1980, 23.667 associations au total furent interdites d'activités et dissoutes. Cf. *Cumhuriyet*, 12 décembre 1989.

militaires qui se sont succédés depuis la fin des années 60, ont poursuivi une politique d'intimidation de la DISK, dès sa fondation en 1967. Déjà en 1970, une loi avait été adoptée visant à la liquidation de la DISK. Cette loi avait provoqué la colère de centaines de milliers d'ouvriers qui organisèrent des manifestations de résistance les 15 et 16 juin 1970 à Istanbul, Izmit, Ankara et Izmir. La DISK survécut tandis que plusieurs dispositions de la loi étaient annulées par la Cour Constitutionnelle. Cependant après le coup d'Etat du 12 mars 1971, des centaines de dirigeants et militants de la DISK furent arrêtés.

Dans la vie de la DISK, les choses se compliquèrent à nouveau en 1975. Sous la direction d'une nouvelle équipe, elle commençait à gagner du terrain, dépassait les frontières des départements limitrophes de la Mer de Marmara et s'étendait à toutes les villes anatoliennes. Les syndicats et les organisations d'employeurs s'en inquiétèrent : le MESS (Syndicat des employeurs de la métallurgie), farouche adversaire de MADEN-IS, la TISK (Confédération des syndicats d'employeurs) et la TUSIAD (Association des hommes d'affaires et des industriels) souhaitaient mettre la DISK sous l'éteignoir. Cette attaque fut soutenue dès 1975 par les gouvernements du Front nationaliste. La création d'organisations telles que la MISK et la HAK-IS, sous ces mêmes gouvernements, était entre autre destinée à limiter le développement de la DISK dans les villes anatoliennes.

Vers 1980, un front contre la DISK et en général contre le mouvement syndical autonome fut constitué comprenant des entrepreneurs, des syndicats officiels de la TURK-IS, des syndicats nationalistes et islamistes et des partis politiques de droite. En 1980 l'Etat turc s'opposait à nouveau à toute autonomie de la vie associative et à la dynamique de la classe ouvrière.

Création de la CSA. Procédure des contrats collectifs. Evolution des salaires

A la suite du coup d'Etat, les grèves furent interdites et les négociations collectives suspendues. Une Cour supérieure d'arbitrage (CSA) tripartite fut mise en place pour faire aboutir les négociations collectives en cours. Sous la présidence du président de la 9e Chambre de la Cour d'appel, elle était composée de deux représentants du gouvernement, du directeur général du Département du travail au Ministère du travail, du Président du Département social de l'Office national du plan, de deux représentants de la TURK-IS, d'un représentant de la TISK ainsi que d'un représentant des employeurs du secteur public nommé lui aussi par le gouvernement. La dominance gouvernementale y était donc manifeste. Selon le gouvernement militaire, "l'interdiction de la grève ne devait en aucune façon être interprétée comme un déni du droit de grève". Elle était motivée par le souci de "restaurer la paix sociale" et s'accompagnait d'une série de mesures destinées à sauvegarder les droits des grévistes. "Une augmentation de salaire de

l'ordre de 70 % leur était accordée et les licenciements abusifs, sans qu'il y ait faute professionnelle, étaient interdits". Cette augmentation de salaire ne doit pas faire illusion, parce que l'inflation dépassait 100 %. Quant à l'interdiction des licenciements, en pratique elle ne fut pas vraiment appliquée¹.

La CSA fut par contre efficace pour le contrôle et la régulation des salaires. La CSA était chargée de conclure des "conventions collectives" et de résoudre les conflits sociaux. Ses décisions étaient définitives. Conçue comme une institution de recours dans les conditions exceptionnelles du régime militaire, la CSA n'était pas destinée à remplacer le système de négociation collective. Et pourtant, elle s'érigea en une véritable institution de régulation des salaires. Elle devint l'instrument de la politique de "stabilisation économique"; les salaires furent dès lors fixés par décision unilatérale du gouvernement. Les salaires réels en conséquence baissèrent: l'indice du salaire réel journalier passa de 100 en 1960 et de 102,1 en 1980 et 95,1 en 1981. Il était de 96,4 en 1982 et de 98,5 en 1983²

On observe aussi une diminution de la part des salaires dans les dépenses totales. Dans les entreprises économiques d'Etat, cette part qui était de 25 % en 1972 tombe à 15 % en 1983, alors que le nombre des salariés continue à progresser (sauf en 1981)³. On constate la même diminution dans le secteur privé. La part des salaires était de 10,4 % dans les industries de transformation en 1980, elle tombe à 9,6 % en 1982⁴. La réduction de la masse salariale par rapport aux dépenses de fonctionnement résulta principalement des rémunérations des salariés. Enfin la part des salariés dans les revenus en dehors de l'agriculture qui était de 50 % en 1970 tomba à 26,7 % en 1980 et à 17,2 % en 1984⁵.

En mars 1984, le salaire minimum légal est augmenté, il passe en chiffres bruts de 16.200 LT à 24.525 LT, soit un accroissement de 52 %. Après déduction des impôts et cotisations diverses, retenus à la source, cette augmentation porte le salaire minimum à 16.420 LT net, soit 410 FF par mois. Elle intervient après deux ans de blocage. Le pouvoir d'achat des ouvriers ne cesse ainsi de se dégrader depuis les années 1970. La journée

¹ Par exemple, en 1982, 4.172 ouvriers sont licenciés pour des "raisons économiques" avec l'autorisation du Ministère du Travail à la tête duquel un professeur de Droit du travail avait été placé. L'interdiction de licencier est pratiquement annulée par une instruction de l'Etat-Major communiquée le 8 février 1982. Au cours des six premiers mois de 1981 entre 15 et 20 mille ouvriers des entreprises d'Etat sont licenciés. Durant les années 1983 et 1984 plus de 5.000 enseignants et instituteurs sont renvoyés pour des "raisons politiques". En décembre 1983, l'interdiction de licencier est levée.

² Les chiffres sont du professeur Korut Boratav que je remercie. Voir aussi, OCDE, *Turquie, Etudes Economiques*, Paris, 1984, p. 14.

³ OCDE, p. 50 et graphique 6.

⁴ Mete Törüner : "Les salaires et les appointements, 1980-84", *Laissez-Faire, Laissez-Passer. l'Economie de la Turquie. 1980-85*, (en turc), Ankara, 1985, p. 206 et tableau 2.

⁵ Mete Törüner : "L'emploi et la répartition des revenus", (en turc), *Iktisat Dergisi*, N° 248-249, juillet-août 1985, p. 43.

de travail qui correspondait en 1963 à 1,2 kg de viande ne permet l'achat que de 0,5 kg vingt ans plus tard.

La durée moyenne du travail hebdomadaire est aujourd'hui en Turquie de 74 heures alors qu'elle est de 38 à 42 heures dans les pays de la CEE. En outre, parmi les pays de l'OCDE, la Turquie est le pays où les ouvriers paient le plus d'impôts : de 30 à 50 % environ du salaire brut.

La CSA qui décide des salaires et des conditions de travail, décrète aussi le licenciement et l'interdiction d'embauche des ouvriers restés en détention plus de 30 jours. Elle autorise en outre les employeurs à ne pas engager quiconque a été condamné pour un délit politique. Enfin, elle uniformise la durée hebdomadaire légale du travail à 48 heures dans toutes les branches d'activité, alors que dans certaines, comme la métallurgie, les syndicats avaient obtenu au prix d'âpres luttes la limitation à 46 heures.

Organisme transitoire à l'origine, la CSA devint permanente. Elle se transforma en une institution toute puissante pour le "règlement pacifique des différents collectifs" selon les termes de la Loi sur les conventions collectives, la grève et le lock-out de 1983.

La nouvelle législation sociale

La Constitution de 1982

Après le coup d'Etat une nouvelle Constitution est jugée indispensable pour doter la Turquie d'un exécutif "efficace et capable de mettre fin à l'anarchie", idée qui avait déjà été formulée à plusieurs reprises avant le 12 septembre 1980. Dans la nouvelle Constitution les libertés fondamentales sont sévèrement restreintes (cf. les articles 12-15). L'instauration d'un état d'urgence peut permettre au conseil des ministres de prendre, avant de recourir à l'état de siège, des mesures extraordinaires. Les cas où l'état de siège peut être déclaré sont multipliés. Le pouvoir exécutif et en particulier les pouvoirs du Chef de l'Etat sont renforcés aux dépens d'autres corps de l'Etat. Le contrôle de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire est également accentué. En outre, le gouvernement est doté d'un droit exorbitant de légitérer par décrets-lois. Ce droit qui court-circuite le pouvoir législatif, est utilisé de façon abusive par les gouvernements successifs; il est une atteinte majeure au principe de la séparation des pouvoirs.

En ce qui concerne les droits sociaux collectifs, ils sont amendés selon les désirs du patronat. La nouvelle Constitution, comme le souhaitent les employeurs, protège leurs intérêts, alors que les droits sociaux collectifs sont limités par toutes sortes de restrictions. Dans une brochure de l'Union des chambres de commerce, de l'industrie et des bourses, pour ne citer que celle-ci, il était dit que "la nouvelle constitution devrait garantir et préserver les droits de l'entreprise et de la propriété privée". C'est désormais chose faite. La Constitution de 1982 reconnaît même le droit de lock-out de

l'employeur, comme répondant au droit de grève. Ainsi la Turquie devient le premier pays à reconnaître le lock-out dans sa Constitution.

Les droits sociaux collectifs sont reconnus selon le principe "tout est permis sauf ce qui est interdit"; les articles 51-54 les réglementent dans tous les détails et les restreignent.

La Loi du 5 mai 1983 sur les syndicats

Comme dans la Constitution, le droit de se syndiquer est extrêmement restreint. Chaque article de la Loi est divisé en deux ou trois parties, la première ressemblant généralement aux dispositions en vigueur dans les pays occidentaux, l'autre ou les autres restreignant point par point ces dispositions.

Considérons par exemple l'article 28. Après avoir stipulé que "les syndicats et confédérations peuvent s'affilier librement à des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs", il énumère des conditions qui imposent en fait une autorisation préalable gouvernementale. Comme par ailleurs dans le Projet de loi n'était prévue que l'affiliation des seules confédérations, on peut se demander si la Loi reconnaît vraiment l'affiliation internationale.

Enumérons les restrictions les plus remarquables :

a) Les syndicats sont désormais de simples organisations protégeant les intérêts économiques et sociaux dans le cadre exclusif des activités professionnelles (définition de l'article premier).

b) Les organes syndicaux ainsi que leur fonctionnement sont strictement déterminés (articles 9 et suivants). La loi énumère de manière restrictive les organes directeurs syndicaux obligatoires, leur composition, les conditions de leur élection, la qualification des candidats, la durée du mandat, la fréquence des réunions, etc. Le contenu des statuts est restreint et précisé point par point. Le commissaire du gouvernement est présent dans les assemblées générales des syndicats.

c) Les syndicats sont soumis à un contrôle étatique strict. Une section de 5 articles de la Loi est consacrée à la "vérification des comptes". L'Etat "a le pouvoir de contrôle financier et administratif sur les syndicats et confédérations" (article 47). En clair, les syndicats doivent se soumettre au moins une fois par an "et chaque fois que cela sera utile" à un contrôle mixte ou séparé du Ministère du Travail et du Ministère des Finances. Tous les documents doivent leur être soumis pour vérification.

L'examen du texte de la loi montre que l'Etat intervient non seulement au niveau des relations Etat-syndicats et syndicats ouvriers-syndicats d'employeurs, mais aussi au niveau des relations entre syndicats et leurs membres. L'ingérence étatique est donc totale à tous les niveaux de la vie syndicale, elle restreint les droits syndicaux acquis depuis les années 60. Elle s'efforce d'isoler les syndicats des autres forces sociales, réduit à néant le droit de négociation collective et le droit de se syndiquer. Elle impose une demande d'autorisation préalable en matière d'affiliation internationale et limite de manière restrictive l'usage de biens syndicaux et les droits des

syndicats de s'engager dans la vie politique. Tout est mis en œuvre pour empêcher la naissance et le développement de syndicats autonomes et radicaux tels que la DISK. L'Etat a peur de tels syndicats.

En raison de cette loi restrictive, la syndicalisation avance lentement, le nombre de syndiqués qui était d'un million et demi en 1980, n'est que de 1.900.000 dix ans plus tard¹. Ces chiffres sont souvent gonflés, car fournis par les syndicats et non contrôlés par le Ministère du Travail. Le taux de syndicalisation reste très bas. Il était de 9,5 % en 1984, il est resté stationnaire.

*La Loi du 5 mai 1983 sur les conventions collectives de travail;
la grève et le lock-out*

Le droit de grève est généralement reconnu comme un moyen essentiel dont disposent les travailleurs et leurs syndicats pour la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et politiques. Avec la nouvelle réglementation, le droit de grève a beaucoup perdu de sa signification et son utilisation est rendue très difficile sinon impossible.

Les restrictions de la nouvelle loi vont beaucoup plus loin que celles de la Loi de 1963 :

a) La nouvelle loi limite le champ d'application du droit de grève. Il est reconnu par la Constitution de 1982 à "tous les ouvriers", mais, à la suite de la nouvelle réglementation, il n'est en réalité utilisable que par 750.000 ouvriers, soit 32,3 % de la main-d'œuvre salariée. D'après les chiffres du Ministère du Travail, de février 1984², sur 2.317.016 ouvriers, 1.069.272 ne peuvent bénéficier du droit de grève, car ils ne sont pas syndiqués, la loi accordant le monopole du droit de grève aux syndicats. Parmi les syndiqués 497.964 ouvriers ne peuvent pas non plus utiliser leur droit de grève, soit parce qu'ils sont syndiqués dans des branches ou des entreprises où la grève est interdite, soit parce que leur syndicat n'a pu obtenir la compétence de négocier une convention collective, et de fait de déclarer la grève. Pour obtenir cette compétence, il faut en effet rassembler au moins 10 % de la totalité des ouvriers de la branche donnée et réunir plus de la moitié des ouvriers de l'entreprise concernée.

b) La décision et le déclenchement de la grèves sont le monopole des syndicats représentatifs, c'est-à-dire de syndicats ayant la compétence de négociation collective. Ce qui limite considérablement le champ d'application du droit de grève et est en contradiction avec les termes de la Constitution qui reconnaît le droit de grève à tous les ouvriers et non aux syndicats.

c) Une longue procédure de conciliation préalable est obligatoire avant toute grève. Sans entrer dans les détails byzantins des dispositions de la loi, disons que la grève légale n'est au mieux possible que cinq mois et demi

¹ PETROL-IS, *Petrol-Is 90*, (en turc), Istanbul, 1991, p. 325.

² *Journal Officiel*, 17 février 1984.

après l'échec des négociations collectives. Un scrutin de grève est alors prévu qui peut aboutir à la perte du droit. Il faut en outre appliquer la décision de grève en 60 jours sinon le syndicat perd sa compétence.

d) "Les activités, les services, les établissements et les cas" où la grève est interdite sont énumérés. D'après la loi, la grève est temporairement interdite en cas de guerre, en cas de mobilisation générale ou partielle, en cas de calamités paralysant la vie publique (incendie, inondation, glissement de terrain, avalanche, tremblement de terre), en cas d'état de siège, en cas d'état d'urgence, dans un moyen de transport par terre, par mer ou par air pendant le voyage.

Les activités et les services où la grève est définitivement interdite sont les opérations de sauvetage de vie et de biens, les entreprises funéraires et mortuaires, les travaux d'exploration, de production, de raffinage ou de purification et de distribution de l'eau, de l'électricité, du gaz, du charbon, du gaz naturel et du pétrole, les établissements bancaires, les études de notaires, les services de lutte contre le feu, les services sanitaires, les transports par terre, par mer, par chemins de fer, ou autres transports publics urbains par rail, etc.

L'utilisation du droit de grève, et la conformité d'une grève aux dispositions légales sont ainsi particulièrement difficiles. En pratique, les phases préalables au déclenchement d'une grève sont tellement longues qu'entre-temps l'employeur aura pris les précautions nécessaires, préparé ses stocks, et réduit à néant l'efficacité de la grève. De plus, comme l'employeur peut continuer à faire travailler les non-grévistes, la production ne s'arrête pas pour autant. On l'a constaté lors des grèves déclenchées au cours des dernières années. La nouvelle loi sape les fondements du droit de grève et démunit les syndicats de tout pouvoir de faire plier l'employeur par voie de grève. Faire grève est ainsi devenu une opération coûteuse, dangereuse et non-rentable.

Le dernier coup d'Etat est allé plus loin que celui du 12 mars 1971 dans la modification de la législation sociale. La plupart des transformations de la nouvelle législation vont dans le sens des propositions que formulait le patronat depuis la fin des années 60; elles sont désormais inscrites dans la Constitution et dans deux lois sociales. Conscient de cette victoire, le président de la TISK de l'époque, Halit Narin, déclarait : "Pendant 20 ans, nous avons pleuré tandis que les ouvriers riaient. Maintenant c'est à notre tour de rire"

Dans cette évolution, on ne peut négliger le rôle de Turgut Ozal. Mais il faut souligner les liens tissés au cours des dernières décennies, entre le milieu patronal et l'Armée. Il est à ce sujet symptomatique que onze des ministres du gouvernement militaire qui ne pouvaient pas se présenter aux élections pour l'Assemblée en 1983, aient chacun trouvé un siège dans des conseils d'administration de holdings du secteur privé. De même, dans le gouvernement civil qui a succédé au gouvernement militaire, plusieurs ministres sortaient des rangs de ces mêmes holdings.

La nouvelle législation sociale institutionnalise la plupart des pratiques et des restrictions du régime militaire. Avec le nouveau système professionnel, les employeurs redeviennent maître absolus chez eux. Grâce à la CSA, devenue non une simple institution d'arbitrage mais un véritable instrument de régulation des salaires et de contrôle de la vie sociale, et à la docilité de la TURK-IS, le patronat a les moyens de prévoir le coût des salaires à moyen terme. Le droit de grève étant d'une application très difficile et la négociation collective vidée de son sens, il peut désormais réglementer librement les conditions de travail dans les entreprises.

Salaires réduits au strict minimum, droit syndical soumis au contrôle étatique, droit de grève mis en pièces, tel est le nouveau système des relations du travail en Turquie. Le coût social du libéralisme est payé par les salariés, et en particulier par les ouvriers.

Le mouvement ouvrier en ébullition

Les militaires ont voulu faire régner l'ordre, mot fétiche des élites dominantes turques depuis longtemps. La junte militaire est restée au pouvoir de septembre 1980 jusqu'aux élections législatives contrôlées de novembre 1983. Au cours de cette période, elle a monopolisé les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Depuis les élections de 1983, les dirigeants turcs parlent de "passage à la démocratie". Mais l'arsenal législatif des militaires est toujours en place. En outre l'état de siège est resté en vigueur pendant de longues années, et l'état d'urgence est toujours en vigueur dans les départements de l'Est et du Sud-Est à prédominance kurde.

Après les premiers mois de peur et de silence absolu, des pôles de résistance se sont manifestés. D'abord sont apparus des hebdomadaires comme *Nokta* (aujourd'hui passé sous le contrôle d'un grand holding), *Yeni Gündem* (fermé après trois ans et demi d'une vie mouvementée, entre 1984 et 1988) et *2000'e Dogru*, un véritable pôle oppositionnel qui a connu de nombreuses péripéties depuis sa fondation en janvier 1987 et a plusieurs fois été interdit pour plusieurs mois.

Un autre pôle d'opposition s'est formé autour de maisons d'édition fondées par des enseignants radiés des universités à la suite de la mise en vigueur de la Loi sur les universités de 1982. Les intellectuels de gauche se sont également manifestés par des actions telles que la "Pétition au président de la République".

La classe ouvrière a perdu une grande part de ses acquis des années 60 et 70, mais elle a su vaincre sa peur et dépasser les obstacles mis en place par le régime militaire. L'expérience qu'elle avait acquise au cours des périodes précédentes y a été pour beaucoup. Le mouvement ouvrier s'est manifesté par des grèves, des manifestations et des luttes originales extra-syndicales. Plusieurs partis de gauche s'adressant à la classe ouvrière ont été formés. Enfin la DISK est réapparue à la fin de 1991.

Les grèves

Les premiers mouvements de grève sont timidement réapparus à la fin de 1984 : grèves pour des augmentations de salaire et pour l'amélioration des conditions de travail. Elles sont, comme la Loi l'impose, toujours déclenchées à la suite de l'échec de négociations collectives. En 1989, 1990 et 1991, de grands mouvements de grève éclatent dans la papeterie (grève de SEKA), la sidérurgie et la cimenterie. Enfin quelques 50.000 mineurs de la région de Zonguldak entrent en grève le 30 novembre 1990, et plus de deux millions d'ouvriers observent une grève générale de 24 heures le 3 janvier 1991.

Grèves de 1984 à 1990

Année	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de journées de travail
1984	4	561	4.947
1985	21	2.410	194.296
1986	21	7.926	234.940
1987	307	29.734	1.961.940
1988	156	30.057	1.892.655
1989	171	39.435	2.911.407
1990	458	166.306	3.466.550

Source : Chiffres du Ministère du travail, publiés par PETROL-IS, Petrol-Is (en turc), Istanbul, 1991, p. 267

Les grèves, déclenchées par la majorité des ouvriers d'une entreprise, peuvent durer des mois voire des années. Ainsi, la grève de 15 ouvriers, organisée par le syndicat PETROL-IS, dans l'usine de pneus Canik, à Samsun, a duré 3 ans¹. La grève de 136 ouvriers, déclenchée par le syndicat autonome LASPETKIM-IS, dans l'usine de plastiques Dora, à Istanbul, a duré 245 jours².

Le tableau montre l'explosion des mouvements de grève en 1990. Elles sont encore plus importantes en 1991. D'après les chiffres de Petrol-Is, dans les six premiers mois de 1991, on compte 408 grèves, 219.869 grévistes et 5.045.052 journées de grève³. Le secteur privé est le plus touché. Contrairement à la France, le cadre de l'action ouvrière est en Turquie l'entreprise. La négociation collective au niveau de branche est inexistante. Tout ce passe au niveau de l'entreprise alors que l'organisation syndicale au niveau de l'entreprise est interdite.

¹ *Cumhuriyet*, 14 novembre 1991.

² *Ibid.*

³ *Petrol-Is* 90, p. 265 et 269.

1989 : "Le Printemps du mouvement ouvrier"

En raison des difficultés juridiques et pratiques opposées au déclenchement de la grève, et de son aboutissement favorable, à partir de 1988, les ouvriers ont inventé de nouveaux moyens de lutte extra-syndicaux, comme se rendre ou quitter le lieu de travail pieds nus, se porter malade collectivement et se rendre à la visite médicale en manifestant de l'usine à l'hôpital de la Sécurité Sociale, boycotter les repas dans l'entreprise, faire la grève sur le tas, en sit-in ou bras croisés, "se laisser pousser la barbe" (*saka/grevi*), se tondre les cheveux, faire la grève de la faim, mendier à la sortie de l'usine, engager une campagne de signature¹.

Pour la seule année 1988, 2.262.446 ouvriers ont participé à des mouvements de "résistance" de ce type². Le chiffre est de 1.317.993 pour 1989, 1.265.628 pour 1990 et 1.850.382 pour les cinq premiers mois de 1991³. Le nombre de participants est ainsi beaucoup plus important que celui des grévistes proprement dits. Ainsi les ouvriers, pour faire aboutir leurs revendications, contournent la Loi. Ces grèves "illégales" sont légitimes aux yeux de l'opinion publique et même aux yeux des forces de répression; aucune poursuite n'est entamée contre les participants, ce qui constitue une véritable révolution dans la Turquie actuelle.

En mars 1989, on a assisté à une véritable explosion sociale, à un nouveau départ du mouvement ouvrier. Il suffit de lire la Une des quotidiens de l'époque pour s'en convaincre. Quelques uns des slogans du mouvement étaient: "Main dans la main nous allons vers la grève générale", "La grève générale est notre droit", "Nous voulons nos droits", "Ozal, démission!". Les mois de mars et d'avril 1989, appelés "le printemps du mouvement ouvrier", représentent le passage d'un mouvement ouvrier muselé et meurtri à un mouvement ouvrier animé et politisé.

Ce mouvement ouvrier prend l'allure d'un mouvement populaire dès février 1990. D'autres couches sociales entrent alors également en lutte. Les petits producteurs de tabac se révoltent en février 1990 après l'annonce des prix du tabac fixés par le gouvernement, ne prévoyant qu'une augmentation de 34 à 48 %. Dans la région d'Egée, des milliers de cultivateurs descendant dans la rue. Dans la ville d'Aksehir, plus de 20.000 cultivateurs saccagent les bureaux et les centres de ramassage et affrontent les forces de l'ordre. Les étudiants de différentes universités et particulièrement ceux d'Istanbul, d'Izmir et d'Ankara organisent des forums, des manifestations et des meetings pour soutenir les grévistes et les petits producteurs lésés.

¹ Pour plus de détail voir : PETROL-IS : *Petrol-Is 89* (en turc), Istanbul, 1990, pp. 265-304.

² PETROL-IS : *Petrol-Is 88*, (en turc), Istanbul, 1989, p. 286 et sv. Le calcul est fait par "résistance"; de ce fait, un ouvrier a pu être compté plus d'une fois.

³ *Petrol-Is 90*, p. 295.

Grève des mineurs de Zonguldak

La grève des mineurs de Zonguldak prend le même aspect populaire. La grève est déclenchée le 30 novembre 1990 par quelques 50.000 mineurs. Dès le début, ils menacent de lancer un mouvement national "à la polonaise" si rien n'est fait pour maîtriser rapidement l'inflation qui est de l'ordre de 70 % et fait fondre leur pouvoir d'achat "comme neige au soleil". Les mineurs réclament une augmentation étalée sur deux ans de 450 % de leur salaire (équivalant en moyenne à 700 F par mois). Ils demandent également l'amélioration des conditions de vie et de travail. En 20 ans, on a compté 1100 morts et 200.000 blessés dans des accidents du travail, les coups de grisou étant fréquents. Des maladies professionnelles comme la silicose et la tuberculose sont également très répandues. Les outils datent des années 30 ou 40, la qualité de l'équipement est mauvaise. Ainsi, on utilise toujours les rats pour prévenir les coups de grisou. En outre les ouvriers doivent travailler alternativement un mois dans les mines et un mois dans les champs. Mais comme les salaires des mines sont insuffisants et les terres très peu fertiles, ils ne parviennent pas à s'en sortir.

Cette région minière de la Mer Noire, proche d'Istanbul, avait été volontairement isolée du reste du pays, afin de la contenir politiquement, la refermer sur elle-même. Mais en janvier 1991, les mineurs partent vers le reste du pays dans une "grande marche". Dès le début de leur mouvement, les mineurs avaient en effet demandé la démission du Président de la République qui, en guise de représailles, avait parlé de la fermeture de toutes les mines parce qu'elles ne seraient pas rentables. En réponse, les mineurs annoncèrent leur intention de marcher sur Ankara avec femmes et enfants pour obtenir satisfaction. Le vendredi 4 janvier 1991, commença donc la marche de plus de 50.000 grévistes avec leurs familles, accompagnés de syndicalistes et de villageois. Un millier de femmes ouvriraient le cortège. La cible de la plupart des slogans était Ozal : "Le gros de Cankaya (palais présidentiel) est l'ennemi des ouvriers!", "Sultan, démission!", "Ici c'est la Turquie et non Israël!" (référence à l'intifada), "Notre chemin : Ankara. Notre but : Cankaya!", "Nous avons brûlé les bateaux, il n'y a pas de retour!", ou encore, par référence à la guerre du Golfe, : "Nous voulons nos droits, non la guerre !".

La marche fut stoppée au cinquante-sixième kilomètre par des barricades des forces de l'ordre. Pour éviter tout affrontement, les mineurs opérèrent un repli tactique, et la grève prit fin quelques jours plus tard par un accord satisfaisant leurs principales revendications.

Par rapport aux révoltes des mineurs de 1965 et de 1968, les particularités de cette grève sont nombreuses. Cette fois, ils étaient plus disciplinés, plus organisés, plus déterminés. Pour la première fois, les mineurs agissaient avec leurs dirigeants syndicaux alors que les révoltes précédentes étaient organisées aussi bien contre le patronat que contre les syndicats considérés comme "jaunes". Cependant les mineurs s'étaient

organisés dans des comités de grève, et n'avaient laissé les responsabilités au syndicat seul.

La participation des femmes a été dès le début massive, active, créative. Elles ont pris la parole au cours des manifestations, organisé elles-mêmes des manifestations et participé activement à la grande marche. Lorsque le Président du Syndicat des Mineurs, Semsi Denizer, leur proposa de rentrer chez elles en raison du froid, elles refusèrent avec colère. Employées de l'administration des mines, ouvrières, épouses, compagnes ou mères de grévistes elles ont ainsi manifesté leur égalité en droit et en pratique, ce qui est remarquable dans une société demeurée traditionnelle. Elles criaient ainsi : "S'il y a une Dame de fer (référence à Mme Thatcher), il y a aussi des Dames de charbon!".

Les commerçants, les avocats de Zonguldak, ainsi que les artistes, les intellectuels et les étudiants de toute la Turquie ont manifesté leur solidarité. Dans plusieurs lycées et universités des forums, des boycotts et des manifestations de soutien ont été organisés.

Enfin, les deux partis d'opposition, le SHP et le DYP, apportèrent leur soutien, donnant le départ d'une coalition de l'opposition qui aboutit à la formation d'un gouvernement de coalition après les élections du 20 octobre 1991.

Le mouvement s'étendit à d'autres secteurs. Suivant l'exemple des mineurs, d'autres grévistes, les métallurgistes, les ouvriers de SEKA et même les petits producteurs de tabac par exemple, menacèrent d'organiser des marches sur Ankara. Et la grève générale du 3 janvier 1991 s'organisa dans un climat que la grève des mineurs avait préparé.

Les revendications des mineurs avaient également une dimension politique; ils exigeaient ainsi de pouvoir décider de leur avenir.

Les 1er mai

Les commémoration de la Fête du Travail sont un autre signe du réveil du mouvement ouvrier dans la seconde moitié des années 80. Le droit d'organiser des réunions publiques et des cortèges à l'occasion du 1er mai est lié, dans l'histoire du mouvement ouvrier, au droit de grève. En Turquie le pouvoir ne l'entendait pas ainsi. La célébration du 1er mai 1980 fut interdite à Istanbul par le gouvernement et par le commandant de l'état de siège. L'avant-veille, l'imprimerie du Syndicat des Services Publics (GENEL-IS) avait été investie par l'armée et le matériel de propagande du 1er mai saisi. Le 30 avril, l'armée avait pris d'assaut le siège de la DISK et arrêté 23 de ses dirigeants. Le 5 mai, les forces de l'ordre envahirent à nouveau le siège de la DISK et arrêtèrent 16 autres dirigeants syndicaux dont le secrétaire général, Fehmi Isiklar. Tous ces dirigeants furent soumis à la torture et mis au secret. A l'exception de l'un d'entre eux qui se trouvait à l'étranger, tous les dirigeants du comité exécutif de la DISK furent ainsi emprisonnés. Au total ce sont 367 dirigeants et militants qui furent arrêtés.

L'interdiction des célébrations du 1er mai provoqua des grèves de protestations et des cortèges durement réprimés à Istanbul, Izmir, Ankara et surtout Antalya où la police intervint, tuant un enfant et blessant plusieurs manifestants. 700 travailleurs et militants syndicaux furent arrêtés dans diverses villes. A Mersin, au cours de la manifestation du 1er mai organisée par la DISK, des syndicalistes montrèrent qu'ils étaient déterminés à lutter contre la vague de répression qui frappait la classe ouvrière et à défendre ses libertés.

Au lendemain du coup d'Etat, la junte militaire interdit par une Loi la célébration de la Fête du Travail. Selon cette Loi, le 1er mai n'était plus férié et ne pouvait plus être désigné comme Fête du Travail.

Après une longue période de silence, pour la première fois depuis 1980, le 1er mai fut à nouveau commémoré en 1988 dans des réunions privées en raison des interdictions et de l'état de siège dans plusieurs départements.

En 1989, les ouvriers, les syndicats et les partis politiques, décident d'organiser le 1er mai sur la place de Taksim, rebaptisée par les travailleurs dans les années soixante-dix "Place du 1er mai"; plus de 100.000 ouvriers s'y étaient rassemblés les 1er mai 1976 et 1977, et celui de 1977 s'était terminé par un massacre. La Fête du travail de 1989 fut violemment réprimée; la Turquie fut le seul pays au monde où, en cette année 1989, elle se termina par mort d'homme : un ouvrier de 18 ans. Les blessés de part et d'autre furent nombreux. Plus de 500 manifestants furent arrêtés.

10.000 personnes environ étaient dans la rue; une grande partie des ouvriers attendait dans les entreprises et les locaux syndicaux le signal de leurs dirigeants qui discutaient avec la police. Mais la place de Taksim étant occupée par des chars d'assaut, des soldats et des policiers qui ne laissaient pas de place pour les ouvriers, les dirigeants annulèrent la manifestation.

Des manifestations massives eurent lieu dans d'autres villes comme Izmir, Adana et Diyarbakir.

Le 1er mai 1990 a montré une fois encore l'anti-syndicalisme du régime turc. Pour empêcher la Fête du travail, Istanbul fut mise en état de siège et quadrillée par la police et l'armée. Des jeunes organisèrent cependant un défilé. A la suite de l'intervention des forces de l'ordre, plus de 1.400 personnes furent interpellées. La police tira sur les manifestants, provoquant des dizaines de blessés dont une étudiante de 20 ans aujourd'hui paralysée. La TURK-IS limita la célébration à des réunions au siège des syndicats ou sur les lieux de travail. A Istanbul, Ankara, Izmir et dans d'autres villes industrielles, des milliers d'ouvriers célébrèrent la Fête du Travail sur leurs lieux de travail.

Le 1er mai 1991 fut également fêté sur les lieux de travail. Ceux qui participaient aux manifestations interdites furent arrêtés, une centaine à Istanbul, d'autres à Diyarbakir et à Izmir.

Aujourd'hui, une partie importante des syndicalistes est bien décidée à défendre la célébration du 1er mai.

Pourquoi le réveil du mouvement ouvrier?

Quelques réponses peuvent être esquissées.

1) On doit d'abord souligner l'augmentation quantitative des ouvriers : sur une population active évaluée à environ 20 millions, le nombre d'ouvriers assurés au régime de Sécurité sociale est de 2.228.439 en 1981, 3.140.071 en 1988, 3.300.000 en 1989 et 3.450.000 en 1990. L'augmentation est plus sensible dans le secteur privé que dans le secteur public. En 1989, sur 3.300.000 ouvriers assurés, 965.000 appartenaient au secteur public, 2.300.000 au secteur privé¹. Cela explique ainsi en partie la combativité ouvrière, le secteur privé étant moins respectueux de la législation du travail.

2) La chute vertigineuse du salaire réel est une cause non négligeable : l'indice du salaire réel de 100 en 1980 est tombé à 52 en 1989. Les ouvriers connaissent la situation la plus difficile depuis 1923 et on peut parler d'une aggravation progressive des conditions de vie, voire d'un appauvrissement. D'après les chiffres de l'OCDE, l'inflation était en 1989 de l'ordre de 69,6 %, et de 70 % en 1991.

3) Surtout les années récentes ont été une période de prise de conscience et de politicisation des ouvriers, surtout des jeunes (couche des 18-30 ans). En dix ans ils ont compris qu'il est impossible de vivre, manger et assurer les études de leurs enfants dans les conditions actuelles. D'où l'un de leurs slogans : "Pas de pain sans une démocratie véritable". Lors de chaque coup d'Etat, une génération de militants ouvriers, de jeunes et d'étudiants est sacrifiée et meurtrie. Mais chaque fois la relève s'effectue. D'autres ouvriers, femmes et hommes toujours très politisés animent aujourd'hui les luttes. Ils ont déclenché la grève générale du 3 janvier 1991, et animé la grève des mineurs.

Caractéristiques du mouvement ouvrier des dernières années

Ce qui frappe d'abord, est que le mouvement se développe en dehors des syndicats, jugés trop timorés sinon "collaborateurs". Plusieurs actions même ont revêtu une connotation anti-syndicale. Les syndicats qui font ou laissent traîner les négociations collectives, qui concèdent trop au patronat, sont systématiquement attaqués et critiqués, signal d'une rupture entre la base et des dirigeants syndicaux considérés comme bureaucratiques, politiquement de droite et embourgeoisés. D'autres syndicats cependant ont su prendre le train en marche.

Le mouvement est politicisé comme le montrent les slogans cités. Il inquiète le gouvernement de l'ANAP (Parti de la Mère-Patrie) beaucoup plus que l'opposition parlementaire du SHP (Parti Populiste Social-Démocrate) et du DYP (Parti de la Juste Voie). Le mouvement ouvrier se constitue ainsi

¹ Pour les chiffres cf. DIE (Office National des Statistiques) : *Statistiques Annuelles 1990*, Tableau 57, p. 73 ; *Petrol-Is 90*, pp. 321-324.

en opposition extra-parlementaire, et il n'est pas étranger à la défaite de l'ANAP aux élections municipales de mars 1989, et à la victoire du SHP dans les villes à grande concentration ouvrière comme Istanbul, Izmir et Ankara.

Mais le fait nouveau et remarquable est que les manifestants et grévistes refusent tout débordement, toute violence et toute récupération par les petites ou grandes organisations de gauche et ou d'extrême-gauche. La même chose est vraie pour les ouvriers en général, eux-mêmes politisés, ils se détournent des organisations d'extrêmes-gauche et se dirigent vers les partis politiques légaux comme le SHP, le HEP et le DSP (Parti de la Gauche Démocratique).

Au cours des manifestations ouvrières, on observe également un certain respect réciproque entre ouvriers et forces de l'ordre. Les policiers, eux-mêmes salariés, peut-être comprennent-ils aujourd'hui mieux les ouvriers?

Dans l'action, les ouvriers prennent de plus en plus conscience de leur force, et en même temps comprennent les limites des mouvements partiels. C'est ainsi que l'idée d'une grève générale a fait son chemin et s'est concrétisée le 3 janvier 1991, et que des manifestations de plus en plus importantes ont été organisées dans de grandes villes industrielles, à Adana, Samsun, Izmir, Istanbul, etc. pour protester contre les salaires de misère et les injustices.

Remarques pour conclure

Deux images sont révélatrices de l'évolution du mouvement ouvrier du coup d'Etat à aujourd'hui. Le 12 septembre 1980, les dirigeants des syndicats dont les activités sont suspendues, "sont invités à se soumettre à la garantie des autorités" et le 13 septembre 1980, quelques 1.200 de ces dirigeants faisaient la queue, valise à la main, devant la garnison de Selimiye, à Istanbul, transformée pour l'occasion en prison militaire. Ils se mettaient ainsi "sous la garantie de l'Etat"¹; en fait, ils se constituaient prisonniers.

La deuxième image est celle des deux millions d'ouvriers qui décidèrent de la grève générale de 24 heures, le 3 janvier 1991, en dépit de l'hésitation des dirigeants syndicaux.

Au cours des mouvements de grève et des manifestations, se manifeste la méfiance des ouvriers syndiqués vis-à-vis de la bureaucratie syndicale et, particulièrement, de la direction nationale de la TURK-IS, confédération de longue date aux mains de syndicalistes de droite et d'extrême-droite.

¹ Le président du Syndicat de l'Alimentation (GIDA-IS) affilié à la DISK, M. Demirhan Tuncay raconte : "Les forces qui dirigeaient l'Etat nous ont appelé sous leur garantie. (...) Nous avons pris nos valises et sommes allés devant la porte de la garnison de Selimiye." *Cumhuriyet*, 24 octobre 1991. Un autre dirigeant de la DISK dit à son avocat qui l'accompagne à la garnison : "Je n'avais jamais vraiment cru au Socialisme."

Apparemment, la bureaucratie syndicale aura de plus en plus de mal à contenir la base. La base peut-elle se donner une direction plus radicale? Telle est l'une des questions actuelles.

Contre les dirigeants de la DISK et de ses syndicats accusés d'"avoir voulu renverser l'ordre constitutionnel établi" la peine capitale était requise; ils ont été acquittés en juillet 1991. Lors d'une conférence de presse, le président de la DISK, Abdullah Bastürk déclarait : "Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 a tenté de détruire la DISK, mais les principes de cette organisation se sont maintenus en dépit du putsch, des tortures et des pressions fascistes. Et ils se maintiendront pour toujours. Sur la base d'un syndicalisme contemporain et transparent, nous allons, dans les six mois, adopter un statut en accord avec la législation en vigueur et nous reprendrons la lutte."

Les syndicats sociaux-démocrates s'intéressent désormais aux problèmes extra-syndicaux, ainsi qu'aux problèmes de société.

Paris
Décembre 1991

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 79-84

MARIO LEVI ET L'EXIL

Nedim GURSEL

Né en 1957 à Istanbul, Mario Levi est à ma connaissance le premier écrivain contemporain d'expression turque qui revendique son appartenance à la communauté juive. Chez d'autres comme Sevim Burak par exemple(1931-1984), la quête d'identité qui est une des composantes essentielles de l'œuvre semble quelque peu dissimulée par des références bibliques engendrant un discours religieux qui se veut universel sans toutefois s'intégrer dans un contexte social précis. Or l'existence d'une communauté juive minoritaire en Turquie et la conscience d'appartenir à celle-ci se trouvent à la base même de la démarche littéraire de Mario Levi. Comme tout écrivain qui compte, il se situe certes en marge de la société, voire du pays où il vit tout en affirmant que " sa véritable patrie est la langue turque"¹. Mais paradoxalement, il dit avoir pris conscience de cette réalité lors de sa collaboration au journal *Salom*, l'organe de presse hebdomadaire de la communauté juive d'Istanbul dont une page sur huit est imprimée en judéo-espagnol. Voilà comment il y parle de sa judaïté: "Oui je suis juif... Etre juif c'est être partout un étranger"². Par ailleurs, il pense que cette différence provenant de son origine ethnique constitue dans son "aventure d'écrivain" une sorte de privilège, voire même un atout. Ce dernier point me paraît important pour situer Mario Levi non pas en tant qu'individu ou citoyen, mais en tant qu'écrivain dont la place au sein de la littérature turque contemporaine serait définie par rapport à une spécificité ethnico-culturelle. "Ce nom que je porte aujourd'hui avec une certaine fierté, écrit-il, était-ce

¹ "Bir Kültür mozayiginde Türk yahudileriyle besyüz yıl", communication lue le 20/01/92.

² "The Jews in Turkey. National or international identity" by Suna Kili, Akademie Sankelmark, F.R.G.1990, p.12, communication lue le 23-28 Sept 1990.

facile de le porter tout le temps dans un pays dont l'une des politiques les plus malchanceuses était incarnée par le slogan 'Citoyen parle en Turc! (*Vatandas Türkçe Konus!*)'. Etait-ce toujours facile d'accepter avec tolérance les moqueries dont mes aïeuls qui n'avaient pu bien apprendre le turc pour des raisons historiques faisaient l'objet?"¹

Hormis quelques exceptions, on peut dire que l'intégration des juifs de la Turquie dont l'histoire remonte à la fin du XVe siècle est relativement récente. Mario Levi qui semble être un exemple typique de cette intégration la considère comme "l'aboutissement logique d'un processus". Par contre, il condamne toute forme d'assimilation en mettant l'accent sur la démocratisation du pays et sur l'attitude du pouvoir politique vis à vis des minorités. Il se définit, au terme d'un processus de cinq siècles, comme la voix d'un voyageur qui n'aurait pas beaucoup de choix par rapport à d'autres géographies. "Une voix rauque, écrit-il, et quelque peu tremblante dans l'inquiétude d'un voyage vers des questions sans réponse".

Si j'ai d'abord parlé de la situation particulière de Mario Levi au sein de la littérature turque d'aujourd'hui, c'est parce que celle-ci avait toujours tendance à assimiler ou à rejeter tout discours minoritaire. Comme je l'ai dit tout à l'heure, Levi est à ma connaissance le premier écrivain de langue turque qui revendique son identité juive. Cela me paraît suffisamment important pour parler de lui bien qu'il soit encore un jeune auteur dont l'œuvre est en gestation. Je dois avouer qu'étant moi-même écrivain et de seulement six ans son aîné, il m'est difficile d'analyser ses textes comme ceux d'un auteur ayant déjà fait ses preuves. J'essayerai donc de porter sur Mario Levi le regard d'un frère et ami plutôt que celui d'un académicien.

Mario Levi est l'auteur d'un livre sur Jacques Brel, *Bir Yalnız Adam* (Un Homme Solitaire) ainsi que de deux recueils de nouvelles, *Bir Sehre Gidememek* (Ne pas pouvoir aller à une ville) et *Madam Floridis Dönmeyebilir* (Madame Floridis peut ne pas revenir) parus presque simultanément en 1900. Il a obtenu le prix Haldun Taner avec le premier qui l'a fait connaître au grand public. Cette reconnaissance semble avoir marqué l'auteur par rapport à son identité, puisqu'il déclare dans un entretien publié à l'occasion de la remise du prix qu'il se sent heureux car "c'est la première fois qu'un écrivain appartenant à une minorité est récompensé. Qu'il soit arménien, juif ou grec, désormais personne ne pourra prétendre qu'il a été écarté de la compétition à cause de son nom"² dit-il. Le choix du jury a été plutôt bien accueilli non seulement par la communauté juive mais par l'ensemble du milieu littéraire qui a salué en la personne de Levi l'irruption d'une sensibilité nouvelle dans la littérature turque d'aujourd'hui. Cette sensibilité est celle d'un auteur qui porte un nouveau regard sur les minorités et qui regrette de n'avoir pas intitulé son premier livre "Les Minoritaires", terme qui désigne selon lui tous les exclus de la

1 " Bir Kültür...." op. cit.

2 *Milliyet*, 17 mars 1990.

société¹. Certes avant Levi d'autres écrivains et non des moindres comme Sait Faik par exemple avaient dépeint l'aspect cosmopolite de la ville d'Istanbul en mettant l'accent sur l'univers des petits gens, notamment les pêcheurs grecs des îles de Prince. Mais chez Mario Levi la marginalité ethnique, "la géographie des minorités" selon ses propres termes, constituent la substance même de ses livres que l'on pourrait analyser en partant de deux concepts qui lui sont chers: l'exil et l'écriture. En fait, Levi dépeint les personnages déracinés qui sont "en quête de leur auteur", pour reprendre la formule de Pirandello. Le narrateur qui s'identifie souvent à cet auteur raconte les vies brisées des marginaux et résiste, par le biais de l'écriture, à l'oubli. La plupart de ses personnages appartiennent aux communautés juive et grecque d'Istanbul qui ont été contraintes de partir. L'auteur les suit dans leur exil comme dans leur vie passée. Il évoque, à travers leurs souvenirs, les amours perdus. "La géographie des minorités" et "l'irrésistible attirance de l'écriture" selon ses propres termes pourraient nous permettre de mieux cerner l'imaginaire d'un écrivain qui révèle non seulement "l'histoire secrète" des communautés non musulmanes d'Istanbul mais aussi leur univers langagier. Il est vrai que ce dernier a déjà été exploré par des écrivains turcs contemporains comme Sait Faik et Sevim Burak qui semblent d'ailleurs exercer une influence particulière sur Mario Levi. Mais celui-ci va encore plus loin dans l'analyse de leur sensibilité et dans l'évocation de leur exil vécu comme une fatalité par certains d'entre eux et comme une forme d'existence par d'autres.

"Quoi qu'il en soit, nous ne devons jamais oublier que notre propre fantôme nous suit partout, que malgré tous nos efforts nous sommes condamnés à vivre une captivité et un exil perpétuel." écrit l'auteur à la fin de son premier récit². Cela me rappelle les fameux vers d'Ahmet Hasim qui se sentait, lui aussi, en exil dans son propre pays : "*Uzak / Ve māi gölgeli bir beldeden cüdā kalarak / Bu nefy ü hicre müebbed bu yerde mahkūmuz...*" (Loin / d'un pays bleu et ombragé/ nous sommes condamnés à vivre ici cet exil". Mais d'où vient ce sentiment d'étrangeté, cet indicible malheur de vivre l'existence comme une fatalité incontournable, comme une sorte d'impuissance absolue? Probablement de la condition des personnages qui sont pour la plupart en quête d'amours impossibles et qui rêvent de partir tout en restant dans leur monde clos. Prenons le cas de Rachel et d'Esref Bey. Esref Bey, professeur de littérature turque dans un lycée, est un homme cultivé et sensible. Mais il est timide, un peu trop renfermé pour réussir dans la vie. Il remet toujours à plus tard les choses importantes, compose dans sa solitude des poèmes qui ne seront jamais publiés. Il est, pour ainsi dire, l'un de ces personnages que nous pourrions rencontrer facilement dans une nouvelle de Tchékhov ou dans les romans de Gorki. Son apparence d'homme ordinaire cache la complexité d'un être tourmenté, d'infimes secrets et de désirs inassouvis. Esref Bey habite la rue de Sîrâcevizler où

¹ *Tempo*, 10-16 sept. 1991 p.64.

² *Bir Sehre Gidememek*, Afa yay. 1990, p.32.

déménagèrent à partir des années 1950 les familles juives de Kuledibi qui venaient de s'enrichir. Elles voulaient désormais vivre dans des appartements plus grands et plus confortables. Et c'est avec Rachel, une jeune fille appartenant à l'une de ces familles qu'Esref Bey aurait vécu le grand amour. Un amour de jeunesse, réciproque, mais interdit. "Je dois avouer que de tout ce passé, de ces jours lointains, il n'y a que le souvenir de Rachel qui m'est resté, dit-il au narrateur.(...) A l'époque nous avions cru que nous pourrions nous opposer aux valeurs traditionnelles, aux principes de la société. Moi je m'appelais Esref, elle Rachel. Et nous avions sûrement des choses à partager en dépit de nos prénoms."¹

Ils vont se séparer, Rachel partira en Israël pour refaire sa vie dans un pays qu'elle considère désormais comme le sien. Mais elle avouera des années plus tard au narrateur qui lui rendra visite à Tel-Aviv qu'elle aurait dû rester à Istanbul. En fait, elle eut une vie différente de celle qu'elle aurait eu si elle était restée au pays natal. Mais elle n'a cessé de cultiver la nostalgie de la ville où elle a vécu, avec Esref Bey, l'amour de sa vie. Elle a également perfectionné ses connaissances du Turc au lieu de l'oublier progressivement comme la plupart des juifs immigrés en Israël. Les difficultés auxquelles ceux-ci ont dû faire face nous sont révélées à travers le discours de Rachel qui est l'un des personnages les plus attachants du livre: "Personne ne nous attendait les bras ouverts dans ce pays, dit-elle. Mon père qui avait eu quelques problèmes à cause de ma relation avec Esref mais aussi à cause du déclin de son petit commerce décida de nous amener dans ce pays au lendemain des événements des 6 et 7 septembre. A quarante six ans il eut le courage de travailler dans des fours à chaux. Le contre-maître lui demandait plusieurs fois par jour: ' Hé Raphaël! es-tu encore vivant?' C'étaient les premiers mots hébreux que nous avons appris."²

Un autre cas d'amour impossible est celui que le narrateur a vécu à Paris avec Gracinda, une brésilienne. Il porte en lui les rares moments de bonheur partagés avec une étrangère et se plaint d'être condamné à vivre dans le passé. Il n'ira jamais à Rio pour revoir la femme jadis aimée.

Les témoignages sur la vie des travailleurs immigrés en Europe, l'évocation de leurs problèmes d'insertion dans une société étrangère occupent une place importante dans la littérature turque d'aujourd'hui. Mais nous connaissons peu de chose sur l'aventure des minorités juive et grecque d'Istanbul qui quittèrent le pays pour commencer une autre vie ailleurs. Cet "ailleurs" est désormais présent dans notre littérature grâce à Mario Levi. Celui-ci privilégie davantage la psychologie de l'exil que ses conditions matérielles. Il met surtout l'accent sur le dédoublement des déracinés qui vivent entre deux pays, deux cultures et deux langues. Mais leur discours nostalgique révèle également la difficulté d'être en exil, une fois coupé du pays d'origine. Tout en se souvenant de sa jeunesse, des

¹ *id.* p.41

² *id.* p.67

lieux qu'elle fréquentait avec son amant turc, Rachel évoque la possibilité d'un avenir incarné par son enfant né en Israël. Mais elle est en même temps hantée par le passé, "le vert paradis des amours enfantines" comme dirait Baudelaire. En fait, presque tous les personnages de Levi sont à la recherche du temps perdu. D'ailleurs l'auteur considère Proust comme son maître et ne cache pas son influence sur sa propre écriture. D'où l'effort de construction d'une syntaxe élaborée, l'articulation de longues phrases proustiennes habilement balancées malgré l'entrave de la grammaire turque. Mais je n'ai pas ici le temps d'analyser le style de Mario Levi qui pourrait faire l'objet d'un autre article. Revenons donc à ses personnages.

Madame Floridis, bibliothécaire dans un lycée d'Istanbul appartient, elle aussi, à la galerie des portraits minutieusement peints par l'auteur. Comme ses semblables, elle rêve de partir un jour tout en sachant qu'elle reviendra sur "ces terres où le retour définitif est inévitable". Levi nous présente Madame Floridis comme une vieille dame qui parle mal le turc, plutôt bien le français et qui colore ses cheveux en bleu. Elle n'est pas très cultivée, mais apprécie les auteurs populaires comme Alexandre Dumas et Cronin qu'elle lit dans le texte. Divorcée, elle vit seule avec ses deux chats dans un appartement rempli d'objets qui lui rappellent le passé. L'atmosphère créée par la description de l'univers du personnage dénote le penchant de l'auteur pour la nostalgie. Levi n'hésite pas à énumérer un par un tous les vieux objets qui entourent la vie quotidienne de Madame Floridis dans un quartier cosmopolite d'Istanbul: une radio à quatre lampes qui marche à peine, un tourne disque où l'on peut encore mettre des vieux quarante cinq tours, deux fauteuils dont les vieilles couvertures ne sont enlevées que les jours de fête, des lettres en français envoyées de Salonique, des odeurs d'œilllets, des recettes de cuisine, des souvenirs des Pâques d'antan, etc.... Elle a une fille, Sandra, issue d'un malheureux mariage avec Telemako Eflambiu, un joueur d'accordéon mystérieux. Tous les membres de cette petite famille finiront par partir : Telemako en Anatolie ou quelque part ailleurs, Sandra à Paris et Madame Floridis à Athènes, après avoir vécu une relation amoureuse avec Monsieur Moiz, un autre solitaire que l'on trouvera mort chez lui.

On peut lire les textes qui figurent dans les recueils de Mario Levi comme un long récit dont les protagonistes reviennent presque toujours. L'auteur met en scène quelques personnages qui, en se déplaçant à travers l'œuvre, tantôt apparaissent devant nous ou surgissent du passé, tantôt se dérobent à notre vue. Mais ils sont toujours présents alors qu'ils souffrent des séparations et de la solitude. En fait la solitude est un second être pour la plupart d'entre eux. Un second être mais aussi un prétexte pour évoquer les souvenirs. Mario Levi insère dans le récit le narrateur comme témoin. Ce dernier qui aurait connu tous ces personnages malheureux nous fait part des années plus tard de leur expérience commune. Ils ont vécu dans le même quartier, se sont aimés et puis se sont séparés. C'est au narrateur de donner une forme, une cohérence à ces existences disparues. Seul lui, véritable personnage qui traverse le texte d'un bout à l'autre, semble avoir échappé à l'oubli. Car il écrit. Et c'est grâce à l'écriture que se dévoile la

réalité d'autres personnages qui, sans les mots, se seraient engloutis à jamais dans le passé. Ainsi, le narrateur devient-il, comme chez Proust, le témoin d'une époque révolue. Mais en même temps, il tire les ficelles des personnages en tenant le rôle du démiurge omni présent qui s'identifie à l'auteur. D'où les préfaces successives au récit proprement dit, les digressions dans le temps et dans l'espace, attribuées non pas à l'auteur mais au narrateur conçu comme un personnage. Bien que ce procédé soit quelque peu artificiel, il confère à l'écriture de Levi une originalité que l'on peut qualifier de moderne.

Je finirai en souhaitant à Mario Levi qui dit "être au milieu d'une longue narration" de continuer son chemin pour explorer l'univers inconnu des minorités qui constituent encore - mais peut-être pas pour longtemps - les rares couleurs de notre tissu social.

Paris
CNRS
Mars 1992

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?
Peuples Méditerranéens n° 60
juillet-septembre 1992
pp. 85-92

FEMMES ECRIVAINS TURQUES CONTEMPORAINES

Nilüfer MIZANOGLU-REDDY*

Les nouvelles présentées ici ne peuvent donner qu'un bref aperçu sur la littérature considérable créée, au cours des dernières décennies, par les écrivains femmes turques. Les écrivaines turques sont définitivement sorties de la marginalité littéraire pour occuper une place centrale dans les lettres turques; nombre d'entre elles ont d'ailleurs reçu des prix littéraires prestigieux. Les œuvres de fiction féminines ont pourtant provoqué des polémiques, et plusieurs ont été pour un certain temps interdites.

Les femmes écrivains turques ont hérité de bien des préoccupations d'une littérature dont les racines remontent au XIXe siècle, et qui a été influencée par les tendances du XXe siècle. Elles enrichissent cependant la littérature turque moderne d'une dimension nouvelle en parlant de l'intérieur du monde peu connu des femmes. Elles posent des questions sur l'identité, sur l'histoire, sur l'ordre politique et social, sur le pouvoir et la privation de pouvoir.

En guise de bref aperçu historique, on peut dire que, dans l'Empire Ottoman, la vie des femmes était soumise aux règles strictes des institutions patriarcales et de la *sharia*. La réclusion et le voile étaient de rigueur et divers édits réglaient dans ses moindres détails l'habillement qui devait être porté à l'extérieur de la maison¹. Dans les couches supérieures de la société, la polygamie et le harem avaient cours. Cependant, à l'époque

* Traductrice de *Twenty Stories by Turkish Women Writers*, Indiana University, Turkish Studies, 1988.

¹ Suha Umur, "Kadinlara Buyruklar", *Tarih ve Toplum*, 58, ekim 1988, pp. 205-207 (trad. du titre : Ordres aux femmes).

ottomane (XIIIe-XXe siècles), la grande majorité des femmes vivaient dans les zones rurales et étaient actives dans l'agriculture et d'autres occupations comme le tissage de tapis. Durant des siècles, les femmes ont transmis les traditions orales et une riche culture locale différente d'une région à l'autre. Bien que les documents, chroniques, journaux personnels concernant la vie des femmes d'autrefois soient rares, la littérature populaire, les chansons, et les traditions orales qui survivent, fournissent certains aperçus. Dans l'Empire ottoman existaient en outre des femmes poètes qui écrivaient créaient dans le style traditionnel du Divan en utilisant les formes et les langues persanes et arabes.

Au XIXe siècle le tableau se modifie quelque peu. Les *Tanzimat* (1839) ouvrent la voie à des réformes administratives, légales et politiques. Un groupe d'intellectuels, les Jeunes Ottomans, très préoccupé du déclin de l'Empire, milite pour les idées de patriotisme, de liberté et d'égalité. Beaucoup d'entre eux sont poètes, écrivains ou journalistes. Ils souhaitent simplifier le langage écrit, et introduisent des formes littéraires occidentales (roman, théâtre, essais) dans lesquels ils exposent les problèmes sociaux comme l'esclavage et le mariage coutumier. Ils sont en faveur du progrès et de la science. En même temps, le conflit entre les valeurs de l'Est et de l'Ouest devient un sujet majeur de réflexion.

L'éducation des femmes prend de l'importance. Un nombre croissant de filles fréquente les écoles primaires et secondaires. Une école normale de jeunes filles est ouverte en 1870. Des écoles de commerce et de sage femme sont aussi créées, ce qui signifie davantage d'activités publiques pour les femmes.

A la fin du XIXe siècle, l'instruction s'accroît parmi les femmes des classes supérieures. Fatma Aliye Hanım (1864-1924) est l'une des premières femmes à s'émanciper des restrictions de son milieu. Elle étudie le français et fait des traductions¹. Elle critique le statut secondaire fait à la femme et la polygamie dans un article de revue publié en 1896.

Au début du XXe siècle, apparaît une nouvelle génération d'écrivains; parmi eux, une femme, Halide Edip Adıvar (1884-1964). Elle est aussi active au plan politique, et sa carrière débute au cours de la Révolution Jeune Turc de 1908 qui renverse le régime despote de Abdulhamit II. Après la Première guerre mondiale, pendant l'occupation d'Istanbul par les alliés, elle dénonce l'occupation dans des meetings populaires. Elle se rend à Ankara en 1919 pour se joindre au mouvement nationaliste conduit par Mustafa Kemal Atatürk.

Dans ses premiers romans centrés sur des femmes, Halide Edip Adıvar présente des héroïnes occidentalisées pour qui est essentielle la recherche de leur propre personnalité, ce qui engendre des conflits dans leurs relations avec les hommes et la société. A la suite de son expérience personnelle de la Guerre d'indépendance, elle écrit deux romans, *Atesten*

¹ Ekrem Isin, "Tanzimat, Kadın ve Gündelik Hayat", *Tarih ve Toplum*, 51, mars 1988, pp. 150-155 (trad. du titre : Les Tanzimat, les femmes et la vie quotidienne).

Gömlek (La chemise en feu; 1922) et Varun Kahpeye (Frappez la prostituée; 1923) dont les protagonistes femmes sont une infirmière et une enseignante qui meurent en défendant la cause nationaliste.

Halide Edip Adivar était alors considérée comme une écrivaine de premier plan et une éducatrice remarquable; par la suite, des désaccords avec le gouvernement nationaliste la conduisent à s'exiler de 1926 à 1939. En 1935, elle publie le roman, *The Clown and his Daughter* (Le clown et sa fille), écrit d'abord en anglais, qui se situe dans la première décennie du siècle à la veille de la Révolution Jeune Turc. L'héroïne, Rabia, chanteuse d'hymnes islamiques d'un quartier pauvre d'Istanbul, se marie avec un musicien italien après qu'il ait accepté de se convertir à l'islam, et d'adopter son mode de vie. La victoire des femmes orientales sur les hommes occidentaux est confirmée par le nom que prend l'époux, Osman. Toute sa vie, Halide Edip Adivar poursuit l'écriture et l'enseignement. Ses romans tardifs n'ont, malheureusement, plus la force et l'audace des premiers.

Pendant la Guerre des Balkans (1912-13), la Première guerre mondiale (1914-19) et la Guerre d'indépendance (1919-23), les femmes turques s'impliquent davantage dans la vie publique et professionnelle. Après la proclamation de la République en 1923, la *sharia* est remplacée par le Code Civil de 1926 et la polygamie abolie. En 1934, les femmes obtiennent le droit de vote et le droit à l'éligibilité. L'Etat encourage activement l'émancipation et l'éducation des femmes; elles entrent dans des domaines professionnels comme le droit, la médecine, les arts et les sciences. Cependant, l'enseignement demeure la profession féminine la plus répandue, et les enseignantes se font les propagandistes de l'idéologie d'Etat, nationaliste, populaire, laïque et positiviste.

L'occidentalisation se renforce, les arts et la littérature s'ouvrent à tous les courants modernes, du réalisme social au surréalisme. La langue se simplifie, la rupture entre langue parlée et langue écrite disparaît. La poésie atteint de nouveaux sommets. Nazim Hikmet, poète turc internationalement le mieux connu, est sans doute celui qui contribue le plus à l'enrichissement de la poésie moderne turque au cours des premières décennies de la République.

La volonté d'alors est aussi de créer une littérature nationale cherchant ses thèmes dans la réalité des campagnes où vit la majorité de la population. Les conséquences éthiques de l'occidentalisation représentent enfin un thème où s'exercent un certain nombre de romanciers pour qui la femme est la métaphore de la dégradation morale.

A cette époque, à l'exception de Halide Edip Adivar, les écrivains femmes se situent encore à la périphérie de la scène littéraire. Pourtant, deux d'entre elles doivent être mentionnées ici pour leur contribution aux débats sur l'art et la littérature.

Sabiha Zekeriya Sertel (1895-1968), est une pionnière du journalisme turc; elle écrit des articles sur les problèmes sociaux et la pauvreté, et défend les droits des femmes et des enfants. Elle est l'un des fondateurs de *Resimli Ay* (Le mensuel illustré) qui paraît de 1924 à 1930. Elle publie des essais et

participe à des débats sur la fonction sociale de l'art. Comme journaliste, Sertel est un défenseur intransigeant des droits démocratique et de la liberté de la presse; à maintes reprises, elle est traînée devant les tribunaux pour ses convictions. Elle traduit aussi de nombreux livres dont *La femme et le socialisme* d'August Bebel. Son autobiographie *Roman Gibi* (Comme une nouvelle; 1969), est un témoignage vrai tant de sa vie mouvementée que des activités des écrivains et journalistes de son temps.

Suat Dervis (1905-1972) est journaliste et romancière. Son roman, *Fosforlu Cevriye* (Cevriye phosphorescent; 1968, préalablement publié en feuilleton), à propos d'une prostituée est écrit avec une grande et pénétrante sympathie et avec beaucoup d'humour. Un autre roman, *Ankara Mahpusu* (Le prisonnier d'Ankara; 1968), est l'histoire d'un ancien prisonnier parmi les sans-logis et les chômeurs d'Istanbul. C'est le premier roman turc traduit en français.

Dans les années 50, en partie en raison de la prise de conscience de la misère des campagnes, en partie en raison de l'impact de la littérature critique de la période précédente, apparaît un mouvement nouveau de littérature rurale. Les nouveaux romanciers écrivent à propos de la terrible réalité de la pauvreté, de l'arriération, de l'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers et les bureaucrates de l'Etat. Dans leurs romans, de vieilles femmes archétypiques luttent courageusement contre une pauvreté inhumaine et contre l'oppression sociale pour maintenir leur famille autour d'elles. La perspective de la fin proche de la culture paysanne traditionnelle a peut-être suggéré aux écrivains la mythologie chaleureuse dans laquelle leurs personnages sont plongés.

L'industrialisation et l'urbanisation s'accélèrent après les années 50. Le "Capitalisme libéral" remplace l'économie d'Etat. La population s'accroît. Le pluri-partisme s'installe. Dans les décennies qui suivent, l'agitation politique permanente, la violence, les mouvements étudiants, l'émigration de nombreux travailleurs vers l'Europe, changent profondément la structure sociale. De 1960 à 1980, se comptent trois coups d'Etat militaires et des arrestations massives qui frappent notamment beaucoup d'écrivains et d'intellectuels. Durant certaines périodes la répression cependant se relâche, particulièrement avec la constitution de 1961 qui est à nouveau changée en 1982. La littérature s'ouvre à des influences plus larges; les travaux des existentialistes, de Freud, de Marx, sont traduits et lus par un large public. La littérature s'ouvre aux thèmes de la justice sociale et de l'aliénation.

Dans la seconde moitié des années soixante, apparaît une floraison d'écritures féminines. Bien qu'on ne puisse y voir l'effet d'un mouvement féministe, bien des idées féministes s'y trouvent exprimées. Nombre d'écrits de femmes atteignent la perfection. Il ne s'agissait pourtant pas de l'assaut d'une "littérature de genre". Chaque écrivaine adopte un style différent fondé dans son expérience personnelle et ses représentations. Rassemble ces femmes écrivains leur modernité; elles semblent en outre dépasser la vieille dichotomie entre valeurs orientales et occidentales. Une courte description

de quelques unes des œuvres peut donner une idée de la variété des styles individuels.

Nezihe Meriç (née en 1925) commence à publier des nouvelles au début des années 50. Elle est immédiatement saluée comme la première femme écrivain importante née après la République. Elles écrit dans un style impressionniste, utilise le langage de tous les jours, et met l'accent sur la parole féminine. A la fois dans ses romans et ses nouvelles, elle crée des images vivantes de femmes qui mettent en question les rôles traditionnels qui leurs sont imposés. Elle écrit aussi des nouvelles sur la crise politique sous le titre *Duman altı* (Sous la fumée; 1976).

Sevim Burak (1931-1983) commence à écrire dans les années 60. Son écriture la rapproche du surréalisme, elle y projette un monde d'anxiété et de désespoir. Dans ses nouvelles, rassemblées dans *Yanık Sacaylar* (Les palais brûlés; 1965) et *Afrika Dansı* (Danse africaine; 1982) elle évoque dans une forme mi-poésie mi-prose des images du passé, comme si elles surgissaient de son subconscient. Certains de ses personnages parlent avec les accents de gens qui vivaient, comme sa grand mère juive, dans l'Istanbul très cosmopolite d'il y a plus d'un demi siècle. Sous les obscurités de son style narratif, git un monde riche de gens et de lieux qui n'existent que dans la mémoire.

Leyla Erbil (née en 1931) publie ses premiers récits dans les années 60. Dans ses romans et nouvelles, ses protagonistes femmes s'interrogent constamment sur l'asymétrie de la modernité des femmes et des hommes. Ses jeunes femmes non-conventionnelles, habituellement en conflit avec leur mère, rencontrent le monde masculin des artistes, des poètes et des intellectuels dans des cafés et des bars où les masques tombent et où elles révèlent, sous-jacent, un mélange de tristesse et d'absurdité. Parmi les livres de Leyla Erbil, *Eski Sevgili* (L'ancien amour; 1977) et *Karanlıgen Günü* (Le jour des ténèbres; 1985) examinent avec une candeur remarquable les relations entre hommes et femmes. Elle pose aussi des questions qui défient l'establishment.

Adalet Agaoglu (née en 1929) a écrit plusieurs pièces de théâtre dans les années soixante et publié son premier roman, *Ölmeye Yatmak* (Se coucher pour mourir), en 1973. Elle estime qu'en écrivant ce livre, elle a mis l'idéologie de la République sur la table d'opération. Le roman traite d'une femme professeur d'université cherchant sans répit son identité et sa place dans une société où les valeurs patriarcales et la répression familiale sont encore très puissantes. Aysel Dereli prend une chambre d'hôtel à Ankara afin de "se coucher pour mourir", elle entreprend l'examen de ses sentiments et du sens de ses relations. Les événements des dernières décennies, entre 1930 et 1970, en Turquie et à l'étranger, sont tissées de façon cinématographique, avec des flashbacks occasionnés par des articles de journaux, des lettres, des notations de journaux personnels, mélangés à des songes, à des cauchemars, et au flux de la conscience. Le conflit de la femme moderne entre son soi sexuel et son soi intellectuel est loin d'être

résolu, mais elle sort de la chambre d'hôtel avec la certitude d'une vérité existentielle : sa liberté subjective.

Deux autres romans ont suivi *Ölmeye Yatmak*, et formé avec lui une trilogie. Dans *Bir Düğün Gecesi* (La nuit de noces; 1979), Adalet Agaoglu fait une satire amère du mariage des affaires et de l'armée que représentent les familles du fiancé et de la fiancée. Dans *Hay...* (Non...; 1977), Aysel Dereli est une femme âgée, divorcée qui a traversé les luttes de sa carrière et les pressions politiques de l'époque; elle est engagée dans une étude sur le suicide parmi les intellectuels dans la perspective des révoltes de l'avenir. Elle voyage en Europe pour des conférences, rencontre des exilés politiques turcs. Elle se sent concernée par les problèmes du nucléaire et par la puissance destructive de la technologie.

Dans tous ses autres romans et nouvelles, Adalet Agaoglu explore ce qu'il y a de profondément personnel dans un contexte politique, elle fait de l'écriture un acte de résistance poursuivi avec intelligence et imagination.

Sevgi Soysal (1936-1976) dont la mort précoce a privé les lettres turques de l'un de ses écrivains les plus prometteurs, se trouvait parmi les écrivains arrêtés en 1971. Dans certains de ses récits, elle traite de son expérience de la prison. Elle écrit à propos de femmes emprisonnées parce qu'elles ont tué leur amant ou leur mari, se sont prostituées, droguées, ou encore parce qu'elles étaient militantes politiques. Le conflit entre les femmes pauvres, ignorantes, emprisonnées pour des crimes de droit commun et les prisonnières politiques, instruites, rendent ces récits poignants. Dans *Safak* (L'aurore; 1975), Sevgi Soysal traite de l'expérience d'une jeune femme exilée dans une ville du sud. Son roman, *Yürümek* (Marcher; 1970), est interdit en raison d'évocations sexuelles explicites, mais la décision est rapportée en 1974. Changer, les choses doivent changer! est le thème que cette écrivaine a poursuivi avec passion. Elle a aussi ridiculisé les absurdités de la vie moderne et de la consommation.

Füruzan (née en 1942) écrit depuis la fin des années 60 des nouvelles et des romans sur les femmes des classes les plus pauvres. Dans ses récits, on trouve des jeunes femmes de la ville conduites à la prostitution par la pauvreté, de jeunes domestiques de la campagne violées par le propriétaire foncier. Füruzan a aussi écrit des récits sur les émigrés des Balkans utilisant leurs dialectes et leurs accents particuliers pour dire leur nostalgie de la terre et de la vie qu'ils ont abandonnée. Parmi ses œuvres, mentionnons *47' Liler* (Nées en 1947; 1974), roman sensible sur les étudiants militants des années 70, et *Yeni Konuklart* (Les nouvelles invitées; 1977), reportage sur la vie des travailleurs immigrés en Allemagne.

Aysel Özakin (née en 1942) a écrit des romans sur les jeunes femmes qui, à l'époque des troubles terribles des années 70, immigreront dans les grandes villes pour échapper à l'atmosphère étouffante des petites villes. Elles cherchent la liberté artistique et sexuelle. Elle a aussi écrit des récits sur les Turcs vivant en Allemagne, pris dans le conflit des cultures; certains rêvent de retourner en Turquie, d'autres trouvent la consolation dans le fondamentalisme religieux.

Tomris Uyar (née en 1941), écrivaine de nouvelles de premier plan, a publié plusieurs recueils de récits. Elle crée des personnages de toutes les sphères de la vie. Elle reproduit exactement leurs langages particuliers; leurs amours et leurs déceptions sont explorés dans leurs extrêmes détails; pourtant demeure quelque chose d'ineffable qui porte le lecteur à réfléchir sur la fragilité humaine et sur la volonté de survie. Dans son dernier recueil, *Sezkizinci Günöh* (Le huitième péché; 1990), Tomris Uyar explore le monde illusoire des femmes et des hommes placés dans des impasses; elle rend leurs modes d'expression avec une grande authenticité et montre comment le langage peut être utilisé pour rationaliser la répression, la déception et le sentiment de solitude.

Pinar Kür (née en 1943) parle dans son premier roman, *Yarin, Yarin* (Demain, demain; 1976), de l'amour d'une femme des classes supérieures pour un jeune militant politique. L'héroïne défie les conventions pour trouver une nouvelle identité dans l'amour. Dans *Asilacak Kadin* (Une femme à prendre; 1979), Pinar Kür raconte une histoire à faire frissonner d'une jeune domestique, exploitée sexuellement par son vieux maître, et condamnée pour son meurtre dont elle est innocente. Ces deux livres et un roman plus récent, *Bitmeyen Ask* (L'amour inachevé; 1986), ont été interdits pour leurs contenus politiques et sexuels, mais le tribunal a annulé la décision administrative.

Ayla Kutlu (née en 1938) consacre ses romans et nouvelles à des personnages vivant dans les lieux reculés d'Anatolie ou dans les villes méridionales qu'elle connaît bien d'Antakya et d'İskenderun. Son dernier recueil de nouvelles, *Sende Gitme Tryandafilis* (Ne pars pas Tryandafilis; 1990), montre un monde contrasté où se côtoient l'amour et les horreurs de la vie. Le fantastique tisse ces récits au travers de personnages comme une jeune fille mentalement attardée qui a été maltraitée et violée, mais qui cherche encore l'amour avec une innocence enfantine, ou un enfant dont la voix se mue en celle, rauque, d'une femme âgée, ou encore une pauvre vieille femme qui meurt et disparaît avec la jeune fille qui a pitié d'elle et lui apporte sa soupe malgré les remontrances de sa famille. Ces récits ont une résonance universelle.

Nazli Eray (née en 1945) écrit des histoires fantastiques. Elle construit son récit dans un langage simple et déroutant. Allant et venant dans le temps et l'espace, elle franchit les barrières de la réalité. Elle place ainsi les hommes dans une queue pour embrasser une jeune fille, ou, dans une maternité pour accoucher. Elle va aux Caraïbes, au Brésil, à Singapour, à Tokio, voyageant toujours dans un nuage de songes, prenant plaisir à des rencontres occasionnelles avec des gens qui lui racontent des histoires bizarres. Elle se fournit dans une "pharmacie du sous-développement", et transforme un ancien amant en lilliputien.

Les romans de Latife Tekin (née en 1957) mêlent les fantasmes et les contes rapportés par la tradition orale de son village, et l'actualité de la vie dans les villes. Dans son premier roman, *Sevgili Arsız Ölüm* (Cher mort sans pudeur; 1983), Latife Tekin a créé un langage entièrement nouveau,

mélange de parler villageois et d'argot urbain, et un nouveau type d'héroïne, comme la jeune Dirmít, qui a fermement décidé envers et contre tout de devenir poète.

On pourrait poursuivre cette liste des femmes écrivains qui ont créé des œuvres de fiction originales et novatrices. Les femmes se sentent de plus en plus libres d'écrire. En poésie, Gültén Akin (née en 1933) est la plus renommée des femmes poètes turques; ses poèmes articulent les paysages et l'histoire de l'Anatolie, des éléments de la littérature populaire et les lamentations d'une mère. Il faudrait aussi mentionner la place des femmes turques dans les sciences sociales; leurs recherches ont décrit et mesuré les conditions de la vie des femmes turques, elles ont étendu la connaissance des femmes de la société dans laquelle elles vivent¹.

Aujourd'hui existe en Turquie un mouvement féministe vigoureux. Les choses ont bien changé depuis le temps où les artistes mâles occidentaux représentaient la femme turque sous les traits d'une odalisque nue. Désormais les femmes turques créent leur propre image, fidèle à leur propre vérité, à leur histoire, à leur pensée, à leurs sentiments.

New York
Février 1992

Bibliographie

Ahmet Hamdi Tanpinar, *19 uncu Asır Türk Edebiyatı Tarihi*, Çaglan Kitabevi, 1949 (Histoire de la littérature turque au XIXe siècle).

Niyazi Berkes, *Türkiyede Çağdaşlaşma*, Bilgi Yayınevi, 1973 (La sécularisation en Turquie).

Berna Moran, *Türk Romanına Eleştirel Bir Bakış*, I, İletişim Yayınları, 1983 (Regard critique sur le roman turc).

¹ *Türk Toplumunda Kadın* (1978), dirigé par Nermin Abadan-Unat avec le concours de Deniz Kandiyotu et Mübəccel Kiray, est le premier ouvrage de recherche compréhensive sur les femmes turques (démographie, santé, famille, statut socio-économique, professions, statut légal et politique, vie dans les petites villes et les gecekondu, religion et littérature).

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?
Peuples Méditerranéens n° 60
juillet-septembre 1992
pp. 93-96

DESOLATION N°. IV*

Nezihe MERİÇ

I feel miserable again. I don't understand. I am full of doubts. I don't know which way to turn.

Her voice reaches me across the smoke-filled little corridor. "You'll see the pandemonium at the dining table. Ah! you have to see how wild and fresh they've become. They're such sweet nuisances. When they get back and see you here they'll go wild."

She is standing in front of the gas stove. Her back is turned to me. In the orange kitchen she stands like a rectangle - upper part blue and lower part black. She is quite slim for a woman of forty-five. She is wearing a watch with a leather strap; this and her low-heeled sport shoes define her : she is the working woman type. The kind who is educated and adjusted to the world of work outside the home. She has struggled a lot but she says she is not a loser. She seems to be at ease and from her own viewpoint, strong. She doesn't push herself forward. I don't understand that, because before everything I say "I". I am selfish; I have a sort of raw selfishness that is stuck in my throat.

"Meli, dear, you're getting the smoke. Open the window, turn the light on."

Frying peppers explode like fire crackers. That's why she's talking loud. Her voice is as husky and as youthful as it was years ago. Her outer appearance hasn't changed much either. But her eyes... they look as if they

* From *Topal Kosma* (The Lame Running), 1956, a collection of ten short stories; each one is named "Desolation" and numbered from I to X. Translated from turkish by Nilüfer Mızanoglu-Reddy.

had been pierced by a dagger and the pain had become hard and frozen. Obviously this is not good but she is strong enough to endure the pain.

I open the windows, but I don't put the light on. I don't lean from the window to look at the street below. I turn on the dial of the radio. There has to be something between us. I am living my despair again. "Meli, dear, today the calendar says there is strength in patience. It is true one gets stronger as one suffers. How can I say it, in spite of everything my patience and my endurance keep growing..." she says. As I watch her struggle with her life I am ashamed of my own lack of strength.

This armchair in the corner is fine; from here I can see the narrow corridor and the kitchen. At this moment I cannot possibly daydream although the music is beautiful. Violins... 1890... a dark-eyed woman... a red carnation... autumn... romance... what more can I ask for? She turns the stove off. It is quiet and the music sounds better.

"Well, you're alone Meli dear... I bother you with my troubles. I'll make the salad and call Suat from the grocery store at the corner to tell him not to be late. He'll be so surprised when he sees you. The children will soon be here. You'll see, the boy is a holy terror and the girl is even worse. After the soccer match they are terrible. Be ready for a fight."

She can talk. She is not mute. She still has many things going for her. But I have no energy to talk. I answer her with one or two words. I don't think she'll get an inkling of my despair. But I am all mixed up again. The blue and black colors move around the kitchen. The water from the tap flows over the tomatoes in the plate. She is quiet, determined and quick. It is comforting to watch someone who is so orderly and who knows how to work. I see a blue sweater thrown over one of the chairs. It must belong to the girl. The light reflected from the corridor is also blue. There is one red slipper in front of the couch, the other is missing. The print cover of the couch has birds and exotic flowers that make me think of the word tropical. There is a school cap which obviously must belong to the boy. She says, "He's a holy terror." But how much she loves her children. In the house and in the furnishings there is something that belongs to the parents and the children when they are together, but it also stands apart from them. It is something solid, I can feel it. Everything is centered around the children. A while ago she was saying: "Meli, dear, I put up with everything because of the children. Only for them. I grew up without parents. I want them to be happy." To be happy, what does it mean? This is the cause of all the trouble. She knows and she keeps repeating : "Everybody has got a different kind of trouble." Perhaps a little happiness is possible if one wants to have it. I think that is what she means. "The cost of raising children gets higher and higher; if I don't work we'll never be able to manage." When she talks about her children she becomes a different woman. It is like being surrounded by a world of seven thousand joys coming from the seven rainbow colors of the sun. It is a festival of lights; water colors, ping-pong balls, harmonicas, pocket-books with glossy covers, navy blue suits, neckties, guitar lessons, sandals, flowery organza dresses, stamp collections, soccer matches, champion soccer teams, horse races,

movies and honey-almond chocolates... I could break into a sob. She continues working in the kitchen. Her tiredness does not show. But her eyes! When she was sitting in the armchair, her fingers locked together, she said: "I have to work." I'll never forget her look. She is not a beautiful woman, only her strength is attractive. She is a warm, motherly woman. "Children don't understand about not having enough. They're just kids. What's is it to be fifteen and seventeen? Because of them I deprive myself of everything." Yes, she cannot move around her house with her mind at peace. She cannot have the pleasure of being a perfumed, relaxed and smiling woman for her husband and children. She cannot have a contented life -- cooking, cleaning and putting her house in order. She has to get up early in the morning and run to the street without breakfast and spend her life at bus stops. The stone walls and the corridors teem with tired and rushing people, so far from the sea. She cannot sing in places like these. She cannot stretch out on her back and sleep. She cannot dream. For months she had wanted to buy a pair of black suede shoes she'd seen in a store window but she couldn't. She's never had an elegant coat specially made for her by an expensive couturier. She's never owned a black evening dress. When she talks about clothes a youthful joy appears on her face that could break your heart. "Two or three lily-of-the-valleys on the shoulder, or something really good around the neck like a string of diamonds. Your mother has a perfect single diamond. Ah, every woman should have jewelry..." But how about the children? She has suffered, she's been poor, she hasn't paid attention to her femininity but she hasn't been defeated either. The children's happiness and the soup have been saved. The soup, piping hot, will always be on the table. Both children love soup. Each time the soup is put on the table there will be pandemonium. Despite the deprivations and pain the joy of having children may be enough to keep one going and make one a little bit happy. Oh, my lamb! Once she had learned that, "The female bird makes the nest." That is the basic principle she was brought up with. They said: "The woman is the decoration on the man's hand." She was told again and again, "The woman who has a husband as big as pitcher would have respect as much as its handle." It is obvious she's a lionhearted woman. But there is also something real at the bottom of all this. At least she believes that she's strong otherwise she couldn't endure all this. I can see that but I am bewildered. I don't know which way to turn. I have to put myself together. I even understand what she doesn't say. She means that everything is for the children. Their future should not be ruined. Children should believe that life at home is good, beautiful and happy. Children should love life. Children should not know betrayal. Children start life with good health, confidence and faith. Isn't that true? Well I am lost again, I know, but I don't understand. Why should one sacrifice so much? Is it enough to have children? What about "ME"? We are not on the same wave length. I am all mixed up in my disbelief and she is strong in her conviction. I am perplexed; people confuse me. She says "You're too young." Is that the reason, or is the real problem something else? Look at this: "He told me he had fallen in love. Well, Meli, he

doesn't say that he has a right to love. And at his age! I yelled at him, Suat you can't fall in love, you can't. I screamed at the top of my voice. It's a disgrace! Ah, what crises I've had to go through and how much I've had to endure, Meli..." I am suffocating, I should get up and open all the windows. "Meli, these men are all beasts. To hell with them. Love and all that is just talk. They're after beastly things. When you're young maybe it's OK, but by the time your children start thinking about life..." Brave woman!

"Meli, dear, I'll be with you soon. Don't think too deep, honey. That's what the world is like!"

I can't help thinking. "He said: Let's get a divorce, but I wouldn't accept it. For days he didn't come home. And when he did, he slept on the couch. I suffered so much so the kids wouldn't notice anything. My aunt too had suffered like this. She never let us see it. Her wretched husband even brought a woman into the house. Men have no morals. None whatsoever, Meli, believe me. If there were no children..."

"I look old, don't I, Meli? I am falling apart, look at my hair. We're limping along like this. You'll see when he comes in. Nothing has happened to him but I've changed so much."

I understood that her soul has been devastated.

"I have nothing to do with him. The children are still young, but when they're grown they'll leave the house. I've done my duty as a mother. But I am very lonely. Well, that is how the world works."

This is it. I am still lost. On one hand the children and the soup are saved, on the other hand a woman is lonely.

A long, sharp and youthful whistle!

"Ah, they're coming..."

The work is finished and she is drying her hands. She is smiling, but inside her eyes... The children are running up the staircase. They climb to the fourth floor. They are talking at the top of their voices. They are roaring with laughter. We watch the doorbell. I am smiling. My fingernails are pressed into my palms. Three years later... But now I'm excited. They're coming nearer...

TURQUIE. L'ÈRE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 97-101

DEFEND MY LOVE; YOU DEFEND*

Adalet AGAOGLU

There were two of them. They came with a bucket of paint. They painted over in gray the many-colored wall under the acacias and they left.

Everything wears out quickly. Shoes, curtains, buildings, streets and love affairs. Everything is quickly consumed.

I'd been thinking that nobody cared about the acacia trees anymore. They seemed more alive and everlasting as remembered in an old song than in real life. However, on the east side of the city the low buildings, on a very narrow street, still guarded them. Also the pale autumn sun that came after the rains. But the nights were cool; they made the dusty green leaves fade. And all autumn long, the leaves kept falling on my mother's lovebirds.

When they passed in our street we felt more cheerful and almost smiled. They didn't hold hands. They didn't put their arms around each other. But, just the same, to us, they always seemed as though they were locked in an embrace. My mother called them "The lovebirds". When she said "My lovebirds are passing by!", what she really meant was "What's happened to you? You're so gloomy." My husband of a few years would look at our tattered love and smile dejectedly. I'd sworn to make a fresh start. And every time they passed in the street I almost felt as though we were rejuvenated. Both my husband and I tried to dispel our deep-seated gloom and keep our love, frayed without our willing, from drifting further away. As we rinsed the bitter taste from our mouths we were eager to give a new zest to our life.

Their hair was always covered with leaves. Pale months and days glided and fell off their bodies like sequins; and they became more beautiful as their

* From *Hadi Gidelim* (Come On, Let's Go), 1982, a collection of short stories. Translated from turkish by Nilüfer Mizanoglu-Reddy.

feet made the fallen leaves rustle. I even believed that they had come from a faraway place to bring joy at a time when loveliness had been forgotten.

The girl's face was delicate and clear. Her forehead shone with the pride of her love. And the young man carried a little live bird inside his rib cage. They used to talk very little. They valued their silence. They made you think they would never do anything rashly. Each time they passed they stopped to sit on that wall under the acacias. From summer through winter the lacy patterns of the branches and leaves reflected on their faces kept changing. But the childish seriousness that came upon them, as they did not waste words in a hurry, and the many-hued pink glow flushing their cheeks never changed. This was so appropriate for their tender youth. Their love seemed to be beyond any apprehension about the future. Anxiety did not seem to have any hold on them.

For months they passed in our narrow street. They sat on that wall many, many times. They talked gently, never arguing, and neither of them ever walked away leaving the other one behind. They nurtured my yearning for a change from the arguments at work, the endless complaints and the dramas forever acted without an audience. Everytime I saw them, I would say, if we have to endure until tomorrow, defend yourself dear love.

It was hard for us to tell which part of the city they came from. They were clothed, from head to toe, in their love. Their desires and their freedom were lined up like pages. So it seemed to me. I kept finding all the evidence to prove my observations. They were the ones who never forgot the acacias. They always noticed when a baby smiled. They gently picked up a ball rolled under their feet and tossed it back carefully. They never provoked rude behavior from teenagers playing in the street. Anything that interrupted either their silences or their conversations was gently pushed aside, kept away from them. How did they manage to do this in those days when nobody cared for anybody else? I was amazed. And they were the ones to notice the silver glitter of the snow on the bare branches.

My husband said both the young man and the girl were students. I thought they both worked, because they always met in our street at regular hours. My mother swore her lovebirds were also angels. According to her, these two weren't from this city, this country or even this planet. They came from a more perfect world. One day, as my mother was carrying the groceries home, huffing and puffing, she ran into them. They said :

"Let us carry them for you."

My mother right away wanted to make good use of this encounter to question them about themselves. But, tongue-tied, she could only say :

"Thank you, my children, thank you. May God bless you and give you all you wish for."

She kept saying : "Oh, they're not only bright and beautiful, but they're also very good children!"

Our gloomy faces puzzled my mother all the more since there were such good people around who could get on in sad and oppressive days as easily as they carried her string shopping bag.

It was the second month of the year. The street was covered with ice. The acacias were bare, their song forgotten. The silvery branches stretched toward a sooty sky. It seemed as if everything was lying in wait. It was an eerie kind of waiting. We didn't know what spring would have in store for us. I couldn't even imagine the acacias' blooming again one day. I kept forgetting to observe their changes. But one thing was certain : as soon as summer arrived there would be the most beautiful wedding for my mother's lovebirds. A wedding that might seem modest from the outside, but if one looked carefully from the inside, it would be decorated in the colors of the rainbow, with thousands of bright balloons flying all over. This lively and serene love was the only bright spot on the horizon. The lovebirds were like a sign. Many evenings, when I returned from work, if I could see them again, I even wanted to run to them and hug them. But I wasn't free enough to do that. Unfortunately, I had learned too well to suppress my spontaneous desires, to keep them hidden under covers. The young couple would soon pass and leave us behind. As for ourselves, we had to be satisfied with the bright sparks they had inspired in us. I had to stare at the windows with drawn curtains. Only with the sparks they had kindled could I put up with this dull street, the forgotten acacias, and the faces which no love ever penetrated. Secretly, but with a dogged perseverance I had to try to find the meaning of life in a love that had neither failed in the past nor would fail in the future and thus would unite the past and the future. Every day as I returned from work my eyes would search for them in the street by that wall under the bare acacias.

When the acacias began to bud again my mother's lovebirds no longer appeared in our street. It was as though I had to adjust my eyes to a pitch dark room. I questioned my husband. He told me I was much too preoccupied with them. And my mother with an all-knowing air said :

"Eh! sooner or later, the lovebirds must fly to their nest. They couldn't have wandered in the streets for ever, could they? They must have gone to their nest."

She seemed half pleased and half sad.

The top of the wall across the street was always deserted. The acacias lacked something. I had hoped to see them once more. Neither the big flood after the March rains, nor the torrents that carried off all the debris in their way could make me forget the girl and the young man who never appeared in our street again. Now, not only I, but all of us needed that pure love and those clear foreheads. I tried to avoid thinking that bright sign might never have existed. In a place where we had forgotten about love we couldn't possibly stop everything from getting worn-out and being consumed, when the young ones themselves had forsaken love. Perhaps it was all a dream. Only a vain attempt to resurrect our ruined love with that dream.

One day when the acacias were in full bloom, my mother, all worry and flutter, said :

"Ah! You know, our lovebirds didn't have a wedding after all. They couldn't build their nest. Like so many others, those wonderful children, too, were taken to jail. Ah, I never expected this!"

I couldn't figure out if my mother had become suspicious of her angels, was worried about them, or was disappointed. And my husband in his most reproachful voice said :

"Don't worry, they're near each other even when they're far away. It doesn't matter if they're separated."

He turned his face away :

"Some people in the same room are more distant..."

He had summed up his bitter reproach just like that. He had put his signature right there to show how futile were our efforts at restoring our love. But he was neither an authority on that matter, nor solely responsible for it; also his rosy view of the prison wards wasn't convincing at all.

However, it is still dreams that embellish the darkest nights. This time I was fully aware; I had my dreams. I thought that the young man and the girl, in their wards - their foreheads touching the iron bars of the narrow windows - would each look in the other's direction and would smile. Now they would be sharing the moon that was only a sliver in the sky. And the moon made the acacias sharable. Then, I, too smiled. I could lift, a little, the fog that came between myself and my husband. I was struggling to have faith. Love kept going on and on. New and lasting loves germinated in dark corners, in narrow places and in difficult times. That strong love, too, would not be punctured, would not be torn to pieces by hostility. Love would always be a peaceful place safe from war; it was the only thing that nurtured its endurance with its own forbearance and would not spare itself the effort necessary to go on.

I was waiting for them. I waited for a long time. Another fall came and went. Then winter, then spring again. Twice the acacias bloomed and shed their leaves. I had changed my job. I had left the dramas whose only audience was ourselves. Now, I was trying to produce something durable with my own hands. Thus, came the fourth fall, and I saw the young man, at a time when even I had forgotten about him and the young girl.

For quite a while I couldn't believe my eyes. Without the young girl he seemed a totally different person. He hadn't grown taller, nor had he gained weight, no. But the serene smile was gone from his face. His steps were rough. He had let the little bird in his breast escape. That's how I saw it. He came to our street, under the same acacia trees, with three other young men, who were about the age he was three-four years ago; and at an hour when I wouldn't expect to see him there. It was too early. The day was just breaking. No one was passing in the street yet. I had opened my window, I smelled the half-rotted, half-burned odor of the acacia leaves. In the past years, I had tolerated both my husband's inability to fight our rift - whose causes were beyond us - and my clumsy struggle to keep on going. Those days were now behind us. Ahead of us lay many days to live. My mother's lovebirds had multiplied in me. Perhaps that was why I had forgotten just the two of them.

Defend my love

Now there, across from me, were four people; all men. And one of them, sure enough, was that young man. I saw the others for the first time. In a hurry, they wrote a political slogan, in capital letters, in the middle of the wall under the acacias and they left. I heard the piercing whistle of the young man I knew, as the stroke of the last letter was made. Was it really he who whistled impatiently and intolerantly to order his friend to hurry up? As I stood by the window amid the smells of the rotted, burnt acacia leaves this wasn't the question I asked myself though - because the answer was obvious. No matter how much he had changed, this was the same young man, I gave no thought to whether the slogan on the wall was right or wrong, needed or not needed. Only where was the girl? Where was the female of our lovebirds?

No matter what, whichever direction it was going to be, they should have been doing everything together. Even that slogan on the wall! They should have written it together. This was their promise to the people who had chosen them and their love when they passed in this street in those half-sunny and sunless days. Who had broken this promise? Was it they, the others, the words, or death?

I couldn't imagine that the girl had died. That clear, childlike forehead couldn't have fancied death. But one never knows! Death is beyond judgment, like birth. But love is not. No! Not the love that promised life and inspired renewal.

Because of this, I don't at all wish that the last one of the three young people (two boys and a girl) who came, a few days later, to that wall and painted, in an ugly yellow, over the slogan there, and on top of what was covered wrote just the opposite slogan beginning with "DEATH", should herself be the girl I knew. Oh, she looks so much like her. I say to myself, but it cannot be, it just cannot be. -- Ah, yes, those aren't just the acacia trees --. Anyway, the girl's hair isn't adorned with the acacia leaves. She's passing the brush quickly over the wall - as harshly as the piercing whistle of the young man from whom she once was inseparable. The lacy pattern of the branches doesn't fall on her face. There's no time for that. That forehead, once full of love, is now creased with impatient lines. But, just the same, it is she. She herself with her much used heart quickly worn out in only a few years.

I could never imagine anything under these acacia trees or over the wall without them. - As long as the acacias existed they too existed -. Now, I dread that they might suddenly meet under these same trees by the same wall. The leaves fall one by one, having no time to adorn someone's head. I fear that they too might intermingle with these fallen leaves. They might make each other fall like a leaf by this same wall. Like worn-out love.

Two men came; with a bucket of paint.
They painted over in gray the many-colored
wall under the acacias and they left.

I saw it : nothing but a worn-out wall; love had moved elsewhere.

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 103-106

THE FIRST METRO IN THE MORNING*

Aysel ÖZAKIN

The first metro in the morning that leaves at 4.40 a.m. bears the burden of half-satisfied desires. Everything remains unfinished : last night's conversations, cravings in the bottom of the nocturnal pit, the morning coffee and the half-eaten slice of bread.

And now only the voices and the laughter of two women can be heard. One cannot find a single German in these metros who hasn't yet heard these strange voices and laughter. Oh, these strangers! When they are alone their eyes are filled with untamed sullenness and dark fears, but when they are together they talk non-stop in loud voices and laugh as though they are defying the stillness and silence encircling them; they vacillate between fear and defiance. Only the irreverent punks with their outfits, hairdos and gags, the mentally disturbed ready to fight the whole world and the alcoholics violate the lonely, tired and orderly atmosphere of the metros. And the dark foreigners who make jokes every time they get together. Without these people the metros rattle and roll as though they are pieces of solitary rocks. Why is there so much sadness and loneliness in the metros? Are these people of southern lands who used to walk to work across sunny beaches, fields, and roads smelling of oranges, overwhelmed with feelings of remorse as they commute in these metros?

In the back seat of the train Nuran and Birsen are talking in loud voices as if they are having a fight and then they slap their foreheads and laugh.

Birsen is going to the lamp factory in Siemens Stand. Every day for eight hours, wearing white gloves, she pours hot glass into U-shaped molds. For

* From *Kanal Boyu* (On the Bank of the Canal), 1982, a collection of short stories. Translated from turkish by Nilüfer Mizanoglu-Reddy.

her the seasons don't change, she always lives in the heat of a scorchingly hot summer.

Birsen asks, "Tell me the truth, why did you get on in Halleches Tor this morning?"

Nuran answers, "Oh, leave me alone! Some days I get on in Nollendorf and some days in Halleches Tor. Do I have anybody pulling my apron strings? I travel all over Berlin. I go to visit a friend, watch TV, get drowsy and I stay there and sleep. And in the morning I go to work from there."

Birsen smiles slyly. She too knows that Ihsan lives in Halleches Tor. Now everybody knows about the secret affair of Ihsan and Nuran. Just the same she doesn't disclose her knowledge to Nuran yet.

She says : "You're not able to leave that company. Your German is good. You can get any job you want. You can make more money."

Nuran answers : "What's the use of making more money? All I'll need in the end will be a four-meters long shroud."

Birsen looks down and smiles, but the smile disappears quickly and a light drowsiness comes over her dark eyes. Birsen with her black wool jacket and plaid skirt looks like a secretary working in a nice office. In Turkey she had dropped out of high school in the tenth grade. She came to Germany with her husband ten years ago. She was hoping to go back and buy an apartment, to forget her drudgery and become a housewife living in that apartment. They could not go back. They are stuck here with their anxieties for security, for the future of their two children.

But Nuran, with her tight blue jeans over her broad hips, tossing her head of abundant chestnut hair and her defiant look to show that she doesn't give a damn to anybody around whether Turkish or German, and her quick laughter betraying her aging face has freed herself from the dream of going back. Going back is the common subject of conversation in the metros. Going back? When? How much saving is needed for going back? What is the proper time to leave this seemingly hopeful scene? Sooner or later the curtain will come down.

Now Nuran and Birsen are discussing this subject. Birsen says, "Oh, how I wish they'd throw us out."

Nuran answers her, "Why should I go back?" Crossing her arms on her chest, throwing her head back, she talks in a raspy and angry voice. "I've lived my best days here. My youth, the best years of my life were spent here." She stretches her feet forward, she raises an eyebrow, her face becomes tense. "What can I do in Turkey at my age? I gave my youth, all my strength here... whose ass would I lick if I go back?" She sniffles. She has a bitter and dry smile on her lips.

Birsen laughs. This Nuran with her down-to-earth talk and coarse jokes always makes her laugh whenever they meet. Nuran rests her head back again and closes her eyes. She's talking as though she is asleep. "Nobody ever can throw me out of here. I would retire. I, too, like the doddering Germans take my dog and stroll in the park."

At last Birsen, with veiled derision, is asking, "Aren't you going to marry Ihsan?"

Nuran gives a shrug with her shoulders. "He's not going to leave his shitty peasant wife. Anyway the married ones aren't living in seventh heaven."

This time Birsen is getting sadder. Every evening after taking her sweaty work-smock off her back she leaves the factory, goes home, sets the table, yells at the kids, washes the dishes and puts her nightgown on.

Nuran says, "Did you hear Emine is pregnant again?" with her eyes still closed and with a mocking smile.

"Really! How many does that make?"

"The woman has no brains. She lets everybody in, everybody." Nuran's voice is without pity, it is angry.

"Don't talk so loud," says Birsen. "I think the man sitting across from us is Turkish, he smiled."

Nuran shrugs her shoulders. "We can't worry if he's Turkish," she says and gives a scornful look at the man with the black moustache and heavy eyebrows. She throws her head back again. She closes her eyes. She is quiet now. She tells Birsen, "Give me a nudge when we get to Kaizerdam."

Many people in the early-morning metro put their heads back to doze a little. Some read the newspapers -- the newspapers of the day before. Birsen glances at these papers at a distance. Like most of the Turks she doesn't buy a German paper.

She is trying to make out the headlines of the paper, the *Berliner Zeitung*, in the hands of the woman sitting nearby. ROMY IS IN BERLIN.

The first page of the paper is full of the pictures of Romy Schneider wearing sunglasses, her hair done in a bun at the nape of her neck and already looking middle-aged; she's at the airport, she's getting into the car, she's in front of the hotel, she's with a middle-aged man who is kissing her cheek.

Who is this Romy? Why is the paper paying so much attention to her coming to Berlin? Who is Romy?

Could it be? Could it be? Suddenly Birsen is excited as though she bumped into a childhood friend. Isn't she the movie star Romy? The actress of the Movie "Sissy". She had seen it years ago in Turkey at the movie theater called Pearl Movie House. She turns to Nuran smiling. She wants to share her memories of the movie "Sissy" with her. But Nuran's chapped lips look droopy. Who would really marry her? She's almost fifty! If Nuran weren't so frivolous! Now she too would have been with her own children. Then at once she thinks of her husband who has been getting up late because he's unemployed. When Birsen goes home from work he's usually at the coffee house. Birsen does the cooking, yells at the kids, washes the dishes and puts her nightgown on. Nuran can sleep till Kaizerdam... They were supposed to go back -- most definitely -- and settle in their apartment with central heating and park their car in front of it. But Nuran? Like the old German women she's all alone, all alone... Birsen starts looking at the paper again. Romy is looking more serious now, but she was so naughty and blond

in the movie "Sissy". She was going to a ball in a gown with puffed sleeves, leaving her shoulders bare, and a hoop skirt. It was so wonderfully lucky to be so pretty. Birsen had loved Sissy so much. When she was growing up the blond Sissy of the palace had aroused such desires in her. When she was coming to Germany she had thought about it as Sissy's country. Yes, Sissy's country with all those beautiful houses, beautiful forests and beautiful dresses. But for the past eight years Birsen has been holding hot bulbs in her white-gloved hands. She thinks maybe they don't make such beautiful pictures anymore, or maybe movies and movie stars don't excite her as before. Is it possible for her to see Romy in Berlin? What a strange thing, she and Romy are in the same city now. But Sissy looks sad in the newspaper picture and doesn't look as blond as she used to be. Wasn't she happy at all? If Birsen knew where she lived she might have gone there after work just to look at her from afar. But she goes home after work. She sets the table. She yells at the kids. She washes the dishes. And she puts her nightgown on.

The man is opening the car door for Romy and kissing her on the cheek. Who knows how many men she's had? The movie stars are like that. They change men like changing underwear. Is she happy? Is Sissy happy? All of a sudden Birsen realizes how tired and sleepy she is. Oh God! Kaizerdam! I was going to miss it. She gives a nudge to Nuran.

"Nuran *abla** wake up."

* Elder sister

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 107-113

BERCI KRISTIN GARBAGE TALES*

Latife TEKIN

The following is an excerpt -- the opening pages -- from Latife Tekin's novel Berci Kristin Garbage Tales (1984). These are the stories of people caught in the realities of industrialization and urbanization in Turkey. They come from the villages and settle in gecekondus (shanties) they themselves build in the midst of garbage piles, factories, poisonous fumes and polluted water. Capitalism and the globalization of society are imminent. The name of the road to the garbage dump is changed to Nato Avenue. The shantytown dwellers learn about politics, bureaucracy, banks, labor unions, strikes, gambling and gangs. Women as well as men start working in the factories. Mysterious diseases break out; but there are magic healers who keep alive the traditions and beliefs of the villages. Magic plays an important role in the lives of the shantytown people just as much as the exigencies of city life with its wheelers and dealers in every trade. Berci is the name given to young peasant girls who take care of the herds in the village, but in the city they take to gathering and sorting garbage. Kristin is the name given to a young prostitute.

Nilüfer Mizanoglu Reddy

On a winter night by the light of the lamps, eight shanties were built on the top of a hill where at daytime the city's garbage is dumped from huge metal containers. By morning the first snow of the year had fallen on the shanties. The first ones to see these shanties -- built from tar paper bought with borrowed money, wood from discarded scaffolding and cinder blocks brought by horse carriages from the threshing fields -- were the garbage

* Translated from turkish by Nilüfer Mizanoglu-Reddy.

pickers. They ran to the shanties without putting down the baskets and sacks they carried on their backs. They talked to the builders who were keeping watch over their shanties. A furious strong wind cut their voices right down the middle. It almost blew away the shanties. The garbage pickers said that the crooked walls and slapdash roofs would not withstand the wind. The builders decided to tie ropes on the roofs and nail supports to the walls.

By the time the garbage trucks had made one round trip the sesame-roll sellers at the crossing of the garbage road found out about the eight shanties built on the hill. They spread the news to the coffee houses, the repair shops and the workshops.

By noon people had poured out to the hill like snow. The bus boys, the peddlers and the sesame-roll sellers grabbed their pickaxes and came; they were followed by the people who had come from the villages and were staying with their relatives and by those who were wandering around the back hills looking for a place to build shanties. Women, men and children were all over the place. They took measurements : first with their feet, then with their arms, now squatting, then getting up. Then they drew lopsided single-room house plans on the ground with their pickaxes. That night the garbage road was transformed into a road of bricks and tar paper. And that night, in the snow, by the light of the lamps a hundred more shanties were built.

In the morning a shantytown with roofs made out of plastic basins, doors out of old kilims, windows out of oilcloth and walls out of wet cinder blocks was born; it was close by the garbage dump, below the light bulb factory and pharmaceutical factory and across from the dinner plate factory in the middle of the pharmaceutical waste and the mud.

The same day furniture, children and women with babies in their arms and sacks on their backs arrived and entered the houses. Mattresses were unrolled. Kilims were spread on the dirt floors. Good luck charms with blue beads stuck on heather and faded pictures were hung on the wet walls. Cradles were hung from the ceilings. A stove pipe was installed on the side wall of each shanty.

Factory workers crowded behind their windows and watched the furniture brought by horse carriages and saw the people running to-and-fro and they laughed. Insults, disparaging whistles and fights went on all day. Exhaustion descended upon the shanties at night. Each time the wind blew the people inside the wet walls and under the creaking roofs felt sleepy. They were asleep before the evening shift from the factories let out.

The machines in the factories came to a halt. The lights were turned off. The hill was entombed in darkness. After midnight the wind closed in on the roofs of the shanties; it broke them up and flew them away. The babies sleeping in their cradles tied to the roofs flew away with the roofs.

People woke up from a deep sleep with the snow falling on their warm faces and sticking to their eyelashes. At first they thought it was a beautiful dream the sky had become snow and had fallen into the shanties. Then shouting and screaming they ripped open the darkness. Women, men and

children ran outside in their underwear. They lit the lamps. All together they went to look for the roofs and the babies. Women tied up the course of the wind to prevent it from carrying the babies too far. They sang a lament and made knots in their kerchiefs.

One of the roofs was found in the garden of the light bulb factory. It was stuck in the ground between two mulberry trees. The baby whose cradle was tied to that roof had lost his voice from crying and his eyes were wide with fear. Other roofs were lying side by side on the ground below the plate factory. The babies had come out of their cradles and were playing with the broken pieces of plates thrown out from the factory. Their faint cries mingled with the clacking sounds of the plates as the wind struck them.

Women picked up their freezing babies with joy. They ran to the shelter of the coal depot a little farther on from the plate factory. Men, one by one, dragged away their roofs and remounted them on the walls. They tied them with heavy ropes and nailed broken pieces of wood over them to prevent them from flying away again. The ropes were secured to the legs of the beds. The days the wind blew hard men held onto the ropes and onto the pieces of wood.

As the men were holding onto their roofs to prevent them from flying, all the birds in the city gathered and flew to the shantytown made of plastic and wood. They flew zigzag over the shanties and laughed at the roofs for aspiring to be birds and wanting to fly.

Tweet tweet little roof
Fly with a cradle wing
Throw us a baby
A little baby tweet tweet

For days the birds circled over the shanties flying zigzag. As they flew and twittered the location of the shanties became known. As they were flying and laughing "Tweet, tweet little baby" the wreckers arrived at the shantytown.

"Don't gather, they'll put us into a circle and wreck our shanties."

Women put down their babies and picked up their adzes. Men stood in front of the shanties, their bellies resting on the handles of the shovels. A wrecker who kicked in and broke the wall of one of the shanties received the first blow from a woman who was lame. He fell down and rolled all the way down to the creek. All together the people of the shantytown attacked the wreckers. The birds fluttered their wings and flew up to the clouds. The wreckers abandoned their axes and disappeared below the creek.

That night big trucks came to the shantytown. Following behind a jeep, five trucks entered the shanties. Headlights were lit. Guns were held against chests. People were called to assemble by the headlights.

"Don't gather, they'll put us in a circle, they'll surround us."

After a fight that lasted for an hour the shanty dwellers were forced into a circle in the glare of the headlights. The wreckers knocked down the walls of the houses over the furnishings. By the first rays of morning they had crowded the people into the buses and driven away.

After the trucks left the birds that had teased the roofs swooped down from the clouds. Their eyes dropped wet feathers over the shanties. Then they flew back together.

The people who were taken away in the trucks came back to the hill where their demolished shanties stood. Sadly they circled their torn-up belongings the garbage pickers had gone through piece by piece and the wind had scattered in all directions. First they let their rage become tears and flow out of their eyes. Then they started working furiously. Quickly they stacked the broken pieces of wood and put the torn kilims together. They nailed the tin cans one on top of the other. Children piled up stones, unbroken cinder blocks and the bricks on one side. That night they built new shanties half the size of the demolished ones. They spread the plastic covers they had picked up from the garbage heaps, torn rags and kilims over the roofs. Instead of tiles they placed broken plates they had brought from the area below the plate factory. After midnight they entered their new shanties exhausted and terrified. They fell asleep listening to the clinking sounds of the plates as the wind struck them.

The plates on the roofs flew off one by one. The plastic covers and the kilims took off and were thrown to the ground. Water rushed into the shanties from the spaces between the cinder blocks and became like a pond in the middle of each house. From the cracks in the roofs almost half a cubit of snow fell down on the cradles. Nobody woke up until the babies cried.

Sometime later the women got up and managed to light the broken lamps. They made troughs in the middle of the shanties to let the water flow out. They shook the snow off the mattresses. They put kilims and covers over the roofs.

One of the shanties couldn't stand the wind, towards morning it collapsed. The baby who had flown to the garden of the light bulb factory with the roof was crushed under the stones and the wood and died. In the morning they wrapped up the baby in an old mattress. Three men carried the baby in the mattress to a faraway cemetery. Secretly they jumped over the cemetery wall. Quietly the baby left the mattress on the ground and flew away. Her mother tore her hair and the front of her dress. She filled her skirt with stones and climbed to the hilltop. Cursing and swearing she threw stones at the wind. People went up to the hilltop and forced her to come down. From that day on the hilltop was called "Expulsion Hill."

In the early hours of the morning children gathered on Expulsion Hill and watched the road where the wreckers would come. One morning the children flew down like birds with the news that a horde of men carrying shiny axes was on its way to their shantytown.

The shiny axes fell on the walls of the shanties before the children got back their breath. People who attacked the wreckers were stopped by the trucks. Quickly the shanties were torn to the ground. The trucks backed out. The dull light of the sun's rays rose on the demolished houses. As the noises from the trucks subsided a thin and quivering cry was heard.

Sirma had pressed an unbroken brick into her chest and she trembled in front of the demolished shanties. Sirma's tremblings became worse as the other children continued collecting tin cans and stones all over the hill. She started writhing. She put the brick from her chest on the ground and lay on it. She tore her hair and threw it in clumps to the wind. Women came and made a ring around her. They tied her hands with a rope. They grabbed her by her matted hair and shook her. They threw water on her face. Fearing that her teeth would be locked they put a rag in her mouth. Sirma was exhausted with twisting and turning. Her eyes grew larger. With her hands tied she collapsed and became silent. Until morning came she stared at the people building shanties in the eerie light of the fires they had made. In the morning her mother pulled her arm and led her to the shanty they had built; she untied Sirma's hands and tucked her in.

In the morning the wreckers came back. People who had entered their shanties hunched over were startled with the noises coming from the gears and chains of the bulldozers. They opened their eyes with fear but they closed them again. Then they crawled out of their shanties and threw out all the mattresses and kilims. The bulldozers going round and round drove over the shanties; they made dust out of the broken bricks and the plates, they broke up the wood into small strips, they crushed the tin cans.

The bulldozers went away as noisily as they had come. The trucks backed away. The workers who had gathered at the factory windows to watch went quietly back to their machines. Sirma broke into a lament in front of the demolished shanties. She kicked in the direction of the bulldozers and scattered the dust of the bricks. She kept pulling her hair and sticking her hands into the front of her dress. She ripped up her clothes. She threw herself to the ground shrieking. Her hands had to be tied again. Güllü Baba, the oldest person in the shantytown, was summoned to heal Sirma with his prayers. Güllü Baba came groping his way with his cane. He crouched by Sirma's head; feeling with his hands, he found Sirma's throbbing body. He turned his blind face toward the little girl who trembled under his hand. Leaning on his cane he recited his prayers at length and blew his breath on her. Feeling Sirma's quivering body with his hand filled Güllü Baba with compassion. He too broke into a lament. As Sirma shook tugging her tied hands he too shook. Sirma became calm as she looked at the tears flowing from Güllü Baba's shrunken eyes. She stopped shaking. Güllü Baba wiped his tears and was silent. He bent over Sirma and held her tied hands. He breathed on her mud-covered face, "Sirma, my quail, don't cry, let them untie you, you can gather tin cans." Sirma's hands were untied. Sirma gently parted the crowd that was hovering over her and began to collect tin cans.

Following in Sirma's path people were dispersed all over the hill. They collected old plaster casts and broken plates discarded from the plate factory and immediately turned them into walls. The men picked a fight with the garbage pickers who ran away along the creek. Plastic bags and baskets were shaped into roofs for the shanties. Part garbage, part plaster cast and part plate houses were built. In the morning the wreckers kicked the garbage

houses to the ground. People collected tin cans, stones and pieces of wood from the garbage all day long and piled them up high as a hill; but in the morning the wreckers came back and knocked it all down again.

The demolition lasted exactly thirty-seven days. The shanties built after each demolition got smaller and smaller. They looked less and less like houses. People lost their human aspect. They were covered with dust, mud and garbage. Their clothes became torn and tattered. Three babies became tired of demolition and cold and ran away. They became birds in front of the wreckers' eyes and flew to the heavens. An old woman who had injured a wrecker with an adze was carried away from the hill by two gendarmes. Others became out-of-breath from collecting tin cans and sorting garbage.

Toward the last days of the demolition there wasn't a single tree left on the hill. The garbage had been sorted and strewn all over. Rusty tin cans, bulb sockets, discarded plates, cardboard boxes, plastic bags and bottles -- all that was found was used in building the shanties.

A man who showed up one morning in a white car and claimed that he was the owner of the garbage was given a bloody nose. The cotton fillings of tattered mattresses got stuck in the drying blood of the man. There was nothing left to build a house with; mattresses, quilts, plates and stones had all disappeared. The last houses they built were so small that they looked like the jinn's hovel. They too were carried away by the wind.

People watched their houses carried away by the wind with sorrow. That night they took refuge at a construction site at the crossing of the garbage road. Women and children huddled in one corner. Men made a circle around Güllü Baba. Güllü Baba held his forehead with grief. For a long time he listened to his inner thoughts. He leaned his cheek against his cane and mumbled. Then he advised them to stay at the construction site until the wreckers forgot about the hill where the people had built their shanties.

"Then we'll take the possession of the garbage and build our shanties," he said.

Until late hours people discussed how they would sell the iron, the bottles and the plastic bags they collected from the garbage. As they kept talking they even found gold and precious stones in the garbage. Dazzled by the glitter of the gems they would find they closed their eyes and fell asleep.

Sirma fixed her sleepless eyes on the darkness. In darkness she traveled a long road by train. With her mother she sat under a stone bridge and waited. As she was waiting she saw that all the people who passed by looked like her brother. All along the wide roads she couldn't see the rows of houses, or the sea. She had her eyes fixed on her brother's face. Because of that she was surprised when in the city they went to a house even smaller than the house they had had in the village. Her astonishment embarrassed her, that day she wouldn't go near her father.

That night Sirma thought about the many things she had experienced when they had stayed at her uncle's place. All her thoughts flew away when the first light of the morning appeared. Sirma quietly left her mother's bed. She ran up to the hill until she reached the place where their shanty house

had been. She went around and collected pieces of broken glass, small stones, buttons and bottle caps. She held her breath and sat down in the place where she had torn her hair. She built a tiny little shanty from a plastic comb that had only two teeth left, from buttons and bottle caps.

In the morning the wreckers came again. Instead of houses on the hill they saw a little girl playing house. They walked around the girl and they left. And after that morning they never again came to the hill.

After waiting for three days for the wreckers to come back people decided to meet by the garbage dump. First they took a crooked piece of wood from the garbage dump; with charcoal they wrote "Battlehill" on it in awkward letters. Together they carried the piece of wood and hung it on the wall of a plastics workshop at the crossroads of the garbage road.

Two months later this plaque was taken away by two men in official clothes and a blue tin plaque that said "Flowerhill" was hung in its place.

After the place was named "Flowerhill" hundreds of people who thought the name was beautiful and heard that the demolition had come to an end came to this hill. To stop this human flow deep ditches were dug in the garbage road, Sand and gravel brought by giant trucks were piled up. People who swarmed into the hill grabbed shovels and filled the ditches with sand and gravel. They passed over the road and went up to the hill. In one night alone a hundred more shanties were built in Flowerhill by the light of the lamps. In the morning the vacant lots around the houses were divided and encircled with pebbles and wires. The owners of the lots brought their belongings from their villages. They built their shanties and settled down. Before the flowers bloomed in Flowerhill three separate shantytowns grew up; some of the shanties were back to back as if they were angry and the others were face to face. Children found the names for all three : Factorybottom, Garbagedown and Creekhollow.

**Cahiers d'études
sur la Méditerranée orientale
et le monde turco-iranien**

Cahier N° 13

L'immigration turque en France et en Allemagne

Publiés par l'Association française pour l'étude de la Méditerranée
orientale et du monde turco-iranien,
AFEMOTI - CERI, 4 Rue de Chevreuse, 75006 Paris
avec le concours du
Centre d'études de recherches internationales,
Fondation nationale des sciences politiques,
et du Centre national des lettres

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 115-133

ETAT, RELIGION, POLITIQUE DANS L'IMMIGRATION

Hamit BOZARSLAN

Plus de trente ans se sont passés depuis la signature des accords bilatéraux entre l'Allemagne et la Turquie, point de départ de l'émigration de main d'œuvre turque en Europe. Si l'Allemagne est longtemps restée le pays de prédilection des ressortissants de Turquie, ceux-ci ne se sont pas moins éparpillés ailleurs en Europe. De nombreux ressortissants turcs, pour certains d'abord installés en Allemagne, ont continué leur chemin vers d'autres pays d'Europe où les politiques d'immigration étaient plus souples. Trente ans après les premiers départs, on compte aujourd'hui près de deux millions d'immigrés originaires de Turquie sur le Vieux Continent dont près d'un million et demi en Allemagne, plus de 200.000 en France (1500 en 1961, 60.000 en 1972), autant aux Pays-Bas, plus de 100.000 en Belgique et en Suisse, 20.000 en Suède. Il convient également de mentionner d'autres pays nordiques, ainsi que le Royaume-Uni qui compte désormais une communauté turque grandissante.

Cette immigration massive connaît plusieurs phases cruciales. La signature des accords bilatéraux entre Ankara et les diverses capitales européennes dans les années 60, fut suivie par l'arrêt de l'immigration en 1974 dans l'ensemble de l'Europe. Mais loin de la stopper réellement, cet arrêt ne fit qu'amorcer un autre processus, celui du regroupement familial, autrement dit de l'enracinement des immigrés sur le sol européen. La presque totalité de la décennie 80 fut marquée par de nouvelles arrivées, comprenant des réfugiés politiques, de vrais militants ou des travailleurs immigrés dissimulés, et, surtout, par l'accentuation des regroupements familiaux. Certaines villes qui connurent des troubles politiques dans les années 70, comme Kahramanmaraş, devinrent le foyer de nouveaux départs

vers l'Europe. Durant cette décennie, les immigrés commencèrent à se doter de structures commerciales, politiques, médiatiques, et surtout à se diversifier et s'éparpiller dans les pays d'accueil. Ainsi, dans le cas de la France, les immigrés turcs d'abord installés dans les régions de l'Est et en Ile de France, créèrent des communautés plus ou moins importantes dans le Centre, dans l'Ouest, voire en Corse. Venus comme ouvriers du textile dans la région parisienne, ils devinrent au cours de cette décennie 80, les promoteurs d'une véritable industrie textile¹. Finalement, avec la décennie 90, sans que disparaissent totalement les phénomènes de l'asile politique et surtout du regroupement familial, particulièrement dans le cas français, semble s'amorcer un processus de stabilisation des populations immigrées.

On ne présentera pas un bilan global de cette expérience de trois décennies, mais on se propose ici, d'en analyser quelques-uns des aspects, notamment politiques, en procédant, chaque fois que possible, à des comparaisons entre pays européens.

Immigration turque et politiques européennes

Dans ses trajectoires et ses composantes, chaque immigration est marquée de caractéristiques propres. Tel est bien le cas de l'immigration turque qui, contrairement aux autres grandes immigrations de l'Europe (maghrébine en France, indo-pakistanaise en Grande-Bretagne par exemple) manque de références et de points de repères communs avec le pays d'accueil. Un immigré maghrébin, avant de s'installer dans l'Hexagone, connaît plus ou moins bien le système français, son école, ses partis politiques, voire parle quelque peu la langue; dans le cas de l'immigré originaire d'Anatolie, l'ignorance de l'espace européen, de ses populations, de son fonctionnement, de ses institutions est totale. Cette situation présente un avantage indéniable : l'absence de passé commun limite les risques de litiges entre l'immigration et le pays d'accueil (reste cependant celui qui s'alimente au soi-disant conflit entre chrétiens et musulmans dont les Turcs seraient l'avant-garde), ce qui, a priori, peut permettre l'établissement de meilleurs rapports. Mais cette situation a également de nombreux désavantages : elle rend plus difficiles les contacts entre les ressortissants turcs et leur environnement, freine leur insertion dans le tissu professionnel, prive les parents de la possibilité de suivre la scolarité de leurs enfants, et condamne plus longtemps les immigrés à avoir recours aux services sociaux officiels, ou aux interlocuteurs turcs reconnus. Cette situation ne manque pas en outre de valoriser symboliquement le pays d'origine.

Malgré cette caractéristique qui la marque dans l'ensemble de l'Europe, et bien qu'elle soit généralement exclue de la vie politique dans le pays hôte, l'immigration turque ne connaît pas le même sort partout. Chaque pays

¹ Sans atteindre des proportions analogues, un secteur turc de la construction s'est mis en place en RFA.

européen a sa propre politique; faille importante dans l'Europe dite sociale, : les législations concernant les immigrés sont loin d'être uniformes. L'Allemagne reconnaît aux immigrés le droit de se constituer en communauté, de disposer de leurs propres instances disposant d'une représentation; mais c'est au détriment de la nationalité qui reste difficile à acquérir. Les Turcs ont donc la possibilité, voire l'obligation d'y vivre en tant que communauté en dehors de la "nation". C'est pourquoi le terme d'ethnicité trouve facilement sa place dans la sociologie allemande de l'immigration. Les Pays-Bas et les pays nordiques, tout en facilitant l'accès à la citoyenneté, n'en permettent pas moins de se constituer en groupe ethnique vivant à l'écart des sociétés d'accueil, dont l'organisation est néanmoins subventionnée par les pouvoirs publics. Les Pays-Bas prévoient également le recours à "l'affirmative action". En France, l'accès à la citoyenneté y est relativement aisé; mais, malgré une certaine reconnaissance de la double nationalité par Ankara et par Paris, elle est peu demandée par les immigrés turcs, et de toute façon insuffisante pour mettre fin à la condition d'immigré. Par contre le droit de se constituer en une communauté distincte et reconnue, ayant des droits spécifiques n'y est pas reconnu; comme le dit R. Kastoryano, "au niveau local comme au niveau national, les pouvoirs publics français cherchent à éviter la formation de communautés 'ethniques' au sens américain du terme"¹.

Des différences majeures séparent donc les ouvriers originaires de Turquie installés dans les divers pays d'Europe lorsqu'il est question de leur statut en tant qu'individu et en tant que groupe religieux et culturel. Par ailleurs, ni la densité de la population turque immigrée, ni son ancienneté dans les lieux d'immigration ne sont comparables. Les trajectoires immigrées varient considérablement, entre la Suède et la RFA par exemple, ou encore, malgré la continuité géographique, entre la RFA et la France. De plus l'immigration turque est dispersée et est obligée de composer avec une multitude de données culturelles locales dans le cadre-même d'un seul pays. Dans le cas français, par exemple, l'immigration n'est pas vécue de la même manière en Ile de France où, malgré la concentration dans le "quartier turc" de Strasbourg-Saint-Denis, un certain anonymat est possible et dans une ville de province comme Nevers, Thiers, ou Dreux, où l'exclusion de la société française est un fait, la concentration dans quelques rues ou quartiers denses ne permettent pas d'échapper au regard de l'environnement français ou au contrôle social communautaire.

Une communauté hétérogène

Partageant un même sort, dans les conditions de la vie de travail et de scolarisation des enfants, dans le repli sur soi et la formulation identitaire par

¹ In *CEMOTI*, 13, 1992, p.7.

négation des valeurs des pays d'accueil, ce qu'on a coutume d'appeler l'immigration turque regroupe en fait plusieurs communautés¹ : elle est divisée ethniquement dans la mesure où, parallèlement aux immigrés de souche turque, on compte également plus d'un demi-million de Kurdes (dont la majorité se trouve en RFA) ainsi que de petites communautés comme les Kazakhs, les Géorgiens, les Lazes, etc., ces derniers regroupés dans un petit nombre de localités. Elle est aussi confessionnellement diversifiée : à côté des sunnites qui composent la majorité, existe une forte minorité alévie dont le nombre est difficile à évaluer, et quelques groupes yézidis. Il conviendrait également d'ajouter les communautés chrétiennes, assyro-chaldéennes et arméniennes notamment, dont le sort est cependant différent puisque les liens avec le pays d'origine sont rompus depuis leur départ dans les années 70 et 80; l'installation définitive en Europe constituant pour eux un choix communautaire.

Quels que soient le passé et le destin de ces communautés, elles partagent pourtant certains réseaux, voire dans certains cas, les mêmes services sociaux, ceux du pays d'accueil et ceux des associations. En effet, aucune de ces communautés n'est à elle seule, suffisamment distincte ou nombreuse pour mettre en place des structures propres. Ainsi, des militants kurdes peuvent parfois utiliser les services d'une association de droite, ou, même, au risque de tensions, dans une ville comme Sarcelles, les Assyro-Chaldéens et les Turcs se présentent devant le même service social et leurs enfants fréquentent les mêmes classes préparatoires. Tous se trouvent plus au moins dans la même situation lorsqu'ils sont confrontés aux problèmes de logement, de travail, ou d'échec scolaire.

Il serait erroné de parler de coupure totale entre groupes ethniques et religieux², bien qu'il faille constater que les relations entre groupes sont, comme entre confessions, souvent tendues. Dans certaines villes françaises, Nevers par exemple, la communauté a littéralement éclaté en différentes organisations, qui disent adhérer à telle ou telle idéologie, mais qui en fait reproduisent les distinctions ethniques et confessionnelles (turque, kurde, alévie). La constitution des familles elle-même se fait souvent à l'intérieur d'un groupe donné, comme le montrent les frontières rigides qui interdisent les mariages inter-confessionnels et, dans une moindre mesure, inter-ethniques.

¹ Nous utilisons ce terme pour nous conformer à l'usage. Il est cependant évident que la formation communautaire n'est possible que par la mise en place d'institutions et surtout par une reconnaissance juridique, ce qui n'est que partiellement le cas des immigrations en Europe.

² Ajoutons ici qu'en Turquie comme ailleurs dans le Moyen-Orient, les critères de l'ethnicité ne sont jamais faciles à définir et peuvent, dans certaines situations, s'entrecouper. La religion qui gère la plupart des gestes du quotidien peut également se constituer en un élément de définition ethnique et déterminer les frontières de distinction.

L'Etat d'origine dans l'immigration

Le pays d'origine, la Turquie, a longtemps occupé peu de place dans l'espace immigré. Plusieurs raisons semblent l'expliquer. Tout d'abord, au moment où le processus d'immigration a commencé, la "Révolution" turque était déjà loin et ne pouvait servir d'instrument de mobilisation et de cohésion permettant à l'Etat d'imposer sa mainmise sur la société aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. D'autre part, la Turquie voyait au début l'émigration comme un mouvement de population, passager, qu'elle pourrait contrôler aisément en envoyant quelques agents de renseignements généraux. Il faut en outre souligner que les années 60 sont synonymes de pluralisme politique, aussi aucun parti politique majeur ne pouvait investir le champ de l'émigration sans risquer de devenir la cible de critiques acerbes de la part de ses adversaires. En tant qu'Etat, la Turquie manquait donc de canaux spécifiques capables d'encadrer l'émigration. Ni la religion, ni une doctrine d'Etat n'étaient susceptibles de permettre la mainmise sur la "communauté" turque à l'étranger et d'étendre sa souveraineté.

C'est dans cette situation qu'il faut voir l'origine du tableau politique actuel de la communauté. L'absence de l'Etat et l'arrivée massive de familles dont les besoins étaient multiples, amena des forces qui, à l'époque du moins, était marginales sur la scène politique turque à investir le domaine de l'émigration. Elles purent ainsi, dans de nombreux cas, occuper la position d'interlocuteurs entre émigrés et société d'accueil, proposer des solutions à la quête identitaire en surchargeant le domaine symbolique, en proposant de résoudre la crise par l'identification à une idée, proposée à la fois comme normative dans l'immigration, porteuse donc de régularité et d'un sens quotidien, et comme seule susceptible de garantir *le lien* avec le pays d'origine. Dans cette quête d'identification, le problème de la responsabilité et l'utopie allaient de pair : ces premiers acteurs politiques reconnaissaient donc la Turquie coupable, en tant que régime politique, des malheurs qui avaient débouché sur le processus d'émigration. La réparation de cette faute initiale aurait été possible par la transformation du pays en une Turquie idyllique, selon le point de vue de chaque organisation, nationaliste, socialiste ou encore islamiste, ou en créant un Kurdistan indépendant et socialiste. Les premiers acteurs se mirent ainsi en place : droite et gauche radicales, islamistes militants et nationalistes kurdes. Ces forces trouvèrent dans l'immigration la possibilité de se soustraire à la juridiction turque et de mener librement des activités politiques. En ce sens, on peut dire que l'immigration turque a recoupé, dès le début, un phénomène d'asile politique dissimulé. Issues elles-mêmes des couches marginalisées, ces forces politiques ont pu durablement s'implanter dans l'immigration ; elles l'ont utilisée comme espace permettant la circulation des idées et des moyens financiers. Encore aujourd'hui certaines de ces forces marquent l'espace immigré, créant ainsi une situation de dissymétrie entre le paysage politique turc en Europe et en Turquie. Par exemple, le mouvement

islamiste qui, même dans sa forme parlementaire, reste relativement marginal en Turquie, constitue la force politique la plus importante de l'immigration en dépit d'une division en plusieurs fédérations. De même, l'extrême droite, affaiblie en Turquie, y reste importante, et la gauche radicale très minoritaire en Turquie y possède un point d'appui. De la même façon, avant de devenir une force importante en Turquie même, la contestation kurde a pu mettre en place des organisations puissantes dans divers pays d'Europe.

Ce n'est que tardivement, vers le milieu des années 70, que les grands partis politiques ressentirent la nécessité de s'implanter dans l'immigration et en évaluèrent les multiples avantages : les immigrés étaient une source électorale importante, ils pouvaient fournir des moyens logistiques et financiers. Leur succès a été facilité par la diversification de la communauté, par la recherche d'une stabilité et d'un contact accru avec le pays d'accueil, qui désormais dans l'immigration rendaient viables des alternatives non-radicales. C'est à partir de cette date que la social-démocratie et le libéralisme turcs tentèrent avec un certain succès, de s'y implanter, et formèrent à leur tour des fédérations en Allemagne en d'autres pays européens.

L'intervention de l'Etat suivit la formation des fédérations. En effet, l'installation définitive et la diversification de l'immigration, l'émergence de forces échappant complètement au contrôle d'Ankara et la transformation du lien avec le pays d'origine qui, réel au cours des décennies 60 et 70, se réduisait désormais à la nostalgie, amenèrent l'Etat à réaliser, tardivement, l'irréversibilité du processus, et à s'intéresser à "ses" immigrés. Les circonstances particulières de la décennie 80 facilitèrent l'intervention de l'Etat; il décida de s'implanter à son tour dans l'immigration, afin de contourner le déplacement des activités politiques vers l'Europe et surtout l'effervescence des organisations religieuses. Soulignons ici l'impact du coup d'Etat de 1980 : les nouveaux dirigeants, avec une vision à la fois paternaliste et unitaire du politique, étaient soucieux de "neutraliser" l'ensemble de la classe politique. L'implantation de l'Etat ne se fit pas par le biais de campagnes de propagande menées par les consulats, ni, à la manière des pays maghrébins, par la création d'une Amicale à l'échelle européenne qui n'aurait guère eu de chances de succès. Mais, paradoxalement de la part d'un Etat qui faisait de la laïcité son originalité dans le monde musulman, par l'intervention dans le domaine religieux : création des *DITIB* et construction de mosquées, propriété de l'Etat turc, contrôlées par les ambassades, mais directement liées au Secrétariat d'Etat aux Affaires Religieuses, et parfois subventionnées par de grandes organisations séoudiennes comme *al-Rabita'u'l Alemin*. Le choix du domaine religieux comme lieu d'investissement étatique s'inscrivait dans la

logique de la "Synthèse Turco-Islamique"¹ adoptée par les généraux du 12 septembre. Mais il traçait également les limites de ce qui était jugé conforme à la loyauté envers l'Etat dans le domaine de l'immigration et tentait de substituer l'islam, combiné au nationalisme turc, voire au kémalisme, à tout autre courant politique. Il transformait par là même l'Etat en acteur unique, aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. Les Kurdes et les organisations de gauche, dont certaines puisaient leurs ressources humaines dans la population alévie, furent plus particulièrement la cible des attaques d'Ankara². Mais l'ensemble de la classe politique et des organisations, libérales ou sociale-démocrates incluses, furent également visées.

Cette intervention de l'Etat a été, pour plusieurs raisons, froidement accueillie par les immigrés. Tout d'abord, le champ religieux était déjà occupé par des acteurs anciennement implantés, qui refusaient la légitimité de l'Etat turc ou, du moins, de son action religieuse, et contestaient, à des degrés divers, la laïcité en Turquie. Ces acteurs virent dans l'action d'Ankara, un verni susceptible d'envelopper d'islam la doctrine kényaliste, et ainsi de la mieux perpétuer. De plus, dans les conditions des années 80, la vie politique étant interdite en Turquie, les fédérations de l'immigration, en RFA notamment, représentaient le cœur politique du pays, se considéraient comme le dernier bastion de la vie politique suspendue et acceptaient mal une intervention d'Ankara. Elles rejetaient également une action d'Ankara dans le domaine religieux qui à leurs yeux délégitimait le pouvoir et contenait des risques de dérapages.

Plusieurs changements eurent lieu par la suite. Tout d'abord, le rétablissement de la vie politique pluraliste et le retour des anciens acteurs sur la scène politique turque à partir de 1983 permirent aux acteurs immigrés, en RFA au moins, de se débarrasser d'un lourd fardeau et, sous l'impulsion des immigrés eux-mêmes, de s'intéresser davantage aux problèmes liés à l'immigration, et, dans certains cas, à la deuxième génération. Avec l'échec du coup d'Etat militaire lors des élections de 1983, la place symbolique d'Ankara changea : au lieu de résumer et monopoliser le domaine politique, l'Etat parvint à se présenter comme un acteur supra-politique, du moins aux populations turques proprement dites. Son intervention dans le champ religieux fut dès le départ très mal accueillie par les acteurs qui occupaient ce champ, et ses rapports avec les associations musulmanes turques restent tendus, voire conflictuels, pourtant il a pu faire valoir dans ce conflit, sa position de "neutralité" et de "dépolitisation" de l'Islam et attirer ainsi un nombre considérable de "fidèles". Souvent accusé par la communauté d'envoyer des enseignants de langue de mauvaise qualité, autrement dit, contesté dans sa fonction laïque, il est au contraire salué par de nombreux immigrés pour avoir mis en place un espace de culte

¹ Doctrine développée par Le Foyer d'Intellectuels (Aydinlar Ocagi), organisme de droite, tentant de combiner, au détriment de l'élément "occidental", l'islam et le nationalisme turc pour forger une nouvelle idéologie officielle.

² Cf. Panel, *Çagdas Demokratik Türkiye ve Göçmenler*, Essen, 1988.

non-politisé, dont l'authenticité est garantie par la caution étatique. Ce qui ne signifie pas qu'il parvient à contrôler totalement le champ religieux, puisque l'organisation Milli Görüs y reste toujours la plus importante et continue (de même que les autres fédérations musulmanes) à lutter avec Ankara pour le contrôle des lieux de culte. Il n'en reste pas moins que l'islam reste l'élément de cohésion le plus important, le seul peut-être, qui lui permette de s'implanter durablement dans l'immigration. Les *imams* envoyés par Ankara jouissent ainsi du double prestige de représentants de l'Etat et de guides spirituels des croyants.

Limites de l'action de l'Etat turc dans l'immigration

En ce qui concerne au moins la bataille culturelle et religieuse, l'Etat turc possède donc plus d'atouts que les groupes religieux; la chaîne de mosquées qu'il a construites ou acquises à travers l'Europe le montre. Contrairement au début des années 80, l'appartenance à un groupe politique d'opposition, voire, dans certains cas, à une mouvance religieuse franchement anti-laïque, n'impliquent pas *ipso facto* la délégitimation de l'Etat. Mais la légitimité n'en a pas moins ses limites notamment dans les grands groupes non-turcs et non-sunnites. En effet, l'autorité de l'Etat peut être menacée ou contestée, en Turquie et dans l'immigration, lorsqu'il s'agit des Kurdes et, dans une moindre mesure, des alévis. Dans le premier cas, des organisations franchement hostiles à l'Etat dont elles remettent en cause la souveraineté voient le jour et constituent une formidable force de mobilisation et d'encadrement. La "transfrontaliérité" joue un rôle important dans cette remise en cause et lie les Kurdes de l'Europe entre eux d'abord, et aussi à toute une zone moyen-orientale dépassant les frontières de la Turquie. La mobilisation nationaliste qui permet aux organisations kurdes de trouver des moyens humains, logistiques et financiers importants en Europe, aboutit parfois à des clivages inter-communautaires observables par exemple dans les manifestations et contre-manifestations kurdes et turques en RFA tout au long de l'année 1992. Elle atteint également, signe de l'intervention des immigrés dans la politique étrangère des pays d'accueil, les décisions de Bonn sur l'arrêt des exportations d'armes vers la Turquie. Dans le cas des alévis, leur rupture avec les autorités turques est loin d'être consommée, d'autant que celles-ci tentent d'utiliser la carte alévie, à la fois pour faire contrepoids à l'islam sunnite, enrayer les tendances contestataires et rallier les Kurdes alévis. Pourtant, des organisations (désormais regroupées en de puissantes fédérations) qui font de l'appartenance confessionnelle une distinction ethnique et remettent sérieusement en cause la légitimité d'Ankara se multiplient dans l'immigration.

Autant de signes qui poussent à réfléchir sur les limites de la souveraineté de l'Etat turc dans l'immigration. S'il ne parvient pas à encadrer totalement la vie de l'immigré, sa présence n'en constitue pas moins, par sa charge affective, par ses enseignants et par les mosquées de

DITIB, l'extension de sa souveraineté à l'extérieur. L'existence de groupes d'opposition, non turcs et non sunnites, à forte capacité d'encadrement, prouve par contre que les sphères minoritaires s'étendent en dehors du pays d'origine et contestent sa souveraineté.

Cette situation crée naturellement des dissensions parmi les ressortissants turcs à l'étranger. Les immigrés qui partagent un même sort par rapport au pays d'accueil, ne manifestent pas le même degré de dépendance ou d'allégeance par rapport à l'Etat d'origine. Partager le même sort en tant qu'*immigrés* les lie naturellement entre eux, dans leur isolement au sein de la société d'accueil, dans leur solidarité ou leurs réseaux de commerce. Le positionnement face à l'Etat d'origine, au contraire, les éloigne les uns des autres, et pour certains d'entre eux, du "centre". Une rupture entre ces groupes peut être inévitable dans le futur.

Effets et contradictions de l'enracinement

La remise en cause de la légitimité de l'Etat n'est pas la seule raison de sa fragilisation à l'étranger. D'autres facteurs, plus spécifiquement liés aux effets de l'immigration, tendent également à restreindre sa place; Ankara d'ailleurs, désireux désormais de maintenir une population à l'étranger en vue de créer un éventuel lobby, le reconnaît tout à fait. Parmi ces facteurs, il y a d'abord l'attrait du modèle et du style de vie du pays d'accueil sur les immigrés, avec l'émergence d'une deuxième génération dont la plus grande partie des références est occidentale (langue, culture, etc.). Dans l'ensemble, surtout pour la deuxième génération, les cadres de la société d'accueil remplacent définitivement ceux de la société d'origine, réduisant d'autant l'impact de l'Etat d'origine, trop lointain, trop abstrait ou souvent difficile à rationaliser. Même pour la première génération, l'ignorance du système d'accueil pouvant aboutir à une exclusion de fait, amène nécessairement la recherche d'un compromis. La place symbolique de l'Etat d'origine, consolidée par la présence des *imams* et des enseignants ou des chaînes de télévision, n'implique donc nullement son omniprésence.

Par ailleurs, la population immigrée commençant à vieillir, les rapports tangibles avec le pays d'origine déclinent également. Il ne faut cependant pas chercher une rationalité dans ce processus qui n'implique pas nécessairement l'abandon du mythe de retour. Ainsi les investissements immobiliers continuent de privilégier la Turquie¹. La mise en place d'un large réseau médiatique turc en Europe, comprenant aussi bien des

¹ Dans une étude réalisée auprès de 106 femmes, trois seulement étaient propriétaires de leurs maison en France. 56% avaient par contre fait des acquisitions immobilières dans le pays d'origine. Cf. H. Bozarslan, G. Petek-Salom, *Les femmes originaires de Turquie, Vie quotidienne, projets, avenir*, rapport pour le FAS (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles) et le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, Paris, 1992.

quotidiens, des cassettes-vidéo que des chaînes de télévision captées par antennes paraboliques est de ce point de vue également importante. Mais il s'agit là déjà d'une appartenance affective et nostalgique qui n'aboutit nullement à un retour au pays d'origine, qui n'empêche même pas la raréfaction des voyages vers la Turquie. On constate également qu'une grande partie des projets d'avenir se base sur le choix explicite de rester en Europe¹.

La communauté, confrontée à une grave crise d'identification, tend souvent à associer les avantages matériels et le bien-être de l'Europe, pour elle-même et pour ses enfants, soit au système de références culturelles et religieuses du pays d'origine soit aux références ethniques ou confessionnelles liées au pays d'origine. Ces références sont naturellement réinterprétées dans l'immigration et forment les éléments d'un système culturel *sui generis*. Cette situation engendre des attitudes contradictoires. Ainsi une grande partie des parents désirent voir leurs enfants réussir à l'école alors même que les investissements communautaires vont à la création d'écoles coraniques et non pas au suivi scolaire. Le même souci gère également les mariages ; le choix de l'époux ou de l'épouse pour un membre de la deuxième génération se fait en Turquie, la communauté tendant ainsi à enrayer l'effet de l'eurocéanisation de la deuxième génération et à reproduire son modèle familial. Autant de facteurs qui, démographiquement "renouvellement" la communauté, lui permettent aussi de sauvegarder une certaine "pureté" d'origine, certifiée par le "sang frais". Le thème de la terre est particulièrement révélateur à ce propos, les associations de rapatriement des corps, véritables assurances funéraires, sont très actives.

Rôle et formes de l'Islam

Le rôle de l'islam dans ce système culturel propre à l'immigration est important; en fin de compte, il permet de ressentir moins dououreusement et de façon moins consciente l'ampleur des contradictions qui l'habitent. Plusieurs remarques font comprendre ce rôle. Tout d'abord l'islam occupe une place bien plus importante ici que dans le pays d'origine, il est notamment la force politique majeure de l'immigration et constitue à un double titre l'élément distinctif de l'identité immigrée : en tant que croyance et en tant que garantie de la permanence du groupe ethnique. Il sert d'assise à l'authenticité et au bien-fondé de la distinction du groupe. Il faut toutefois nuancer : peut-être plus que pour les deux autres religions

¹ 40% des Turcs de RFA (où par ailleurs, des associations de retraités turcs commencent à voir le jour) disent ne plus vouloir retourner en Turquie. Ce chiffre est de 21.2% chez les Italiens, de 16% chez les Grecs et (était) de 13.1 chez les "Yougoslaves". Cf. F. Sen, in *CEMOTI*, 13, 1992. Dans l'enquête citée précédemment seules 15 % des interviewées envisageaient de retourner en Turquie.

monothéistes, plusieurs façons de vivre l'islam existent. Il peut être vécu comme une composante, parmi d'autres, d'un système culturel dans lequel il joue le rôle de rédempteur des péchés trop répandus et trop souvent commis, comme l'usage des boissons alcoolisées, pour se faire accepter de la part des croyants. Il peut être l'affirmation d'une distinction normative intérieurisée ou individuellement vécue comme une projection de soi; au delà de ce niveau individuel, il peut fournir aussi une normativité communautaire, lui permettant de se doter d'une cohésion, et d'exercer un contrôle effectif sur les membres qui la composent. Il peut être, finalement, une doctrine et un mode d'action totale, revendicative, prétendant à un droit de regard sur toutes les activités de la vie. C'est pourquoi, le musulman "sociologique" (pour adopter une distinction de D. Schnapper dans l'analyse des juifs de France) n'est pas nécessairement, voire normalement, un musulman militant. Même l'affiliation à une organisation islamiste ne signifie pas, comme c'est fréquemment le cas dans l'immigration, l'adhésion à l'ensemble de son programme, notamment politique.

D'autres raisons empêchent également l'islam politique de briser son statut de marginalité en Europe. A. Gökarp décrit la pluralité de convictions comme les trois religions de la Turquie : l'islam sunnite, avec ses composantes hanéfites (Turcs) et chafi'ites (Kurdes), l'alévisme, à couteaux tirés avec le premier, qui représente près d'un cinquième de la population du pays selon les estimations les plus basses et probablement autant dans l'immigration, et finalement la "laïcité" kémaliste (et post-kémaliste), que l'on peut aisément décrire comme une religion officielle : celle de l'Etat, qui n'en a pas moins de nombreux adeptes dans l'immigration.

Ainsi s'explique que les mouvances religieuses soient surreprésentées dans l'immigration, créant une étonnante situation de dissymétrie par rapport au pays d'origine, mais aussi, que l'islam dans l'immigration n'adopte que dans certains cas une position revendicative. En effet, l'Islam immigré est avant tout de nature identitaire. Il peut, il est vrai, devenir radical à l'intérieur du groupe et aboutir à un contrôle social accru. Il peut également imposer un code comportemental, et potentiellement, devenir politique et radical comme ce fut le cas avec la mobilisation des Turcs de France lors des affaires du foulard et de Rushdie. Mais il constitue surtout un système de défense d'une normativité souvent mise en place dans l'immigration pour faire face aux milieux d'accueil. Comme dans les autres immigrations musulmanes, la religion constitue l'élément clef de l'identité et s'amalgame, de façon paradoxale d'un point de vue coranique, avec l'élément ethnique. Il garantit de ce fait l'authenticité de la turcicité¹, voire, dans certains cas, de la kurdicité. Parfois même l'alévisme peut se substituer ou s'allier à l'ethnicité comme le montrent certains témoignages : "Nous sommes kurdes. Nous n'avons donc pas de mosquées"².

¹ F. Antakyali résume ainsi cette situation; "l'islam fortifie la nation turque; la nation turque est la forteresse, le bouclier de l'islam", *CEMOTI*, 13, 1992, p.53.

² Femme alévie interrogée, in H. Bozarslan, G. Petek-Salom, *op.cit.*

Le champ religieux est donc considérablement élargi par suite de la co-existence de multiples formes de religiosité; il est devenu conflictuel en raison de la compétition entre organisations religieuses, et de l'intervention de l'Etat. Il est en soi, incapable de se juxtaposer totalement à l'immigration. C'est pourquoi le terme de "reislamisation" est insuffisant. D'abord parce qu'il ne tient pas compte du fait que l'islam existe dès le départ dans l'immigration et qu'il est, à l'origine, un élément identitaire important. Ensuite, il ne s'agit pas d'un processus de politisation, car l'islam est un élément/composante de la vie immigrée, n'excluant nullement d'autres composantes, d'autres influences et d'autres types de contrôles sociaux.

Impact de la politisation et du phénomène d'asile politique

Réputée comme l'une des plus profondément attachée à la religion, l'immigration turque est aussi connue comme l'une des plus politisées de toute l'Europe. Là encore, il convient de préciser que la présence de nombreuses formations politiques, souvent radicales, reproduisant en pleine Europe l'espace politique de la Turquie des années 70, avec ses affiches de Staline et de Mao, voire du chef du Sentier Lumineux, ou les slogans de l'extrême droite nationaliste, ne doit pas tromper et pousser à plaquer un schéma dichotomique sur l'immigration turque, laissant uniquement place à la "droite", nationaliste ou islamiste, et à la "gauche" staliniste. Chaque période de crise, (celles notamment provoquées par l'intervention militaire de 1971, par les années de la terreur entre 1975 et 1980 et par le coup d'Etat de 1980) a permis à un nombre important de militants de s'implanter durablement dans l'immigration, voire de la bouleverser, à la fois démographiquement et surtout organisationnellement. Les affiches politiques qui inondent les rues des métropoles européennes témoignent, tout au plus, de l'échec d'une génération dont les références politiques et culturelles sont devenues irrémédiablement anachroniques.

Ce n'est pas dire que tout rapport avec la façon de faire la politique dans le pays d'origine est inexistant ou dépassé. Au contraire, pour l'ensemble des acteurs, qu'ils soient radicaux ou pas, les distinctions politiques de l'immigration se font rarement sur la base du rapport avec les pays d'accueil. Même si tel ou tel parti du pays d'immigration parvient à recruter des turques ou, comme c'est le cas des chrétiens démocrates et sociaux-démocrates allemands, des filiations turques (Hür-Türk et HDF), cela ne suffit pas à reformuler la vie politique de l'immigration qui reste largement dépendante de celle du pays d'origine. Toutefois, le domaine politique est autant, sinon plus, marqué par le clientélisme et l'affirmation de la distinction que par un véritable engagement ou une adhésion à un projet politique. L'impact d'une organisation maoïste parmi les communautés alévies, ou celui, grandissant, d'une formation nationaliste dans certaines communautés kurdes, celui de la droite ou du parti religieux parmi les populations de l'Anatolie centrale, voire celui de la droite radicale dans des micro-communautés comme les Kazakhs

doivent être plus compris comme un signe de distinction permettant de reformuler l'identité du groupe dans le cadre de l'immigration que comme une filiation idéologique.

Par ailleurs, l'immigration est devenue complexe et ne peut se contenter d'un encadrement par trop simpliste ou par trop manichéen. Elle est, en outre, fortement dépendante, lorsqu'il s'agit de la façon de s'organiser, des cadres proposés dans le pays d'accueil.

En Allemagne, la politisation qui se traduit par la mise en place de fédérations de dimension européenne, signifie qu'un système politique communautaire s'élabore et fonctionne avec des organisations parallèles à celles de la Turquie. Ces organisations dont l'importance relative est souvent sans rapport avec celle des organisations-mères en Turquie, fonctionnent comme de véritables partis politiques communautaires; elles entretiennent des relations étroites avec les forces politiques allemandes, et marquent l'extrême limite de l'action admissible par l'ensemble de la communauté¹. Le résultat inévitable de cette situation est que, sauf pour des organisations kurdes ou de la gauche radicale, une autonomisation s'amorce par rapport au pays d'origine. Le phénomène n'est devenu visible, on l'a vu, qu'après le coup d'Etat de 1980. En effet, ayant échoué dans ses objectifs, le coup d'Etat a abouti à un détachement des organisations politiques d'Europe par rapport aux organisations-mères en Turquie. Plus que d'une rupture, il s'agit d'une autonomisation qui touche essentiellement les grandes formations "consensuelles", à l'exclusion des organisations seulement préoccupées par la Turquie. Un système de légitimité politique, liant entre elles la plupart des organisations "modérées" voit ainsi le jour en RFA. Se situer en dehors de cet espace ne prive pas un parti ou une fédération de légitimité, mais celle-ci n'est alors que partielle, ne dépasse pas les limites d'une population restreinte. La légitimité de HDF ou de Milli Görüs est admise par l'ensemble de la communauté alors que ce n'est pas le cas pour des groupes radicaux et trop distinctifs de la droite ou de la gauche. Les procédures de légitimation par scrutins immigrés (élections aux Ausländerbeiraten, conseils sans pouvoir exécutif mais admis comme interlocuteurs) permettent à ces fédérations d'être représentées dans les organes officiels. Quelle que soit l'importance numérique des autres organisations, ce sont probablement surtout ces formations consensuelles (et d'autres qui pourraient se joindre à elles) qui détermineront l'avenir de la vie politique turque en Europe.

Ailleurs, les modèles du pays d'accueil peuvent s'imposer avec force; c'est le cas en Suède où les organisations ont été obligées de se réunir en de larges formations représentatives d'une communauté donnée, pour obtenir une légitimation et surtout des subventions de la part du gouvernement suédois. L'unité sur la base de l'ethnicité seule peut donc permettre ici à l'immigré d'atteindre la crédibilité. Ainsi, sans écarter

¹ Pour les fédérations les plus importantes en RFA cf. E. Özcan, *Türkische Immigrantenorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Hittit, 1989.

complètement les groupes politiques non reconnus, se sont constitués comme interlocuteurs, de larges fédérations kurde, turque etc.

En France, en l'absence de structures ou de représentation légalement reconnues, la vie politique est largement dichotomique, même si les cas "atypiques" ne manquent pas. Cette situation s'explique par la particularité de l'immigration turque dans ce pays. Elle est plus jeune et a été plus lourdement tributaire de l'arrivée des exilés politiques, très concentrés dans certains villes, notamment Paris. Ailleurs, dans des petites villes de province, la concentration dans certains quartiers n'a fait qu'accentuer le besoin de cohésion et par conséquent, l'implantation d'associations islamistes qui se présentent à la fois comme des piliers spirituels et comme des interlocuteurs avec la société d'accueil au niveau local. L'origine des immigrés, l'éparpillement et la concentration ont privilégié dans les petites villes françaises une surreprésentation des associations islamistes, à l'exclusion d'autres formations.

Par ailleurs, l'identification de l'acteur politique, lorsqu'il investit pleinement le champ de l'immigration, reste hypothéquée par des filiations qui dépassent les frontières du pays européen où il opère. Lorsqu'il s'agit de reformuler l'identité et l'ethnicité notamment, les rapports avec le pays d'origine continuent à déterminer l'action politique de l'acteur dans le cadre de l'immigration. A l'inverse, mais dans la même logique d'interdépendance, l'immigration permet parfois l'émergence de nouveaux acteurs selon le modèle mis en place par un groupe religieux, les Süleymani dans les années 60-80¹. Ce groupe a représenté un véritable "point-zéro-bis" dans l'immigration. La "branche" européenne eut, pendant un certain temps, le pas sur l'organisation-mère dans le pays d'origine. La même chose semble être vraie pour l'islam kurde militant dont les activités se sont intensifiées en Europe dans les années 80 avant de trouver un terrain d'extension en Turquie. Par contre pour les activités politiques kurdes et alévies, le pays d'origine continue à occuper une place déterminante et à donner naissance à de nouvelles organisations.

La politisation, lorsqu'elle existe, n'implique pas la mainmise totale d'une organisation sur la communauté. Les immigrés, venus en famille, n'ont recours aux organisations politiques que d'une manière sélective, dans la mesure où celles-ci, qu'elles soient de gauche ou de droite, religieuses ou clairement athées, apportent en échange un avantage symbolique ou réel (du rapatriement des corps au statut privilégié obtenu dans la société d'accueil) et permettent, par des liens clientélistes, d'obtenir certains services (H.L.M., classes préparatoires, lieux de culte, etc). Rares sont les cas où une organisation exclusivement préoccupée par la situation du pays d'origine parvient à contrôler ou encadrer totalement, encore moins à

¹ Cf. A. Gökalp, "Le fruit de l'arbre plutôt que ses racines : le Suleymanisme", in M. Gaborieau, A. Popovich et Th. Zarcone, *Cheminement et situation actuelle d'un ordre mystique musulman*, Paris-Istanbul, ISIS, 1990, pp. 421-435.

imposer certains normes à la communauté et à obtenir des aides financières substantielles.

Installation et intégration

Contrairement à ce que l'on dit souvent, les immigrés originaires de Turquie semblent généralement dépourvus de projet migratoire au début de l'immigration. De nombreux travaux l'attestent, l'émigration est au début conçue comme une échappatoire individuelle ou familiale, dont le but avoué est de devenir rapidement riche ou de gagner un statut et la reconnaissance dans le pays (voire le village) d'origine. Elle est pensée comme provisoire. Le projet migratoire s'élabore par contre au fur et à mesure qu'un nombre important de compatriotes se retrouvent dans l'immigration, acquièrent une ancienneté et une expérience leur permettant d'évaluer de manière réaliste avantages et désavantages du processus, et que les familles s'installent durablement, donnant naissance à une nouvelle génération. La vie en communauté, nécessitant des structures particulières, devient alors possible. L'immigration alors devient durable et se définit comme fait social; elle permet ainsi à l'immigré de se percevoir avec un statut, de se créer une place, non pas nécessairement dans un milieu d'accueil auquel il est mal ou pas intégré, du moins à l'intérieur de la communauté. Autrement dit, l'immigré découvre de nouvelles perspectives pour se distinguer de son semblable, se diversifier, acquérir une mobilité dans le champ de l'immigration, se doter de réseaux commerciaux et d'instances de légitimité, affronter les défis lancés par la société d'accueil. De ce point de vue, quel que soit l'importance du mythe du retour, l'immigration turque semble être, dès le début, tout à fait consciente de l'irréversibilité de son installation en terre d'Europe puisque les regroupements familiaux, commencés très tôt, se font systématiquement. Les chiffres attestent d'ailleurs une féminisation et un rajeunissement qui en sont la conséquence : près de 30% de la population turque en RFA est composé de femmes de plus de 16 ans; les enfants de moins de 16 ans y constituent 32.9%. En France, les femmes représentent 42% des immigrés turcs.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un projet migratoire rationnel nécessite la diversification de la communauté. Le nombre croissant des cadres et plus de 40.000 entreprises turques en RFA, montrent cette diversification. De même, certaines initiatives, notamment dans le domaine médiatique, pour limitées qu'elles soient encore, vont de pair avec l'installation de la deuxième génération.

L'intégration correspond *de facto* à l'intégration, dans l'espace physique de l'Europe, à une ville ou à un quartier. L'intégration (terme que nous utilisons faute de mieux¹, et en écartant dans un premier temps le domaine

¹ Pour une discussion sur le terme d'intégration et ses ambiguïtés, cf. D. Schnapper, "L'intégration : définition sociologique", *Migrants-Formations*, 86, 1991.

politique et social) ne se pose comme question et possibilité qu'à partir du moment où la communauté est fixée et relativement stabilisée du point de vue démographique, c'est-à-dire lorsqu'elle peut asseoir dans la durée le système culturel qu'elle a créé, ritualiser ses coutumes, assurer le fonctionnement de ses institutions, établir une relation dont les règles sont claires avec son environnement majoritaire. L'intégration qui, même dans ce cas théoriquement parfait, ne peut être que partielle, est un aboutissement logique de la formulation d'un projet migratoire qui inclut la volonté d'obtenir une position et de tirer avantage de la société d'accueil.

Plusieurs facteurs peuvent ralentir ou accélérer le processus d'intégration politique, culturelle et sociale lorsqu'elle devient possible. Mais en tous cas, le processus n'est pas uniforme, il varie en fonction des prédispositions des individus (niveau de scolarité, génération d'immigration, origine sociale en Turquie). Il se définit toujours comme une équation entre le modèle proposé par le pays d'accueil et la recherche identitaire de la communauté qui se formule d'abord par la mise en place d'une normativité, notamment en ce qui concerne les femmes et les enfants, et d'un contrôle social communautaire, particulièrement efficace dans les petites localités, et traçant les limites de l'exclusion. Une tension perpétuelle gère les rapports entre les deux termes de l'équation. L'identité conçue dans l'immigration, déterminée, mais également hypothéquée par le manque de communication avec le pays d'origine, n'est pas non plus complètement à l'abri des exigences et du contrôle social exercé par la société d'accueil qui à son tour trace les limites de l'admissible.

Dans cette confrontation qui est au cœur des débats sur les immigrations, il faudrait introduire une donnée supplémentaire : la tension entre la normativité conçue, ou du moins renforcée dans l'immigration par un contrôle social accru, et l'attrait du modèle social et surtout culturel (mais rarement politique) du pays d'accueil, ne détermine pas seulement le degré d'intégration de la communauté dans son ensemble, mais encore aggrave les relations inter-générationnelles. La deuxième génération, tout comme les femmes, sont en effet à la fois objet et garantie de la pérennité de la normativité communautaire. En même temps, et pour cette même raison, ce sont des éléments *faibles* qui menacent la communauté : l'attrait du modèle du pays d'accueil est chez eux maximum. La communauté tend à écarter cette menace et à enrayer les effets de "l'eurocéanisation" par la mise en place de réseaux (cours coraniques, associations, contrôle accru des femmes, prosélytisme militant, etc).

Perspectives d'avenir

L'avenir de l'immigration turque en Europe semble, d'abord, dépendre de l'évolution du Vieux Continent. L'unification européenne, si elle se réalise, pourrait rendre effectif le contrôle des mouvements migratoires et des frontières européennes, mais aussi ouvrir des perspectives nouvelles pour

l'immigration turque, en confirmant pleinement les effets de la transfrontaliérité, celle d'abord des appartenances, allant du niveau élémentaire de la famille à celui des groupes tribaux, confréries, confessionnels, ethniques. Quelles que soient les trajectoires distinctes d'un pays à l'autre, l'immigration turque en Europe peut en effet être analysée comme un regroupement familial géant en dehors du pays d'origine. L'ensemble des sous-groupes est particulièrement sensible à ce phénomène. D'autre part, l'unification européenne élargira probablement les perspectives de déplacement des personnes, des biens et des capitaux turcs en Europe, amenant à créer des réseaux commerciaux, voire dans certains domaines, un marché à l'échelle européenne (voir le textile turc de la région parisienne qui, à lui seul, pourrait approvisionner un marché européen turc de près de deux millions d'immigrés). De même les mass-média turcs en Europe (presse et chaînes de télévision), déjà transfrontaliers, seront appelés à se développer.

On peut aussi se demander si les immigrés originaires de Turquie sauront, à l'avenir, profiter des perspectives de l'unification européenne pour se doter de structures communautaires politiques dont la légitimité serait reconnue par l'ensemble des immigrés, autrement dit, d'instances de décision transfrontalières, autonomes par rapport aux formations politiques du pays d'origine et des pays d'accueil, d'un espace pluraliste dont la légitimité de chacun des acteurs serait admise par la tous, comme une composante représentative de l'ensemble. De fait, les fédérations turques, kurdes, islamistes, aléviées, basées essentiellement en Allemagne, sont déjà de nature européenne, et seront sans doute confortées dans leur statut. Sera-ce le point de départ d'une élaboration de stratégies communes à l'échelle européenne? La question de savoir si les modes de légitimation, dotant les fédérations d'une place reconnue par l'ensemble de la communauté et d'un rôle d'interlocuteurs valables dans l'ensemble de l'Europe, seront ou non créés, semble également mériter réflexion. Certaines démarches vont d'ores et déjà dans ce sens (formation par exemple d'un conseil des associations turques en Europe).

Toutefois, la portée de ces efforts et surtout leurs chances de généralisation semblent dépendre de plusieurs facteurs :

- L'unification des législations sur l'immigration en Europe et la reconnaissance juridique de la transfrontaliérité. Nécessité, semble-t-il, pour éviter que le statut des immigrés en tant que personnes ou groupes soit foncièrement différent d'un pays à l'autre, ce qui risquerait de privilégier tantôt l'intégration, tantôt la marginalisation. Les rapports entre personnes ou groupes immigrés et Etats d'accueil pourraient également subir les effets d'une Europe à "deux vitesses" ou davantage.

- La situation dans le pays d'origine qui n'est pas à l'abri d'évolutions dramatiques : terreur, interventions militaires, escalade dans la question kurde, pouvant aboutir à de nouvelles vagues de demandes d'asile politique. L'expérience du coup d'Etat de 1980, montre les effets déstabilisants de tels changements sur la communauté; ils peuvent conduire

une partie de la population immigrée à s'investir dans le rapport avec le pays d'origine (au détriment du rapport avec le pays d'accueil), à l'arrivée massive d'éléments culturels, sociaux nouveaux, démographiquement distincts, dont les références et revendications seraient exclusivement liées au pays d'origine, et finalement, à l'encadrement accru de la communauté par des organisations politiques, et à un affaiblissement des institutions propres à l'immigration.

- La capacité des deuxième et troisième générations à se détacher des dynamiques issues du pays d'origine, et à s'insérer dans les modèles des pays d'accueil est finalement cruciale. La normativité de la communauté ne sera probablement pas tout à fait effacée et les rapports avec le pays d'origine ne disparaîtront pas. L'islam gardera également pendant longtemps son emprise sur la vie de la communauté. Mais une certaine façon de se concevoir comme Turc (ou Kurde, ou musulman ou alévi, autrement dit, groupe minoritaire) d'Europe pourrait voir le jour.

Cependant, le succès d'une condition assumée d'Européen dépendra probablement plus de la possibilité de sortir de la marginalisation, et d'acquérir (ou de vouloir acquérir) le droit à la citoyenneté que du seul comportement des immigrés.

Paris
Equipe de recherche sur
la Turquie et l'Iran contemporains
Octobre 1992

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Bozarslan, H., G. Petek-Salom, *Les femmes originaires de Turquie, Vie quotidienne, projets, avenir*, rapport pour le FAS (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles) et le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, Paris, 1992.

CEMOTI, *L'immigration turque en France et en Allemagne*, (textes de R. Kastoryano, F. Sen, F. Antakyali, N. Weibel, D. Akagül, U. Manço, C. Withol de Wenden) *Revue du CEMOTI*, 13, 1992, pp. 5-103.

Gökalp, A., "Les trois "religions" de la Turquie", *Migrants-Formation*, 76, 1987.

Les Turcs en Alsace, Hommes et Migrations, (textes de A. Basaran, M. Basutçu, M. Erpuyan, N. Görüsel, G. Petek-Salom, M.-S. Rollin), 1153, 1992.

Kastoryano, R., "Définition des frontières: Turcs et Musulmans", *RFSP*, V. 37, 6, 1987, pp. 833-854.

Etat, religion, politique dans l'immigration

Kastoryano, R., "L'identité turque immigrée", *Migrants-Formations*, 76, 1987, pp.157-167.

Kastoryano, R., *Etre Turc en France*, Paris, L'Harmattan, 1986.

Manço, A. et U., *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*. Bruxelles, Info-Türk, 1992.

Özcan, E., *Türkische Immigrantenorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Hittit, 1989.

Petek-Salom, G., "Jeunes de l'immigration turque: stigmates de l'identité", *Migrants Société*, 20, Avril 1992.

Weibel, N. B., "Eléments pour une approche de l'Islam à Strasbourg", in B. Etienne (sous la direction de), *L'Islam en France*, Paris, Ed. du CNRS, 1990, pp. 303-312.

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 135-152

LE CHAMP MIGRATOIRE TURC : EVOLUTION ET MUTATIONS 1974 - 1992

Stéphane DE TAPIA

Membre de l'OCDE, de l'OTAN, du Conseil de l'Europe dont elle assure à partir du 7 mai 1992 la présidence tournante pour six mois, candidate à la CEE, la Turquie est sans doute aujourd'hui l'un des partenaires les plus proches et les plus méconnus de la nouvelle Europe en gestation.

Partenaire très proche par son potentiel touristique, attirant surtout des Européens, par son potentiel économique, digne de l'intérêt des capitaux européens, proche encore par le don d'ubiquité des immigrés originaires de ce pays, aussi visibles à Stockholm qu'à Paris, plus encore à Berlin, Munich ou Bruxelles, la République turque déroute et dérange : par son insistance à frapper à la porte de la CEE, par les aléas de sa politique intérieure, mélange de vraie démocratie et de vraie dictature militaire, par sa logique toute jacobine et, partant, bien française de déni de tout droit d'expression à des minorités qui s'entêtent à ne pas comprendre les principes fondamentaux de cette République "laïque, une et indivisible".

L'émigration issue de ce pays (2 857 696 émigrés réguliers en décembre 1991) à laquelle il convient au moins partiellement d'ajouter réfugiés et clandestins émigrés non contrôlés vers d'autres pays du Moyen-Orient, est, comme on peut s'en douter l'un des révélateurs les plus sûrs des tensions sociales et économiques d'un Etat qui, rappelons-le, couvre 780.000 km² et englobe 56 millions d'habitants en 1990 (probablement 63 millions en 2000).

Si l'on se contente d'une vision superficielle et à court terme de l'Histoire, la Turquie, nouveau pays d'émigration, étonne par les capacités d'adaptation de ses ressortissants, présents aussi bien dans les villes suédoises que sur les Lieux Saints de l'Islam, sur des chantiers moscovites

ou dans les forêts du Limousin. C'est oublier, d'une part la vocation de l'Anatolie, terre de passage et d'échanges depuis la plus haute Antiquité, d'autre part la construction de l'Etat national turc, issu de successions de mobilités humaines, dans les conditions les plus diverses alliant les formes les plus traditionnelles des mobilités (nomadisme et dérivés) aux plus récentes (exode rural et urbanisation), des plus pacifiques (installation des *muhacirs* rapatriés et réfugiés des Balkans et du Caucase, de Crimée et d'Asie Centrale) aux plus cataclysmiques (déportations, échanges de population...)

Le champ migratoire turc en 1990-1992 : définition géographique

Ce champ migratoire, défini par des relations complexes entre zone de départs et zones d'arrivées, sur des territoires où s'installent des colonies d'émigrés originaires de la Turquie contemporaine, est aujourd'hui très vaste. Si l'on dispose depuis vingt à trente ans d'études effectuées sur l'une ou l'autre portion de ce champ, l'Administration d'Ankara édite un rapport annuel détaillé sur les principaux pays d'accueil. D'autres, simplement cités forment le champ migratoire "officiel", sans établissement de liaisons diplomatiques formelles au sujet de l'émigration¹.

Ce champ s'étend aujourd'hui du Cercle Polaire Arctique aux Emirats du Golfe, de Londres et Bordeaux à l'Ouest, à Moscou à l'Est. Il englobe pays industrialisés européens, principalement Allemagne et CEE, Moyen-Orient, Etats-Unis et Australie, CEI et espaces de transit comme les Balkans et le Nord de l'Italie. Tous les espaces considérés n'ont pas la même valeur. Il y a espace de concentration, d'installation de colonies actives et massives (Berlin, Ruhr, Munich, Stuttgart, Alsace...), espaces de diffusion, d'infiltration par individus isolés ou petits groupes (Limousin, Dordogne, Norvège), espaces de transit (Espagne, Italie, Grèce, Balkans) qui peuvent à la longue devenir pays d'installation (Italie ou Grèce) ou rester plaques tournantes de tous les trafics (Slovénie, Hongrie,...). Existent aussi colonies de peuplement comme les USA ou l'Australie aux caractéristiques bien définies ou au contraire terres de migrations alternantes, où les Turcs vivent sur leurs chantiers : Libye, Arabie Saoudite et CEI sont dans ce cas. Les travailleurs migrants sont ici employés par des entreprises turques de travaux publics.

Les trois phases de l'émigration turque

Elles partagent trente ans seulement d'une histoire migratoire complexe, malgré l'absence totale de tradition diasporique et même transocéanique, à

¹ La première étude sur les conditions d'immigration des travailleurs turcs en Allemagne a été éditée dès 1964, par l'Administration turque sous la plume du Prof. Nermin Abadan-Unat qui a suivi l'évolution de l'émigration turque des premiers jours jusqu'à aujourd'hui. Voir bibliographie.

Le champ migratoire turc

quelques très rares exceptions près. Quelques auteurs, dont Kemal Karpat, remarquent que parmi les ressortissants ottomans ayant tenté l'aventure américaine, les Turcs musulmans étaient très peu nombreux. Les émigrants étaient avant tout Grecs, Libanais, Syriens, Arméniens et si l'on peut effectivement parler de diasporas grecque et arménienne, ceci ne concernait que très peu les descendants des Anatoliens actuels.

De fait, l'émigration turque, née entre 1958 et 1961, avec l'envoi de quelques stagiaires en formation professionnelle en Allemagne du Nord, passe très vite de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de sorties par an (130 000 en 1973). Une première récession en 1967-1968 amène un freinage et une première vague de retours, mais c'est en 1974 que la machine se trouve brutalement stoppée pour se réorienter en quelques mois vers la Libye et le Moyen-Orient.

La clôture de cette première phase d'émigration, principalement masculine, va paradoxalement amener un doublement de la présence turque en Europe, avec le regroupement familial. L'émigration va se développer avec des caractéristiques très différentes dans les pays arabes producteurs de pétrole (Seccombe and Lawless, 1986, Simon, 1986).

Il semble toutefois qu'avec la crise koweïtienne où la Turquie se range une fois de plus dans le camp occidental, on aborde une troisième phase dans l'histoire migratoire turque, où la méfiance arabe s'allie à l'ambiguïté européenne pour fermer les portes à l'émigration turque, pourtant toujours aussi active. Cette dernière n'a plus d'objectif clairement identifié : tout espoir, toute brèche sont bons à prendre et à élargir, que ce soit en Allemagne Orientale, en Roumanie, en Iran ou en Russie, malgré toutes les incertitudes imaginables .

Tournants et ruptures : chocs pétroliers et guerre du Golfe

Trentenaire, l'histoire migratoire turque est ainsi marquée par des ruptures majeures : chocs pétroliers, Coup d'état de septembre 1980, Crise du Golfe et effondrement de l'URSS.

Pourtant, aucune de ces ruptures qui chaque fois amènent des réorientations des flux, des politiques et des recompositions du champ migratoire suivies de réajustements spontanés, n'a pour l'instant réussi à fermer les portes de l'émigration. Les retours sont pourtant beaucoup plus nombreux que les seuls retours "aidés" par des dispositifs étatiques gérés par les pays d'accueil. La croissance démographique turque, les incohérences, voire l'absence de toute politique européenne d'immigration font le reste. Réglementations resserrées sur l'entrée et le séjour ou visas détournent les flux, mais ne les arrêtent pas. L'émigration joue en Turquie un rôle vital dans l'économie, les relations sociales, la politique, servant véritablement de soupape de sécurité, atténuant chômage et sous-emploi, déficits de la balance des paiements et rudesse des relations sociales et politiques dans un pays où la démocratie reste fragile (les conséquences

migratoires de septembre 1980 en sont la parfaite illustration, avec la brusque montée en puissance du flux des solliciteurs d'asile, comprenant militants de gauche, parfois d'extrême-droite et islamistes, intellectuels, syndicalistes, membres de minorités ethniques et confessionnelles : Kurdes, Assyro-Chaldéens...), situé dans un environnement géostratégique de plus en plus instable et dangereux.

Ainsi la perestroïka qui suscitait un espoir immense en Turquie, y compris par ses implications économiques, laisse-t-elle place à un phénomène de concurrence exacerbée entre Turcs "laïcs" et "occidentalisés" et Iraniens "islamistes"¹. Le caractère le plus tangible de la nouvelle situation est l'insolvabilité de la majorité des nouveaux partenaires, Russie inclue, tandis que de tous les coalisés contre Saddam Husseïn, Kurdes mis à part, ce sont les Turcs qui apparaissent comme les plus grands perdants, dans le domaine économique.

Intégration européenne, libre circulation et pression migratoire

Dès 1963, avec la signature des Accords d'Ankara, puis en 1971 avec l'élaboration d'un protocole additif, la Turquie disait sa volonté d'adhérer à la CEE. Très loin des niveaux de production et de vie de l'Europe industrialisée, il semblait logique de procéder par approches successives avant l'adhésion finale. Il était par exemple prévu que la libre circulation des travailleurs prendrait effet en 1988!

La demande d'adhésion formulée en 1989 et la réponse mitigée de la CEE (ni oui, ni franchement non) s'expliquent par des raisons multiples que nous n'aborderons pas ici (cf. Thobie, Kancal, 1989). Il n'en reste pas moins :

- que la CEE est le premier partenaire économique de la Turquie : plus de 40 % du commerce extérieur

- que l'Europe, CEE principalement, abrite l'immense majorité de l'émigration turque (93 % dont CEE 84 % et RFA 63 %)

- que l'Europe reste l'objectif de milliers de candidats à l'émigration chaque année, par tous les moyens possibles et imaginables, y compris totalement illégaux : à côté de filières maîtrisées par le gangstérisme turc, on apprend aussi que 11 727 Turcs ont déposé en 1990 un dossier de sollicitation d'asile à l'OFPRA, ils étaient 17 355 en 1989; ces chiffres s'approchent des maxima enregistrés par l'ONI (1973) lors de l'immigration

¹ Si l'on croît les comptes-rendus de la presse autant française (*Le Monde, Courrier International*, à partir de la presse russe) que turque (*Milliyet, Cumhuriyet...*). Le rôle de la Turquie, tel que l'imaginent les Américains et les Européens, mais que les Turcs - au moins une partie d'entre eux - semblent accepter spontanément est celui de contrepoids aux activismes iranien et pakistanais, voire afghan. Ce contrepoids serait celui d'un islam laïcisé, modernisé, laissant place au débat démocratique et à l'économie marché.

des travailleurs : 18 268, (17 544 selon IIBK (Is ve Isçi Bulma Kurumu : Office du Travail et du Placement) en 1974). Allemagne, Suisse et Suède ont vécu des situations analogues.

Si le volume de l'émigration officielle reste relativement stable (autour de 50 000 sorties annuelles), dirigé massivement vers le Moyen-Orient, le haut niveau des flux "regroupement familial" et "sollicitation d'asile" vers l'Europe montre que la pression migratoire est toujours forte : il suffit pour s'en convaincre d'observer les files d'attente devant les antennes IIBK ou les Consulats étrangers des candidats aux contrats et aux visas, par exemple, lors de l'ouverture de l'URSS aux chantiers turcs ou après la libération du Koweït (Presse quotidienne turque).

La présence turque en Europe : tendances récentes

Depuis 1974, la présence turque a considérablement augmenté, pour trois raisons:

a) le regroupement familial a pris le relais de l'immigration de travailleurs en deux temps : venue de l'épouse et des enfants reconstituant une famille plus ou moins complète selon les réglementations en vigueur dans les pays d'immigration, puis regroupement secondaire lorsque les adolescents devenus adultes épousent au pays - c'est le cas général - un membre de la communauté d'origine;

b) la natalité, reste forte, au moins dans un premier temps : les enfants nés en émigration sont aujourd'hui aussi nombreux, sinon plus, que les enfants du regroupement familial. Les flux juridiques jouent un rôle considérable sur les effectifs déclarés. Les différences entre les règles françaises, allemandes ou suédoises sont connues; l'exemple de la naturalisation est parlant : en application de législations fort différentes d'un pays à l'autre, un enfant, dans les mêmes conditions de départ (lieu et date de naissance en émigration, statut dans la famille), se retrouvera français en France (né en France de parents étrangers), suédois de parents suédois natifs de Turquie (grâce à une réglementation très libérale), turc en Allemagne (parce que nés de parents turcs, en application du *jus sanguinis* plutôt que du *jus solis*). En d'autres termes, les effectifs croissent très vite en Allemagne, moins en France et stagnent en Suède pour une pression migratoire comparable.

c) le maintien d'une migration importante par le biais de la sollicitation d'asile ou du travail clandestin, avec l'espoir d'une régularisation comme en France en 1973 et 1981 ou en Italie (1990-1991).

Devant l'afflux de dizaines de milliers de sollicitations d'asile, toute l'Europe a réagi de la même façon ou à peu près (espace Schengen et visas; voir travaux de J. Costa-Lascoux).

Pour contrer ce mouvement de fermeture, l'émigration a joué la carte de la diffusion dans des terrains à priori peu propices à l'immigration : Italie, Grèce, autrefois simples espaces de transit, mais aussi France de l'Ouest et

du Sud-Ouest ont vu s'installer de petits groupes de migrants turcs tandis que le recours au travail clandestin semblait considérablement se renforcer : forestage, confection, bâtiment et travaux publics sont les principaux secteurs d'emploi.

La circulation migratoire

Malgré l'installation des Turcs en Europe, les tendances réelles à l'intégration observées dans plusieurs pays d'Europe, malgré aussi l'évolution très nette à la baisse des remises dans plusieurs pays d'immigration, la circulation migratoire (ensemble des déplacements des migrants ou liés à leur présence (étudiants, touristes en visite familiale, commerçants, transporteurs...) entre pays d'accueil et pays d'origine) reste intense¹. Ainsi, ont lieu chaque année environ quatre millions de déplacements, pour la plupart entre pays d'immigration et Turquie, avec une tendance à la hausse, malgré des conditions de voyage de plus en plus restrictives.

Plusieurs navires car-ferries et Ro-Ro, des avions et plusieurs dizaines d'autocars, environ 5.000 camions et au moins 100.000 véhicules privés (ne sont comptabilisés ici que les acteurs turcs) sont affectés chaque année à cette circulation migratoire qui déplace migrants et familles, touristes familiaux vrais et faux, clandestins en exercice ou futurs, chefs d'entreprise et commerçants, fonctionnaires turcs affectés en émigration, au service de consulats, d'écoles ou de mosquées turques.

Compétition plurimodale (air, mer, fer, route) où la multiplicité des intervenants publics et privés permet de pallier à des crises aussi graves que la crise yougoslave ou à des dérives aussi amples que l'effondrement roumain. Depuis août 1991, avec les bombardements de la route E70 (Slovénie), puis avec les batailles de Vukovar ou Osijek, le trafic turc s'est d'abord reporté vers le nord, entre Budapest et Bucarest, puis de plus en plus sur les vols charters et les ferry-boats turcs, italiens ou grecs. Ainsi, même dans ces conditions difficiles, le lien physique avec le pays d'origine n'est pas rompu.

Chaque année, au printemps réapparaissent dans les quotidiens turcs d'Europe (*Milliyet, Hürriyet, Tercüman, Türkiye...*) et les journaux d'annonces gratuits (en France : *Papagan* diffusé à 50.000 exemplaires, *Divan, Reklam, etc.*), petites annonces, encarts publicitaires d'agences de voyages, de compagnies aériennes, maritimes... proposant aussi bien des vols charters vers le pays ou au moment du Pèlerinage de la Mecque ou des tarifs de camions de déménagement pour le retour définitif.

¹ Installation au sens physique, changement de domicile au sens juridique, intégration au sens social : participation active à la vie sociale. L'insertion est pour nous synonyme d'adaptation sans perte d'identité.

Le champ migratoire turc

Plusieurs lignes sont quotidiennes, la plupart des liaisons d'autocars sont hebdomadaires avec des ajustements parfois étonnantes : Emirdag, chef-lieu d'arrondissement modeste (21.144 hab. en 1990) est desservi par deux compagnies d'autocars au départ de Schaerbeek-Bruxelles, c'est aussi le cas de Karaman ou Trabzon situées au centre et à l'est de l'Anatolie. Se manifestent là des filières migratoires géographiquement bien déterminées entre zones de départ et zones d'accueil.

Libre circulation des capitaux et entraves à la circulation des hommes

Soit un paradoxe : capitaux, cadres et touristes européens se déplacent librement vers la Turquie, dans des proportions grandissantes; ressortissants turcs, travailleurs et familles en situation régulière, commerçants, étudiants, touristes... se voient opposer des barrières de plus en plus nombreuses. Outre le temps perdu, la ponction parafiscale exercée sur familles et individus, on peut légitimement se poser la question de l'efficacité réelle des mesures prises¹.

La multiplication des filières illégales installées à Istanbul, Sofia, Bucarest, Llubljana, Belgrade, Marseille, Madrid ou Budapest... tend à montrer que les mesures restrictives encouragent et subventionnent la délinquance turque, italienne ou balkanique.

Ces réseaux illégaux utilisent à leur profit la solidarité souvent profonde qui unit les membres d'une même communauté d'origine, village ou famille. Les valeurs de la société rurale anatolienne, collectives, contradictoires avec celles des sociétés d'accueil qui privilégient l'individu, se trouvent détournées par des filières migratoires qui jouent sur les cordes sensibles que sont la famille, l'appartenance à l'Islam. Les frontières ne sont en fait jamais très nettes. Les familles immigrées vivent parfois quotidiennement cette pression migratoire que rien ne semble décourager : chômeurs entraînés dans des trafics douteux, pères de familles frappés d'amendes, de peines d'emprisonnement ou d'interdictions diverses pour avoir cédé à la solidarité familiale avec un frère ou un cousin candidat à l'immigration, sont nombreux.

L'Europe dans son ensemble reste pour les Turcs, une sorte d'Eldorado : pays de monnaies fortes, de conditions de travail et de vie plus faciles, de droits sociaux mieux établis qu'en Turquie, mais aussi de libertés politiques ou de conscience. Malgré des variations dans le volume et la composition du flux migratoire, il est probable que ni visas, ni retours accompagnés *manu militari*, ni discours des politiques européens ("la France ne peut accueillir

¹ Temps perdu dans les files d'attente et déplacements obligés de la résidence au Consulat, parfois plusieurs centaines de kilomètres, ponction parafiscale : si aujourd'hui les pays d'immigration imposent des visas gratuits ou symboliques, les pays de transit (Hongrie, Grèce) imposent des visas chers : ainsi une famille turque de cinq personnes porteuses de passeport aura du s'acquitter d'une taxe de 171 Fr par personne, soient 855 Fr (tarif 1992).

toute la misère du monde" Michel Rocard) ne seront en mesure de bloquer les flux migratoires, tant qu'existent des emplois potentiels, réguliers ou non.

Des barrières et de la façon de les contourner : les réajustements

La représentation de l'espace géographique européen dans l'esprit des migrants turcs mérite d'être étudiée. A partir de l'espace vécu par les migrants, semble s'être développé un schéma mental très souple, que les candidats à l'émigration utilisent avec une grande maîtrise. Postes douaniers, aéroports, capitales européennes sont autant de repères, occupés par des filières ou des familiers turcs qui aideront à l'installation, au passage, prêteront de l'argent... A côté d'organisations illégales, en plein développement depuis les restrictions de circulation, fonctionnent groupes politiques, confréries religieuses, mais aussi diasporas minoritaires (Arméniens, Assyro-Chaldéens) et le très dense réseau de services consulaires turcs. Des réseaux lignagers, ethniques, tribaux, confrériques, clientélistes, idéologiques... à géométrie variable, à multiples imbrications, ne se recouplant jamais totalement, se révèlent en émigration, assez proches de l'organisation de la société anatolienne contemporaine.

Regroupement familial : la tradition revisitée

Un bon exemple est proposé par le mariage en immigration. Alors que les familles immigrées sont massivement d'extraction rurale, particulièrement en France ou en Belgique, la pratique des mariages arrangés continue avec la seconde génération. Si les garçons semblent (très relativement) libres pour le choix du conjoint, les filles sont systématiquement mariées avec un Turc anatolien, choisi dans le milieu d'origine (lignage, village...) qui fera jouer par la suite la clause du regroupement familial. Ce regroupement familial "secondaire" amène l'entrée légale de candidats-travailleurs, théoriquement suspendue en 1974.

Sollicitation d'asile

La très forte croissance de la sollicitation d'asile après 1980 participe de la même logique. Aux côtés d'authentiques opposants politiques, sont apparus de nombreux candidats à l'immigration conscients des limites des administrations européennes et les utilisant systématiquement, en attente d'une régularisation éventuelle, collective ou individuelle.

Ces candidats ont pu compter sur les réseaux turcs, y compris les services consulaires parfois, les associations de solidarité, les partis européens de gauche et d'extrême-gauche. La fermeture de plus en plus grande des pays d'accueil a seulement pu limiter le phénomène, au nom de la "maîtrise des flux migratoires" et des politiques d'intégration telles que les préconisent les autorités françaises..., mais en mettant en péril, faute de moyens et de concertation, la Convention de Genève dans le fond comme dans la forme, et en multipliant le nombre des clandestins, de facture

administrative. Les objections pratiques à l'Espace Schengen sont alors nombreuses :

Traite-t-on réellement les demandes de sollicitation d'asile ?

Rien n'est moins sûr : malgré de réelles avancées en Turquie dans le domaine de la défense des Droits de l'Homme, le traitement de plusieurs questions (la question kurde en particulier) n'est pas exempt de critiques. Les raisons politiques d'émigrer existent bel et bien et peuvent toucher des populations entières (exemple des Assyro-Chaldéens) (De Tapia 1992). Ceci n'est que partiellement reconnu avec la reprise de relations diplomatiques plus ouvertes entre Européens et Turcs. Aussi, les candidats turcs au statut de réfugié connaissent-ils un très fort taux de rejet. Les dossiers sont par définition délicats, les limites entre réfugiés politiques et ceux qu'on appelle aujourd'hui les "réfugiés économiques" parfois très floues dès que l'on touche des régions sous-développées comme le Sud-Est anatolien... Prises au dépourvu, les administrations compétentes ont longtemps été débordées, puis se resaisissant brusquement à l'image de l'OFPRA en France, se sont mises à traiter les dossiers en un temps record. On est ainsi trop souvent passé d'un excès à l'autre, sans trouver de position médiane, ni, dans le cas de la CEE, de position commune, là où subsistent des divergences sensibles (face à la Turquie, au dossier kurde, à la crise yougoslave...)

Peut-on passer sans dégâts du laxisme à la plus grande sévérité ?

Mis à part la perte de crédibilité des autorités d'accueil, qui justifie toutes les combines et tous les trafics, on peut objecter que l'absence de libertés de circulation qui casse les solidarités familiales est en soi une atteinte aux Droits de l'Homme. Migrants réguliers comme candidats à l'immigration le ressentent particulièrement mal. Le rêve européen laisse place à la désillusion.

La fermeture des frontières aux ressortissants "hors CEE" est-elle efficace ?

Jusqu'à présent, ce n'est guère le cas même si l'immigration s'en trouve retardée. La mise de fond de la part des migrants est telle (aspect financier compris) qu'ils ne peuvent se contenter de rentrer chez eux en cas de rejet. D'autres tentatives suivent, dans des conditions précaires jusqu'à l'entrée officielle, donnant prise à toutes les formes de clandestinité. La mise en place de l'Espace Shengen recèle d'autres dangers. Dans le cas turc, qui n'est en rien isolé sur les rives Sud et Orientale de la Méditerranée, si l'on admet l'idée que l'émigration fait office de soupe de sécurité, on peut penser que tous les pays d'émigration, à des degrés divers et avec des caractéristiques différentes risquent l'implosion. C'est bien la critique majeure des opposants à la "Forteresse Europe" : un repli sur soi de la Turquie, de l'Algérie, de l'Egypte... sans développement économique conséquent permettant d'absorber les surplus nombreux de population active, amènera rapidement, dans l'hypothèse d'un réel blocage de

l'émigration, des tensions sociales et politiques difficilement gérables (montées du nationalisme, du fondamentalisme, de la xénophobie...)

Travail clandestin et filières turques

Dans la mesure où une offre de travail apparaît dans des secteurs de main-d'œuvre sans qualification et à faible productivité, il n'est pas étonnant que l'immigration clandestine perdure¹. Il existe de fait deux catégories de clandestins :

- les clandestins "originaux" pris en charge dès Istanbul par des filières turques disposant d'autocars et de solides complicités dans tous les Balkans (trafic de main-d'œuvre) ou par des réseaux de solidarité ethno-religieuse; ceux-ci iront alimenter la confection ou renforcer les diasporas à Sarcelles, Stockholm ou Berlin;

- les clandestins "ex post" ou "administratifs", qui font suite au rejet par les autorités compétentes, d'une sollicitation d'asile, et qui, ayant pris leurs précautions, échappent aux contrôles de police destinés à les renvoyer chez eux.

Les uns comme les autres se regrouperont dans les grandes agglomérations, après avoir souvent transité par des centres comme Budapest où leur présence est bien visible. On doit surtout signaler les contours flous de ces populations flottantes, vrais faux solliciteurs d'asile, déboutés du droit d'asile, vrais clandestins à la recherche d'un statut... mais tous en situation de précarité.

Les relations avec l'Ouest du champ migratoire, sont donc désormais précaires, intéressons nous maintenant au versant oriental, et donnons un éclairage rapide sur les relations transocéaniques qui dans le champ turc demeurent atypiques.

Turquie, Europe, Islam, Turkestan

L'effondrement brutal de l'URSS vient de transformer fondamentalement le contexte international de la Turquie, sans qu'il soit vraiment possible d'en percevoir les conséquences migratoires. Après 70 ans de fermeture hermétique des frontières, celles-ci s'ouvrent et l'on voit apparaître des échanges dont certains sont en réalité très traditionnels.

La réouverture de routes terrestres vers Tbilissi (Tiflis) et Bakou, la mise en service de lignes aériennes vers Bakou, puis Tashkent ou Alma-Ata, l'échange de délégations et d'étudiants boursiers (dont des théologiens), voire même le départ d'ouvriers turcs en Géorgie ou en Ukraine, ne sont que la reprise sous une forme plus moderne, de courants et d'échanges parfois très anciens.

¹ Sur cette question en réalité fort complexe, se reporter aux travaux de J.P. Garson et Y. Moulier-Boutang ou de R.E. Verhaeren.

La chute des tabous

Malgré les mythes fondateurs de la République, avec le nationalisme, l'épuration de la langue, dite langue-soleil ou turc pur (*öztürkçe*) et l'histoire revisitée, les Turcs actuels n'ont qu'une vision très superficielle de l'Asie Centrale¹. La redécouverte des Türkmenes, Azéris, Kirghizes, Kazakhs, Tatars, Ouzbeks et autres Karakalpaks, la masse d'information reçue après plusieurs décennies d'idéologie vaporeuse et romantique font l'effet d'un choc. Les Turcs anatoliens ne sont plus seuls sur la planète et qui plus est, frères et cousins sont bien différents de ce qu'on attendait.

En fait, ce monde turc redécouvert dans son immense diversité, semble ouvrir des horizons nouveaux, relativisant la question kurde et celle de l'adhésion à la CEE. La Turquie qui ne rêvait qu'Europe sous la perspective de l'OTAN et se considérait comme un bastion avancé face au communisme, cherche sa voie : les rapports avec l'Occident, l'Islam, Europe et Asie s'en trouvent changés.

Une Turquie moins occidentale et moins laïque ?

Consacrée championne de la laïcité et de l'économie de marché, vitrine de l'occidentalisation réussie (?) en terre d'Islam, modèle (!) pour les Azeris et les Türkmenes, la Turquie n'échappe pourtant pas à une reislamisation de fond où les émigrés jouent un rôle fondamental. Non seulement parce qu'un séjour en Arabie ou aux Emirats peut être la meilleure occasion pour approcher la culture arabe et faire son pèlerinage, mais aussi parce que nombre de partis, confréries ou groupes islamistes se sont après 1980 repliés en Europe et fortement implantés, avec leurs mosquées, leurs associations et leurs centres culturels dans un climat de plus grande tolérance (voir les travaux d'H. Bozarslan).

Les rapports ambigus avec la CEE (surtout l'Allemagne), les difficultés d'insertion des immigrés, les difficultés économiques du pays qui reste le parent pauvre de l'OCDE, font de l'Islam turc un rempart contre toutes les pertes d'identité, au moins pour une partie des immigrés et des anciens migrants, un espoir de revanche contre un Occident qui perd de plus en plus sa crédibilité (sur les chemins de montagne du Kurdistan irakien ou dans les quartiers musulmans de Sarajevo, entre autres lieux).

Frères et cousins

La disparition de l'URSS ouvre, pour le XXIe siècle, des horizons vertigineux sur le Centre de l'Asie. La Turquie s'intéresse à la question avec

¹ Cf. l'un des slogans de l'extrême-droite nationaliste "Orta Asya'dan geldik" (nous sommes venus d'Asie Centrale) et la littérature éditée par des milieux universitaires proches cherchant par tous les moyens (historiographie, folklore, linguistique,...) à montrer que les Kurdes, les Lazs, les Pomaks,...à la suite des Hittites, sont venus d'Asie Centrale et donc authentiquement turcs, même si les intéressés l'ont oublié.

ses faibles moyens (comparativement à la CEE, aux USA et au Japon...) qui comprennent cependant la télévision par satellite. La question est ici de savoir si des migrations dans un sens ou l'autre sont prévisibles, au-delà des échanges de délégations, d'enseignants ou d'étudiants.

Il est déjà clair qu'une frontière linguistique et culturelle sépare Turcs occidentaux (Anatoliens, Azeris, Turkmènes et Balkaniques d'une part, avec l'apport éventuel des Tatars) et Turcs orientaux (Kazakhs et Kirghizes; que dire des Uygurs?). Les Ouzbeks semblent plus partagés entre Ankara, Alma-Ata et leur propres centres, à savoir leur poids démographique et leur position centrale. La question reste en suspens.

L'urgence vient de régions beaucoup plus proches : Meskhétie, Crimée, Moldavie, Karabagh, Grand Caucase, voire des Balkans où les conflits se multiplient et touchent des populations minoritaires ou déplacées, toutes liées historiquement et familialement à l'Anatolie, Turcs et musulmans non turcs comme les Bosniaques. De 600.000 à 1 million (peut-être 1,5 million) de personnes sont d'ores et déjà susceptibles de demander une aide turque qui peut aller de l'aide économique et militaire jusqu'à l'immigration : actif dans les moments de crise, ce courant migratoire a fonctionné aux XVIII-XIXe siècles, et plus récemment en 1950 (150.000 Turcs de Bulgarie) ou 1989 (330.000).

Les Réorientations

La situation de carrefour de la Turquie entre Orient et Occident, Chrétienté et Islam, historique s'il en est, est bien d'actualité. Cette double appartenance turque se vérifie à tous les niveaux et en particulier dans le domaine migratoire.

Repliée sur elle-même de 1922 à 1961, avec une réouverture progressive dès 1950, la Turquie s'est littéralement déversée sur l'Europe de l'Ouest. S'étant massivement retournée vers le Machrek à partir de 1974, elle s'apprête peut-être à un nouveau virage¹.

Ces réorientations sont à chaque fois dictées par les circonstances et s'opèrent très vite : on peut toutefois douter de la solidité des relations ainsi créées en chaque période. Passons en revue les différentes cartes que peut jouer l'émigration.

La carte transocéanique : USA, Australie, Afrique du Sud

Malgré l'existence de liens parfois privilégiés avec certains pays anglo-saxons (par l'OTAN, et l'OCDE avec les USA; accord de main-d'œuvre avec l'Australie), malgré l'existence dans plusieurs pays de diasporas anatoliennes, arméniennes, assyro-chaldéennes, aux USA, en Australie, au

¹ C'est en tous cas l'avis de politologues allemands, tels que Udo Steinbach et Heinz Kramer, qui défendent, depuis quelques années, l'idée de l'Asie Centrale turcophone, comme alternative à la CEE.

Le champ migratoire turc

Canada, en Argentine, où les moyen-orientaux sont qualifiés de "turcos", la carte transocéanique est peu retenue : sur 1164 références bibliographiques commentées par N. Abadan-Unat (1986), deux seulement concernent l'Australie qui apparaît pourtant dans les rapports YIHGM (Direction de l'Emigration au Ministère du Travail).

* Les USA sont pour les Turcs une terre de brain-drain : seuls les plus qualifiés semblent y avoir accès, souvent pour leurs études. Pourtant, 9/10 des Turcs partis pour les U.S.A par le canal d'IIBK travaillent dans la restauration, partis par leurs propres moyens! (231 garçons et cuisiniers en 1990 sur 242 transferts).

* En Australie résideraient 100.000 Turcs, dont 41.100 nés en Turquie avec des caractéristiques proches de celles des immigrations européennes, surtout regroupés en New South Wales et Victoria. La plupart seraient ouvriers peu ou pas qualifiés, avec cependant 1.000 créateurs d'entreprise dans des domaines également proches du cas européen : épiciers, réparateurs, restaurateurs, bouchers, chauffeurs de taxis et petits patrons de la confection...

* L'Afrique du Sud, nouvelle venue, attire des plombiers, tuyautiers et soudeurs en grande majorité (plus de 95 % en 1990), second oeuvre du bâtiment, ou des ouvriers peu qualifiés (en 1989 par exemple). Il s'agit d'un flux annuel inférieur à 500 personnes, masculin dans sa totalité.

La carte transocéanique n'est donc pas primordiale pour les Turcs en ce qui concerne les flux. La pratique des quotas (USA), l'éloignement, le caractère transocéanique (alors qu'Europe, Moyen-Orient, CEL ayant des relations terrestres avec l'Anatolie, apparaissent moins exotiques) peuvent en partie expliquer ce relatif manque d'intérêt. Il faut reconnaître toutefois que l'on sait bien peu de choses sur ces secteurs du champ migratoire.

Toutefois, le cas de 1.360 Turcs transférés sur un chantier, en 1990, à Aruba (Antilles néerlandaises, face à Curaçao) montre bien que toute ouverture est bonne à prendre.

La carte islamique : Moyen-Orient, un exercice difficile

Plusieurs auteurs turcs, et particulièrement Selim Ilkin (1989), ont bien décrit la longue approche turque des pays arabes après 1974, date à la fois de la crise de Chypre et de la fermeture de l'Europe à l'immigration.

Les effectifs ont cru particulièrement vite en Libye et en Arabie Saoudite, dépassant 100.000 travailleurs, mais ces migrations sont alternantes vers des chantiers du bâtiment et des travaux publics de tous les pays du Moyen-Orient, interdisant regroupement familial et toute installation durable. Même la continuité territoriale, a priori un avantage, est perçue avec méfiance par les deux parties, s'accusant parfois de vues impérialistes ou de favoriser les oppositions irrédentistes (Arabes de Hatay, Kurdes, Turkmènes de Syrie ou d'Irak).

Pour les Arabes, le souvenir de l'Empire Ottoman, puis celui du kémalisme laïc et pro-occidental reste vif. Pour les Turcs, les Arabes sont

versatiles et ont trahi le Sultan-Caliph! Le paradoxe n'est donc qu'apparent lorsque un émigré de retour d'Arabie, parle à la fois avec fierté de son pèlerinage à la Mecque et avec un mépris condescendant des Saoudiens fainéants et profiteurs. Le départ en catastrophe d'Irak et du Koweït, les relations tendues des transporteurs avec les polices syriennes ou jordaniennes, le contentieux financier sur les contrats impayés en Libye, concourent au manque de sincérité des relations turco-arabes, malgré la présence de capitaux arabes en Turquie et la profondeur de la reislamisation. Les effectifs turcs dans les pays arabes décroissent depuis plusieurs années (1982 maxima en Irak et Libye), à l'exception notable de l'Arabie Saoudite (1985 maximum en Arabie), où la présence turque reste relativement stable.

Comparés aux pays européens, les pays du Moyen-Orient n'offrent pas les mêmes garanties en matière de droits sociaux ou même politiques, avec l'interdiction des associations. La pratique du *kafile* (arabe, *kafala* : garantie juridique et tutorat du migrant), la confiscation du passeport, le régime d'apartheid que subissent les étrangers, même musulmans en Arabie comme dans les Emirats, maintiennent la migration dans un statut précaire.

La carte soviétique : incertitudes

Avec Mikhaïl Gorbatchev et la Perestroïka, pour la première fois depuis 1945, une réelle détente intervient sur le "front" soviétique. Parmi les mesures concrète, l'ouverture de la douane de Sarp (1989), puis de la route de Naheivan (1991) avec parallèlement la soumission de plusieurs appels d'offres aux sociétés turques, marquent la fin d'une époque. La voie des *gurbetçi* (travailleurs temporaires en Russie et dans le Caucase jusqu'en 1915) est réouverte : en 1989 et 1990, 2 135 travailleurs turcs rejoignent des chantiers à Moscou, Krasnodar, Yalta, Borisov, Sotchi... On parle bientôt de 30.000 emplois pour 1992!¹

Malheureusement, l'URSS de Gorbatchev a cédé la place à la CEI de Yeltsin; les interlocuteurs, jaloux de leurs nouvelles indépendances, se sont multipliés, la guerre s'est étendue du Karabagh au Nakhitchevan (couplant la route de Bakou), à l'Ossétie, à la Moldavie... Les nouvelles républiques musulmanes, bien que turcophones pour la plupart, sont tiraillées entre Russie, Turquie, Iran, Arabie Saoudite, Occident, Japon... et difficilement solvables, et de toute façon très enclavées.

On cherche donc à faciliter le troc : services turcs contre pétrole et gaz russes ou centre-asiatiques, la presse turque fait état de nombreux marchés potentiels en Azerbaïdjan, au Turkmenistan, ou Kazakhstan, on échange délégations et étudiants boursiers... Mais la Turquie n'est pas une grande

¹ *Gurbet* (arabe *ghorbat*) signifie au sens propre nostalgie. Celui qui fait profession de nostalgie, *gurbetçi*, est donc un migrant temporaire, éloigné de son foyer par la recherche d'un revenu. Terme employé pour les migrations internes, et à l'Est, pour les migrations vers la Russie, il s'est naturellement imposé pour l'émigration vers l'Europe, initialement vécue comme temporaire.

puissance économique et les géants que sont le Japon, les U.S.A. ou l'Allemagne, cherchent manifestement à lui faire jouer un simple rôle d'intermédiaire, supportant mal quelques vélléités d'autonomie dans l'émergence d'une politique "panturque".

Du Liban à l'Iran : flux spontanés et relations "frontalières"

Il est rare que les documents officiels donnent des informations précises sur des destinations mineures, dans la mesure où ces relations posent des problèmes politiques (Grèce, Chypre) ou simplement parce que n'existent pas d'accords cadres (Syrie, Jordanie, Liban, Israël, Yemen, Iran...) il existe même un cas où l'existence d'un accord bilatéral n'a rien donné, sinon une immigration aux contours flous, tant et si bien que personne ne connaît le nombre exact d'émigrés et que l'Etat turc s'est effacé derrière le privé : c'est la Grande-Bretagne où partager turcs anatoliens et chypriotes n'est guère possible, sans recherche sur le terrain.

En dehors de la Libye, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak et du Koweït, ou des Emirats, où un suivi régulier est fait par les Consulats et où ce sont des sociétés turques qui emploient la majorité des travailleurs, démêler réfugiés politiques et économiques, migrants temporaires, aventuriers, ou simples relations familiales entre groupes ethniques établis de chaque côté des frontières (Arabes alaouites et chrétiens, Kurdes, Tcherkesses, Turkmènes, Assyro-Chaldéens, voire Israélites) n'est guère facile et les rapports administratifs turcs ne s'y attèlent d'ailleurs pas.

Les distorsions dans les chiffres avancés sont ici considérables : Ankara admet la présence de 8.000 Turcs en Jordanie en 1983, Amman 65.000 (!) tandis qu'il IBK ne comptabilise que 1.283 transferts de 1981 à 1990. Néanmoins, une thèse soutenue à Tours parle de concentrations importantes autour d'Irbid¹

Même impression de flou en Israël, au Liban (où les Turcs auraient atteint le chiffre de 7.000 en 1983)², alors qu'au Yemen il s'agirait surtout d'un grand chantier pour le barrage de Marib : 1.959 sorties de 1984 à 1990.

L'imprécision est encore plus grande pour Chypre (le Rapport du Ministère du Travail de 1990 cite le chiffre de 20.000 emplois en zone turque) ou l'Iran, simplement évoqué pour des relations frontalières qui ont toutefois d'après d'autres sources mené 3.000 à 4.000 camionneurs turcs sur les routes d'Iran, avec leur outil de travail en 1991 (*UND'min Sesi, la Voix de l'UND, organe de l'Association turque des transporteurs internationaux, 1991*).

¹ Information donnée par A. Bourgey lors du colloque de Chantilly (1987).

² Information donnée par YIHGM, 1983, reprise par Seccombe et Lawless, 1986.

Conclusion

Trois décennies d'expérience migratoire, cela peut paraître long. En réalité, lorsque l'on compare l'émigration turque aux émigrations chinoise, libanaise, italienne ou même algérienne, on voit qu'il s'agit d'une courte période. L'originalité de l'émigration turque réside dans la célérité avec laquelle s'est développé le champ migratoire. Dynamique, la population est prête à saisir toutes les chances qui passent à sa portée, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national. Confrontée à plusieurs crises, l'émigration sait contourner les obstacles, changer d'objectifs, parfois très rapidement. Pourtant dans un contexte international très instable, c'est l'Europe occidentale qui reste le seul point d'ancrage sérieux, malgré d'innombrables difficultés.

En matière migratoire, la grande inconnue pour la Turquie de cette décennie reste l'Asie Centrale. Sera-t-elle un débouché nouveau pour la croissance démographique et économique turque, ou au contraire verra-t-on la main-d'œuvre turkestanaise s'intéresser aux marchés occidentaux de l'emploi, avec pour la Turquie un rôle de pont ou de pivot ? Le potentiel migratoire anatolien est encore très fort, malgré l'absence de plus de 2.500.000 émigrés : les problèmes relatifs à la transition démographique, à l'industrialisation, à la démocratisation, ne sont pas encore résolus en Turquie que déjà, la rupture de l'équilibre entre Russes et turcophones en Asie Centrale risque d'amener des mobilités nouvelles. Des conflits éclatent sur les marges avec des déplacements de population de grande ampleur. Jamais depuis les années 1920, la géographie régionale de la population n'a été aussi instable.

Poitiers
Migrinter (URA 1145)
Juillet 1992

Références bibliographiques et documentaires

- Nermin Abadan, *Bati Almanya'daki Türk İşçileri ve Sorunları* (Les travailleurs Turcs en Allemagne de l'Ouest et leurs problèmes), DPT/SPO, Ankara, 1964.
- Nermin Abadan-Unat, Nese Kemiksiz, *Türk Dis Göçü : 1960-1984 yorumlu bibliografya* (l'émigration turque : bibliographie commentée 1960-1984), Université d'Ankara, 1986.
- Nermin Abadan-Unat, "East-West versus South-North Migration : effects upon the recruitments areas of the 1960's", *International Migration Review*, vol.26, 2(98), 1992, pp.401-412.
- İlhan Basgöz and Norman Furniss (ed.), *Turkish workers in Europe : an interdisciplinary study*, Indiana University, Turkish Studies, 5, Bloomington, 1985.

Le champ migratoire turc

Ursula Boos-Nünning, in zusammenarbeit mit Renate Grube und Hans K. Reich, *Die Türkische Migration in Deutschsprachigen Büchern 1961-1984 : eine annotierte Bibliographie*, Leske-Budrich Opladen, 1990

Hamit Bozarslan, "L'Islam turc en République Fédérale : identité et politique", *L'Evènement Européen*, 8, nov.1989, pp.87-98

Hamit Bozarslan, "Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en R.F.A", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.6, 3, 1990, pp.63-82.

Jacqueline Costa-Lascoux, "L'Espace Schengen", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.7, 2, 1991, pp.163-168.

Jacqueline Costa-Lascoux, Réfugiés et demandeurs d'asile en Europe. *Revue Européenne des Migrations Internationales* vol.3, 1987/1-2, pp.239-266

Jacqueline Costa-Lascoux, "Insertion sociale des réfugiés et demandeurs d'asile en Europe", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.3, 3, 1987, pp.151-168

Ali S. Gitmez, *Yurtdisina işçi göçü ve geri dönüşler* (l'émigration à l'étranger et les retours), Alan, Istanbul, 1983

P. Jurecka, Manfred Werth, *Mobilität und Reintegration*, Isoplan, Bonn Berlin Saarbrücken, 1980.

Ph. L. Martin, *The unfinished story : Turkish labour migration to western Europe with special reference to the Federal Republic of Germany*, ILO, Genève, 1991

J. Seccombe, R.I. Lawless, "Between Western Europe and the Middle East : changing patterns of Turkish Labour Migration", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.2, 1, 1986, pp.37-58.

Gildas Simon, "La nouvelle donne migratoire en Europe du Sud", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.2, 1, 1986, pp.9-36.

S. de Tapia, "Emigration, retour : mutations du champ migratoire turc", *Revue de l'Occident Musulman Méditerranéen*, vol. 52-53, 2-3, 1989, pp.255-273.

S. de Tapia, "Le champ migratoire turc et l'Europe", communication au colloque "L'immigration turque en France et en Allemagne", Strasbourg, Université des Sciences Humaines de Strasbourg-Délégation Régionale du Fonds d'Action Sociale, 25-26 février 1991.

S. de Tapia, "L'exportation des minorités ethniques : l'immigration en Europe, instrument de la synthèse turco-islamique en Anatolie". Communication au

colloque d'Aoste, "Les minorités ethniques en Europe" 25-28 mai 1992
(Commission de Géographie Politique UGI) à paraître

Jacques Thobie, Salgur Kancal, *Turquie, Moyen-Orient, Communauté Européenne*, L'Harmattan, Paris 1989. Parmi les nombreuses contributions à ce Colloque organisé à Chantilly en 1987, voir André Bourgey, "Flux et reflux des travailleurs turcs dans les pays arabes", pp.101-110, et Selim Ilkin, "Les relations économiques et commerciales entre la Turquie et les Pays Islamiques depuis 1970", pp.111-130.

Darina Vasileva, "Bulgarian Turkish Emigration and Return", *International Migration Review*, vol.26, 2 (98), 1992, pp.342-352.

* Banque Centrale de Turquie : Direction Générale des Devises Ouvrières, Direction des Questions (relatives aux) Travailleurs (émigrés), *Services proposés par diverses institutions à nos ressortissants travaillant à l'étranger*. Ankara 1989 (réactualisations 1991, 1991).

* Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, *Guide des services proposés aux travailleurs émigrés et de retour* (troisième édition 1991), et *Rapports annuels de la Direction Générale des Services aux Travailleurs à l'étranger* (1988, 1989, 1990, 1991 - YIHGM) ainsi qu'*Annuaires Statistiques* de l'Office de l'Emploi et du Placement (1989, 1990) IIBK Ankara

OCDE, SOPEMI (Système d'Observation Permanente des Migrations), , Paris.

Presse turque de l'émigration éditée à Stuttgart : *Milliet, Tercüman, Hürriyet, Cumhuriyet-Hebdo, Türkiye*.

Türkiye İktisat Gazetezi (Journal de l'Economie de Turquie), Organe hebdomadaire de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie, collection 1982 - 1992.

UND'nin Sesi (la Voix de l'UND), organe mensuel de l'Association des Transporteurs Internationaux, Istanbul-Ankara.

TURQUIE. L'ERE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 153-157

PENELOPE

Nedim GÜRSEL

Peut-être tout avait-il commencé lorsque cette tourterelle toute blanche, plus accueillante que mon nouvel appartement, vint se poser doucement sur le fer du balcon avant mon départ en voyage*. Peut-être était-ce la conséquence de ma longue solitude. Un rêve, un miracle inespéré. J'étais dans le salon devant la porte-fenêtre. Le téléphone ne cessait de sonner. Et moi, je regardais les gratte-ciel progressant comme des géants de béton vers les vieux quartiers de la rive droite. Les nuages se dispersaient dans le ciel, le vent soufflait fort. Le temps était clair. Non les nuages, mais les bâtiments se déplaçaient dans un flot de lumière. Mon appartement avait la vue dégagée, était calme et dominait la ville, j'en étais content. J'avais passé ma jeunesse dans les chambres obscures d'étudiants, dans des mansardes froides en hiver, vraies fournaises en été. Vers la quarantaine seulement, j'avais enfin eu la possibilité d'habiter un appartement convenable à Paris. Composé d'un salon et d'une chambre à coucher, il se trouvait dans un grand immeuble juché au flanc d'une colline, face aux gratte-ciel proches des portes Sud de la ville. Ce n'était pas tant de l'étroitesse du lieu dont je pouvais me plaindre mais plutôt de la solitude. D'ailleurs je n'y demeurais pas souvent. Ces années étaient les années de voyage, je courrais le monde, allant d'un port à l'autre, d'une ville à l'autre. Années d'errance où pareil à un bateau ivre, entraîné par le courant, je bourlinguais toutes amarres rompues. Oui, peut-être tout avait-il commencé lorsque cette tourterelle était venue se poser sur le fer du balcon sans que je m'en

* Texte traduit du turc par M. Jacotin, S. Durmaz et R. Ninio, revu par l'auteur.

aperçue. Je me souviens. Ma valise bouclée, j'étais sur le point de partir quand le téléphone à nouveau sonna. J'hésitai un instant. Si je décrochais, j'allais rater mon train. Je me dirigeai vers la porte, je tournai la poignée; juste avant de sortir je changeai d'avis. Et ce téléphone qui n'en finissait pas de sonner! Je me retournai, posai ma valise à l'entrée et pénétrant dans le salon je m'arrêtai devant la porte-fenêtre donnant sur le balcon. Je ne savais toujours pas s'il me fallait répondre ou non. A ce moment précis, je vis la tourterelle. Elle battait l'air de ses ailes sans progresser d'un pouce. Comme si elle ne s'était envolée de nulle part et n'allait se poser nulle part ailleurs. Fendant le vent elle s'ouvrit un chemin, coupa le profil des gratte-ciel et traça un arc de cercle, avant de venir se poser sur le balcon. Un instant, un bref instant nos yeux se rencontrèrent. L'éclat de ses yeux rouges me pénétra le cœur. Je compris que je ne pouvais la laisser ainsi en détresse dans ce vent violent. Alors je sortis sur le balcon. Elle n'eut pas peur. Je caressai doucement sa tête. Je l'avais à peine effleurée que la sonnerie s'arrêta. J'attendis dans le silence et le plaisir de toucher une étoffe de velours moelleux. Son cœur palpitait frénétiquement. Je ressentis au plus profond de mon corps sa chaleur et les battements de son cœur. Elle était vivante. De ses ailes charnues se répandaient un amour tiède, un sentiment d'intimité sur ma main, sur toute la surface de mon corps depuis si longtemps privé de caresses . Elle n'était pas de ces tourterelles qui nichent dans les vieux murs de pierre de l'église voisine. Son plumage était immaculé. Un petit trou noir s'ouvrait au bout de son bec. Son cou tacheté s'élargissait chaque fois qu'elle respirait. Je l'ai prise et serrée contre mon cœur. Sa chaleur m'envahit entièrement comme si elle était une partie de moi-même, un prolongement de mon corps. J'étais ému jusqu'à l'imaginer blottie contre moi depuis des années, dans la cage de mon cœur. Elle se recroquevilla dès qu'elle se sentit en confiance, ferma les yeux, et se fit plus petite encore. Lorsque je la posai dans un coin isolé du balcon ses yeux étaient encore clos. De la cuisine, je lui apportai un peu d'eau dans une boîte en plastique. Elle y plongea le bec et but tout son saoul. Puis, je lui fabriquai un nid avec des boîtes de carton pour qu'elle s'y abritât jusqu'à mon retour. Je l'installai dans le nid et quittai la maison. J'attrapais mon train à la dernière minute.

Mon voyage dura plus que prévu. J'étais parti sur les bords de la Mer du Nord. D'abord les plages désertes, les cris des mouettes, puis les villages de pêcheurs et Hambourg. A Hambourg j'avais passé quelques jours de plus; j'aime beaucoup cette ville. Dans le train de nuit qui me ramenait à Paris les images des lieux que j'avais traversés se bousculaient dans ma tête. L'appel de la haute mer résonnait en moi. Sous le ciel couvert elle s'étendait à perte de vue, plate, calme et déserte. La lumière changeait constamment; le soleil entre-aperçu parmi les nuages se reflétait dans la mer, l'eau virait du gris au blanc, du blanc au vert de gris. Un indicible sentiment de liberté m'emportait. Un désir irrésistible et effrayant. Devant moi c'était le large, hostile. Rien d'autre que le mugissement du vent et des vagues écumantes. Tout était possible dans cette immensité où pas un seul bateau ne faisait route. Je

dérivais au large comme une mine prête à heurter la coque d'un navire, couler une vie. Je n'avais ni port à atteindre, ni étape où m'arrêter. Entraînés par le courant, je pouvais faire exploser tout ce que je rencontrais sur mon passage. Qu'étais-je vraiment, un vagabond, un danger en puissance, au fait qu'étais-je?

J'avais heureusement retrouvé à Hambourg la sécurité d'un port, le calme des eaux immobiles. Chaque navire avait la taille d'une ville moyenne. Dans le bassin de radoub les coques d'habitude immergées étaient énormes avec leurs hélices monstrueuses. Contournant en bateau ces navires, j'avais pensé que chacun avait un destin propre, une histoire que je ne connaissais pas et ne connaîtrai jamais. Je ne pouvais dire que j'enviais leur destin qui s'achevait au calfatage mais, tout de même, dans ces coques fatiguées et usées par la mer, était l'espoir d'un bel abandon. Je m'étais ensuite promené tout seul au bord de l'Elbe. De Landungsbrücken vers la mer. Encore cette couleur grise, cette lumière mate qui se reflétait dans l'eau. La lumière du nord qui vous emporte, une lumière magique allégeant l'existence. J'étais passé devant les cafés fréquentés par les jeunes, devant les entrepôts gorgés de tapis, d'épices, de thé, de café et de tabac, tout le long de cargos pleins de nostalgie. L'un d'eux s'appelait Ibn Battuta. Un bateau qui sillonnait les mers du sud dans ce port m'avait paru saugrenu et je m'étais surpris à regretter le soleil, les plages ondoyantes sous la chaleur, alors que s'annonçait un long hiver. Encore un de ces hivers du nord, froid et sombre. Pas un hiver comme ceux que je passais dans notre maison d'Istanbul auprès du poêle qui crépitait. M'attendait dans le salon de mon nouvel appartement, un hiver fade que j'allais passer tout seul devant la télévision. Je me rappelais aussi des toits de plomb verdâtres, des tours pointues de Hambourg, des cotres aux voiles gonflées par le vent comme les mouettes posées sur le lac d'Aster.

Le soir, j'avais été invité à dîner par une famille de travailleurs turcs installés à Altona. Ils avaient trouvé du raki, préparé une table chargée de fromages, de pickles, de thon salé, de boulettes de viande épicées et de maquereau farci du Bosphore. A leurs côtés j'oubliai que j'étais un sans-famille. Nous avons bu nos rakis sous la photographie du Pont du Bosphore en nous laissant emporter par les sirènes des bateaux qui levaient l'ancre. Ce n'était pas l'Europe que ce pont reliait à l'Anatolie, mais nous à notre passé, à la stérilité des terres dont nous étions déracinés. Nous étions des arbres desséchés et solitaires n'ayant pu prendre racine. De chacun de nous un ver rongeait le corps noueux et couverts de picots. Après le repas, le fils ainé s'assit en tailleur devant moi pour jouer du *saz*. Il chanta des chansons de l'exil qui apportaient le parfum du thym des flancs du Taurus et les effluves de la steppe anatolienne. Les paroles de l'une de ces chansons tourbillonnaient en moi, des images de djins marins ne cessaient de me hanter sur ma couchette et des images d'arbres dont les branches craquaient à se rompre dans le vent de la steppe pendant que l'express Hambourg-Paris perçait l'obscurité de la nuit brumeuse : "Ma vie en exil passera/ je n'ai ni chez-moi/ ni bien-aimée/ à qui raconter ma peine".

Le train traversait à grande vitesse des gares désertes qu'éclairaient de mornes lueurs. Dehors, la nuit s'était abattue sur les villages, les canaux, les champs bien labourés et les cheminées d'usine de ce plat pays. Une chanson dans le fracas sans fin des roues, un cri amer s'élevant des profondes vallées du Taurus hurlait mon destin, ma solitude que je traînais dans les tramways de minuit et le déracinement des immigrés qui fument accroupis dans les gares populeuses des villes d'Europe : "Ma vie en exil passera ...". Tourbillonnant avec les djins marins ces paroles me vrillaient la cervelle. La nuit avait été longue dans le train.

A mon arrivée à Paris, j'avais croisé mon visage dans la glace en prenant le premier café de la journée au buffet de la Gare du Nord. Deux yeux fatigués qui regardaient dans le vide, un teint pâle et chiffonné, cerné par une barbe grisonnante. Ma mine ne m'avait vraiment pas plu. Elle ressemblait un peu à la face du monde, si terne, désordonnée dans la foule de la gare. Comme à l'issue d'une défaite.

La neige se mit à tomber lorsque je sortis de la gare. Je pris un taxi. Nous traversâmes des rues obscures et des boulevards déserts. Dans les cafés les lumières déjà s'allumaient, la ville s'éveillait. Les flocons de neige voletaient devant les phares des voitures et fondaient en touchant l'asphalte humide où se reflétaient les feux de signalisation. En arrivant sur les quais de la Seine, je sentis un engourdissement m'envahir. Le fleuve coulait sans bruit sous les ponts de pierre et se confondait au loin avec la brume matinale entre les façades sombres des vieilles bâties. Regardant le fleuve, je sentis une lourdeur me gagner progressivement et un profond sommeil monter en moi. Je crus m'assoupir. En rêve, je vis la tourterelle. L'oiseau aux rondeurs blanches, oublié dès que j'étais sorti de chez moi, dont je ne m'étais pas rappelé une seule fois depuis. Elle avait froid dans la neige. Un sentiment de tristesse s'éveilla en moi, s'empara de tout mon corps. C'est alors que je me réveillai. La neige commençait à recouvrir les branches. Je me frottai les yeux. Je vis tomber des plumes dans les rues désertes de la ville. Dans l'air voletaient flocons de neige et plumes de tourterelle. Je me rassurai en me rappelant que quelqu'un m'attendait à la maison.

En montant chez moi, je souriais à l'idée de la retrouver dans son nid de carton sur le balcon. Comme au retour de chaque voyage personne ne m'accueillerait quand je tournerai deux fois la clé dans la serrure. Mais je traverserai le salon, sortirai sur le balcon pour voir ma tourterelle. Je la prendrai pour la serrer contre moi et réchauffer son corps frissonnant avec mon souffle. Sur ma peau, je ressentirai sa chaleur. La douceur, le rapide battement de son cœur.

Dès que j'entrai dans l'appartement, je me dirigeai vers la porte-fenêtre. Je l'ouvris et sortis sur le balcon. La tourterelle n'était pas dans sa boîte en carton. La tristesse éprouvée tout à l'heure dans le taxi m'emplit le cœur. Un long moment, je regardai la neige tomber. La vie commençait derrière les fenêtres éclairées. Les gens s'étaient réveillés dans leurs nids douillets. Les fenêtres des cuisines se couvraient de buée. Les enfants s'apprêtaient à partir pour l'école, les parents pour le travail. J'eus l'impression que les murs

de béton en face s'éloignaient dans la neige qui tombait. Je restai là, accoudé sur le fer du balcon, regardant la ville. Devant moi, le vide, profond, béant. En bas, les feux des voitures, perles d'un chapelet phosphorescent. Les signaux lumineux des carrefours clignotaient, les gaz des pots d'échappement se mêlaient à l'obscurité. Je me rendis compte que j'avais froid. Je rentrai, allai dans la chambre. En allumant la lumière, je restai pétrifié. Dans le lit une femme aux cheveux noirs et à la gorge toute blanche était couchée. Je crus que je rêvais à cause de la fatigue. Je me frottai les yeux pour regarder encore. Oui, une femme au visage laiteux était dans mon lit. Elle dormait profondément. Au sourire de ses lèvres, on voyait qu'elle faisait un beau rêve. Je ne pus bouger pendant un moment. Je pensai ensuite à la réveiller, mais elle dormait si profondément que je n'osais pas. Ses cils paraissaient si longs dans la lumière. Ses narines tressaillaient, ses seins se soulevaient à intervalles réguliers. Et sa jambe gauche était découverte. Elle était blanche, nue comme une colonne antique renversée sur les roses de la couverture. Je la recouvris, j'éteignis la lumière et refermai doucement la porte. Je me souviens m'être écroulé dans un fauteuil et m'être endormi aussitôt.

La chaleur d'une main qui passait dans mes cheveux me réveilla. Elle était devant moi. Penchée sur moi, elle me caressait la barbe et les cheveux, m'embrassait les yeux, les lèvres et le front. Je sentais mes larmes perler, mouiller mes paupières puis mes joues, et couler au-delà de mes lèvres. "Je savais que tu reviendrais, disait-elle, je savais que tu finirais bien par revenir". Sa voix était douce et apaisante. Les mots s'amoncelaient sur moi comme des flocons de neige. "Ne repars plus, disait-elle, que ce soit la dernière fois. Si tu repars, que ce soit pour toujours!". Et elle ajoutait : "J'ai tissé le temps sur ma tapisserie; ton absence, ma vie sans toi, mes larmes, je les ai tissées comme un ouvrage laborieux. J'ai juxtaposé les jours aux mois, les mois aux années. Pas une seule fois, je n'ai cédé à la tentation d'un autre." Des sanglots étouffaient sa voix. Je l'attirai vers moi. Je ressentis le battement de son cœur dans ma poitrine. C'était une tourterelle qui battait des ailes sur mon cœur. Caressant ses mains patientes, lui embrassant les yeux, je savais que les jours d'errance passés dans les chambres d'hôtel, dans la foule des cafés du matin, dans les gares et les aéroports étaient loin derrière, que mon existence qui, sur la côte, se dispersait vers la haute mer, commençait à prendre plus de densité en rejoignant la pesanteur, et que j'allais vivre avec elle, me consumer en elle, sous la protection de la toile d'affection que ses caresses étaient en train de tisser autour de moi.

Paris
CNRS
Janvier 1992

DÉSIGNATIONS NÉGATIVES ET DICHOTOMIES FAUSSEMENT INÉVITABLES

Marie-Louise PELLEGRIN

Je me propose de réfléchir sur les catégories de pensée que nous employons quand nous énonçons - mettons en forme, en scène - les populations autres que celles que nous appelons développées ainsi que les groupes sociaux autres que ceux que nous classons comme actifs-productifs. Plus précisément, je voudrais interroger ici certaines dichotomies que l'on estime "évidentes" ou qui ont l'air tout à fait "naturel".

Il semble en effet "naturel" que les géographes, les économistes, les politologues, etc.. distinguent le Nord, développé, et le Sud "en développement", c.a.d., pauvre, de même qu'il semble "évident" que les statistiques de l'INSEE divisent dans notre société les actifs, estimés productifs, et les inactifs, dont on pense qu'ils sont improductifs.

En conséquence, l'on juge que les inactifs dépendent des actifs, de même que le Sud "dépend" de l'aide du Nord: les inactifs, le Sud, on pourrait ajouter l'Est, constitueraient donc les pôles "faibles", alors que les actifs, le Nord, l'Ouest représenteraient les pôles "forts".

Mais si les choses ne se passaient pas exactement ainsi?

Le rappel de ce qui est arrivé en anthropologie éclaire, me semble-t-il, le problème tel qu'il se présente en démographie et en sociologie. En anthropologie, on a depuis un moment déjà, cessé de nommer négativement les populations archaïques: les "primitifs" n'existent plus, et personne ne les désigne plus comme a-historiques, a-économiques, a-logiques. Les anthropologues - et les autres - ont en effet compris que ces désignations étaient la conséquence du regard de celui que Ribot appelait "l'adulte blanc et civilisé" et, plus précisément, des catégories de pensée¹ que ce dernier emploie. Cela a eu pour effet de changer le regard des

¹ Je n'entends pas "catégorie" dans le sens aristotélicien ou kantien mais wébérien, en tant que dénominateur commun.

anthropologues qui ont interrogé les catégories employées dans l'appréhension des populations éloignées. Ainsi il n'y a plus aujourd'hui de "primitifs" et, en conséquence, il ne s'agit plus de les "émanciper" ni de les "insérer dans l'histoire" ou de leur "apprendre notre logique".

Pourtant, il y a encore dans notre société des groupes sociaux que nous appelons, de façon négative, les "in-actifs", dont on dit qu'ils sont à "intégrer", sinon à "adapter". Il y a aussi le tiers monde ou les pays de l'Est qu'il s'agit d'aider", même si l'on sait ce qu'il en est de cette "aide". Mais on persiste à la proposer en oubliant qu'elle a quelque chose de blessant: en effet, c'est toujours le plus fort qui est "solidaire" de celui qui est , de ce fait, désigné comme "faible".

Je voudrais montrer que ce sont les actifs, le Nord, l'Ouest et non pas le Sud ou l'Est, qui constituent un problème aujourd'hui. Pour ce faire, je voudrais mettre en évidence les moyens par lesquels ces populations sont désignées, définies et mises en forme, en un mot, énoncées. C'est en effet l'emploi de certaines catégories qui nous amène à distinguer des populations "fortes" et "faibles" et à séparer les actifs des inactifs, le Nord et le Sud.

Pour ne pas tenir un discours généralisant, je travaillerai d'abord sur les catégories de pensée par lesquelles l'on pense, ou désigne, les populations dites archaïques, et je montrerai que leur énonciation en dépend. Nous verrons ensuite en quoi cet exercice peut être utile pour la désignation des inactifs.

J'avertis que, pour ce faire, je vais m'intéresser non pas aux "énoncés", (les discours énoncés que l'on tient sur les populations archaïques) mais plutôt à l'acte même qui les énonce, en rappelant avec Austin¹ que lorsque l'on parle ou que l'on énonce, on n'informe pas, on ne s'exprime pas seulement: ce que le sujet "fait" en énonçant, c'est mettre en forme le monde et y prendre place. Enoncer, c'est "catégoriser" le monde, comme dirait Benveniste, c'est "s'engager dans son discours", c'est "prendre position" comme disait Jean Stoetzel. Ici, dans notre cas, c'est mettre en forme les populations d'une façon qui se révélera négative ou positive selon les catégories de pensée qui, pour ce faire, sont employées.

D'où la nécessité de dégager tout d'abord ces catégories. En me basant sur une analyse précédente, concernant les peuples archaïques²), je commencerai par montrer que les jugements des anthropologues sont franchement désobligants lorsqu'ils emploient les catégories de pensée qui, leur étant habituelles, sont propres, en fait, d'une époque que je pourrais appeler "moderne industrielle".

¹ J. Austin, *Quand dire c'est faire*, Seuil, 1972 (1ère ed. 1960). Benveniste. *Problèmes de linguistique générale*, Gallimard-Tell-, 1966. G.Stoetzel. *Esquisse d'une théorie des opinions* PUF, 1943

² M.L. Pellegrin "Des inactifs aux travailleurs ou: à la recherche de catégories de pensée "heureuses", Thèse d'Etat, Juin 1991 (à paraître).

Désignations négatives

En revanche, ces jugements changent, ainsi que le statut attribué à ces populations, dès que d'autres catégories, que nous allons mettre en évidence ici, sont à l'œuvre.

Je me référerai ainsi à trois catégories de pensée : *mobilité, reconnaissance, modération*, en observant que (i) lorsqu'elles sont franchement ignorées par les ethnologues, les caractéristiques attribuées aux peuples étudiés sont décidément négatives; (ii) lorsqu'elles sont présentes sans que, toutefois, les auteurs en soient conscients, la description, très scrupuleuse, reste, je dirai, ambiguë.

C'est pourquoi je donnerai la préférence à un troisième type de catégories, propres à des auteurs tels que M. Sahlins et K. Polanyi. Lorsque ces catégories sont à l'œuvre, nous remarquons que la description des nomades et des agriculteurs primitifs devient tout à fait positive, ces catégories permettant, semble-t-il, de sortir de la représentation habituelle (et négative). Voilà pourquoi ces auteurs constitueront ici notre référence principale.¹

Les chasseurs collecteurs ou les représentations négatives.

Le "nomadisme"

Nous commençons par les textes qui conduisent à une constatation de "primitivité", mise en relation avec la "précarité", confondue, à son tour, avec le "nomadisme".

En 1952 Herskovits écrivait:

"Les aborigènes² australiens sont l'exemple classique d'une population dont les ressources économiques sont des plus *précaires*. En bien des lieux, leur habitat est encore plus *rudimentaire* que celui des Bochimans³, (sauf peut-être dans la partie septentrionale du pays). (Mais) considérons une liste des aliments que les aborigènes du Nord-Ouest du Queensland central tirent du pays qu'ils habitent ... La diversité est impressionnante, mais qu'on ne prenne pas cette diversité pour signe d'abondance, car les

¹ Nous voudrions rappeler que ce qui nous intéresse est l'énonciation (notre acte d'énonciation) de ces populations et non leur description, énoncée. Ainsi les références et citations constituent notre "terrain d'enquête" : loin d'enrichir ou d'étayer le texte elles le constituent en "matière" première et nous donnent la possibilité d'examiner notre façon de mettre en forme, en scène ces populations, c'est-à-dire de les énoncer.

² Aborigènes : synonyme d'indigène, terme désignant les "indigènes d'Australie".

³ Bochimans: (de Bushmann, homme de la brousse) peuples de l'Afrique du Sud-Ouest, vivant dans le désert du Kalahari (entre le Botswana et la Namibie).

quantités disponibles pour chaque élément sont si faibles que *la survie n'est possible qu'au prix d'une activité sans relâche*¹.

Le raisonnement tenu d'habitude sur les chasseurs collecteurs, toujours décrits comme un peuple pauvre, est "simple", avertit Sahlin: si certains peuples vivent selon une économie de "subsistance", c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement, c'est-à-dire mieux. Il nous paraît invraisemblable, remarque-t-il, que pouvant produire davantage, ils s'en privent. Si les nomades ne "font pas plus", c'est qu'ils ne le peuvent pas, pense-t-on.

Steward écrit :

Les chasseurs-collecteurs nomades parviennent *tout juste à satisfaire leurs besoins de subsistance*, et souvent ils en sont loin. Leur densité de peuplement (1 à 10 ou 20 habitants au mile carré) reflète cette situation. *Toujours par monts et par vaux en quête de nourriture, les loisirs leur font défaut*, qui leur permettraient de s'adonner à des activités autres que celles de pure subsistance; ils ne savent même pas profiter des dons que les occidentaux leur font.²

Gusinde a récemment écrit :

Ils ne savent pas prendre soin de leurs biens. Personne ne pense jamais à les ranger, les plier, les sécher ou les laver, ou bien à les rassembler de façon ordonnée. S'ils cherchent quelque objet en particulier, ils mettent sens dessus dessous les fouillis de leurs petits paniers. Les objets plus volumineux forment un grand tas dans la hutte: on les bouscule en tous sens, sans souci des dégâts possibles. *L'observateur européen a le sentiment que ces Indiens Yahgan n'attachent pas la moindre importance à leurs ustensiles* et qu'ils ont complètement oublié l'effort qu'il leur en a coûté. A vrai dire, personne ne tient aux quelques biens et effets qu'il possède: on les perd souvent et facilement et on les remplace tout aussi facilement ... même lorsque cela lui est facile, l'Indien ne fait rien pour préserver ses objets. Un européen serait ahuri de l'incroyable indifférence de ces gens qui traînent dans une boue épaisse des objets flambant neufs, des habits précieux, des provisions fraîches et des articles de valeur, ou qui les abandonnent aux enfants et aux chiens... Ils affectionnent pendant quelques heures, par curiosité, les choses précieuses qui leur sont offertes, après quoi ils les laissent étourdiment se détériorer dans la boue et l'humidité sans plus s'en soucier. *Ils voyagent d'autant plus aisément qu'ils possèdent moins*, remplaçant au besoin ce qui est abîmé. On peut donc dire qu'ils sont totalement indifférents à la propriété matérielle.³

¹ J. Steward et L. Faron, *Native peoples of South America*, Mc Grau-Hill, New York 1959, p.60 (c'est nous qui soulignons)

² In R. Leakey, *Les origines de l'homme*, préface de H. Coppens, Arthaud 1977, p.164.

³ M. Gusinde, *The Yamana*, New Haven, 1961, p.86-87 (51)

Désignations négatives

Observons que l'auteur détient ici une "bonne clef" : "bien" est égal à "poids" et donc à "non-bien". Mais, ne la saisissant pas, il conclut à "l'indifférence envers les biens".

Dans ce contexte, il est évident que les cadeaux offerts par les européens aux Bochimans ne peuvent pas ou presque être pris en considération. Dès lors, ils constituent un poids et cela blesse ceux qui les offrent.

"Le chapitre des cadeaux nous donna plus d'un motif d'embarras. Nous étions mortifiés de constater que nous ne pouvions pas offrir grand-chose aux Bochimans. Presque tout semblait devoir leur rendre la vie plus difficile, s'ajoutant à l'encombrement et au poids du bric-à-brac qu'ils traînent dans leurs déplacements quotidiens. Ils ne possèdent presque rien: une ceinture, une couverture de peau et une sacoche de cuir. *En un instant, ils peuvent rassembler tous leurs biens personnels*, les envelopper dans leurs couvertures et *les transporter sur leur dos pendant plus de mille cinq cents kilomètres. Ils n'ont pas le sens de la propriété*".¹

Ainsi, bien que l'auteur dise clairement qu'ici propriété signifie encombrement, il conclut par une affirmation négative: l'incapacité de penser la propriété.

En partant de la notion de propriété qui est la nôtre, nous sommes donc amenés à affirmer que les "primitifs" n'en ont aucune. Mais si nous retenons que ce qui intéresse les nomades est d'être mobiles, dans ce cas, il est évident que la propriété ne fait pas sens pour eux. Ne pouvant pas la prendre en compte, ils pensent que les "biens" ne peuvent qu'encombrer.

Ainsi, certains ethnologues montrent comment l'offre de cadeaux semble rendre la vie du nomade plus difficile, mais ne paraissent toutefois pas mesurer la portée de ce qu'ils écrivent. De ce fait, les catégories employées étant toujours les mêmes, leur représentation reste dans la lignée de celles de tant d'autres.

Les préjugés contre le nomadisme

Sahlins démontre que l'image négative des chasseurs collecteurs est en relation avec notre culture "sédentaire": de là est issue la représentation de la pauvreté attribuée aux nomades.

Cette représentation, dit-il, "trouve son origine dans les préjugés dûs à la comparaison désobligeante avec l'idéologie propre à l'économie de marché"²

C'est-à-dire à notre culture, où la valorisation du temps (de production) s'est substituée à la valorisation de l'espace.

¹ L. Van der Post, *The lost world of the Kalahari*, New York, Morrow 1958 p.276 (50)

² M. Sahlins, *Age de pierre, Age d'abondance*, Gallimard, NRF 1976 (1ère édition 1972), p.40

La raison pour Sahlins est simple. Il fallait:

exalter le Grand Bond en avant néolithique...capable de réduire l'effort et le temps nécessaires à l'obtention de la nourriture....Ce n'était pas la première fois que les philosophes prétendaient imputer les premiers stades de l'humanité à la nature plutôt qu'à la culture.¹

Ainsi, on a affirmé, comme l'a fait par exemple Braidwood, que:

un homme du paléolithique, qui passe toute son existence à suivre la trace des animaux uniquement pour les tuer et qui se déplace d'un lieu de cueillette à un autre, *vit lui-même comme un animal.*²

La vision "bestiale" de l'origine de l'humanité permet l'exaltation par contraste tout d'abord de la période néolithique et, ensuite, de toutes celles que nous disons de "progrès", lesquelles mettent "les loisirs à la portée de chacun, en réduisant l'activité nécessaire à l'obtention de la nourriture".³

Mais écoutons à ce propos ce que dit Elkin.

Les chasseurs collecteurs ou les représentations ambivalentes.

"Pauvreté" ou "attrait" du nomadisme?

Il nous paraît, dit Elkin, que

"les chasseurs collecteurs vivent de façon parasitaire; ils dépendent entièrement de ce que produit la nature et ne font rien pour aider celle-ci à donner ses fruits. Ils sont donc obligés de se rendre partout où ils ont des chances de trouver quelque chose de comestible. En d'autres termes, ils sont tenus par la nécessité d'être nomades".

Cependant Elkin spécifie que

le nomadisme de la vie indigène n'a pas de fondement biologique, mais il découle de la culture et, en somme du système économique. Si les moyens de se procurer la subsistance changeaient, la forme du nomadisme s'en trouverait du même coup modifiée. L'aridité - comme en Arabie, par exemple - force les hommes à déplacer de plus en plus leurs troupeaux, et elle conduit, en fait, au nomadisme pastoral ; dès que l'agriculture est possible, ce genre de vie disparaît. Il ne fait donc pas de doute que les aborigènes perdraient leurs habitudes nomades s'ils se mettaient à pratiquer la culture et le jardinage dans les endroits propices. Toutefois, cette mutation ne se ferait

¹ M. Sahlins, *op.cit.*, p.42

² R. Braidwood, "Prehistoric Men", *Anthropology*, 37, p.122 (42) (c'est nous qui soulignons)

³ R.Braidwood, *The Near East and the foundations for civilisation*, Oregon State System of Higher Education, 1952, p.5 (42)

pas aussi vite qu'on peut le penser. Mais *la chasse a ses attraits pour l'homme, sans parler des rites qui l'accompagnent.*¹

Si Elkin emploie donc certaines expressions telles que "ils sont obligés", "tenus par la nécessité", d'autre part, le mot "attrait", appliqué au "comportement naturel" des aborigènes et des indigènes, est en contradiction avec l'idée de "nécessité": si les peuples sont nomades, ce n'est peut-être pas la nécessité qui les y oblige.

En effet, l'état de nomades relève du plaisir que ce mode de vie offre à ceux qui en ont le goût : ils ne seraient pas prêts à l'échanger contre un autre, bien que ce mode paraisse pénible aux sédentaires. Grey en fournit, dit Sahlins, un exemple remarquable, quand il cite l'exemple du capitaine Sturt qui, rencontrant un groupe d'aborigènes occupés à recueillir de grandes quantités de gomme de mimosa, en conclut que

les misérables créatures se trouvant à la dernière extrémité, et dans l'impossibilité de se procurer d'autre nourriture, en avaient été réduites à récolter cette substance mucilagineuse. Mais, fait observer Sir George, la gomme de mimosa est un aliment très apprécié dans la région, dont la récolte, en certaines saisons, est l'occasion de vastes rassemblements au cours desquels les gens se retrouvent et campent ensemble, ce qu'ils ne peuvent faire le reste du temps.²

Ainsi Grey est obligé d'admettre que :

d'une manière générale, *les indigènes vivent bien*. Dans quelques régions, la nourriture peut venir à manquer en certaines périodes de l'année, mais dans ce cas on abandonne pour un temps la région. Toutefois, il est absolument impossible à un voyageur ou même à un indigène originaire d'ailleurs, de juger si un district offre ou non abondance de nourriture...

Mais en ce qui concerne son propre district, l'indigène est en tout autre position ; *il sait exactement ce qu'il produit, quand vient la saison de chaque chose, et comment se les procurer le plus commodément*. C'est en fonction de ces diverses circonstances qu'il détermine du moment où il se rend en différents points de son territoire de chasse ; et je dois dire que *j'ai toujours trouvé abondance de nourriture dans leurs huttes*.³

¹ A.P. Elkin, *Les aborigènes australiens*, Gallimard, 1967, n° 87.

² M. Sahlins, *op.cit* , p.45

³ G.Grey, *Journals of two expeditions of discovery in North West and West Australia*, London, Boone 1841, vol.II, p.259 (45) (c'est nous qui soulignons)

Le comportement des aborigènes, comparé à celui des blancs, est donc loin de lui être "inférieur" car, (dit Elkin),

*les aborigènes ont sur les blancs un avantage énorme : celui de savoir où, quand et comment se procurer de la nourriture et de l'eau.*¹

Elkin relate les propos de G. Grey qui, toujours dans son *Journal*, raconte comment,

forcé de rentrer très vite pour trouver du secours, il se sépara de six hommes qui avaient une grande expérience de la brousse, les chargeant de poursuivre l'expédition à partir de la rivière Murchison, en suivant la région côtière de l'Australie occidentale. Ces hommes étaient munis de couteaux, de hameçons et de lignes, de fusils et de munitions, et aussi de récipients pour les réserves d'eau et la cuisson des aliments. Ils mangèrent tout ce qu'ils purent trouver qui leur parut avoir quelque valeur nutritive - raconte Grey - mais si l'équipe de secours envoyée de Perth ne les avait pas rejoints à temps, ils seraient certainement tous morts. *Et cependant les indigènes parcoururent sans arrêt cette région pour leurs affaires tribales, sans craindre de se perdre ni de périr de faim ou de soif.* (ib.)

Cela leur permet de supprimer l'angoisse que nous éprouverions à leur place dans des circonstances semblables et leur donne "une supériorité sur les blancs".

Lorsque les autochtones se déplacent, raconte Eyre en 1845, ils parcouruent, en temps ordinaire, rarement plus de 13 à 19 kilomètres par jour.

Ils font ces marches, dit-il, sans se presser et sans s'affairer, ils évitent les inconvénients de l'énervernement et de la chaleur, en particulier la souffrance de la soif qui, chez les européens, est provoquée, non seulement par les activités physiques et les gros efforts auxquels ils sont soumis, mais aussi, et surtout, par la sensation d'un *manque de sécurité* et par *l'angoisse qui en découle*.²

Ainsi:

*Ils se mettent à la recherche de la nourriture et de l'eau sans se hâter, sans trop s'émovoir, et en s'y prenant bien avant d'en avoir besoin.*³

Les indigènes, commente toujours Elkin,

ont appris à se procurer des quantités suffisantes de nourriture et d'eau en économisant leurs forces au maximum, selon une tactique qui convient

¹ A.P. Elkin, *op.cit.* , p.77 (c'est nous qui soulignons).

² L. Eyre, *Journals of expedition of discovery into Central Australia*, Londres, 1845, in A.P. Elkin *op.cit.*, p.77 (c'est nous qui soulignons)

³ A.P. Elkin, *op.cit.* , (c'est nous qui soulignons)

fort bien à des hommes vivant de la chasse et de la cueillette, dans un pays extrêmement aride, comme l'est l'Australie dans sa majeure partie.¹

Cependant, si Elkin reconnaît que l'aborigène est parfaitement adapté à sa terre, il trouve nécessaire d'ajouter des justifications:

"S'il paraît paresseux", si, dans le camp, il paraît "flâner à droite et à gauche, c'est qu'il ménage ou récupère ses forces ; nous ne pensons pas assez à l'endurance qu'exigent les longues et opiniâtres poursuites après les kangourous... *Il peut sembler*, conclut-il, *que ce soit consacrer beaucoup d'efforts, de patience et d'habileté pour obtenir si peu de chose. Mais, ne faisons-nous pas de même lorsque nous allons à la chasse ou lorsque nous travaillons pour gagner l'argent qui nous permet d'acheter un canard?*²

Tout cela est exact mais, encore une fois, à la condition de tout ramener aux catégories qui sont les nôtres. C'est pourquoi Elkin se doit d'expliquer, par exemple, ce qu'il appelle "flâner à droite et à gauche" (l'expression est significative en elle-même) par des réflexions, soit d'ordre général, sur la "vanité" et la "relativité" de toute affaire humaine (cf. la fin du texte cité), soit tout-à-fait particulières, sur la "flânerie", (qui n'est pas "paresse", autre justification), dont les aborigènes auraient besoin après de "longues poursuites" (cf. le début du même texte).

Elki explique à plusieurs reprises que les aborigènes, qui parcourent sans cesse "leur région pour des affaires tribales" n'ont pas peur de se perdre, ni de périr de faim ou de soif: ils marchent parce que la marche, le déplacement, "c'est leur vie". La conséquence qu'Elkin ne tire toutefois pas, c'est que, lorsqu'on continue malgré tout de les plaindre, (car ils n'ont pas de lieu stable pour vivre), c'est comme si, - dirait Sahlins - "on plaignait le cheval car il doit rester debout".

Si Elkin pense donc que ce n'est pas l'angoisse, ni la peur de manquer de nourriture qui pousse les aborigènes à changer de lieu, cependant il oublie cela bien souvent, ce qui explique le caractère ambivalent de ses textes: s'il montre que les aborigènes ne peuvent pas être définis comme un peuple malheureux, cela ne l'empêche pas, nous l'avons vu, d'employer des expressions particulièrement désobligeantes à leur égard.

La très rapide analyse de ces quelques textes montre que si les auteurs cités possèdent tous des "clés de lecture" qui les conduisent à des descriptions très justes, ils n'en sont toutefois pas bien conscients, et cela les rend incapables de les exploiter : il n'en ont en effet pas les moyens. C'est-à-dire, ils n'ont pas à leur disposition les catégories de pensée qui le leur permettent.

D'autres catégories sont donc nécessaires pour appréhender les peuples étudiés par l'ethnologie. Sahlins et Polanyi, par exemple, en mettant en

¹ A.P. Elkin, *op.cit.* , p.78

² A.P. Elkin, *op.cit.* , p.69 (c'est nous qui soulignons)

évidence quelques-unes: efficaces, elles conduisent à une description "positive"

Les chasseurs collecteurs ou les représentations positives.

La mobilité

C'est l'emploi de nos catégories qui a amené à méconnaître ce que l'on appelle en conséquence le comportement "primitif": nous avons pu facilement nous en rendre compte, par exemple à propos de ce que les ethnologues ont pris, tout d'abord, comme incapacité de comprendre et d'accueillir les cadeaux.

En fait, il ne s'agissait pas de mépris des dons de la part des nomades mais, bien plutôt, de notre incapacité à penser le nomadisme en termes, non pas de précarité, pauvreté ou même "bestialité", mais de "mobilité", à partir de laquelle, par exemple, toute accumulation d'objets, même précieux, encombre et dérange puisqu'elle empêche les nomades d'être mobiles. Dès lors, les cadeaux deviennent des poids.

Nous avons pu encore nous rendre compte de l'emploi inadapté de nos catégories quand Elkin désigne les déplacements des nomades comme "pénibles et harassants". D'où le besoin pour notre auteur de les justifier, alors même qu'il met l'accent sur les "attraits" de la chasse, qui retirent à ces déplacements le caractère "pénible": si nous les considérons tels, c'est que nous sommes incapables de penser en termes de besoin, non pas d'objets, mais d'espaces à parcourir.

La "reconnaissance"

Les rapports que les nomades entretiennent avec leur terre - leur "patrie"-, ne relèvent pas de ce que nous appelons la "connaissance", mais bien plutôt, de la "reconnaissance" dont cette terre et cette patrie font bénéficier ceux qui y sont nés et continuent d'y circuler.

En ce qui concerne son propre district, écrit Grey, l'indigène sait exactement ...quand vient la saison de chaque chose, comment se les procurer plus commodément.¹

Et Elkin :

Il nous est facile de constater - commente-t-il à l'inverse - que, loin de ses terres familières où il collectait sa nourriture, l'aborigène ne sait plus où trouver des aliments et de l'eau suivant les saisons...Nous dirions qu'il ne

¹ G. Grey, *op.cit.* , p.260-262 (45)

connaît pas la région, alors que lui, au contraire, explique que cette terre ne le connaît pas, c'est-à-dire qu'elle ne le reconnaît pas comme sien.¹

Il ne s'agit donc pas seulement de "connaissance", dans le sens que nous donnons habituellement à ce mot, mais, disions-nous, de "reconnaissance", ce que permettent les "mystères" ou les "Rêves". En effet, explique clairement Elkin, les problèmes commencent, pour les aborigènes au cas où

les "Mystères" ou les "Rêves" propres à une terre...ne lui ont pas été révélés... Malheureusement, il peut arriver qu'un homme soit privé de cette sorte d'attache, même avec sa propre patrie. J'ai souvent entendu cette maxime: "celui qui perd son rêve est perdu". Il faut entendre par là que cet homme n'a pas été admis à connaître les rites et la mythologie de sa patrie, c'est-à-dire celle de son père et du père de son père... Il ne lui a pas été donné d'établir un lien sacramental avec cette réalité invisible et éternelle, "l'ombre" ou "l'esprit" de chacune des choses et des créatures qui font partie de l'univers tribal. Et pourtant, en ce lien seul résident la continuité et la perpétuation... Si un homme échappe à cette loi fondamentale, il est "perdu" au point de vue spirituel et psychologique, même dans sa propre patrie.²

Les expressions telles que: "ça, c'est ma patrie, ma patrie me connaît", traduisent bien un processus d'adaptation en tant que "reconnaissance" du milieu dans lequel se déroule l'existence de l'aborigène, ce qui permet l'établissement d'un lien personnel avec la "patrie"³

"Les mystères" ou "Rêves", propres à cette terre, à cette patrie, dont chacun constitue toute une science secrète, mythique et rituelle de caractère local... explique encore Elkin - créent une espèce de rapport personnel, "vital", entre l'homme et la nature.⁴

Les Rêves sont donc une sorte de catégorie, car sans les Rêves il n'y a pas, pour les aborigènes, possibilité de compréhension, c'est-à-dire, de relation avec le monde et soi-même: il s'agit donc de reconnaissance au double sens du terme.

Ces rites symbolisent et concrétisent, d'une façon logique, la conception totémique indigène de l'univers, dans lequel le chasseur se meut avec aisance: au dualisme visible-invisible, s'oppose la relation qui unit ces deux termes. C'est d'ailleurs en cela que consiste

le rôle de l'homme dans le rituel, (car) par ses actes magiques l'aborigène occasionne une conjoncture favorable au passage, dans l'espace et le

¹ A.P. Elkin, *op.cit.*, p.75.

² A.P. Elkin *op.cit.*, p.75-76 (c'est nous qui soulignons).

³ A.P. Elkin, *op.cit.*, p. 78

⁴ A.P. Elkin *op.cit.*, p.75

temps, c'est-à-dire, dans le lieu même où il vit et dans le présent, de cet invisible, de ce Rêve qui devient alors efficace.¹

Ainsi, l'aborigène ne se sent en sécurité que sur le "sol" de sa "patrie". Loin de celle-ci, il est perdu, ne peut vivre, au sens propre du terme, et c'est pourquoi sa race s'éteint. Elkin dit la nostalgie des chants aborigènes que l'on peut entendre le soir dans le camp où ces hommes ont été transplantés:

Dans le silence du soir, alors que plus rien autour de lui ne le sollicite, il songe à sa patrie, aux sites sacrés, aux lieux où on avait coutume d'installer les camps et aux aliments qui constituaient sa nourriture. Plein d'amour et de tristesse, presque au bord du désespoir, il sent monter sur ses lèvres les paroles de la mélodie : "Pauvre de moi, ma patrie", cette patrie de qui il a reçu la vie et où il aimerait retourner au moment de sa mort afin que, grâce aux rites, son esprit puisse suivre le chemin du Rêve jusqu'à la résidence d'esprits qui était sienne et d'où il est sorti pour être incarné. "Ça, c'est ma patrie."²

Le sentiment de sécurité ne vient donc pas pour l'aborigène - comme pour nous - d'une capacité à "s'approprier" de son environnement par la connaissance, ou de le "maîtriser" par le travail, c'est-à-dire, il ne pense pas qu'il doit "agir sur la nature". Il n'a pas à la dominer, car ce serait, comme disaient les Grecs, faire injure aux dieux. Ce qu'il lui faut, c'est, par contre, "se faire reconnaître".

Si ce comportement relève pour nous de la passivité, ce n'est pas le cas pour l'aborigène qui s'active au moyen des rites et des prières qui sont, pour lui, tout aussi indispensables - efficaces - que l'est, pour nous, le travail. Les Sianes de la Nouvelle-Guinée nous en apportent un exemple saisissant (cf. Salisbury - 25bis): lors de l'introduction de la hache de fer, ils n'ont pas augmenté la production de biens de subsistance, mais au contraire, ayant réduit le temps consacré à la production, ils ont augmenté proportionnellement le temps affecté aux activités cérémonielles, telles que la prière. En fait, prier est, pour les peuples archaïques, l'équivalent de ce qu'est, pour nous, travailler. La prière est donc tout aussi "active" que le travail, c'est un outil, situé à l'opposé même de la "ruse" moderne dont parle Marx.

Ainsi, quand nous appelons "superstition" le recours à la prière, nous introduisons une notion qui, opérationnelle pour nous, est "malheureuse" (Austin) dans le contexte où nous l'employons.

La modération.

Pour les aborigènes, stocker les produits de la nature est un non-sens, non seulement parce qu'ils sont des nomades et ont besoin, pour être

¹ A.P. Elkin *op.cit.*, p.273

² A.P. Elkin *op.cit.*, p.74 (c'est nous qui soulignons)

Désignations négatives

mobiles, de ne pas s'alourdir, mais aussi parce que, pour eux, le grenier, c'est la nature elle-même: elle produit les biens et la nourriture au fur-et-à-mesure des besoins.

En se reproduisant, les saisons ramènent les fruits qu'on attend, à condition, bien sûr, de savoir les attendre, à condition, et nous revenons là d'où nous sommes partis, non pas de "connaître", mais d'être "reconnus" par cette terre, qui est sa propre terre, et de faire partie du système dans lequel les hommes, la nature et les choses sont en inter-relation, où ils se reconnaissent et sont reconnus.

Dans ce contexte, la représentation des aborigènes comme êtres démunis et ayant à peine de quoi se nourrir est tout à fait inexacte. Voilà pourquoi, dit Sahlins, l'on ne peut pas parler de fuite devant la famine, de même que de désirs refoulés.

Voilà pourquoi Mac Arthur n'a pas de difficultés à montrer que les aborigènes australiens, qui pourraient récolter davantage, loin de se forcer jusqu'aux limites l'énergie humaine et des ressources naturelles, en restent en-deçà¹.

Ainsi lorsque l'on dit que les besoins des aborigènes sont "réduits" et que leurs "richesses" sont limitées, Sahlins observe que de telles formulations impliquent l'utilisation de catégories qui nous sont propres. Celles-ci ne tiennent pas compte du fait que, pour certains peuples, comme les aborigènes, et à certains moments, le stockage peut représenter une contre-valeur: c'est la mobilité, on l'a vu, qui permet aux chasseurs-collecteurs, comme dit Sahlins ,

de mettre leurs buts à la portée de leurs moyens... et de leurs possibilités, c'est seulement s'il y avait impossibilité de parcourir ce territoire, qu'il y aurait pénurie.

Si la richesse n'est jamais en fonction de l'accumulation et, encore moins, de ce que nous appelons la productivité, il ne s'agit donc pas, pour les nomades, comme pour les agriculteurs primitifs, de s'imposer des limitations. Ainsi, le terme de modération, que nous employons avec Sahlins, faute d'un autre meilleur, relève de la traduction du comportement aborigène dans nos catégories: pourquoi les nomades "se modèreraient-ils" sinon parce que nous les pensons à travers celles-ci?

En résumant:

Si la richesse ne vient pas nécessairement de ce que nous appelons la productivité, si toute accumulation d'objets est , rappelons-le, négative pour les nomades, c'est que d'autres catégories sont en cause:

La "mobilité", tout d'abord, qui permet aux nomades de chercher la nourriture là où elle se trouve.

Ensuite, la "reconnaissance" de la terre, de la patrie, comme des dieux, méritée à travers les cérémonies destinées à "se faire reconnaître": loin

¹ M. Mac Arthur, "Food Consumption.." in C.P Mountford, ed. *Records of the Australian.. Expedition*. Melbourne, University Press 1960, vol.II

d'avoir à "gagner sur l'autre", le bon jardinier, dit Malinovski, passe le temps à ne pas le rendre jaloux, et encore avant, à ne pas rendre jaloux les dieux. Ce qu'il veut, c'est se faire reconnaître.¹

Il faut ajouter encore la "modération", définie comme équilibre entre fins et moyens: c'est ce qui permet à "l'Age de pierre", d'être un "âge d'abondance", selon le titre de l'œuvre maîtresse de Sahlins.

Mais le problème n'est pas simple.

En effet, quand, avec Sahlins, les traits attribués aux aborigènes changent et que la description se fait positive, l' "âge de pierre" devient alors "âge d'abondance", et les "primitifs" deviennent malgré tout, ceux qui, "connaissent" leur terre, "limitent" leurs besoins. Si Sahlins pose donc la "reconnaissance" à la place de la "connaissance", il emploie encore nos catégories, les termes "d'abondance", de "limitation", de "modération", en font foi.

Ce dernier terme non plus n'est en effet pas bien exact, car les peuples archaïques n'ont en effet pas à se "modérer", comme ce serait le cas s'ils estimaient comme nous leurs "besoins" "illimités". Quand Sahlins explique que, chez eux, les moyens correspondent aux besoins, auxquels les premiers sont donc "adaptés", cette formulation, en termes de moyens et fins pourtant très exacte, rappelle la logique des choix rationnels, qui est la nôtre et non la leur.

En fait, c'est surtout la notion de besoin qui fait problème, non parce que celui-ci s'évacuerait en signe (culturel) comme le voulait J. Baudrillard, mais parce que l'objet même du besoin n'est peut-être pas là où nous pensons le trouver. Les aborigènes nous donnent tout le temps confirmation du fait qu'ils ne ressentent pas nécessairement les "besoins" que nous leur prêtons.

Par exemple, la sécurité ne saurait dériver pour eux de la production, au sens de maîtrise de la nature, dans le but de stocker un maximum de biens. Il s'agit, bien plutôt, d'obtenir ce que la nature veut bien produire, sans "forcer", par un acte de soumission respectueuse à l'égard de celle-ci.

Cet acte permet, on l'a vu, d'être "reconnu" que ce soit par la nature, ou les dieux, ou les ancêtres, ou ceux qui sont enterrés dans le sol. Les longues pérégrinations des nomades servent, en fait, à cueillir ce que dieu, ou la nature, leur offrent et que tout d'abord ils se sont mis en condition de recevoir.

Dans ce cas, ce qui est nécessaire, c'est de se faire "reconnaître, au moyen de rites et de cérémonies. On pourrait avancer que ceux-ci constituent le "travail" des nomades: Ce sont eux qui, disions-nous, sont "efficaces" et non pas forcément ce que nous appelons le travail².

¹ Cf. B. Malinovsky, *Les jardins de corail*, Maspero, 1974

² C'est pourquoi les nomades, en dehors des lieux de la culture qui leur est propre s'éteignent, même s'ils sont soignés, nourris, dans des conditions de vie qui sont, pour nous, les meilleures possibles. (cf à ce sujet Leakey, et A.P. Elkin, *op.cit.*)

Désignations négatives

C'est ainsi que les peuples archaïques peuvent disposer de ce qui leur est nécessaire sans avoir à se modérer, ni à vivre dans une "société d'abondance" (Sahlins); dans ce dernier cas on ne fait que renverser le problème - de la pauvreté à l'abondance - sans pour autant le renouveler.

Conséquences de l'emploi des catégories dégagées

La description du mode de vie des nomades et agriculteurs primitifs ayant permis de dégager les catégories de la mobilité, de la reconnaissance, (par la prière et les cérémonies rituelles), et de la modération, il est maintenant nécessaire de mettre en évidence ce que ces notions nous apprennent et ce qui, dans celles-ci est implicite:

Première catégorie : la mobilité. Elle dit la contingence, c'est-à-dire, la non-universalité de la catégorie du "temps" en ce qui concerne la définition de la production. Dans l'univers des peuples archaïques, en effet, c'est la possibilité de se déplacer, et donc la variable *espace*, qui, au contraire, est pertinente.

En clair, la production n'est pas toujours et partout dépendante de ce facteur, pour nous essentiel, qu'est le temps employé à produire, c'est-à-dire, *la productivité*, mais est en relation avec l'espace, c'est-à-dire, avec *la mobilité*. Observons que cela est intéressant aujourd'hui, quand "être mobile" est devenue une qualité hautement appréciée.

Deuxième catégorie : la reconnaissance. Elle dit l'impossibilité de généralisation, c'est-à-dire, la non-universalité de la catégorie du travail en tant qu'action de "métabolisation" (action "sur" la nature).

Pour les peuples archaïques, la prière est l'équivalent de ce qui est, pour nous, le travail : la prière est tout aussi "active", c'est un outil situé à l'opposé même de la "ruse moderne" dont parle Marx. Cet outil est peut-être plus performant que tout autre, pour eux, qui substituent à l'action "sur" l'environnement la demande de reconnaissance "par" (de) la nature.

En clair, *le travail n'est pas toujours et partout à percevoir en termes d'action "sur" la nature mais, bien plutôt, d'interaction "avec" l'environnement et les autres.* (plus précisément, d'interdépendance symboliquement médiatisée).

Troisième catégorie : la modération. Elle dit la non-universalité de la catégorie de la "rareté" des moyens, en relation à l'infinité présupposée de nos besoins.

Cela montre que le registre que nous appelons de "l'économique" n'est pas toujours et partout en relation avec la définition "formelle" de l'économie (selon la distinction établie par Polanyi entre économie "substantive" et "formelle" (ou de marché)

En clair : *la question des moyens, estimés rares par rapport à l'infinité présupposée des besoins, n'est pas une évidence dès lors que la richesse est définie comme "équilibre" entre moyen et fin.* Cela met en évidence la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons, nous, qui sommes

parmi les peuples les plus riches: nous vivons en effet dans un système de "rareté", alors que les peuples archaïques vivent, comme dit Sahlins, dans "l'abondance".

Ajoutons encore que ces populations ne pensent pas en termes de "moi", ni d'"individus", mais se définissent toujours par rapport au groupe, à travers la reconnaissance de celui-ci.

En guise de conclusion

De même que, en utilisant des catégories inaptes à en rendre compte, nous avons désigné jadis certaines populations comme "primitives", de la même façon, nous employons maintenant des catégories inaptes à définir les groupes sociaux qui, appartenant à notre propre société, sont nommés "inactifs" dans les statistiques de l'INSEE. Ces catégories semblent tout aussi inaptes à désigner les peuples du "Sud" et de l'Est, qu'elles amènent à définir comme des "populations à problèmes". En fait, énoncées, désignées par des catégories différentes, ces populations ne seraient plus uniquement redevables d'aide mais pourraient nous être utiles pour mettre en perspective notre propre société. Elles nous montreraient que notre système n'est pas "le" système, et nous pousseraient peut-être à rechercher les moyens pour l'interroger et le questionner.

Dès lors, nous cesserions de jouer les protecteurs et nous nous reconnaîtrions peut-être nous aussi en position de demandeur.

Nous apprendrions, par exemple, à prendre en compte l'espace tout autant que le temps, et à poser les problèmes en termes d'interaction et de "reconnaissance" et non plus seulement d'action "sur" l'environnement (pour le maîtriser). De même, nous apprendrions à considérer la réponse aux supposés "besoins" d'une façon tout à fait différente, et cela pour notre plus grand avantage.

Les conséquences pratiques en seraient énormes. En effet, le problème étant différemment posé, les solutions aussi pourraient être certainement différentes.

Par exemple, nous ne considérions plus que les inactifs "pèsent" sur les actifs mais, en parlant d'une désignation de la production définie non pas en termes de maîtrise mais d'interdépendance, non pas en relation au temps (la productivité) mais à l'espace (la mobilité), non pas seulement en relation à l'optimisation des ressources rares, mais à l'équilibre entre fins et moyens, nous aboutirions à une approche différente des problèmes de ceux que, pour l'instant, nous ne pouvons qu'"aider". Or, nous savons que cette attitude est vouée à l'échec: voir la "conférence sur la terre", à Rio (mai 1992)

L'on ne peut pas en effet "sauver la terre" en raisonnant toujours à travers des catégories qui sont aptes à "sauver l'entreprise". Si celles-ci ont permis l'essor du monde moderne industriel, il faut maintenant d'autres moyens en ce qui concerne le monde que je ne définirai pas comme post-moderne mais plutôt comme "trans-moderne".

Désignations négatives

Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, soit dans les théories les plus à la pointe, comme celles de la communication (même si celle-ci est bien loin de constituer une panacée universelle), soit dans les mouvements les plus suivis, comme celui des verts ou des écologistes (même s'ils sont loin d'être toujours convainquants), les catégories à l'œuvre sont justement celles que nous avons essayé de dégager, dont la "reconnaissance" (l'on sait par exemple, que l'émetteur peut bien lancer un message "sur" le récepteur, mais si celui-ci ne le "reconnait" pas, le message n'existe pas), ou comme "l'interdépendance" d'un même contexte (le champ symbolique du langage, par exemple, auquel nous sommes tous redevables et "sur" lequel nous ne pouvons plus penser pouvoir agir sans tenir compte des conséquences).

C'est seulement en employant des catégories de pensée différentes que nous pourrons dépasser certaines dichotomies et penser différemment les groupes sociaux des inactifs, en augmentation dans notre société, ainsi que les populations de l'Est et du Sud. Voilà pourquoi la recherche des moyens qui permettent ce dépassement constitue un enjeu essentiel aujourd'hui.

Paris
Séminaire Jean Stoetzel
Juillet 1992

SECULARIZATION, ISLAM, AND THE FUTURE OF THE ARAB WORLD : A DERIVATIVE DISCOURSE!

Ibrahim M. ABU-RABI*

How can one evaluate the position of both secularism and religion in contemporary Arab societies? What is the road taken by the Arab intelligentsia in effecting a rapprochement between the vast and complex Islamic tradition on the one hand, and the demands of the modern age on the other?

One way of giving at least a partial answer to these questions lies in studying the most distinctive sociological, political, and intellectual phenomena and trends in the modern Arab world against the background of Western modernity. In a recent study, an Arab professor in a Western university testifies that "particularly insufficient in Western studies are publication on Arab intellectuals who are grappling with the idea of modernity." [Boullata, p. ix]

It goes without saying that Western modernity has posed a set of problems to the inner workings of Arab society. Therefore, it behooves the scholar to explore the epistemological structure and meaning of modernity and modernization, their historical formation, especially in the context of Europe, and social viability in the modern Arab world. Some observers of current events in the Middle East take for granted that the Arab world has been part of the modernization process for many decades now. Others make a distinction between two types of Arab intellectuals : progressive-modernizing (forces of modernity), and conservative-traditionalist (forces of tradition). The author quoted above argues that progressive Arab intellectuals

* Editor of *The Muslim World*

voiced and articulated the frustration of the Arab masses against Arab regimes and the prevalent culture of Arab society. Their writings were characterized by deep social insight, self-analysis and a great measure of self-criticism. [Boullata, p. 2]

And

the more progressive among Arab intellectuals have tried to analyze the relationship of contemporary Arabs and the West. [Ibid., p. 8]

The same author elaborates on the above statements by forwarding the claim that

the forces of modernity, using mostly external ideas and models for change, are oriented towards the future, which they see as opening new horizons for the Arabs. Opposing them the forces of tradition, using mostly internal ideas and models for change, are oriented towards the past, which they see as an ideal to be repeated because they perceive it as having the promise of certainty and surety of proven success." [ibid., p. 6]

And thus he reaches the conclusion that the traditionalist Arab thinker is past-oriented because he plays into the hands of a traditionally-moulded ideology and faith structure, whereas the progressive Arab thinker believes in a man-made ideology and thought structure. Consequently, one could conclude on the basis of the above that there is a deeply-entrenched intellectual polarization in the modern Arab world, and that the "traditionalist intelligentsia" is conservative, reactionary, anti-modern, anti-West, past-oriented, and deeply religious. The conservative intellectuals

have entered the fray by countering the process of change towards modernity and by supporting the preservation of tradition. Some of them belong to established religious institutions or newly mushrooming politico-religious groups, and many of them are professional graduates of secular universities who have been converted to traditionalism and religious conservatism because they perceived modernization as a process bent on destroying the fabric of Arab society and its age-old venerated values. [Ibid., pp. 2-3]

In short, a prevalent view in current Arab intellectual circles contends that "conservative" Arab intellectuals have impeded the process of change, because they equate change with modernity and modernity with Westernization.

RELIGION AND SOCIETY

Undoubtedly, a major issue at stake here is the relationship between Islam and society in the contemporary Arab world. [Gilsenan 1982, and Waardenburg 1978] Obviously, Islam cannot be reducible to politics or

ideology or social movements alone. These could be only facets or manifestations of Islam in the modern world. In the same vein, the Islamic movements, as socio-political and religious movements, are only one facet of Islam, and their theological discourse or/and ideological contention is one amongst many other Islamic discourses. As such, Islamic movements, to my mind, in spite of all the problems faced or caused by them, are authentically Islamic. That is to say, they are not a theoretical or theological deviation from Islam. They reflect, in one way or another, Islamic ideas and norms. The major thinkers of the Muslim Brotherhood Movement in the modern Arab world, such as Hasan al-Banna, 'Abd al-Qadir 'Awdah, Sayyid Qutb, Muhammad al-Ghazali, 'Ali Gurayshah, Yusuf al-Qaradawi, Sa'id Hawwa, Hasan al-Turabi, and Rashid al-Ghanoushi have discussed a wide range of issues in light of the original theological-Qur'anic formulations of Islam, and in the context of Western colonialism and political divisions (the rise of the nation-state) arising in the post-colonial era. Such issues as Islamic theory of knowledge, theory of man in the *Qur'an*, *Jahiliyya* [pre-Islamic conditions] and Islam, social justice in Islam, the intelligentsia (religious and secular) and power, the West, capitalism and socialism, formative phase of Islam and early Islamic philosophy and thought, and the possibility of an overall reconstruction of Islam in the modern world, have formed the intellectual core of Islamic social movements. These questions, no doubt, are very complex, and there is no indication that the intellectual leaders of the Islamic movements have discussed them in a monolithic, ahistorical, or superficial past-oriented fashion. Therefore, in studying the religion-society dimension in the modern Arab world, or in any post-colonialist situation of the Third World, a committed scholar has to understand that as a process, not so much as a consequence of a past situation, but rather as a continuation of complex historical and intellectual processes. Seen in this light, a critical sociology of religion, i.e. Islam, has to be formulated with the use of the most advanced philosophical methods and social science concepts.

ISLAMIC TRADITION AS A PROBLEMATIC

The intellectual history of the modern Arab world has been, naturally, preoccupied with a number of crucial issues since the dawn of the *Nahda* [Renaissance] in the early nineteenth century - namely, religion, the construction and uses of knowledge, democracy, nationalism, women's role in society, and social justice. Putting the various sociological interpretations of religion aside, religion, or, to be more precise, the concept of "religious tradition" is an unescapable problematic in the modern Arab discourse - be it Marxist, liberal, nationalist, feminist, or religious.

A large number of influential Arab thinkers agree that the "Islamic tradition", far from being monolithic, is highly diversified and rich in content and method. Many forward the proposition that in order to be relevant to and meet the exigencies of the modern age, the Arabo-Islamic tradition has to be

rationalized and modernized. In other words, the revelatory and esoteric aspects of Islam have to be understood in human terms. Is the rationalization or/and modernization of the Islamic tradition possible?, and, if it was, how would this come about?

Generally speaking, any discussion of the "Islamic tradition" has to account for the intangible and intellectual tradition of Islam, especially Qur'anic studies, *hadith* tradition, *fiqh* [jurisprudence], *'ilm al-usul* [science of the principles of religion], *Shari'ah*, history, political and social theory and philosophy. Since the dawn of the Renaissance and the widespread secularization of "religious sciences" in Europe, the "religious" and the "irrational" have been increasingly associated with each other. Edward Shils testifies to this fact by saying that

religious knowledge, the result of the study of the will and works of the divine power, of the revealed, sacred texts in which these are recorded, and of the body of interpretation which has grown up around these texts from the effort to understand them and the divine will better has been regarded as the very epitome of all that reason refuses. Prejudice, dogmatism, superstition, taboos against rational thought, and plain error have been regarded as the marks of religious belief... [Shils, p. 94]

But, the authority of "tradition" is invoked when there is a major trauma in society. The continuous trauma created by colonization and Westernization in the Arab world has resulted in a deep revival of various Islamic religious sciences - a cultural fact that we still witness today. It is perhaps true that the Islamic tradition has been invoked and manipulated differently by different people for the sake of different interests and objectives. But, it is conceivable to argue as well, that new tools of conceptualizing the sources of tradition (be they rational or irrational, concrete or unseen) have to be created in order to assess the present intellectual, and religious situation in the Arab world. I would, therefore, venture to propose that the rationalization of any religious tradition, be it Jewish, Christian, Islamic, Hindu, or Buddhist, is inadequate since this rationalization would not delve into the core of that religion - a core which is based on the notion of spirituality and the Unseen, and would render out the religious secular and concrete.

MODERNITY AND MODERNIZATION

How can we then discuss the relevance of modernity and modernization to the progress and growth of contemporary Arab societies? Though one could argue that modernity is a cross-cultural phenomenon, which is indistinguishable, in many instances, from the progress and evolution of culture and thought in a society, the most dominant type of modernity, as experienced by the Arab world in the context of Western hegemony and colonialism, has been the Western one. Any serious study of the impact of Western modernity on modern Arab society has to consider the following

questions : 1) what is the historical background, and what are the contents of Western modernity? 2) Is [Western] modernity identical with secularization, scientific progress, modernization, industrialization, nihilism, and Westernization? 3) Has modernity posed a fundamental challenge to traditional elite and folk religious traditions in the Arab and Muslim world? And 4) what has been the general impact of modernity on non-Western societies and cultures?

What is, therefore, modernity? In his classical study of modernity, M. Berman (1982) defines it as a mode of vital existence and experience. He goes on to say that

there is a mode of vital experience-experience of space and time, of the self and others, of life's possibilities and perils- that is shared by men and women all over the world today. I will call this body of experience "modernity." To be modern is to find ourselves in an environment that promises us adventure, power, joy, growth, transformation of ourselves and the world-and, at the same time, that threatens to destroy everything we have, everything we know, everything we are. Modern environments and experiences cut across all boundaries of geography and ethnicity, of class and nationality, of religion and ideology : in this sense, modernity can be said to unite all mankind. But it is paradoxical unity, a unity of disunity : it pours us all into a maelstrom of perpetual disintegration and renewal, of struggle and contradiction, of ambiguity and anguish." [Berman, 1982, p. 15]

Berman identifies the salient features of modernity by locating it in the following three historical epoches : The first is from the sixteenth to the eighteenth centuries. The thinkers of this period "grope desperately but half blindly, for an adequate vocabulary; they have little or no sense of a modern public or community within which their trials and hopes can be shared." [Ibid., p. 17] The second epoch begins with the revolutionary wave of the 1790s, and the third, according to Berman, takes place in the twentieth century. In this century, "the process of modernization expands to take in virtually the whole world, and the developing world culture of modernism achieves spectacular triumphs in art and thought." [Ibid., p. 17]

From the above, one can conclude that, historically speaking, Europe has long been going through a unique process of social and epistemological transformation in the modern period. In this context, one major philosophical issue occupying the minds of modernist Europeans thinkers has been an appropriate theory of knowledge. In other words, the quest has been to search for foundational knowledge which is not legitimized by Metaphysics. We see this transition, for instance, in the works of Locke, Descartes and Kant very clearly. This led definitely to the secularization of knowledge. In addition these thinkers asked themselves the question about the possible relationship between philosophy, as epistemology or foundation of knowledge, and other arenas of life : society, ethics, and history. Rorty, for example, maintains that there was a real secularization of many areas of thought, including the moral aspect of life.

The secularization of moral thought, which was the dominating concern of European intellectuals in the seventeenth and eighteenth centuries, was not then viewed as a search for a new metaphysical foundation to take the place of theistic metaphysics. Kant, however, managed to transform the old notion of philosophy-metaphysics as "queen of sciences" because of its concern with what was most universal and least material - into the notion of "most basic" discipline - a foundational discipline. Philosophy became "primary" no longer in the sense of "highest" but in the sense of "underlying. [Rorty 1979, p. 132].

Therefore, knowledge is not to be searched for in the realm of Metaphysics but in the domain of fluctuating human history. This, to my mind, has been one of the major consequences of the triumph of Western modernity that Boullata does not point out.

In view of the above, it is my contention that in order to understand the philosophical nature and epistemological contents of Western modernity, one has to locate five historical-epistemological "moments", facts, or trends belonging to this phenomenon : 1) Renaissance; 2) Reformation; 3) Industrialization or scientific culture; 4) Enlightenment, and 5) post-Enlightenment, which includes the ideas of progress and Nihilism. These constructs have given rise to major trends or themes of thought that are essentially different from Arabo-Islamic thought because of the difference in the point of reference of each system. Secularization, rationalization, individualism, humanism, progress, nihilism, and the marginalization of religion have been the main features of Western modernity. There is no doubt that every Third world intellectual has to face the challenge of modernity, simply because this challenge is unavoidable. But does that mean that one has to succumb to the main tenets of modernity, such as nihilism, secularization, and pure rationalism?

Also, any Third world intellectual should be conscious of : (1) the way modernity has been translated into the theory of modernization, which simply seeks to transform the Third world into the image of the technologically triumphant West, and (2) the use of "modernization theory" as an academic paradigm to shape and direct the fields of Islamic, Arab, and Middle Eastern Studies. Habermas (1987) gives the following definition of modernization :

"Modernization" was introduced as a technical term only in the 1950s. It is the mark of the theoretical approach that takes up the Weber's problem but elaborates it with the tools of social-scientific functionalism. The concept of modernization refers to a bundle of processes that are cumulative and mutually reinforcing : to the formation of capital and the mobilization of resources; to the development of forces of production and the increase in the productivity of labor; to the establishment of centralized political power and the formation of national identities; to the proliferation of rights of political participation, of urban forms of life, and of formal schooling; to the secularization of values and norms; and so on. [Habermas 1987, p. 2]

In examining a recent study on Islam and liberalism, one finds the American political scientist Leonard Binder arguing that modernization theory is only "an academic transfer of the dominant, and ideologically significant paradigm employed in research on the American political system." [Binder 1988, p. 24] The majority of classical and contemporary American-Western "modernization" theorists under-estimate the significance of Islam as a cultural system, and as a religious and ideological phenomenon. They usually consider such factors as education, urbanization, media exposure, and economic productivity to be the main determinants behind the transition of a society from a traditional mode of existence to a modern (Western) one. In the same vein, "modernization" theorists, and their numerous disciples, fail to present an adequate formulation of the relationship between Islam and society in the post-colonial phase. In one sense, Islam gets "atomized" and reduced to a peripheral status in Middle Eastern societies : "Islam in its various forms, and categories, and applications, is only a part of Middle East culture, and by itself accounts for little." [Binder 1988, pp. 80-81]

ISLAMIC RESURGENCE IN THE CONTEMPORARY ARAB WORLD : QUR'ANIC DISCOURSE OR POLITICAL ACTIVISM?

Boullata, an author quoted earlier, contends that the concept of modern *Jahiliyyah* is pivotal in understanding radical Islamic thinking in the modern Arab world, especially that of the famous Egyptian Muslim activist Sayyid Qutb. What is *Jahiliyya*? Boullata says that "the usage of *Jahiliyya*, developed from the writings of Abu-l A'la Mawdudi (d. 1979), considers as evil many prevailing aspects of modern life, including those in the Arab world imitating Westerners or imbued with the values of the West, whether they are beliefs, customs, laws, and institutions, or arts, literatures, philosophies or people's visions." [Boullata, p. 58] And,

It is evident that Sayyid Qutb's thought is ahistoric, in that it does not recognize the factors of time and place in the development of Islam but rather presents it dogmatically as a monolithic and complete system from its inception. [P. 62].

What is Sayyid Qutb's radical thought? Is it his thought on *Social Justice in Islam* [1948], or on *The Battle Between Islam and Capitalism* [1951] or on *Islam and Universal Peace* [1951], all of which was written before he joined the Ikhwan movement in 1951? Or is it his mature Qur'anic exegesis, which, to my mind, is a brilliant elaboration of the Qur'anic principles in light of doctrinal, social, and political needs of modern Muslims.[K. Cragg 1988]. Perhaps, What Boullata means by Qutb's radical thought is the kind of thought that Qutb developed, especially in his famous *Ma'alim fi'l Tariq* [Signposts on the Road], under the impact of horrible prison conditions,which ended in his torture and execution by the Nasser regime in 1966.

Furthermore, Boullata does not situate the discussion of Qutb's ideas in the context of modern Arabic and Islamic thought. As a diverse and complex "intellectual" or "epistemological" construct, Arabic thought can be broken down into the following discourses : 1) renaissance discourse; 2) political discourse; 3) national discourse; 4) philosophical discourse, and 5) Islamic doctrinal discourse [Diyab 1988]. The Islamic-doctrinal discourse, which is the most controversial out of the five, concerns the purification of the fundamentals of religion. As Laoust puts it : "No doctrinal reform is possible without return to an original source." [Laoust 1932, and Voll 1983] *Islah* is the return to the just form of religion, and the affirmation of transcendent truth in a modern setting. This reformist program has dominated Arab intellectual activity up to the present time. It revolves around the affirmation of "a traditionalist method and language" in a modern setting. Clearly, we can locate Qutb's thought within this context of *Islah*.

In addition, the Islamic-doctrinal discourse can be subdivided into the following trends : 1) *Shari'a* trend, which was represented by the Azhar 'Ulama ; 2) oppositional trend; 3) reformist trend, which was carried on by the disciples of Muhammad 'Abduh [d. 1905] and Muhammad Rashid Rida [d. 1936], and 4) a metahistorical and utopian trend, which he calls mystical. Of these four main trends, the Muslim Brotherhood [the Ikhwan movement] took the leading role in Egyptian society and, later on, politics.

Qutb's ideas, as representative of modern Islamic activism in the Arab world, did not develop in a religious and social vacuum. The historicity of his ideas should be understood against the background of Egyptian society in the first half of this century. [Haddad 1983, and 'Azm 1980] Social life in Egypt in the phase under consideration was the scene of the collision and struggle of opinions and parties. Intellectual life was in general tumultuous and agitated. Qutb did not belong to the theological environment of the Azhar; nor did he develop, at his early stage in his life, a systematic philosophical doctrine. Being distant from theological and philosophical disputation, he was drawn to the world of literature and literary criticism. Qutb's inward intellectual ripening culminated with his transition from the world of literature to that of religion. Undoubtedly, Qutb was experiencing bitter inward struggles, which are characteristics of those who have a high measure of intellectual and social consciousness.

Contrary to Boullata's contention that the concept of *Jahiliyyah* is at the basis of Qutb's thought (radical or not), I would venture to suggest that questions of method preoccupied Qutb's mind a great deal , and, consequently, they can provide us with an adequate understanding of his ideas and their evolution. For instance, in his search for a proper methodology as a means to assess the relevance of the Islamic religious tradition, he dwells on the notion of religion or *din*. In this regard, he distinguishes between four distinct meanings of the term : 1) *din* as a belief system (epistemological construct), which means that *din* has universal and ideal rules and principles, (theological abstraction) ; 2) *din* as rites and rituals; 3) *din* as a nation. (Qutb, *Fi Dhilal al-Qur'an* [In the shade of the

Qur'an], Volume III, p. 1444), and 4) *din* as a human translation of these universal principles and rules. Qutb calls this translation '*aqida or manhaj*, a doctrine or a method which is dynamic and revolutionary.

As an epistemological construct, religion is a reflection of the infallible universal commands that characterized the history of man. The practical application of these commands is a reflection of the dynamism of '*aqida*. '*Aqida* is not static, neutral, ahistorical, and asocial. On the contrary, it is a dynamic social movement and historical movement that should seek to transform the world of man. Qutb blames Muslims themselves for their shaky view of their religion :

Defeated (Muslim) scholars have basically accepted the Western understanding of religion as a mere doctrine developed by man's conscience, which overlooks the pragmatic side of life. [Qutb, *Fi Dhilal al-Qur'an*, Volume III, p. 1443]

Qutb argues that theology or doctrine [*'aqida*] is a method. What is the nature and what are the contents of this method? And how is it related to other human disciplines such as philosophy, sociology, or history? As a method, Qutb says, '*aqida*, far from being didactic, is revolutionary in nature. It is almost an ideology. Its function is to transform the current un-Islamic categories, laws, and principles into Islamic ones. As such, at the heart of this method lies Qutb's theory of knowledge. His sole aim is to reconstruct the authentic Islamic theory of knowledge and apply it in history. One dimension of this theory of knowledge is epistemology, and the other is ontology. Ontology is a complex term that includes all being, especially human relations.

In understanding Muslim ontology in the twentieth century, Qutb develops universal-abstract and specific-practical concepts, categories, and principles. It is impossible to understand Qutb's general method if one does not delineate these universal and particular ideas and concepts. Qutb's universal principles can be understood at the following levels : 1) metaphysical qualities; 2) primordial human qualities; 3) historical principles, and 4) social events or situations. In terms of social situations, man is perceived as a responsible being who is related ontologically to other beings, and who has a sense of social responsibility.

One can say that in developing his ontology, Qutb, besides studying the semantic meaning of the key concepts of the Qur'anic *weltanschauung* and the changes the *Qur'an* introduced to the semantic structure of the Arabic language of the *Jahiliyyah*, discusses these basic formulations against the socio-economic, cultural, and political background of early Islam. Connected closely to this is Qutb's preoccupation, as suggested earlier, with the relevance of the Qur'anic *weltanschauung* to the modern conditions of Islam. As such, I suppose that one has to study Qutb's ontology as a dynamic, relational, and concrete one. Furthermore, this ontology has to be studied in totality - as a comprehensive whole. In other words, one has to dissect the multi-layer relationship of meaning developed by Qutb. Therefore, it would

be erroneous to study Qutb's key concepts in isolation from each other, precisely because this level of study would obstruct the real meaning(s) of the author and the interrelationships of these meanings. And, consequently, it would be erroneous to assume that one concept, such as *jahiliyya*, could carry the whole weight of meaning(s) intended by Qutb. This term, which is frequently used by Qutb, has to be studied in relation to other key terms used, and in relation to the transformation of Islamic epistemology in the past few centuries as well. When talking about the ontological elements in the Qutbian discourse, one can define the following areas : 1) ummatic vs. tribal entity. Here the individual owes allegiance to something more abstract and universal than a specific tribe. Human bondage is based on divine principles that, ideally speaking, culminated with the historical experience of the Prophet and his companions. The Muslim individual is perceived as an innovating, laboring, patient, and dynamic being. He is a man who has achieved his total emancipation with the rise of Islam. Therefore, the Muslim's self-consciousness is a consciousness of the ultimate concern, of God, and of his place in relation to the community at large. In an abstract sense, the Muslim is responsible for no one except God. Practically speaking, he should represent the conscience of the group or the *umma*. 2) Ideal vs. real. Qutb's *élan vital* is the dynamism of the doctrine. The doctrine is not a document to be recited day and night, but a method for action. If Muslims act responsibly, according to the Divine revelation, their sense of commitment would transform them from *jahiliyya* to Islam. Action, vitality, commitment, initiative, sacrifice, relatedness, and universalism are the qualities of an "authentic" Muslim.

The solution that Qutb gives to the "conceptual chaos" of today's world is ontological-epistemological. A thinker should be able to erect the conceptual foundations of a discipline epistemologically, and should, at the same time, share in the creative process ontologically. Detached-engaged duality should characterize the modern builders of systems of thought. The following quotation from Tillich could succinctly summarize Qutb's methodology :

Epistemology, the "knowledge" of knowing, is a part of ontology, the knowledge of being, for knowing is an event within the totality of events. Every epistemological assertion is implicitly ontological. Therefore, it is more adequate to begin an analysis of existence with the question of being rather than with the problem of knowledge. [Tillich, *Systematic Theology*, Volume I, p. 71]

Qutb argues implicitly that the problem of modern Muslims lies in their divorce of epistemology from ontology, and that the proper reconstruction of the essential connection between being and knowledge entails a wholistic approach that begins with the question of transcendence. Thus Qutb's main goal is to work out a thorough reconstruction of theology as an a priori foundation of the human and social sciences. In other words, he keeps referring to transcendence as the root of human knowledge .

RELIGION, NEOPATRIARCHY AND DEPENDENCY IN THE MODERN ARAB WORLD

A well-known Arab-American professor of Georgetown University, Hisham Sharabi, argues that there have been strong historical links between Islam and patriarchy, and that it is impossible to secularize the Arab world without breaking down this bond. He further argues that neopatriarchy is the modern historical culmination of patriarchy that started before Islam and kept a strong presence well into the modern period. Never paying sufficient attention to the complex social and historical formations arising in the Arab world since Islam, Sharabi argues unconvincingly that patriarchy followed a monolithic form of historical development starting with the pristine form, and passing from the traditional to the premodern, to the modern. This "modern" patriarchy-neopatriarchy (which is neither modern nor traditional, according to Sharabi) is a particular sociopolitical structure that emerged in the wake of the colonization of the Arab world by Europe. In this context, Sharabi severely attacks the hegemonic European presence in the Arab world because it led, according to him, to a two-way movement of exploitation : the expropriation of land and the dispossession of the colonized population (Sharabi, p. 68). One wonders how Sharabi can attack Europe's colonization of the Arab world so strongly, yet accept its other form of cultural hegemony - modernity - as the alternative to the current state of affairs in the Arab world? And it seems to me that Boullata himself has fallen into the same trap. He offers modernity as a solution, yet he seems to have problems with Western hegemony.

It could be argued that the discipline of Arabic-Islamic thought is still awaiting its own historian. It is necessary to write a consistent and precise history of the main presuppositions, themes, and features of modern Arabic-Islamic thought. One cannot, I believe, discuss this thought except in relation to the internal developments, as well as to the external influences upon it. The major external influence is the West. The West is a constellation of forces that developed against the tumultuous background of Europe and the U.S. for several centuries now.

We have seen so far that "religion" occupies a major position in the current debates raging in the Arab world. As a philosophical problematic, religion has to be considered not just as a relationship between God and man, but as a historical reality, a social phenomenon, and a normative belief system. A correct methodology to account for the various aspects of religion and its place in modern Arab societies is urgently needed. No true secularization can take place in the modern Middle East if the religious question is not studied seriously and deeply.

Hartford (CT)
The Duncan Black Macdonald Center
September 1992

WORKS CONSULTED

- Abdel-Malek, A., A. Belal, and H. Hanafi, eds., *Renaissance du monde arabe*. Paris, Duculot, 1972.
- Abu-Rabi', I., "Discourse, Power, Ideology in Modern Islamic Revitalism." *The Muslim World*, Volume , July-October 1991, pp. 283-298.
- Adonis, ['Ali Ahmad Sa'id], "Reflections on the Manifestations of Intellectual Backwardness in Arab Society," In *CEMAM Reports*. Beirut, St. Joseph University, 1974; especially pp. 25-34.
- Al-'Alim, M., *al-Wa'y wa'l wa'y al-zaif fi'l fikr al'arabi al-mu'asir* [Consciousness and False Consciousness in Contemporary Arabic Thought]. Cairo, Dar al-Thaqafa al-Jadida, 1986.
- Anawati, G., et M. Bormans, *Tendances et courants de l'Islam arabe contemporain*, Vol. 1, *Egypte et Afrique du Nord*. Munchen, Verlag, 1982.
- Arkoun, M., *al-'Almana wa'l din* [Secularization and Religion]. London, Dar al-Saqi, 1990.
- 'Azm, Y., *Ra'id al-fikr al-islamic al-mu'asir al-shahid Sayyid Qutb*. Beirut, Dar al-Qalam, 1980.
- Berman, M., *All That is Solid Melts Into Air : The Experience of Modernity*. New York, 1982.
- Boullata, I., *Trends and Issues in Contemporary Arab Thought*. Albany, State Univeristy of New York Press, 1990.
- Carré, O., *Mystique et politique : lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, frère musulman radical*. Paris, Editions du Cerf, 1984.
- Chatterjee, P., *Nationalist Thought and the Colonial World : A Derivative Discourse*. London, Zed Press, 1986.
- Cole, J., ed., *Comparing Muslim Societies : Knowledge and the State in a World Civilization*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1992
- Cragg, K., *The Pen and the Faith : Eight Modern Muslim Writers and the Qur'an*. London, George Allen and Unwin, 1985.

Secularization, Islam, and the Future

- Diab, M. H., *Sayyid Qutb : al-khitab wa'l aidiyulujiyya*. [Sayyid Qutb : Discourse and Ideology] Cairo, Dar al-Thaqafah, 1988.
- Djait, H., *La personnalité et le devenir arabo-islamique*. Paris, Seuil, 1974.
- Djait, H., *Europe and Islam : Cultures and Modernity*. Berkeley, University of California Press, 1986.
- Gilsenan, M., *Recognizing Islam : Religion and Society in the Modern Arab World*. New York, Pantheon Books, 1982.
- Habermas, J., *The Philosophical Discourse of Modernity*. MIT Press, 1987.
- Haddad, Y. Y., "Sayyid Qutb : Ideologue of Islamic Revival," *Voices of Resurgent Islam*, John L. Esposito, ed. (New York, Oxford University Press, 1983), pp. 67-98.
- Hanafi, H., "Des Idéologies Modernistes à l'Islam Révolutionnaire." *Peuples Méditerranéens*, 21, octobre-décembre 1982.
- Hanafi, H., "The Relevance of the Islamic Alternative in Egypt." *Arab Studies Quarterly* 4 (1&2), 1982.
- Hanafi, H., *al-Harakat al-islamiyya fi misr* [Islamic Movements in Egypt]. Beirut, al-Dar al-Islamiyya, 1986.
- Hobsbaum, E., and T. Ranger (eds.) *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- Hourani, A., *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939*. London, Oxford University Press, 1970.
- Hourani, A., *Islam in European Thought*. Oxford, Oxford University Press, 1991.
- Hussayn, A., *Nahwa fikr 'arabi jadid* [In Search of New Arabic Thought]. Cairo, Dar al-Mustaql al-'Arabi, 1985.
- 'Imarah, M., *Tayyarat al-fikr al-islami* [Islamic Trends of Thought]. Cairo, Madbuli, 1984.
- Al-Jabiri, M. A., *al-Khitab al-'arabi al-Mu'asir* [Contemporary Arabic Discourse]. Beirut, 1982.
- Al-Jabiri, M. A., *Takwin al-'aql al-'arabi* [Formation of the Arab Mind]. Beirut, Markaz Dirasat al-Wihdah al-'Arabiyyah, 1988.

- Al-Jabiri, M. A., *Ishkaliyat al-fikr al-'arabi al-mu'asir* [Problems of Contemporary Arabic Thought]. Beirut, Markaz Dirasat al-Wihdah al-'Arabiyyah, 1989.
- KhalafaAllah, M., "al-Sahwa al-islamiyya fi Misr," [Islamic Revivalism in Egypt], in, Markaz Dirasat al-Wihda al-'Arabiyya, *al-Harakat al-islamiyya al-mu'asira fi'l watan al-'arabi*. Beirut, 1989, pp. 37-98.
- Laroui, A., *The Crisis of the Arab Intellectual : Traditionalism or Historicism?* Los Angeles, University of California Pres, 1976.
- Laroui, A., *L'idéologie arabe contemporaine*. Paris, Maspero, 1973.
- Laroui, A., *Islam et modernité*. Paris, Editions La Découverte, 1987.
- Laoust, H., "Le réformisme orthodoxe des Salafiyya, et les caractères généraux de son organisation actuelle", *Revue des Etudes Islamiques* VI, 175-224 (1932).
- Mahmud, Z. N., *Tajdid al-fikr al-'arabi* [Renewal of Arabic Thought]. Beirut, Dar al-Shuruq, 1974.
- Musallam, A., *The Formative Stages of Sayyid Qutb's Intellectual Career and his Emergence as an Islamic Da'iyyah, 1906-1952*. (Ph.D. Dissertation,) Near Eastern Studies, University of Michigan. Ann Arbor, Michigan, 1983.
- Rahman, F., *Islam and Modernity : Transformation of an Intellectual Tradition*. Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- Sivan, E., *Radical Islam : Medieval Theology and Modern Politics*. New Haven, Yale University Press, 1985 & 1990.
- Sharabi, H., "Cultural Critics of Contemporary Arab Society." *Arab Studies Quarterly*, Vol. 9 (1), Winter 1987.
- Sharabi, H., *Neopatriarchy : A Theory of Distorted Change in Arab Society*. New York, 1988.
- Shils, E., *Tradition*. Chicago, University of Chicago Press, 1981.
- Tillich, P., *Systematic Theology*, 3 Vol. Chicago, University of Chicago Press, 1953-1961.
- Voll, J., "Renewal and Reform in Islamic History : Tajdid and Islah." In John L. Esposito, ed., *Voices of Resurgent Islam*. New York, Oxford University Press, 1983, pp. 32-47.

Secularization, Islam, and the Future

Waardenburg, J., "Official and Popular Religion in Islam." *Social Compass*, 1978, 25 (3-4), pp. 315-341.

A PROPOS DES ANNEES ALGERIENNES : REPONSES A QUELQUES INTERROGATIONS

Benjamin STORA

Dans sa livraison 58-59, Peuples Méditerranéens a publié "Les Années algériennes ou la soft histoire médiatique?" de Mohammed Harbi, Gilbert Meynier, Madeleine Rébérioux, Annie Rey-Goldzeiger, Pierre Vidal-Naquet, à propos du film conçu par Benjamin Stora. Ce dernier répond ici à ses critiques.

Il est de bon ton de dire que le dérisoire médiatique accélère le périsable et que la civilisation du petit écran invite à survoler et décourager l'étude. Il faut croire que ce n'est pas le cas des *Années Algériennes*, série de grande audience qui suscite, presque un an après sa diffusion, une longue réaction/réflexion de cinq universitaires.¹

Leur appréciation tend à dissocier sans cesse l'un des auteurs des trois autres, en présentant ces derniers comme de simples exécutants et en insistant sur la méthodologie historique mise en oeuvre.

Historien, je répondrai donc en leur posant, à mon tour, quatre questions à propos de leur texte.

¹ D'autres documentaires ou émissions ont été diffusés à la télévision en 1992 sur la guerre d'Algérie. En février une "Marche du siècle", à propos du film de B. Tavernier et P. Rotman, *La guerre sans nom*; en mars, sur FR3, un documentaire de R. Copans, *Les frères des frères*; en juin, le film de P. Monier et Y. Courrière, *La Guerre d'Algérie*, sur Antenne 2. Signalons aussi de P. Jeudy, *La mémoire des pieds-noirs*, sur TF 1 en mai; enfin dans l'émission "Envoyé spécial", un long reportage en juin sur *La mémoire des soldats français en Algérie*. Au total 10 heures d'émission dans les six premiers mois de 1992. Toutes ces émissions n'ont pas à ma connaissance, suscité de réaction publique d'universitaires.

Quel objet ?

Les cinq auteurs ont manqué l'objet de la série *Les Années algériennes* faute d'avoir tout simplement prêté attention à son titre. Faut-il leur rappeler qu'un titre a généralement pour fonction de délimiter le propos d'une oeuvre, et en ce sens son choix n'est rien moins qu'indifférent? Notre film ne fait pas exception à la règle. *Les Années algériennes* ne sont pas *La Guerre d'Algérie*. Une analyse sémantique des plus élémentaires aurait pu mettre les cinq auteurs sur la voie.

En effet, l'expression retenue a au moins le mérite d'indiquer, jusque dans son indétermination, de quel côté ces "années" ont été vécues. Les années de la guerre d'Algérie ne sont les années "algériennes" que du côté français, ce qui revient à dire qu'elles ne sont "algériennes" que pour qui n'est pas ou n'est plus algérien, un peu, *mutatis mutandis*, comme les années de la domination coloniale française auraient pu être vécues du côté algérien comme *les années françaises*. L'expression *Les Années Algériennes* présente donc tout à la fois l'avantage d'être suffisamment déterminée pour exclure qu'il puisse s'agir d'autre chose que de la manière dont la guerre d'Algérie a été vécue du côté français, et celui d'être suffisamment indéterminée pour recouvrir la pluralité des vécus de cette guerre de ce même côté français. Manifestement ce point a échappé à la sagacité des cinq auteurs.

Qu'il s'agisse de reprocher à la série de ne pas traiter de l'histoire de la guerre d'Algérie du point de vue de ses origines et de ses causes profondes (p. 7 et p. 11 du document des cinq auteurs)² ou qu'il s'agisse de lui reprocher de ne pas faire la part égale aux témoins algériens et aux témoins français (p. 3 et p. 5 de ce même document), la critique des cinq auteurs consiste d'un bout à l'autre à juger le film en fonction d'un objet qui n'est pas son objet. *Les Années Algériennes* n'ont pas pour objet la guerre d'Algérie, mais bien les mémoires françaises de la guerre d'Algérie.

C'est d'ailleurs ce que la presse algérienne a compris. En témoigne, en particulier, l'appréciation portée par Mustapha Chelfi qui, rendant compte des *Années Algériennes* écrit :

Benjamin Stora a donc montré les images et rapporté les propos qu'il jugeait utiles et croyait utile de faire connaître à une opinion française, dans un pays, la France, qui au contraire de l'Amérique avec le Vietnam, a toujours cherché à ensevelir un peu de son histoire à qui elle voulait, jusqu'à aujourd'hui, tourner le dos.³

Et dans le grand quotidien *EI Watan* il est dit :

² Sur les origines de cette guerre d'Algérie, voir Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954*, éd. La Découverte, Paris, 1991.

³ *Algérie-Actualité*, n° 1357, 17/23 -10 - 1991.

L'auteur jette un éclairage sur une réalité tragique et complexe, et explique pourquoi une guerre si longtemps enfouie sous un épais silence continue de peser sur la société française d'aujourd'hui.⁴

Les Algériens ont si bien perçu l'objet qu'ils ont vu dans l'entreprise elle-même comme un appel à une recherche parallèle sur les mémoires algériennes de cette guerre. Evoquant la séquence du massacre de Melouza, Saïd Mekbel écrit:

Et c'est peut-être là, dans cette séquence, que Benjamin Stora nous fait un appel discret. De notre côté l'amnésie s'est aussi installée. Il y a aussi la même tentative d'oubli que chez les Français. Et il y a peut-être même pire que leur refoulement, c'est cette sorte de consensus, d'unanimisme qui, depuis l'indépendance, s'est installé avec le parti unique.⁵

Et dans *L'Observateur-Hebdo d'Algérie* du 1-10-1991, on peut lire également à propos de la même séquence:

C'est là, nous semble-t-il, l'idée (ou la grande métaphore) de l'espoir qui a suggéré à travers la conception des *Années Algériennes*. C'est l'appel essentiel. L'Histoire n'est pas un livre à refermer.

Une histoire de la mémoire?

Les cinq auteurs nous mettent en garde : "La mémoire n'est pas l'histoire". On ne saurait assurément viser plus juste. Mais si la mémoire n'est pas l'histoire, du moins la mémoire est-elle l'un des objets possibles de l'histoire.

On peut même parler - sans avoir pour cela à rougir de honte - d'une histoire de la mémoire ou des mémoires, et ce en un double sens : au sens du génitif subjectif, la mémoire a une histoire en ce qu'elle s'altère et se transforme ; et au sens du génitif objectif, la mémoire constitue l'objet d'étude sur lequel porte la réflexion historique. Continuons. Si rien n'interdit a priori d'élire la mémoire comme objet de l'histoire, encore faut-il préciser qu'elle ne se donne pas immédiatement pour telle : il s'agit par conséquent d'instituer la mémoire comme objet de l'histoire. Les cinq auteurs ne sont sans doute pas sans savoir qu'un objet demande à être construit. Sans doute est-ce là d'ailleurs le sens de leur salutaire rappel interdisant d'identifier mémoire et histoire. Quoiqu'il en soit la question est : comment construire l'objet "mémoire" ? Un tel travail exige en premier lieu (même si cette condition nécessaire n'est pas suffisante) de rendre la mémoire à elle-même en la dégageant de toutes les sédimentations qui l'ont ensevelie au point de la rendre méconnaissable, un peu à l'image de la statue du dieu marin Glaucos au Livre X de *La République*.

⁴ *El Watan*, 15-9-1991, "Guerre d'Algérie, dans les profondeurs de l'inconscient".

⁵ *Le Matin*, 23-9-1991.

L'institution est donc d'abord restitution. Ce qui veut dire entre autres choses, que le geste de l'historien instituant la mémoire comme objet accomplit déjà en lui-même, est déjà en lui-même, la critique de toutes les tentatives de recouvrement, d'ensevelissement, de la mémoire réelle par les récits officiels ou, plus subtilement encore, par des "mémoires de substitution" qui ne vivent que de l'occultation de l'essentiel.

"L'oubli" de la guerre d'Algérie n'est pas simplement absence de mémoire. Mais cette sensation d'oubli tient dans l'existence de mémoires tronquées, partielles et partiales, légendes et stéréotypes élaborées dans la crainte d'une parole vraie.⁶

Quelle critique historique?

Nous sommes là, au vrai, très loin de la conception de la "critique historique" défendue par les cinq auteurs. Celle-ci, qui doit manifestement beaucoup à Langlois et Seignobos, est toute entière fondée sur une séparation méthodologiquement ruineuse entre l'établissement des témoignages (réduit à un simple dosage quantitatif 50%-50%) et la critique des documents ainsi établis (réduite elle-même à une rhétorique anti-colonialiste un peu courte). Référée à l'objet "mémoire", une telle critique s'avère singulièrement impuissante. Mieux, elle constitue l'un des obstacles majeurs au développement d'une authentique critique historique.

En effet, la critique historiquement la plus féconde de la mémoire est celle qui en dévoile l'alchimie en rapportant la mémoire comme produit au "*sol vécu*" où elle s'origine comme mémoire et à partir duquel sa fabrication s'opère. C'est, en d'autre termes, celle qui parvient à montrer que la manière même dont la guerre d'Algérie a été vécue du côté français a permis aux mémoires françaises d'être produites comme mémoires et de continuer à vivre d'une vie souterraine, longtemps après que la guerre elle-même eût pris fin. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que la critique se fait proprement "généalogique". A préférer à cette démarche exigeante une dénonciation abstraite du colonialisme, on s'interdit de comprendre l'essentiel, à savoir le sens, ou plutôt les sens nécessairement différents prêtés à leur propre expérience par les différents porteurs de la mémoire. On est alors conduit à enfermer chaque acteur de l'histoire dans un destin tracé d'avance où la question du sens n'a plus aucune place (à cet égard le parallèle tracé par les cinq auteurs à la page 4 de leur document entre l'ancien officier appelé Jean-Pierre Gaildraud et l'ancien SS Christian de la Mazière est au plus haut point inquiétant et révélateur)

⁶ A propos de cette problématique de l'oubli, voir Benjamin Stora, *La Gangrène et l'oubli*, éd. La Découverte, Paris, 1992.

Il est temps pour les cinq auteurs de comprendre que le sens est pluriel et non univoque, l'histoire est faire de "choses qui pouvaient être autrement" (*endechomena allôs echein*).⁷

La critique historique qui reste sourde à ces virtualités se disqualifie d'elle-même et n'a d'historique que le nom.

Il faut y insister :

La vérité est multiple, à plusieurs voix, faite d'innombrables subjectivités. Avant d'être une illustration de thèses, discours grandiloquents, l'histoire est d'abord charnelle, destins individuels entrecroisés. Vécus pathétiques (...) le chagrin et la solitude de l'appelé, les colères, la peur qui noue les tripes d'une fermière, la générosité des porteurs de valises deviennent des informations "écrit à propos des *Années algériennes*". Rachid Hamoudi, *El Moudjahid* (23-9-1991).

En méconnaissant cette dimension, on se condamne, au mieux, à reprendre indéfiniment à son compte, ce que Michel Foucault appelle "l'hypothèse répressive" : les pouvoirs coloniaux auraient, autoritairement et artificiellement, par la voie de la seule censure extérieure, provoqué le refoulement de la vérité.

Que la "passion du bien-être", pour reprendre une expression tocquevillienne, ait pu rencontrer cette censure extérieure pour produire elle aussi des effets d'occultation, voilà qui n'effleure même pas les cinq auteurs.

L'enjeu est pourtant de taille : seule une réappropriation consciente des mémoires permet de reconnaître le passé comme passé, c'est à dire de ne plus le vivre comme présent. En ce sens nous confessons volontiers que notre travail n'est pas exempt d'une certaine visée cathartique. Que les cinq auteurs se rassurent : la catharsis n'a rien de particulièrement "soft".

Il n'est que d'entendre le récit d'appelés français racontant comment ils ont bombardé "un village arabe" après le 1er novembre 1954, en guise de représailles : l'explication de Paul Teitgen, qui démissionna de son poste de Secrétaire général de la Police au moment de la Bataille d'Alger, au sujet de la torture et des "crevettes Bigeard"; le témoignage de pilotes de bombardiers, qui ont pilonné Sakiet Sidi Youcef et évoquant le largage de napalm sur des populations civiles; la confession de Charly Robert, "héros" du premier "Cinq colonnes à la une", sur la manipulation de l'information pendant cette guerre ; et tous les récits sur la terrible nuit d'octobre 1961 à

⁷ C'est ce que montre bien Paul Veyne dans *Comment on écrit l'histoire* (Le Seuil, 1989, p. 79): "L'extra lucidité *post eventum* n'est pas celle des contemporains qui ont tout loisir de constater que d'oppressants problèmes ou des révolutions ardemment préparées finissent par se perdre obscurément dans les sables, tandis qu'éclatent des révolutions inattendues qui révèlent rétrospectivement l'existence des problèmes qu'on ne soupçonnait pas. Le mérite d'un historien n'est pas de passer pour profond, mais de savoir à quel humble niveau fonctionne l'histoire; il n'est pas d'avoir des vues élevées ou même réalistes, mais d'avoir le jugement bon pour les choses médiocres".

Paris ... Toutes ces choses n'avaient jamais été dites à la télévision française à une heure de grande écoute.

Quel usage de l'image?

Il existe une liaison étroite, dans la recherche historique, entre l'effort d'élaboration, la mise en place d'une problématique et les moyens "matériels" dont on dispose. De sorte que l'histoire s'écrit dans le rapport permanent avec la découverte de nouveaux documents, supports.

Une conception de l'histoire, c'est non seulement la méthode Qu'elle s'assigne, mais également les moyens dont elle dispose. L'élargissement de la connaissance historique se trouve ainsi placée comme inséparable du développement de la réalité historique elle-même. Le progrès de l'intelligence des processus du passé s'alimente des élaborations théoriques. Mais également de l'outil dont dispose le chercheur.

Le XX^e siècle est celui du plus grand potentiel d'informations. Il y a, bien sûr, surabondance des traditionnelles sources écrites ; et aussi la mémoire des hommes dont Pierre Vidal-Naquet dit fort justement "qu'il est grand temps de l'intégrer à l'histoire" (*Les Juifs, la Mémoire, le Présent*, éd. La Découverte, Paris, 1991). La nouveauté réside dans l'apparition de l'image, défi redoutable pour l'historien d'aujourd'hui.

Cette fameuse irruption de l'image, signe d'une rupture, d'une appréhension nouvelle de l'histoire, a commencé toutefois depuis assez longtemps pour créer sa propre tradition. On sait déjà que les chercheurs doivent résister à leur tendance naturelle qui consiste à solliciter l'image comme un simple renfort pour illustrer (ou confirmer) un discours déjà élaboré à partir des autres sources qu'ils utilisent traditionnellement. Il faut lire l'objet "*image*" , comme on lit un document écrit, en rechercher les indices signifiants et non simplement se poster devant un écran de télévision un chronomètre à la main.

L'image, comme toute autre source, pose des problèmes propres sur le plan méthodologique. Elle a déjà subi une transformation au moment où nous la regardons. Celui qui a filmé, celui qui a monté, celui qui a préparé des commentaires, par sa vision personnelle, sa part d'interprétation, transforme le document que l'on croit naïvement "brut", en "témoignage" . Un film est l'objet d'une "élaboration" plus ou moins masquée, où l'auteur apporte forcément une vision fragmentaire d'une réalité passée.

C'est ainsi que l'image ne peut, par elle-même , s'acquitter de la tâche ainsi impartie à la critique historique. Nous ne l'avons jamais prétendu. Pas un seul instant nous n'avons cédé au fétichisme de l'auto-suffisance de l'image : l'image ne saurait tout dire, son incomplétude est irréductible, sa principale vertu est d'évocation. C'est justement pourquoi, contrairement à

ce que pensent les cinq auteurs, il n'y a pas, il ne peut y avoir, "d'écriture de l'histoire en images" (p.2). En revanche, il y a place plus modestement, pour une contribution de l'image à une écriture de l'histoire. C'est en cela que réside le projet du film : contribuer à l'histoire de cette part d'oubli qui fonde la mémoire des hommes, contribuer à cette histoire et non s'y substituer. Et dès lors qu'il s'agit de la mémoire, il est de droit que la subjectivité (par laquelle les émotions personnelles se mêlent en une trame subtile et serrée aux événements culturels, politiques ou économiques) soit sollicitée de façon privilégiée. Passer à l'image, ou plutôt passer par l'image, c'est en effet tenter de saisir dans le face à face avec tant de visages inconnus, l'extraordinaire puissance d'humanité qui jaillit du récit même des acteurs, le désir, longtemps comprimé, de transmettre quelque chose d'un passé que l'on sait désormais révolu, c'est s'efforcer de surprendre l'effleurement du sens dans un silence géné ou dans une réserve pudique comme dans un discours d'auto-justification, dans un regard habité de nostalgie comme dans l'aveu d'une culpabilité, bref c'est donner à entendre au spectateur la pluralité des vécus et par là la pluralité des sens. Voilà tout ce que l'on peut attendre légitimement de l'image - et qui est déjà beaucoup.

Un film obéit à sa propre logique et possède ses propres règles. Pourquoi faudrait-il lui demander d'assumer une fonction qui n'est pas la sienne? Au delà de l'évocation du sens par le vécu, reste en effet l'explication des mécanismes de fabrication de la mémoire, explication qu'aucun traitement de l'image, si didactique ou si ingénieux soit-il, ne saurait délivrer. Faudrait-il s'en plaindre? faudrait-il croire que le spectateur est si mineur qu'il ne puisse dépasser par sa propre réflexion l'immédiateté de l'image?

Pour notre part, nous avons fait le pari inverse. Sans doute les risques encourus sont-ils grands. Mais le vrai problème est ailleurs. Il n'est pas de confier à l'image le soin d'accomplir une critique historique qu'il est de la nature même de l'image de ne pouvoir accomplir. Il est de savoir ce que l'image, à l'intérieur des limites qui sont les siennes, est chargée de signifier. Là est l'essentiel : ni substitut miraculeux de l'histoire, ni annulation intrinsèquement perverse de toute distance, l'image avant tout signifie, et faut-il ajouter, elle ne vaut que par ce qu'elle signifie. De ce point de vue l'alternative est assez simple. Ou bien l'image est chargée de signifier le caractère pluriel du sens, et sa contribution à l'histoire de la mémoire est irremplaçable. Ou bien l'image est censée nourrir l'illusion rétrospective d'un sens univoque, et sa contribution à l'histoire tout court est à peu près nulle. Alléguer là contre que l'historien doit "dire vrai" n'est guère pertinent. Car entreprendre de dire la vérité sur les mémoires, ce n'est assurément pas admettre que les mémoires disent la vérité, mais c'est à tout le moins

postuler que les mémoires sont porteuses de sens, jusque dans la sélection et la déformation qui font d'elles des mémoires.

Tel est bien, pour l'essentiel, le propos des *Années Algériennes*, et c'est précisément en quoi elles se veulent, en leur plan propre, une contribution à l'histoire.

Et sur cette perception de la contribution à l'histoire, qu'il me soit permis de citer ici, en conclusion, ce commentaire d'Yvan Audouard paru dans *Le Canard Enchaîné* du 25 septembre 1991:

Le mérite des *Années Algériennes* de Philippe Alfonsi, Bernard Favre, Patrick Pesnot et Benjamin Stora, est donc d'essayer de comprendre, à près de quarante ans de distance, ce qui s'est passé dans une époque confuse où, entre les révisions déchirantes et les arguments rétrospectifs de la mauvaise foi, il est difficile de se faufiler. En ce domaine, ce qui compte c'est la bonne foi, car elle seule permet de se frayer un chemin entre toutes les embûches que le présent tend au passé, et les mensonges qu'il lui propose. Ce qui compte, aussi, c'est qu'enfin un tabou soit levé et qu'on ait le droit de parler de ce qu'on appelait à l'époque "les événements d'Algérie". Certes, on ne saura jamais tout, mais du moins ne faudrait-il jamais cesser d'essayer de le savoir.

TURQUIE. L'ÉRE POST-KEMALISTE?

Peuples Méditerranéens n° 60

juillet-septembre 1992

pp. 201-205

RESUMES/ABSTRACTS

Kemalism Put to the Test of Pluralism

Ali KAZANCIGIL

In a superficial analysis, the last forty years of Turkish political history might appear as a defeat of the Kemalist doctrine. In reality, an advance toward the long-term goals of the Kemalist movement is visible in the progressive emergence of a modern, democratic, secularized, industrialized Turkey, drawing closer to those Western European countries toward which Mustafa Kemal had obstinately oriented it. Reduced to the "six arrows", Kemalism belongs to the past, it no longer has any significance for the Turkey of the 1990s. Seen as a pragmatic, modernizing, secular and rationalizing attitude, subsuming political action, it remains nonetheless, a major historical contribution to the construction of modern Turkey. Thus, it is possible to speak of the post-Kemalist era.

"The Turkish March" toward Democracy

Michel BOZDEMIR

The bases of Turkish political action tend toward radical transformations. Under the continuous pressure of socio-economic forces, which, singularly, do not manage to master politics, the armed forces have engaged in an extra-military action which includes two successive stages : the regulation of social conflicts by force, then the establishment of a new form of political domination. Thus, the army of the past along with its characteristics (progressivism, spirit of arbitration, support of labor forces, patrimonial spirit)

disappears; it relates ideologically to the industrial world. The tendency that distinguishes it stems from an increasingly marked conformism, an integration into the existing system.

The Foundations of the Violations of Human Rights

Bülent TANÖR

The Kemalist experience corresponds to a democratic and national revolution residing in the transition between a semi-feudal and multinational Empire and a national State. However, the Kemalist epoch has left a heritage of authoritarianism, of preference of the State over the society and the individual, as is evidenced by the practice of authoritarian methods (a one-party system, a preponderance of elites, etc.), and the denial of local, religious and ethnic distinctions by a nationalistic, tutellistic and elitist ideology. This amalgamation has allowed the putchistes of the 1960s, 1971 and 1980 to call for some of the principles of Ataturkism, a conservative version of Kemalism, and thus to justify their intervention and their action. These principles incorporated in Turkish legislation are among the foundations of the restrictions of political liberties.

Social Destruction and Economic Crisis

Yıldız SERTEL

After World War II, a government controlled, protectionist, economy was transformed into a liberal economy and, progressively, integrated into the world capitalist economy. This capitalist development correlates with social destructuralization and vulnerability to external crises. The social destructuralization has engendered a structural economic crisis which has been virtually permanent throughout the last three decades. "Dependent" development (dependence on foreign credits and capitals, creation of an import industry, liberalization of external commerce) has contributed to the gravity of the economic crisis and heightened the social disparity. The cumulative impact of the world economic crisis and the internal structural crisis is leading toward economic and social disintegration.

The Awakening of the Workers' Movement

Mehmet-Sehmus GUZEL

Over the course of the last decade, two very distinct periods have emerged. The first, from September 12, 1980 to the end of 1984, was a

period of virtually absolute silence from the workers' movement; the military regime put in place at that time an entire legislative arsenal in order to maintain that state of things. In the second period, from the end of 1984 to the present, we are witnessing a slow return of the workers' movement, which is thus following, a year's distance behind, the infamous "return to democracy" of the end of 1983, with the formation of a civil government. In this delay, surely we see prudence, the constraint of the working class, but at the same time, we cannot fail to underline the fact that the awakening is an essentially popular phenomenon, which, far from stepping outside the bounds and organizations that the unions represent, is fundamentally a movement of the masses.

Mario Levi and Exile

Nedim GÜRSEL

Contemporary Turkish Literature has always had a tendency to assimilate or to reject all discourse which identifies with a minority. Mario Levi is probably the first Turkish writer to claim his Jewish identity. The integration of Turkish Jews is relatively recent, it dates back to the end of the Fifteenth Century. Mario Levi is a typical example of that integration. He considers it to be "the logical end of a process". However, he condemns all forms of assimilation by emphasizing democratization of the country as well as the attitude of political power with respect to minorities. He defines himself, at the end of a five century process, as the voice of a voyager who would hardly have a choice among other geographies. "A hoarse voice," he writes, "and one that trembles in the uneasiness of a voyage toward questions that have no answers."

Contemporary Turkish Women Writers

Nilüfer MIZANOGLU-REDDY

Turkish writers have definitively quit the literary marginality to take up a central place in Turkish letters; a number of them have received prestigious literary prizes. Their works of fiction have, however, engendered polemics, some have been banned for a certain time. Women Turkish writers have inherited a good number of preoccupations from a literature whose roots go back to the Nineteenth Century. Nevertheless, they enrich modern Turkish literature with a new dimension by speaking of the interior of the little-known world of women. They pose questions about identity, about history, about the political and social order, about power and the deprivation of power. The three short-stories and an excerpt from a novel which follow the article allow a glimpse of a literature which will henceforth be considerable. Nezihe Meric:

Desolation No. IV; Adalet Agaoglu: Defend my love; you defend; Aysel Ozakin: The First Metro in the Morning; Latife Tekin: Bercy Kristin Garbage Tales.

State, Religion, Politics in Immigration

Hamit BOZARSIAN

Immigrants of Turkish origin are generally, at the beginning, devoid of any migratory project. Emigration is first thought out in relation to the group of origin, and is necessarily conceived of as temporary. The migratory project defines itself through immigration in the groupings of Turkish immigrants. Seniority and experience allow for evaluation in a realistic manner of the advantages and disadvantages. Families settle in on a long-term basis and give birth to new generations. In this way, community life becomes possible. Immigration becomes long-term, defines itself as a social fact; the immigrant perceives him/herself as having status, as having a place, at least, in the community. S/he discovers new perspectives in order to distinguish her/himself, to find mobility in the field of immigration, to provide him/herself with commercial networks, and with legitimacy So that s/he can face the challenges dealt by the receiving society.

The Turkish Migratory Field

Stéphane DE TAPIA

Migratory history is barely more than thirty years old, it is, however, marked by some major ruptures : petroleum crises, the coup d'etat of September 1980, the Gulf Crisis, the fall of the USSR. Yet, none of these ruptures has so far succeeded at closing the doors to emigration : they bring reorientation of the fluxes, and politics; spontaneous readjustments. The originality of Turkish emigration resides in the rapidity of its development and its reorientations. Dynamic, the population is ready to seize all opportunities that pass within its reach . They know how to skirt obstacles, change their focus, sometimes very rapidly. In an unstable international context it is, however, Western Europe that remains the only serious anchor-point.

Negative Designations and Falsely Inevitable Dichotomies

Marie-Louise PELLEGRIN

Reflection on the categories of "obvious", "natural" thoughts that we employ when we speak of populations other than those we call developed,

and of social categories other than those we classify as active-productive. The memory of what happened in anthropology clarifies the problem which is represented today in other social sciences (demography, sociology, political science) and in political life. Anthropologists have, in fact, understood that these designations display the consequence of the point of view of the "adult white and civilized male", more precisely some categories of thought which the latter uses. Following which, the categories used in the apprehension of distant populations has been modified : there are no longer today any "primitives". There is no longer any question of "emancipating" them, or of "inserting them in history" or of "teaching them our logic".

**La sécularisation, l'islam, et le futur du monde arabe :
un discours emprunté**

Ibrahim ABU RABI'

L'attitude dominante dans les milieux intellectuels arabes modernistes, est d'accuser les intellectuels arabes "conservateurs" de freiner le changement. Cette critique ignore en fait le long procès historique qui a permis la sécularisation en Occident, et surtout le débat épistémologique parcourant la pensée islamique contemporaine, celle de Seyyed Qutb d'abord, qui cherche justement à repenser l'islam dans la situation contemporaine. La pensée arabo-islamique en tant que discipline attend son historien. Une histoire précise et compréhensive véritable des principaux présupposés, des thèmes et des caractéristiques de la pensée arabo-islamique moderne reste à faire. Une sécularisation véritable ne peut intervenir dans le Proche Orient moderne si la question religieuse n'est pas étudiée sérieusement et dans toute sa profondeur.

BULLETIN D'ABONNEMENT / SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville / postal code, city :

Pays /country :

Souscription d'un abonnement de un an / Suscription for one year to :

Peuples méditerranéens / Mediterranean peoples

de soutien / suporter rate :

ordinaire / normal rate :

à partir du numéro :

Mode de règlement / Payment

* Chèque bancaire à l'ordre de Peuples méditerranéens, adressé à

/Bank cheque to the order of Mediterranean peoples, adressed to :

Peuples méditerranéens, B.P. 188-07 - 75326 Paris Cedex 07.

* Virement à notre banque / Transfer to our bank :

Banque nationale de Paris, avenue de Breteuil - 75015 Paris.

30004/01924/00254660/92

* Facture / Invoice

Conditions d'abonnement / Subscription rate (francs français / french francs). France et étranger / France and other countries :

Individus / Individuals : 230FF

Institutions / Institutions : 380 FF

Abonnement de soutien / Supporter rate : 500 FF

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les "abonnements permanents" à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de douze mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

Achevé d'imprimer par



31240 L'UNION (Toulouse)
Tél. (16) 61.74.27.67
Dépôt légal : Décembre 1992

7200-S08
PB-24

C
BT

PERMA-BOUND®

PAT. NO. 3,161,423



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
909.09822P462 C001
PEUPLES MÉDITERRANÉENS PARIS
60 1992



REVUE TRIME

3 0112 025193027

Depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale, la société turque s'est profondément restructurée. Le kémalisme en tant que doctrine formalisée dans les "six flèches" semble désormais appartenir au passé. Le laïcisme intransigeant a dû reconnaître l'importance politique du facteur religieux. Le républicanisme autoritaire s'est ouvert à des élites nouvelles. L'économie étatiste a été liquidée au profit d'une politique économique libérale. Le réformisme radical a été remplacé par une modernisation conservatrice. Le populisme a été battu en brèche par l'affirmation de forces sociales nouvelles. Le nationalisme ombrageux s'est dilué, d'un côté, avec l'ouverture sur le marché mondial et les perspectives d'intégration à l'Europe, de l'autre, avec la nécessité de plus en plus ressentie de reconnaître les droits des minorités et principalement de la minorité kurde. Ces transformations économiques, sociales, politiques expliquent l'histoire mouvementée de la Turquie au cours des quatre dernières décennies. Conduisent-elles à l'émergence d'une Turquie moderne, démocratique, sécularisée, industrialisée, se rapprochant des pays de l'Europe occidentale, but qu'en réalité Mustapha Kemal poursuivait de façon pragmatique? On serait alors en droit de parler de l'ère post-kémaliste.

PEUPLES MÉDITERRANÉENS N° 60

Prix : 110F